


SIGILLUM ACADEMIAE HARVARDIANAE IN NOV ANG
CHRISTO ET ECCLESIAE
VE
RI
TAS



CAMPAGNE DE L'EST

EN 1870-1871

NUITS, VILLERSEXEL

DU MÊME AUTEUR

Campagne du Nord. Histoire de la Défense nationale dans le nord de la France en 1870-1871. Lavauzelle, 1887.

Une nouvelle édition paraîtra fin 1896 à la librairie Berger-Levrault et Cie.

Timbouctou. Voyage du Dr Lenz au Maroc, au Sahara et au Soudan. Traduction. Hachette, 1887.

Les Expéditions françaises au Tonkin. H. Noirot, 1888-1889.

L'Espagne et l'Armée espagnole. Notes d'un touriste. Lavauzelle, 1889.

Le Général Faidherbe et la Défense nationale dans le Nord. Lavauzelle, 1890.

La Russie et l'Invasion de l'Inde. Lavauzelle, 1891.

Le Lieutenant Mauclerc. Mœurs militaires. Lavauzelle, 1891.

L'Armée et la Marine japonaise. Lavauzelle, 1892.

Campagne de la Loire en 1870-1871. — Coulmiers, Orléans. Berger-Levrault et Cie, 1893.

Campagne de la Loire en 1870-1871. — Josnes, Vendôme, Le Mans. Berger-Levrault et Cie, 1895.

Sous presse :

Campagne de l'Est en 1870-1871. — Héricourt, La Cluse.

Siége de Paris en 1870-1871. — Châtillon, Chevilly, La Malmaison.

PIERRE LEHAUTCOURT

CAMPAGNE DE L'EST

EN 1870-1871

Vol. I.

NUITS, VILLERSEXEL

Avec 7 cartes

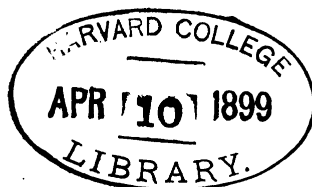


BERGER-LEVRAULT ET Cie, ÉDITEURS

PARIS
5, RUE DES BEAUX-ARTS

NANCY
18, RUE DES GLACIS

1896


HARVARD COLLEGE
APR 10 1899
LIBRARY.

INTRODUCTION

L'histoire de la Campagne de l'Est, cet acte final du grand drame de 1870, est encore à raconter. Ce n'est point, en effet, à nos adversaires qu'il convient de la demander. Leurs historiens l'ont écrite trop tôt, alors que des données indispensables manquaient encore. Ils ne l'ont pas abordée avec le désir de chercher uniquement la vérité, mais bien d'exalter, une fois de plus, les succès inouïs de leurs armées, de leurs généraux. C'est ainsi que le livre de Wartensleben, si instructif à d'autres égards, n'est qu'un exposé magistral du mouvement de Manteuffel, considéré dans son ensemble, au point de vue du commandement suprême. L'ouvrage que Löhlein a consacré aux opérations de Werder, moins condensé que le précédent, est beaucoup plus entaché de partialité; les inexactitudes y abondent. Quant au livre de v. der Wengen, son intérêt est réduit par ce fait qu'il semble avoir été entrepris dans un but de polémique, afin de justifier des idées préconçues.

Le plus souvent, les publications en langue française sont de valeur historique très contestable. Les livres que le colonel Poullet, par exemple, a consacrés à ces événements présentent le défaut de celui de v. der Wengen. L'auteur y vise surtout certaines personnalités, pour in-

criminer leurs actes ou les porter aux nues, au gré de ses antipathies et de ses amitiés.

Le livre de M. d'Eichthal, *Le général Bourbaki*, est assez fortement documenté; mais c'est, avant tout, l'œuvre d'un ancien officier d'ordonnance du général. C'est-dire qu'il n'y faut pas chercher l'impartialité voulue. Le même reproche peut être adressé à un ouvrage plus récent, celui du colonel Secrétan, de l'armée helvétique. Il paraît avoir été écrit sous l'empire d'une idée dominante, celle de justifier le malheureux commandant de l'armée de l'Est, aux dépens de Gambetta, de MM. de Freycinet et de Serres.

Les raisons qui précèdent nous ont conduit à étudier la Campagne de l'Est et à tenter d'en écrire le récit impartial. L'ouvrage qui suit est consacré à la première partie de ces événements, celle qui conduisit l'armée de Bourbaki de Bourges à Villersexel. Elle est comprise entre le 19 décembre et le 9 janvier. A cette dernière date, les fautes décisives avaient été commises, mais l'issue de l'expédition pouvait encore ne pas être désastreuse. Dans un livre en préparation nous raconterons la fin de la campagne, celle dont Héricourt, Besançon, La Cluse jalonnent les funèbres étapes.

Nuits, Villersexel débute par un aperçu des événements survenus dans l'est de la France, avant que Gambetta arrêtât le projet de l'expédition de Bourbaki. Bien que ce récit ne rentre pas directement dans notre cadre, il était indispensable de l'y joindre, afin d'établir la genèse de notre grande opération sur les communications alle-

mandes. On verra que, dès le mois de septembre, elle était projetée par le gouvernement de la Défense nationale.

Ainsi que nos ouvrages précédents, *Campagne du Nord; Campagne de la Loire, Coulmiers et Orléans; Josnes, Vendôme, Le Mans,* dont celui-ci forme le complément logique, il a été établi au moyen de documents authentiques, sans que nous ayons cherché à utiliser les récits antérieurs autrement que pour les contrôler et les réfuter au besoin. Ces données positives, nous les avons trouvées surtout parmi les très nombreuses pièces originales, télégrammes, rapports militaires, notes, extraits de journaux de marche, contenus dans les *Procès-verbaux* de la Commission d'enquête sur le gouvernement de la Défense nationale. D'autres publications, telles que celles de M. d'Eichthal, du colonel Poullet, du capitaine J.-B. Dumas, nous ont également fourni des documents précieux. Certains renseignements, fort intéressants parfois, proviennent de récits manuscrits ou imprimés de témoins oculaires, d'historiques de régiments ou d'unités diverses. Le journal de l'amiral Penhoat, par exemple, contient la série à peu près complète des ordres de mouvement du 18ᵉ corps.

Il résulte de ce qui précède que notre étude est basée sur des documents aussi exacts que possible. Nous avons cherché la vérité, si pénible, si douloureuse que fût parfois cette recherche. Le présent travail ne s'adresse pas à ceux qui voient uniquement dans l'histoire le moyen d'exciter l'orgueil national, les haines de peuple à peuple, quittes à défigurer au besoin la physionomie des événe-

ments. Nous le dédions à tous ceux qui cherchent dans le passé des enseignements, des avertissements pour l'avenir. Ainsi comprise, l'histoire est le meilleur des maîtres, celui dont les leçons portent toujours le cachet de l'expérience et de la vérité. C'est seulement en étudiant sans parti pris nos désastres de 1870 et leurs causes profondes que nous parviendrons à en éviter le retour. On l'a souvent répété, un jour de malheur comporte en soi plus d'enseignements que dix ans de prospérité. Cette raison fait que nous devons, plus que jamais, *ne pas oublier*.

Paris-Compiègne, 1892-1895.

CAMPAGNE DE L'EST EN 1870-1871

NUITS, VILLERSEXEL

Ire PARTIE

NUITS

CHAPITRE Ier

LES PREMIERS COMBATS DANS LES VOSGES

Les Allemands en Alsace. — Combat de Raon-l'Étape. — Le général Cambriels. — Le général v. Werder. — Combat de la Bourgonce. — Retraite sur Besançon. — Situation dans l'Est vers le 15 octobre.

Dès le mois d'août 1870, les succès inouïs des Allemands en Alsace, sur la Sarre et la Moselle, tout en leur ouvrant la route de Paris, rendirent plus délicat le maintien de leurs communications avec la mère patrie. Entre nos places du Nord, le bassin de la Haute-Saône et le plateau de Langres, le territoire occupé par eux dessinait un coin, dont l'angle devenait toujours plus aigu à mesure qu'ils se rapprochaient de Paris. En même temps ils prêtaient davantage le flanc aux attaques provenant de la partie de la France qu'ils n'occupaient pas encore. Enfin, ils découvraient une portion de leur propre frontière, celle qui faisait face à ce que nous gardions de l'Alsace et des Vosges.

Il en résulta que nos adversaires ne tardèrent pas à prendre

quelques précautions sur les deux rives du Rhin. Des gardes mobiles, qui avaient passé ce fleuve à Bellingen, ayant foulé pendant quelques instants le sol allemand, le bruit courut que 5,000 francs-tireurs venus de Lyon allaient se réunir aux ouvriers de Mulhouse laissés sans ressources par le chômage, pour tenter avec eux une incursion dans le grand-duché de Bade. De Kehl, le général v. Werder dirigea sur le Brisgau un petit détachement de toutes armes emprunté aux troupes qui assiégeaient Strasbourg (31 août), et qui fut ensuite renforcé par les soins du ministère de la guerre badois. Puis des escarmouches contre nos francs-tireurs s'étant produites dans la Haute-Alsace, l'état-major du roi de Prusse prescrivit à Werder de porter dans toute cette région des colonnes mobiles chargées de désarmer les habitants (9 septembre). Par suite, une brigade constituée à Mülheim sous les ordres du général Keller fut dirigée sur Colmar et Mulhouse. Elle entra sans combat dans ces deux villes (14 et 16 septembre), détruisit la ligne ferrée de Belfort à Mulhouse et le pont de l'Ill, puis se replia vers le nord suivant les ordres de Werder. Elle laissait le champ libre aux partisans sortis de nos places de la Haute-Alsace ; ils la rendirent bientôt impraticable aux petits détachements de nos adversaires.

Cependant, à l'ouest des Vosges, une petite colonne détachée par Werder sous les ordres du major v. Elern opérait vers Blamont et Badonviller, non sans combattre à la Pierre-Percée et à Raon-l'Étape (23 et 27 septembre).

Mais ces premières mesures parurent insuffisantes à l'état-major du roi de Prusse. En attendant que la prise de Strasbourg lui permît de disposer du corps de siège, il forma dans le grand-duché une 4e division de réserve commandée par le général v. Schmeling. Elle devait passer le Rhin, occuper la Haute-Alsace, assiéger Schlestadt et Neuf-Brisach ; en même temps elle observerait Belfort.

Malgré l'extrême pénurie à laquelle nous avaient réduits les défaites d'août 1870 et surtout le désastre de Sedan, le gouvernement de la Défense nationale songeait déjà à menacer les communications de l'ennemi. La preuve en ressort

suffisamment des instructions du ministre de la guerre Le Flô au général de la Motte-Rouge, qui allait assumer la lourde tâche de commander les troupes en formation dans le centre de la France (15 septembre). Après lui avoir donné quelques indications générales au sujet de la conduite à tenir sur la Loire, le ministre ajoutait :

« ....Vous pourrez faire inquiéter les derrières de l'armée prussienne et manœuvrer de façon à rétrécir, autant que possible, la zone d'action des détachements ennemis envoyés en réquisition.

« D'un autre côté, et sans perdre de vue l'obligation de laisser toujours une protection suffisante à la délégation du Gouvernement établie à Tours, vous pourrez vous porter dans la vallée de la Saône et, vous appuyant sur Auxonne, Besançon, Belfort même, manœuvrer sur le flanc gauche de l'ennemi et l'inquiéter dans ses opérations. Les points d'appui que je vous indique vous permettront, sans vous compromettre, de tenter ces diverses opérations.... [1] »

De plus, au moment où les avant-gardes allemandes débouchaient devant Paris, le ministre de la guerre en faisait partir le général Cambriels, avec ordre de prendre le commandement des troupes en formation à Belfort. En même temps un arrêté lui donnait autorité sur les hauts fonctionnaires civils des départements voisins et sur les troupes qui avaient été mises à leur disposition quelques jours auparavant. Cette mesure était d'autant plus indispensable qu'une circulaire chiffrée, envoyée vers cette date par la Délégation, recommandait aux préfets de contrebalancer le pouvoir des généraux par celui d'hommes énergiques, qui auraient pour but de « faire pénétrer l'esprit civil dans les affaires militaires [2] ».

Cambriels avait fait partie de la malheureuse armée de

1. *Enquête sur les actes du gouvernement de la Défense nationale*, tome IV.
2. Beauquier, *Les dernières campagnes dans l'Est*. M. Ch. Beauquier était en 1870-1871 sous-préfet de Pontarlier.

Cambriels fut nommé le 26 septembre commandant supérieur de la région de l'Est (7e division militaire, subdivisions des Vosges, du Haut-Rhin et de la Côte-d'Or).

Châlons. Grièvement atteint, à Sedan, d'une blessure à la tête qui était à peine fermée, il ne pouvait faire preuve de l'activité physique qu'aurait exigée l'inextricable situation dans laquelle il allait se débattre. A Belfort, où il arriva le 23 septembre, il ne trouva qu'une quinzaine de mille hommes, gardes mobiles ou recrues, à peine suffisants pour garder cette place. Si elle était en assez bon état, le moral des troupes et des habitants paraissait profondément atteint.

Le gouvernement de la Défense nationale continuait à prêter une attention particulière à nos forces de l'Est. Une lettre du général Le Flô à l'amiral Fourichon (26 novembre) contient même à ce sujet quelques mots qui semblent présager la funeste expédition de Bourbaki : « ....A l'est, vers Belfort, le général Cambriels, intelligent et hardi, doit avoir pu déjà entrer en campagne. Son champ de manœuvre, à lui, ce sont les Vosges. Il doit pouvoir disposer d'une colonne mobile de 12,000 hommes au moins. Qu'il manœuvre avec prudence, mais avec audace aussi. Il faut arriver là à couper les chemins de fer de l'ennemi, qui sont ses vraies lignes d'opérations. Couper seulement une de ses communications avec l'Allemagne serait une victoire. C'est, de ce côté, la grande œuvre à poursuivre. Qu'il jette des corps francs, en enfants perdus, partout.... [1] »

La tâche imposée au général Cambriels allait devenir de plus en plus difficile. En effet, la capitulation de Strasbourg avait lieu (27 septembre) et, avec une partie des troupes de siège, l'état-major du roi s'empressait de constituer un nouveau corps d'armée, le XIV[e], destiné à opérer dans l'est de la France. Le général v. Werder, qui en prenait le commandement[2], recevait l'ordre (4 octobre) de se mettre en marche dans le plus bref délai, en prenant la direction de la haute Seine, vers Troyes et Châtillon. Il aurait à empêcher la formation de nouvelles troupes dans les Vosges, la Haute-Marne

1. *Enquête,* t. IV, p. 29.
2. La division badoise (3 brigades), 1 brigade d'infanterie prussienne, 1 brigade de cavalerie, 3 batteries de réserve, soit 23 bataillons, 20 escadrons, 12 batteries.

et l'Aube, à désarmer la population, à faire remettre en service, s'il était possible, la ligne ferrée de Blainville, Épinal, Faverney, Chaumont. En même temps, il tenterait un coup de main sur Langres.

Le rétablissement des communications ferrées entre Blainville et Chaumont avait une importance d'autant plus grande que les Allemands disposaient d'une seule ligne[1], celle de Wissembourg à Nanteuil, surchargée par les immenses transports que nécessitaient les troupes concentrées sous Paris. Il est aisé de concevoir combien son interruption leur eût été préjudiciable, et quel intérêt s'attachait pour eux à l'ouverture de nouvelles voies.

Cependant la 4e division de réserve passait le Rhin en amont de Neuf-Brisach. Le 3 octobre, elle réoccupait Mulhouse sans plus de résistance qu'il n'y en avait eu le 16 septembre et détruisait de nouveau la ligne ferrée de cette ville à Belfort. Elle commençait ensuite l'investissement de Schlestadt et de Neuf-Brisach. Son arrivée dans la Haute-Alsace permettait à Werder de se mettre en mouvement vers l'ouest. Le 2 octobre, une brigade de toutes armes, général v. Degenfeld, quittait Mutzig et Barr en deux colonnes, dirigées l'une sur Raon-l'Étape par Schirmeck, l'autre sur Étival par Senones. Le gros de la division badoise était concentré autour de Barr et de Mutzig, avec ordre de suivre la brigade Degenfeld. Les troupes prussiennes du XIVe corps prendraient ensuite la même direction.

La délégation de Tours avait déjà tenté d'accroître les moyens d'action, bien insuffisants, dont disposait alors Cambriels. Le 2 octobre, une forte brigade du 15e corps, celle du général Dupré, quittait Vierzon et était aussitôt dirigée sur Épinal par voie ferrée; elle atteignait cette ville le 4. A la même date, le général Cambriels partait de Belfort pour se rendre aussi à Épinal. Il laissait le commandement de Belfort au général de Chargère, destiné lui-même à être presque aussitôt (7 octobre) remplacé par le général Crouzat.

---

1. Depuis le 23 septembre seulement, date de la prise de Toul.

Ce dernier devait aussi passer quelques jours seulement à Belfort.

Au moment où les colonnes de Degenfeld débouchaient devant nos avant-postes, Cambriels venait d'accepter le programme d'opérations suivant, dû au capitaine du génie Varaigne : on surveillerait avec un effectif aussi restreint que possible les passages des Vosges ; la partie active des troupes prendrait pour objectif le tunnel de Lutzelbourg, entre Saverne et Lunéville[1]. La destruction de cet ouvrage d'art paraissait, à bon droit, devoir être des plus sensibles à l'ennemi.

Mais l'intervention de Werder frappait ces projets d'impuissance, du moins pour l'instant. Les colonnes de Degenfeld s'emparaient le 5 octobre de Raon-l'Étape et d'Étival, après avoir refoulé des francs-tireurs. Le général Dupré, qui atteignait Bruyères à la même date, cherchait inutilement à arrêter l'ennemi à la Bourgonce (6 octobre). Ses 9,000 à 10,000 hommes, pour la plupart gardes mobiles ou francs-tireurs, opposaient pourtant une vive résistance. Un moment la situation de Degenfeld était même assez critique pour qu'il pût craindre un désastre[2]. L'arrivée de renforts allemands modifiait entièrement la face des choses. Dupré était contraint de se retirer sur Mont-de-Repos et Bruyères, derrière la Vologne, où Cambriels venait le rejoindre (7 octobre). Nous disposions alors d'une quinzaine de mille hommes. Le général décida de continuer à tenir tête aux Allemands, en défendant le terrain pied à pied. Il appela vers lui tout ce que Belfort put lui fournir de troupes à peu près aptes à tenir la campagne. La difficulté du pays favorisait cette attitude. En outre, aucune liaison n'existait entre Degenfeld et le gros de Werder. Ainsi, la nouvelle du combat de la Bourgonce dut être portée à Schirmeck, quartier gé-

1. Capitaine Dumas, *La guerre sur les communications allemandes*. Le capitaine Varaigne, nommé ensuite colonel au titre auxiliaire, fut chef d'état-major du 20e corps; il commande aujourd'hui le 18e corps d'armée.

2. Löhlein (capitaine v.), *Die Operationen des Korps des Generals v. Werder*, p. 21. L'ennemi perdit 431 hommes; nous eûmes 307 tués ou blessés et 539 disparus (Dumas).

néral du commandant du XIVe corps, par un Allemand déguisé en franc-tireur[1]. Mais la supériorité numérique de l'ennemi, venant s'ajouter à nos autres causes d'infériorité, ne nous laissait aucune chance de succès définitif. Nous ne pouvions que disputer le terrain aux avant-gardes de Werder. De plus, l'état moral et matériel de nos troupes laissait grandement à désirer, et Cambriels put rapidement s'en convaincre. Dans une visite aux avant-postes, il constata que beaucoup de cartouches, transportées dans les étuis-musettes à défaut de havresacs et de cartouchières, étaient détrempées par les pluies continuelles des derniers jours. La diversité des munitions rendait tout ravitaillement des plus pénibles. La gravité de ces circonstances provoqua la réunion d'un conseil de guerre; il opina pour la retraite. Cambriels crut devoir la prescrire, non sur Belfort, périlleuse éventualité que fit écarter une dépêche du ministre, mais sur la Haute-Saône, dans la direction de Remiremont, Faucogney, Lure, Besançon. Du moins, celle-ci nous garantissait du danger d'être coupé du reste de la France.

Notre mouvement rétrograde commença le soir du 11 octobre, après un nouveau combat à Bruyères. Il fut loin de se faire avec toute la régularité désirable. On dirigea sur Lure les moins mauvaises de nos troupes; le reste gagna Ronchamp, y embarqua ses éclopés, ses malades, ses bagages et atteignit la vallée du Doubs par Belfort et Montbéliard. Dans la nuit du 14 au 15, cinq trains apportèrent de L'Isle-sur-le-Doubs à Baume-les-Dames ou même à Besançon une foule de soldats de toutes armes, presque sans officiers. Pour les corps qui suivirent les routes de terre, la retraite se fit dans des conditions à peine meilleures. Le mécontentement était unanime; des cris de trahison se faisaient entendre, même des menaces de mort contre le malheureux Cambriels[2].

Pendant que nos troupes se ralliaient, tant bien que mal, autour de Besançon (14 au 17 octobre), les Allemands ne

1. Löhlein.
2. Beauquier.

suivaient leur mouvement qu'avec une certaine lenteur. Le 11 octobre, Werder était encore à Rambervillers; le 12, ses troupes entraient dans Épinal. En apprenant la retraite de Cambriels sur Remiremont, il abandonna la poursuite et télégraphia au général de Moltke que l'entière destruction du chemin de fer d'Épinal à Chaumont et la présence de forces françaises dans la partie sud des Vosges l'empêchaient de marcher sur la haute Seine par Jussey, comme le portaient ses instructions. Il croyait préférable de suivre une route moins exposée, par Neufchâteau et Chaumont, si l'ordre de marcher vers l'ouest était maintenu. Dans ce cas, dès son départ, les Français pourraient menacer Lunéville [1].

Le général de Moltke ne pouvait admettre cette éventualité. Fidèle au principe de la stratégie, qui veut que les forces attirent les forces, il fit prescrire à Werder de se diriger sur Luxeuil et Lure. Une brigade se porta d'Épinal sur Saint-Loup, suivie le 15 par une seconde brigade et, le 16, par le reste du XIV[e] corps.

Werder ne s'était pas rendu compte de la nécessité de refouler les troupes de Cambriels sur le Doubs, avant de reprendre sa marche vers l'ouest. Le 15, il demandait encore à l'état-major du roi s'il serait indispensable de les poursuivre au delà de Luxeuil et de Lure, au cas où, comme on pouvait le prévoir, notre retraite se prolongerait plus au sud. Le 17, le général de Moltke répondait que la direction à prendre était non celle de Vesoul, mais celle de l'ennemi [2].

Cette modification aux premières instructions adressées à Werder tenait à la situation dans les Vosges ou la Haute-Saône et aux succès récents des Allemands sur la Loire. Nos échecs au nord d'Orléans (10 et 11 octobre) rendaient moins urgent l'envoi du XIV[e] corps sur la haute Seine. Au lieu d'occuper Vesoul le 18 et de marcher le 19 sur Langres, suivant ses intentions primitives, Werder dirigea ses troupes vers Besançon.

---

1. Löhlein, p. 36.
2. Löhlein.

Les premiers combats livrés par nos troupes de l'Est, et surtout la retraite qui les avait suivis, étaient d'une nature peu encourageante. Les gardes mobiles, qui en formaient la grande majorité, présentaient le plus triste aspect : « ....Pour la plupart armés de fusils à piston ou de *tabatières,* ils réclamaient à grands cris des chassepots et, comme on n'en avait plus, ils profitaient de ce prétexte pour déclarer qu'ils ne marcheraient pas. Ils cassaient leurs armes, les jetaient le long des routes.... essayaient de soulever toute la garnison (de Besançon) contre l'autorité militaire. Les chefs élus par eux et choisis parmi les caractères les moins énergiques, les moins capables de faire respecter la discipline, étaient impuissants à les maintenir.... » Les soldats, parmi lesquels l'ivrognerie était répandue au dernier point, « traitaient la banlieue de la ville en pays conquis et brûlaient jusqu'aux portes et escaliers des maisons où ils étaient logés[1] ».

En dehors de certains centres, la population ne se montrait pas plus disposée aux sacrifices personnels : « ....La plupart des paysans ne voulurent jamais consentir à amener leur fourrage ou leur bétail à la ville (Besançon), comme on les en avait suppliés tant de fois. Ils disaient naïvement « qu'il « leur fallait bien au moins garder quelque chose pour les « Prussiens, qui brûleraient les maisons s'ils ne trouvaient « rien à manger[2].... »

Les dangers de cette situation étaient encore accrus par la mésintelligence qui régnait entre les autorités militaires et civiles. Le commissaire du gouvernement de la Défense nationale pour le Doubs, le Jura, la Haute-Saône, M. Albert Grévy, le préfet du Doubs, M. Ordinaire, adressaient à la Délégation les accusations les plus passionnées contre Cambriels : « ....Le général commandant dans les Vosges est-il

1. Beauquier, p. 7.
2. Beauquier, p. 75. D'après le même auteur, neuf communes de l'arrondissement de Montbéliard contractèrent un abonnement avec le commandant de place prussien, pour éviter ses réquisitions. L'inventeur de cette combinaison, maire de Montbéliard, y puisa une popularité durable.

fou? Telle est l'opinion de Grévy et la mienne. Est-il incapable ou coupable? Faut-il le juger?.... », écrivait M. Ordinaire (16 octobre)[1].

Pourtant ces attaques n'eurent aucune suite immédiate. Gambetta, accouru de Tours à Besançon pour juger de la situation, maintint Cambriels dans son commandement, mais les accusations portées contre le général laissèrent leur trace dans l'esprit du délégué à la Guerre, M. de Freycinet; sa correspondance en fait foi. Cambriels se vit forcé de lui rappeler (21 octobre) qu'il avait trouvé en arrivant à Belfort « des bataillons de mobiles mal armés, sans munitions de réserve, sans campement, sans organisation, sans chefs, sans instruction, sans discipline. C'était le chaos.

« .... Entreprendre avec ces bandes une opération sérieuse, considérable, c'est s'exposer à un vrai désastre.

« Si vous comptez sur cette armée de l'Est qui, en ce moment, est à l'état naissant, laissez-la s'organiser, s'habiller, se chausser, se discipliner surtout, et alors, quand le moment sera venu, et j'use toute mon énergie à faire vite, je me mettrai en mouvement et tomberai sur la ligne d'opérations de l'ennemi.... [2] »

Ainsi, dans l'est de la France comme ailleurs, les difficultés commençaient entre la Délégation qui voulait à tout prix qu'on agît, sans tenir compte des circonstances, et nos généraux qui, désorientés par cette guerre nouvelle, par ces troupes improvisées, étaient souvent tentés de s'exagérer les difficultés de l'action. Ces tendances en sens inverse persistèrent jusqu'à la fin de la guerre et ne contribuèrent pas pour peu à l'inutilité de nos efforts.

D'ailleurs, à ce moment même, un nouvel élément de désunion survenait dans la personne de Garibaldi.

---

1. M. Albert Grévy donna sa démission quelques jours après, lors de la venue de Gambetta. Il est à croire que le maintien du général Cambriels dans son commandement ne fut pas étranger à sa décision.
2. *Enquête*, dépêches télégraphiques officielles.

CHAPITRE II

ARRIVÉE DE GARIBALDI A DÔLE

Le général Garibaldi. — Bordone. — Arrivée de Garibaldi en France. — La Délégation et Garibaldi. — Garibaldi et Cambriels.

On sait quel rôle le général Garibaldi a joué dans l'histoire de son pays et dans celle de l'Amérique espagnole. A 27 ans, en 1834, il était condamné à mort par contumace, pour avoir pris part à un complot contre le roi Charles-Albert. Il quitta la Sardaigne et se rendit à Montevideo, où il intervint activement dans les guerres entre son pays d'adoption et le Brésil, puis entre la République du Rio-Grande et les Impériaux brésiliens. Ce milieu lui était inconnu; il sut pourtant y déployer une audace extrême, un fond d'ingéniosité toujours renouvelé; il se tira constamment des situations les plus difficiles. Le blocus de Montevideo, qu'il défendit glorieusement, ne dura pas moins de six années[1].

En juillet 1848, il débarquait à Gênes, prenait part à la guerre contre l'Autriche, puis défendait Rome attaquée par le corps du général Oudinot (1849). Échappé avec peine aux Autrichiens, il repartit pour l'Amérique, mais ne tarda pas à s'installer, cette fois définitivement, sur l'îlot rocheux auquel son nom devait rester attaché (1855).

Au début de la guerre d'Italie (mars 1859), il forma un corps de volontaires; ses *chasseurs des Alpes,* qui opérèrent à l'extrême gauche des armées alliées, rendirent des services. A la fin de la campagne, Victor-Emmanuel voulut lui donner

1. A ce moment Garibaldi ne portait pas encore au clergé de toute religion la haine singulière dont il l'honorait en 1870. Il écrivait au nonce du pape à Montevideo (1847): « Or donc, si des bras qui ont quelque pratique du maniement des armes sont agréables à Sa Sainteté, il est inutile de dire que nous nous consacrerons, avec une plus grande joie que jamais, à celui qui a tant fait pour la patrie et pour l'Église.... » Il faut dire que le pape, lui aussi, avait grandement changé d'opinions depuis 1847.

le grade de lieutenant-général à titre définitif, mais l'ancien condamné à mort refusa l'honneur que lui réservait le successeur de Charles-Albert et se retira de nouveau à Caprera, où il passa quelques mois. En 1860, il s'en échappait pour entreprendre cette expédition des Mille, qui tient plus de l'épopée que de l'histoire. Maître des Deux-Siciles, il les donna au roi Victor-Emmanuel, avec l'indéniable désintéressement qui faisait le fond de son caractère. Arrêté à Aspromonte par les troupes royales, dans une tentative qu'il dirigeait contre la domination papale (1862), il fut reconduit à Caprera. La guerre de 1866 lui fournit une nouvelle occasion d'en sortir. Un grand nombre de volontaires, quarante mille *chemises rouges*, dit on, accoururent sous ses ordres. Il entra dans le Tyrol, d'où le roi le rappela au moment où il allait atteindre Trente.

Le 4 septembre 1870, Garibaldi avait 63 ans; sa santé, profondément attaquée par ses campagnes, par un long séjour dans l'Amérique du Sud, était très précaire. Cependant il écrivit au gouvernement de la Défense nationale : « Ce qui reste de moi est à votre service. » Le *Journal officiel* reproduisit cette offre, mais aucune réponse ne fut adressée au général. On se rendait nettement compte de la presque impossibilité d'accepter son concours. Le vieux condottiere obéissait beaucoup plus aux rêves de république universelle qui hantaient son cerveau[1], à la haine vigoureuse qu'il portait au despotisme, qu'à sa sympathie pour notre pays. La France détenait, il ne l'oublia jamais, sa ville natale, la gracieuse cité qu'il croyait « prédestinée, par sa situation géographique, à être la capitale de l'humanité[2] ».

Cependant Garibaldi renouvelait ses offres; le préfet de

---

1. Le 6 septembre 1870 il écrivait dans une sorte de proclamation : « Français, Scandinaves, Allemands, tous sont mes frères. Si j'ai désiré le triomphe des armées prussiennes, mon unique motif a été le désir ardent de voir la chute du plus exécrable tyran des temps modernes. » Le 7 septembre, dans un autre écrit, il répudiait toute hostilité contre ses « frères d'Allemagne ».

2. Extrait d'une lettre de Garibaldi, écrite pendant la discussion des préliminaires de paix, pour réclamer l'indépendance et la neutralité de Nice (*Enquête*, tome VI, p. 489). — « Nier l'italianité (*sic*) de Nice, c'est nier la lumière du soleil.... » (Lettre du 8 juillet 1873.)

Nice, M. Baragnon, le télégraphiait (14 septembre), annonçant qu'une « masse de volontaires du Midi » était prête à suivre le général italien. Il faisait valoir des considérations moins hypothétiques, en représentant que des bandes armées, évaluées, non sans exagération, à 30,000 hommes, s'étaient rassemblées sur la frontière italienne, et que les troupes de Victor-Emmanuel paraissaient toutes prêtes à saisir ce prétexte de pénétrer en France. L'appel de Garibaldi permettrait de détourner ce double danger, encore accru par les tendances séparatistes qui se manifestaient à Nice. Lors des élections du cadre de la garde nationale (24 septembre), deux officiers italiens firent partie des élus. Aussitôt on dissolvait la milice citoyenne et on établissait l'état de siège dans toute sa rigueur[1].

C'est une singulière personnalité, sur laquelle nous aurons à revenir, le docteur Bordone, qui devait emporter les hésitations du gouvernement de la Défense nationale, en le plaçant devant un fait accompli[2]. Il avait servi en 1859 et en 1860 sous les ordres de Garibaldi, avec le grade de colonel. Il se donna pour tâche de conduire son ancien chef en France et de lui faire obtenir la haute situation militaire dont il le jugeait digne. Son premier soin fut de pressentir les intentions de la Délégation. Il se rendit à Tours, où il vit MM. Laurier, Crémieux et Glais-Bizoin. Le premier l'accueillit avec une réserve toute diplomatique. M. Crémieux fut plus expansif : « Oh ! ce cher Garibaldi, s'écria-t-il, que de plaisir j'aurais à le voir ! Ah ! si nous pouvions le faire entrer à Paris, quel effet cela produirait ! Dût-on sacrifier du monde pour cela, nous l'y ferons entrer. Oui, allez le chercher, et dès que vous serez arrivés en France, venez directement à Tours, sans vous arrêter à Marseille, et surtout sans passer à Lyon[3]. »

---

1. *Enquête*, tome IV, p. 195, télégrammes des 14, 17, 18, 19, 20, 24 et 25 septembre 1870.

2. Bordone, « le manche » de Garibaldi, suivant l'expression imagée de M. de Freycinet, n'était pas un ex-pharmacien, comme l'a écrit le député M. Perrot, mais un médecin de la marine démissionnaire.

3. Bordone, *Garibaldi et l'armée des Vosges ; Enquête*, tome VI, p. 273, déposition Bordone.

Malgré ces effusions du vieil avocat israélite, Bordone ne put obtenir de la Délégation une approbation officielle. D'ailleurs, les principaux agents du Gouvernement étaient loin de partager les illusions de Crémieux. Le préfet du Rhône, Esquiros; celui de Nice, Marc-Dufraisse; l'envoyé de la République à Florence, Sénart; M. de Chaudordy, qui dirigeait en province le département des affaires étrangères, s'y montraient opposés. On faisait valoir l'inopportunité de créer des embarras au gouvernement italien, au moment où M. Thiers allait solliciter son intervention, les dangers que la présence des Garibaldiens ferait courir à la domination française dans le comté de Nice, l'action qu'elle pourrait avoir sur les tendances séparatistes de la ligue du Midi.

Bordone n'en suivit pas moins son idée; le 6 octobre, le gendre de Garibaldi, Canzio, télégraphiait de Gênes que le général avait débarqué en Corse, d'où il allait repartir pour Marseille. Cette nouvelle ne fut pas sans surprendre désagréablement la Délégation. Une tradition assez vraisemblable veut que M. Crémieux se soit écrié, en la recevant: « Ah! mon Dieu! il arrive; il ne nous manquait plus que cela! » On chercha à le faire retenir à Valence, mais en vain[1]. Le 8 octobre, Garibaldi était à Tours, où venait d'arriver Gambetta. Le grand orateur se rendit aussitôt auprès du général et lui fit l'accueil le plus flatteur. Mais les embarras que causerait la présence du condottiere en France ne lui avaient pas échappé. Avec sa finesse ordinaire, il lui offrit d'aller à Chambéry, organiser une armée de volontaires. Cette solution laissait à Garibaldi son indépendance, tout en évitant pour nos troupes un contact fâcheux. Elle ne fut pas du goût de Bordone. Sous son inspiration, Garibaldi manifesta l'intention de retourner sur l'heure à Caprera. Gambetta craignit l'effet de cette nouvelle sur son propre parti et promit au gé-

1. Bordone, ouvrage cité. M. Crémieux télégraphiait le 7 au préfet de la Drôme: « Recevez Garibaldi comme je le recevrais moi-même. Si vous pouvez le retenir à Valence, vous ferez un acte de la plus grande utilité pour le Gouvernement.... » Une seconde dépêche est dans le même sens (*Enquête*, tome III, p. 227).

néral une situation plus conforme à ses désirs. Le 14 octobre, il télégraphiait à Cambriels que le commandement des corps francs et d'une brigade de mobiles destinés à opérer dans la zone des Vosges était accordé à Garibaldi ; il adressait au patriotisme du commandant de la région de l'Est un appel qui fut entendu. En effet, Cambriels allait faire tous ses efforts pour entretenir la bonne entente avec Garibaldi : une lettre qu'il lui écrivit après avoir quitté son commandement en est la meilleure preuve[1]. Mais toute sa bonne volonté ne put remédier aux inconvénients d'une situation fausse. Appelé à opérer dans l'Est, parallèlement aux troupes qui s'y trouvaient déjà, Garibaldi aurait dû être soumis à Cambriels, à moins qu'on ne lui subordonnât ce dernier. Il était difficile d'admettre cette dernière solution. Certains bataillons de mobiles, même des corps francs, comme la légion bretonne et le corps Bourras, devaient bientôt refuser de servir sous les ordres d'un étranger qui, trop souvent, il faut bien le dire, ne prenait nul soin de ménager leurs idées[2]. La Délégation ne voulut pas davantage imposer à Garibaldi une subordination qu'il n'eût sans doute pas acceptée. De là vint qu'il opéra isolément, à sa guise, sans lier son action à celle des troupes voisines qui, de leur côté, s'inquiétaient fort peu de la sienne. Comme nous le verrons, l'incertitude de cette situation devait grandement contribuer à la fin désastreuse de l'armée de Bourbaki[3].

1. *Enquête,* tome VI, p. 282. Cette lettre est datée de Lyon, 29 octobre. Nous en citons un passage plus loin.

2. « J'ai reçu votre dépêche confidentielle contenant la lettre des conseillers généraux de la Haute-Saône sur les faits relatifs au général Garibaldi. Je vous prie de ne point perdre de vue que je ne puis accueillir qu'avec une extrême réserve les appréciations qui sont produites sur le général Garibaldi et les faits et gestes de son corps d'armée. Vous en comprenez la raison. Elle tient tout entière à l'individualité si tranchée du général.... Je vous prie de vouloir bien imiter ma circonspection à cet égard.... » (*Télégramme* de Gambetta à Cambriels, 21 octobre. *Enquête,* tome III, p. 228).

3. Dans une lettre à J. Favre (19 octobre), Gambetta écrit que Garibaldi « a été partout reçu avec faveur » (*Enquête,* tome IV, p. 39). Ce n'était pas précisément le cas.

CHAPITRE III

LES COMBATS SUR L'OGNON

Gambetta à Besançon. — Offensive de Werder. — Combats sur l'Ognon. — Werder marche sur Dijon. — L'armée de l'Est. — Cambriels est remplacé par Michel. — Capitulation de Metz.

Cependant Gambetta se rendait à Besançon (18 octobre) et assistait à un conseil tenu au quartier général de Saint-Claude; il y était convenu que l'on procéderait immédiatement dans l'Est à la formation d'une armée, dont le général Crouzat commanderait l'une des brigades. La place de Belfort changeait donc encore une fois de commandant, cette fois d'une façon définitive. Le nom du colonel Denfert-Rochereau allait pour toujours s'attacher à sa défense.

La future armée prendrait l'offensive dans le plus bref délai, en s'appuyant sur le triangle Langres-Belfort-Besançon. Elle se dirigerait sur Langres par Gray, afin de menacer plus directement les communications allemandes. En attendant, une colonne mobile de 5,000 hommes, organisée sous les ordres du capitaine du génie Perrin, promu colonel auxiliaire, se mettrait sans retard en marche vers le massif du Thillot, entre Luxeuil et Giromagny. On espérait que la possession de cette région difficile, à portée de la Haute-Alsace, des Vosges et de la Haute-Saône, permettrait de reprendre plus tard toute la ligne des Vosges.

Quant à Garibaldi, il occuperait provisoirement Dôle et la forêt de la Serre, sur la rive droite du Doubs; au besoin, il se replierait sur la forêt de Chaux, au delà de cette rivière.

La supériorité des forces de Werder lui aurait aisément permis de mettre à néant tous ces projets. Mais il devait se borner à une simple démonstration, sans résultat aucun.

Il avait reçu le 17 octobre et dans la nuit du 18 au 19 deux télégrammes du général de Moltke, confirmant les ordres déjà donnés pour la poursuite de Cambriels et autorisant le XIV[e] corps à la pousser jusqu'à Besançon. Cette opération terminée, Werder marcherait sur Bourges par Dijon, de façon à achever la destruction de nos troupes de la Loire, à peine remises de leurs échecs au nord d'Orléans. Malgré ces instructions, Werder jugea tout d'abord inutile de poursuivre Cambriels. L'attitude de nos troupes dans les derniers combats permettait de prévoir qu'elles arrêteraient leur retraite seulement sous le canon de Besançon. Dans ces conditions, Werder décida de se mettre aussitôt en marche sur Dijon, sans plus s'occuper des groupes épars entre la Saône et le Doubs.

Ce mouvement était en voie d'exécution (19 octobre), et le XIV[e] corps devait atteindre Dijon le 24 par Fresne-Saint-Mamès et Gray[1], quand Werder apprit que des troupes françaises occupaient la vallée de l'Ognon, vers Étuz et Marnay. Une patrouille allemande avait même rencontré des chasseurs à cheval[2] sur la route de Vesoul à Besançon, près de Rioz. Ces nouvelles modifièrent les intentions du général. Il décida de porter tout le XIV[e] corps sur l'Ognon par les trois routes de Pin, d'Étuz et de Voray. Il espérait, en marchant rapidement, surprendre nos troupes et les refouler sur Besançon, après les avoir mises hors d'état de troubler son mouvement vers Dijon[3].

Cambriels avait, en effet, porté au nord de Besançon (21 octobre), la colonne mobile du colonel Perrin, alors forte de cinq bataillons et d'une batterie seulement. Elle fut aisément délogée des ponts de l'Ognon (22 octobre), et vint prendre une forte position un peu au sud, sur les hauteurs de Châtillon-le-Duc et d'Auxon-Dessus. Grâce à quelques renforts accourus de Besançon, nos troupes firent bonne conte-

1. Le 18, ce corps d'armée était à Vesoul, Lure, Conflans, Luxeuil, Saint-Loup et Vauvillers.

2. Du 7[e] régiment.

3. Löhlein.

nance et les Allemands durent se replier sur l'Ognon sans avoir pu les déloger[1].

C'est à ce maigre résultat que crut devoir se borner Werder. Le 23 octobre, pendant que Cambriels ramenait la majeure partie de ses troupes à Besançon, et qu'il laissait seulement la colonne Perrin à Châtillon-le-Duc, le XIV[e] corps opérait des reconnaissances qui, vers Dôle et Auxonne, le mettaient en contact avec des détachements de « l'armée des Vosges » en formation sous les ordres de Garibaldi. Persuadé de l'inutilité d'une tentative sur Besançon, même au prix de fortes pertes, Werder résolut de se reporter sur la Saône, puis de reprendre sa marche vers Dijon. Ce mouvement rétrograde commença le 24 octobre[2].

Non sans une juste entente de la situation, Garibaldi jugeait indispensable de retenir le plus longtemps possible l'ennemi entre l'Ognon et la Saône. On retarderait ainsi son mouvement sur Dijon, ce qui permettrait peut-être de sauver cette ville. Quoiqu'il disposât alors de 4,000 hommes à peine, il en porta le gros vers Pesmes. D'accord avec lui, le président du comité de défense de la Côte-d'Or, docteur Lavalle, fit occuper l'un des passages les plus importants de la Saône, Pontailler. En même temps, Garibaldi demandait à Cambriels sa coopération. Mais, aux yeux de ce général, ses troupes étaient trop jeunes, trop faiblement organisées, trop éprouvées par les événements récents, pour qu'il les risquât loin de Besançon. Il craignait même d'être attaqué sur sa gauche, dans l'intervalle de cette place à Dôle, et demandait à Garibaldi de porter par chemin de fer quelques bataillons sur la droite de l'ennemi. Aucune raison sérieuse ne motivait alors ce renversement des rôles.

L'offensive des Garibaldiens n'eut d'ailleurs aucune suite.

---

1. Notre effectif atteignit 8,000 hommes et 8 pièces à la fin du jour seulement; l'ennemi disposait de forces triples. Il perdit 120 hommes; le colonel Perrin eut 150 tués ou blessés et 200 prisonniers (Dumas, ouvrage cité).

2. Les communications du XIV[e] corps étaient encore si mal assurées que des télégrammes du général de Moltke envoyés les 23 et 24 octobre n'atteignirent pas Werder avant le 3 novembre. La ligne télégraphique avait été coupée près de Luxeuil (Löhlein).

Ils se replièrent sur Dôle, après un échec à Pesmes (22 octobre). Garibaldi les concentra sur les positions du mont Rolland; puis, apprenant que l'ennemi semblait menacer Besançon, les dirigea vers cette ville. Mais la démonstration de Werder n'ayant pas été poussée à fond, les troupes de l'armée des Vosges se reportèrent sur Dôle.

Cependant la réorganisation du corps de Cambriels, favorisée par le mouvement de l'ennemi vers l'ouest, progressait plus rapidement qu'on aurait pu s'y attendre. Dès le 25 octobre, le général songeait à prendre prochainement l'offensive. Il prescrivait aux commandants de Belfort et de Langres « de se tenir prêts à faire d'ici trois ou quatre jours une sortie qui s'avancerait à deux ou trois journées de marche ». A ses demandes concernant l'effectif disponible, le colonel Denfert-Rochereau répondait (28 octobre) que la garnison comptait 14,360 hommes, non compris 1,235 francs-tireurs détachés. Mais l'investissement de Belfort allait survenir (4 novembre). Quant à la garnison de Langres, elle avait subi des modifications incessantes depuis le début de la guerre, cette place ayant surtout servi de centre d'organisation et de ravitaillement à nos troupes. Il y restait 15,000 hommes (29 octobre); 8,000 en étaient déjà partis, laissant les ressources de la ville et du pays beaucoup diminuées. Les cartouches Chassepot, les munitions d'artillerie, les fusées faisaient défaut. L'armement ne comportait pas une pièce mobile pour les sorties. Des 15,000 hommes de la garnison, 3,000 mobilisés de la Haute-Marne, exercés depuis quelques jours, ne savaient pas tenir un fusil; 3,000 hommes observaient les routes du nord et de l'est; la garde des forts, de la citadelle et de l'enceinte en exigeait 8,500 environ. On ne pourrait donc consacrer à une sortie que 2,500 hommes à peine, et leur dénuement les empêcherait de passer plus de deux jours loin de la place[1].

En somme, les ressources disponibles étaient fort restreintes à Langres et à Belfort; Cambriels ne pouvait guère compter

1. *Rapport du général commandant la place de Langres* (Dumas, ouvrage cité).

sur elles. Il n'en poursuivit pas moins la préparation du mouvement qu'il avait en vue. La colonne Perrin, renforcée le 27 d'un bataillon, était le 29 à Baume-les-Dames. De là elle se portait sur Mélisey, au nord de Lure, où elle arrivait le 2 novembre[1].

Une autre colonne, celle du colonel Varaigne, se dirigeait le 27 sur Ougney, pour couvrir la droite de Garibaldi au nord-est de la forêt de la Serre. Elle contribuait également à « donner de l'air » aux troupes de Besançon.

A ce moment, l'armée de l'Est comptait deux divisions organisées, 20,000 hommes environ, non compris la colonne Perrin et une réserve de 1,500 hommes. Les éléments d'une 3e division commençaient à se grouper sur la rive gauche du Doubs, sous les ordres du capitaine de vaisseau Rolland. Dans une dépêche au ministre de la guerre (28 octobre), Cambriels affirmait que l'organisation de ces troupes était suffisante pour qu'elles pussent prendre part à des opérations actives. Il était temps qu'elles cédassent leur place à d'autres destinées, elles aussi, à s'y organiser. Le général ajoutait fort justement : « .... Tout avantage remporté.... par l'armée de Besançon aura une influence capitale sur les opérations des autres armées, parce qu'un succès dans l'Est peut compromettre la retraite de l'ennemi et mettre dans l'embarras les troupes mêmes qui n'ont pas pris part à l'action, tandis qu'une victoire, même aux environs de Paris, ne peut désorganiser que les corps d'armée.... ayant pris part au combat.... » On voit s'affirmer dans cette dépêche, une fois de plus, l'idée maîtresse de l'expédition de Bourbaki.

Mais le général Cambriels ne devait pas mener à bien ces projets. Sa blessure s'était rouverte, mettant sa vie en danger; il fut contraint de réclamer son remplacement. La Délégation, qui parut voir cette demande avec regrets, ne crut pas devoir en ajourner la solution. Le commandant de la cava-

1. A l'approche des troupes allemandes qui allaient investir Belfort, cette colonne se reporta sur Clerval et l'Isle. Elle fut disloquée le 9 novembre et répartie entre la 3e division et la réserve de l'armée de l'Est (Brisac, *Journal de marche du 2e bataillon de la garde nationale mobile de la Meurthe*).

lerie du 16e corps, Michel, fut désigné pour remplacer Cambriels, et le général Crouzat prit le commandement par intérim (28 octobre).

En quittant Besançon, Cambriels adressait à Garibaldi la lettre à laquelle nous avons fait allusion; elle lui fait le plus grand honneur, car elle montre comment il faisait taire ses légitimes susceptibilités devant les exigences de la défense du pays (29 octobre). Après lui avoir donné l'explication de son départ de Besançon dans les termes les plus corrects, presque affectueux, il ajoutait : « Laissez-moi vous demander en grâce, mon cher Général, d'user auprès de Gambetta de l'influence que votre nom et votre expérience vous donnent. Pas de petits paquets, pas de groupes sans cohésion, pas de folle et téméraire aventure, mais concentration puissante par le nombre, et le résultat que vous obtiendrez sera décuplé. Je sais que ce sont là vos idées, mon Général, et je suis heureux de m'être rencontré avec vous. Mais faites que ce soit bien celles du ministre, et notre cause que vous venez servir avec tant de dévouement ne pourra qu'y gagner[1].... » Il était impossible de parler plus sagement. Mais notre malheur voulut que les successeurs de Cambriels, et surtout Bourbaki, n'imitassent pas son abnégation.

Le général Crouzat, qui le remplaça provisoirement, adopta ses projets d'offensive. Dès le 29 octobre, il télégraphiait au ministre pour solliciter l'autorisation de marcher sur Gray. Il comptait se mettre en mouvement vers le 3 ou le 4 novembre, avec 20,000 hommes et 40 pièces de canon. La réponse de Gambetta fut affirmative (30 octobre)[2], mais une désastreuse nouvelle, celle de la capitulation de Metz, mit fin à tous ces projets. La disparition de l'armée du Rhin rendait à l'état-major du roi de Prusse la libre disposition des Ire et IIe armées. Le général de Moltke allait renoncer à porter le XIVe corps sur la Loire, où sa présence serait rendue inutile par l'arrivée prochaine de Frédéric-Charles.

1. *Enquête*, tome VI, p. 282.
2. *Enquête*, tome III, p. 227 et 233.

Werder continuerait d'opérer dans le bassin de la Saône, tandis que nous serions forcés d'affaiblir nos forces de l'Est, pour compenser, autant que possible, l'augmentation très sensible des troupes allemandes au nord d'Orléans[1].

---

1. Non seulement Crouzat renonça à prendre l'offensive avant l'arrivée du général Michel, mais il prescrivit ou, du moins, laissa prescrire la destruction d'ouvrages d'art indispensables à nos futurs opérations dans l'Est. Le 1er novembre, un capitaine du génie arriva de Besançon à Dôle pour faire sauter le pont du Doubs. Le colonel Bordone, qui n'avait pas été prévenu de cette décision, protesta dans les termes les plus vifs, et on fit droit a sa réclamation.

CHAPITRE IV

PRISE DE DIJON

La situation à Dijon. — Le docteur Lavalle et le colonel Fauconnet. — Première évacuation de Dijon. — Modification des ordres de Werder. — Premier combat de Dijon (30 octobre).

Tandis que ces événements se passaient au nord de Besançon et de Dôle, les Allemands continuaient de marcher sur Dijon. Cette ville est importante, tant par le chiffre de sa population que par sa situation et ses ressources de toute nature. Surtout elle commande plus ou moins directement les routes et les voies ferrées qui relient la haute Seine au plateau de Langres, à la vallée de la Saône, au Morvan. En raison de l'état de santé du général Sencier, commandant la subdivision, la tâche de la défendre incombait alors au président du comité de défense de la Côte-d'Or, une personnalité tout à fait étrangère à l'armée, le docteur Lavalle. Dès le 19 octobre, il avait réuni à Dijon et à Beaune 9,000 gardes mobiles environ ; 3,600 occupaient Châtillon-sur-Seine, Montbard et Semur[1].

Cependant M. de Freycinet adressait au général Cambriels les recommandations les plus pressantes pour la garde de Dijon (21 octobre). Il allait jusqu'à le menacer de le faire relever de son commandement, s'il ne lui faisait parvenir le 22 octobre « avant 4 heures du matin, une réponse satisfaisante » au sujet de ses « mesures de défense à Dijon et de son plan stratégique d'ensemble[2] ».

Cambriels avait déjà envoyé les instructions nécessaires au général Sencier et au comité de défense (20 octobre). Il leur recommandait de se tenir en relation avec Garibaldi et,

1. D'après l'état de situation reproduit par le capitaine Dumas.
2. Dumas.

même, s'il était possible, avec l'armée en formation derrière la Loire. Il faisait valoir la nécessité de ménager pour l'avenir les troupes réunies à Dijon et, par suite, d'assurer leur retraite sur Lyon. Le 21 octobre, il déléguait le docteur Lavalle « pour exercer le commandement et diriger les opérations », en attendant l'envoi à Dijon d'un général ou d'un colonel énergique qu'il demandait au ministre d'ordonner.

A ce moment les troupes de la Côte-d'Or recevaient de Lyon des renforts qui doublaient à peu près leur effectif; 3,000 hommes de ligne, empruntés à plusieurs dépôts, étaient dirigés sur Auxonne et Pesmes (23 octobre); 5,000 à 6,000 gardes mobiles (4 bataillons), presque tous armés de fusils à piston, allaient s'établir à Bèze et à Marcilly. Déjà le docteur Lavalle avait porté sur Pontailler près de 9,000 hommes (8 bataillons et demi de mobiles). Les routes qui se dirigent de Dijon vers le nord et l'est étaient ainsi surveillées, mais ces 20,000 hommes mal armés, mal encadrés, sans instruction, sans aucune artillerie, ne pouvaient compter pour des forces sérieuses. Heureusement les Allemands firent preuve d'une grande incertitude dans leurs mouvements. Les reconnaissances de Werder lui ayant signalé la présence de forts rassemblements français à Dijon, à Dôle et à Besançon, il lui parut difficile de poursuivre le mouvement commencé sur Bourges. On pouvait prévoir qu'une démonstration serait, à bref délai, dirigée de Dôle et de Besançon contre la ligne de Lunéville à Nancy; aucune troupe allemande n'aurait pu s'y opposer en l'absence du XIV[e] corps. D'ailleurs, Werder était sans nouvelles de Versailles depuis plusieurs jours. Une lettre du 23 octobre lui arriva dans la nuit du 28 au 29, portée par un *Feldjäger;* un télégramme du même jour ne devait lui parvenir que le 3 novembre. Il ignorait la date probable de la chute de Metz et la situation générale lui était inconnue. Cette absence de nouvelles pouvait dissimuler des événements graves. Dans ces conditions, avant d'être fixé sur l'état réel des choses, il était difficile d'abandonner la ligne de communications pénible-

ment gardée jusqu'alors par Épinal[1]. Werder se borna tout d'abord à faire reconnaître les directions où avaient apparu nos troupes.

Celles réunies dans la Côte-d'Or recevaient enfin un chef, le colonel de gendarmerie Fauconnet, arrivé à Dijon le soir du 27. Faisant preuve d'un esprit de conciliation fort intempestif, il accepta d'abord d'être subordonné au docteur Lavalle, qui demandait à conserver son commandement « au point de vue moral ». Mais les démonstrations de l'ennemi effrayèrent ce général improvisé, et il replia sur Auxonne ou Dijon les troupes de Pontailler et de Bèze. Cette retraite hâtive se fit fort mal. Fauconnet, accouru à Auxonne, dut prendre le commandement, pendant que Lavalle regagnait Dijon[2]. Cambriels prescrivit même de réoccuper les passages de La Marche et de Pontailler, abandonnés à la légère la veille. Mais déjà l'ennemi menaçait Dijon. Fauconnet y fit refluer toutes les troupes qui n'avaient pas encore pris la direction de Chagny ou même celle de Lyon (28 octobre).

Cependant, en l'absence de toute direction autorisée, la démoralisation avait fait des progrès difficiles à arrêter. Un conseil de guerre, réuni à Dijon, décida, à la presque unanimité, l'évacuation de cette ville. Elle eut lieu dans la nuit du 28 au 29, et la garde nationale déposa ses armes.

De son côté, Werder recevait la même nuit les instructions du général de Moltke, en date du 23 octobre, et auxquelles nous avons fait allusion. La fin prochaine de la résistance de Bazaine permettait à l'état-major du roi de modifier la tâche imposée au XIV[e] corps. Désormais il n'aurait plus à se porter sur Bourges. On le renforçait des 1[re] et 4[e] divisions de réserve, on lui donnait pour objectif de couvrir l'Alsace, de flanquer la gauche de la II[e] armée dans son mouvement de Metz sur la Loire, enfin d'investir, puis d'assiéger Schlestadt, Neuf-Brisach et Belfort. Son gros serait concentré à Vesoul,

1. Löblein.

2. Le docteur Lavalle, arrêté le 29 octobre à Beaune par la population, fut traduit en cour martiale et acquitté.

observant Besançon. Il occuperait fortement Dijon, en se couvrant vers Langres.

La multiplicité de ces tâches paraît avoir effrayé Werder, qui n'avait pas encore reçu les deux divisions de réserve dont l'arrivée lui était annoncée. Il décida de concentrer d'abord son corps d'armée autour de Vesoul, d'observer et même d'investir Belfort, en occupant Gray et surveillant Besançon. Il ferait occuper Dijon un peu plus tard, après l'arrivée des renforts prévus.

Les ordres déjà donnés le matin du 29 octobre pour la marche sur Dijon furent donc annulés. Le XIV[e] corps tout entier dut reprendre le 30 la direction de l'est. Mais, à ce moment même, une patrouille rendait compte de l'évacuation de Dijon. L'importance de cette ville était suffisante pour justifier un nouveau contre-ordre. Il valait mieux exécuter sur-le-champ, sans coup férir, une opération qui pourrait devenir difficile si elle était ajournée.

Werder prescrivit donc à deux des brigades badoises de se porter sur Dijon le 30 octobre, tandis que le reste du corps d'armée marcherait sur Vesoul, en laissant un fort détachement à Gray. Mais à peine l'évacuation de Dijon était-elle accomplie qu'un revirement se produisait parmi les habitants. Ils prenaient les armes et accueillaient à coups de fusils les éclaireurs allemands. Des préparatifs de défense étaient faits et le colonel Fauconnet modifiait encore une fois ses ordres. Il avait cru devoir faire refluer ses troupes sur Beaune et même, en majorité, sur Lyon, sous prétexte qu'il n'avait pas les moyens de loger et d'alimenter un si fort effectif. Il reporta sur Dijon, par voie ferrée, 1,600 hommes de ligne, auxquels il comptait joindre 4,000 gardes nationaux. En réalité, il mit en ligne 3,600 hommes au plus contre les 12,000 hommes et les 6 batteries du général v. Beyer. Pourtant la résistance fut si vive que les Allemands se retirèrent le soir dans la partie nord des environs de Dijon. Werder autorisait même Beyer à pousser jusqu'à Mirebeau, en cas de besoin. Mais le colonel Fauconnet avait été tué; sa disparition fut le signal d'une nouvelle évacuation. On arbora dans la nuit le

drapeau parlementaire, et les autorités civiles entamèrent des pourparlers avec l'ennemi. Le 31 octobre, celui-ci prenait possession de Dijon[1]; il devait y rester deux mois environ.

---

1. Werder apprit le même jour la capitulation de Metz par une lettre du colonel Bourras, saisie aux avant-postes. Depuis cinq jours pas un courrier ne lui était parvenu (Löhlein).

CHAPITRE V

CROUZAT SE PORTE SUR GIEN

Le général Michel. — Projet de retraite sur Lyon. — Michel est remplacé par Crouzat. — L'armée de l'Est se porte sur Chagny. — Formation des 18e et 20e corps. — Crouzat se porte sur Gien.

Le général Michel arrivait à Besançon le 2 novembre. Brillant officier de cavalerie, il avait eu sous ses ordres, à Frœschwiller, la brigade de cuirassiers qui poussa la charge destinée à demeurer célèbre. Depuis, il avait commandé, non sans distinction, la cavalerie du 16e corps. Sa première impression, en voyant l'armée de l'Est, fut loin d'être favorable, et il en rendit compte au ministre (2 novembre). A l'en croire, les troupes de Dijon étaient en pleine déroute; la plupart des bataillons avaient fui sans combattre et n'étaient pas encore ralliés. Quant à la place de Besançon, elle lui semblait incapable de soutenir un siège « en règle » sans l'appui d'une armée de 40,000 hommes au moins. Sa garnison se bornait à 10,000 hommes, de qualité très inférieure[1]. Le camp retranché que l'on avait improvisé autour de la ville, en s'appuyant sur les trois forts détachés déjà existants, était occupé par 20,000 hommes seulement; le double eût été nécessaire, en raison de l'étendue du périmètre à garder.

Ainsi, d'après le général Michel, les ressources de la défense restaient de beaucoup au-dessous des besoins. Dans ces conditions, en présence des 30,000 Allemands signalés sur la Saône, des 50,000 hommes qui se montraient dans la Haute-Alsace avec Belfort pour objectif probable, il était nécessaire d'éviter tout mouvement vers le nord ou le nord-est. Michel jugeait même imprudent de demeurer sous Besançon; on pourrait y être contraint à livrer bataille dans des conditions

1. 146 officiers et 9,701 hommes, en grande partie gardes mobiles (Dumas).

défavorables; on exposerait les troupes à être entièrement désorganisées par une défaite, ou immobilisées, en plein hiver, sur les hauts plateaux du Jura. Il était préférable d'aller prendre position entre le Doubs et la Loue ou même derrière cette rivière. Si l'ennemi marchait sur Lyon, on suivrait ce mouvement, de façon à conserver sa liberté de manœuvres.

Malgré leur ton pessimiste, les conclusions de ce rapport furent approuvées par Gambetta[1]. Elles aboutissaient à une retraite graduelle sur Lyon, comme le demandait à la même date (1er novembre) le préfet du Rhône, M. Challemel-Lacour[2], fort enclin à faire passer les exigences de la politique locale devant celles de la défense du pays. Il faut convenir que la présence de forces allemandes numériquement supérieures aux nôtres rendait inexécutable tout projet d'offensive immédiate dans l'Est. Rester sous Besançon était courir le risque d'y être immobilisé. Mieux valait gagner la vallée de la Saône et s'y tenir à portée de couvrir Lyon. On doit même ajouter que l'abandon momentané de Besançon à ses propres ressources ne pouvait que favoriser l'exécution ultérieure d'une grande entreprise dans cette région. A la guerre, les forces opposées s'attirent ainsi que l'aimant et le fer. L'affaiblissement des nôtres conduirait fatalement l'ennemi à ne pas accroître, sinon à réduire les siennes. Nous pourrions donc opérer, le moment venu, avec des effectifs très supérieurs aux siens[3].

Les craintes du général Michel au sujet d'un mouvement offensif des Allemands n'étaient pas sans fondement. Le XIVe corps avait, en effet, continué sa concentration sur Vesoul; le 3 novembre, Werder y reçut un télégramme chiffré du général de Moltke lui faisant connaître que Fré-

1. Ce rapport, qui est reproduit par M. Dumas dans l'ouvrage que nous avons plusieurs fois cité, est suivi de l'annotation suivante de Gambetta à M. de Freycinet: « Je le trouve fort lucide, et je vous engage à lui répondre dans l'ordre d'idées que nous avons examiné ensemble, et qui aboutit à se retirer graduellement sur Lyon. »

2. *Enquête*, tome IV, p. 45.

3. Le capitaine Dumas plaide la thèse contraire : d'après lui, se retirer de Besançon « c'était condamner d'avance la prochaine expédition de l'Est à devenir une aventure tragique, un désastre ». Rien ne nous paraît moins exact.

déric-Charles et la II[e] armée seraient le 8 à Châtillon-sur-Seine et à Troyes. De plus, la 1[re] division de réserve était partie le 1[er] novembre de Colmar pour aller investir Belfort. Rien ne s'opposait plus à ce que le XIV[e] corps prît l'offensive vers Dôle, en se couvrant du côté de Besançon; il pourrait ainsi couper les communications de cette place avec Lyon, vers la bifurcation d'Arc-et-Senans. En même temps des troupes seraient portées de Dijon vers Chalon, suivant l'axe de la vallée de la Saône.

Toutefois Werder, mieux renseigné sur l'importance de nos formations nouvelles dans l'Est, jugea nécessaire de les faire reconnaître plus amplement avant de donner suite aux instructions qui précèdent. Les jours suivants y furent consacrés.

Quant au général Michel, il était visiblement accablé par un commandement trop lourd pour ses forces. Il en vint à un affolement véritable, dont sa correspondance donne la preuve. Le 4 novembre, il télégraphiait au ministre : « Une armée nombreuse s'avance sur Lyon et détache des forces puissantes sur Besançon. Il est très probable que nous serons immobilisés devant Besançon ou acculés au Jura et à la Suisse. J'ai donné des ordres pour que, dès demain, la direction de Lyon soit prise par mes colonnes.... Si vous voulez suspendre mon mouvement, donnez-moi des ordres.... » M. de Freycinet se bornait à répondre que l'armée devait, en effet, prendre Lyon pour objectif, mais seulement après avoir acquis la certitude qu'il serait impossible de résister. Il signalait l'importance de Chagny, qui commandait les seules communications ferrées entre les bassins de la Saône et de la Loire[1].

Cependant les craintes de Michel dépassaient toute mesure; il donnait ordre de détruire les ponts du Doubs en amont et même en aval de Besançon, prétendant ainsi, non seulement arrêter l'ennemi, mais empêcher le commerce de bétail que les pourvoyeurs allemands avaient organisé entre

1. *Enquête,* tome III, p. 235, télégramme du 4 novembre.

le Jura et la Haute-Saône. Cette mesure eût rendu plus difficiles nos opérations ultérieures dans cette région. Son exécution n'en avait pas moins commencé, sans l'assentiment du ministre, et le général de Prémonville, commandant la 7e division militaire, demandait seulement l'autorisation de la poursuivre. M. de Freycinet intervint, mais les ponts en amont de Besançon étaient déjà détruits, ce qui devait grandement compliquer nos mouvements de troupes en janvier 1871.

En même temps, M. de Freycinet cherchait à rendre confiance au général Michel, lui assurant qu'il s'exagérait l'insuffisance de Besançon. En y maintenant 15,000 à 16,000 hommes, la défense pourrait s'opérer dans des conditions satisfaisantes. Il suffirait de prélever 5,000 à 6,000 hommes sur les 30,000 hommes que comptait alors l'armée.

Celle-ci se porterait sur Chagny, point que la Délégation considérait avec raison comme d'une extrême importance et que Michel devrait défendre, de concert avec Garibaldi. Si nous ne pouvions y tenir, nous nous retirerions peu à peu sur Lyon, objectif final de la retraite. Une division, 10,000 hommes et 18 pièces, en formation à Chagny, sous les ordres du colonel Bonnet, se replierait au contraire sur Nevers, car elle était destinée à faire partie du 18e corps, alors rattaché à l'armée de la Loire[1].

Le général Crouzat, qui commandait l'une des divisions de Michel, ne partageait pas sa manière de voir. Il croyait possible de terminer rapidement les travaux du camp retranché, ce qui nous donnerait pour l'avenir une base certaine, avec une ligne de retraite passant par Pontarlier, Saint-Claude, Le Bugey, celle même dont Clinchant devait tenter de faire usage.

Les travaux de Besançon terminés, on prendrait l'offensive sur Gray, appuyé à gauche par Garibaldi, qui marcherait sur Pesmes. En même temps, les troupes de Chagny se

1. Télégramme au général Michel, 5 novembre. Le commandant *nominal* des troupes de Chagny était le général de la Serre.

porteraient sur Dijon. Enfin, Langres tenterait une diversion.

A défaut de cette opération, on pourrait aussi diriger l'armée de l'Est sur Chagny, puis sur Dijon, après l'avoir renforcée des troupes du colonel Bonnet, pendant que Garibaldi irait de Dôle vers Auxonne[1].

Mais ces projets ne cadraient pas avec les intentions actuelles de la Délégation; elle songeait beaucoup plus à renforcer l'armée de la Loire qu'à prendre l'offensive sur la Saône. D'ailleurs, Michel exagérait de plus en plus la note de ses inquiétudes. Il allait jusqu'à craindre de ne pouvoir quitter Besançon en temps opportun. Il lui faudrait cinq heures pour traverser la ville, et les Allemands étaient, croyait-il, à dix kilomètres. Il pourrait y être canonné pendant le défilé des troupes, malgré l'artillerie de l'enceinte et des forts[2]. Aussi insistait-il de nouveau (5 et 6 novembre), pour obtenir l'ordre de la retraite, qu'il ne voulait pas donner sous sa propre responsabilité. En dépit des instructions si claires du ministre, il en sollicitait de nouvelles.

Avec grande raison, M. de Freycinet coupa court à cette correspondance, en l'invitant à se rendre sans délai près de lui, afin de développer ses projets. C'était un rappel à peine déguisé, mais le général ne parut pas comprendre que sa place n'était plus à la tête de l'armée, et le Délégué dut lui intimer à plusieurs reprises l'ordre de se rendre à Tours, après avoir laissé le commandement à Crouzat[3].

En même temps (7 novembre), le ministre informait Garibaldi de sa résolution d'abandonner le Jura; il lui donnait mission de défendre le Morvan en s'appuyant au colonel Bonnet, à Chagny. Il le priait enfin de se concerter avec

1. Rapport du général Crouzat au général Michel, 5 novembre (Dumas).
2. Lettre au ministre, 5 novembre.
3. Télégrammes des 7 et 8 novembre. L'intention du général Michel était de se retirer non sur Chagny, mais sur Lons-le-Saulnier, c'est-à-dire sur Lyon. Le 4 novembre, le sous-intendant de Lons-le-Saulnier recevait une dépêche lui annonçant l'arrivée de Besançon, pour le 7, de 25,000 à 30,000 hommes, avec 2,000 chevaux (*Enquête*, tome III, p. 236). — Le général Michel reprit le commandement de la cavalerie du 16e corps.

Crouzat, qui avait ordre « de tenir grand compte de ses précieuses indications ». Dans la pensée de Gambetta et de M. de Freycinet, c'est à Garibaldi et au colonel Bonnet que reviendrait le soin de défendre le Morvan et de couvrir Nevers, ville à laquelle ils attachaient une haute importance, non sans raison. L'armée de l'Est devrait coopérer à cette défense, mais sans découvrir Lyon sous aucun prétexte[1].

Il y aurait beaucoup à dire sur ce projet, qui confiait la vallée de la Saône à trois groupes isolés, dans l'intervalle desquels opéraient des corps secondaires, également indépendants, comme celui de Bourras. Il manquait un centre à ce cordon défensif, qui allait de Chagny à Belfort. Aucun de nos généraux ne possédait une autorité incontestée sur les autres. Comment travailler ensemble à la tâche commune?

Le mouvement de l'armée de l'Est commençait le 8 novembre, par les routes, mais Crouzat ne l'exécutait pas sans répugnance. Il n'espérait pas d'arriver à Chagny en temps opportun; même dans ce cas, il s'attendait à être bientôt obligé de se retirer sur Lyon. Selon lui, l'armée aurait dû rester autour de Besançon, en se tenant prête à se jeter par Belfort sur les communications de l'ennemi. Sa ligne de retraite eût été par Lons-le-Saulnier, au besoin par Pontarlier[2]. Mais nous avons vu pourquoi la Délégation ne pouvait admettre ce plan séduisant.

Au moment où elles se mirent en marche, les troupes de Crouzat comptaient 30,000 hommes et 40 pièces. Leur mouvement était couvert par les Garibaldiens à Dôle, par le corps franc des Vosges (colonel Bourras) et par des gardes nationaux mobilisés répartis le long du Doubs. Pendant qu'il s'opérait sans obstacles, Werder demeurait à peu près immobile. De ses 21,500 hommes, avec 72 pièces, répartis de Dijon à Vesoul, ainsi que de Vesoul à Épinal et à Belfort, 10,500 et 36 pièces étaient à Dijon. Pour prendre l'offensive, comme

1. Télégrammes du 7 novembre au général commandant à Besançon et à Garibaldi.

2. Télégramme du 8 novembre au ministre.

il en avait l'intention, il serait nécessaire d'évacuer momentanément cette ville. Mais son importance pour les Allemands était surtout d'ordre moral. Aussi son abandon n'offrait-il aucun inconvénient grave.

Werder comptait porter la masse du XIVe corps entre Besançon et Dôle, de façon à couper les unes des autres les troupes de Michel et de Garibaldi, puis à les battre isolément. Mais avant de se mettre en marche, il voulait attendre des nouvelles positives de Belfort, dont l'investissement était à peine opéré (4 novembre). Il se borna donc à préparer un coup de main sur Auxonne et une attaque de Saint-Jean-de-Losne, comme préliminaires de l'offensive projetée (6 novembre). A ce moment, certains indices lui firent craindre un mouvement de notre part sur Gray, et il en renforça la garnison.

Le 9 seulement, les Allemands commencèrent à se rendre compte de la marche que Crouzat opérait vers l'ouest; Werder donna des ordres pour une opération sur Dôle (10 novembre). Le XIVe corps, abandonnant Dijon, mais continuant d'occuper fortement Vesoul, serait le 13 au sud de l'Ognon. Cependant les troupes de Crouzat continuaient leur mouvement et, le 13, elles étaient concentrées à Demigny, Chagny et Nolay. Avec les 25,000 hommes et les 22 pièces de Bonnet, tout récemment placés par le ministre sous ses ordres, il disposait de plus de 55,000 hommes, avec 62 pièces. En y comprenant les garnisons des places, notre effectif dans l'Est atteignait environ 125,000 hommes. L'ennemi était en force moindre de moitié, 63,000 hommes, mais sa supériorité d'organisation lui permettait de nous tenir en échec.

Le 12 novembre, Werder apprenait que notre concentration s'achevait vers Chagny; il décidait de forcer le passage de la Saône à Saint-Jean-de-Losne et d'attaquer Dôle le 14, en se bornant à observer Auxonne. La Saône fut franchie, en effet, mais à Pontailler au lieu de Saint-Jean-de-Losne, par suite d'une fausse interprétation des ordres donnés, et on reconnut que Dôle venait d'être complètement évacué par Garibaldi. Werder ordonna donc pour le 13 une ten-

tative sur Auxonne. Mais on constata que cette place ne pouvait être prise par un coup de main. On ne parvenait pas davantage à couper le chemin de fer de Besançon à Lons-le-Saulnier.

Le 14 novembre, le gros du XIV[e] corps était concentré vers Dijon; l'un de ses détachements s'emparait de Saint-Jean-de-Losne, après une escarmouche; Werder pouvait donner suite à ses projets d'offensive. Des difficultés d'exécution l'y firent renoncer. La Côte-d'Or, avec ses collines isolées à flancs abrupts, couronnées par des villages qui forment autant de citadelles naturelles, lui parut d'une défense trop facile. En outre, il eût été nécessaire de consacrer deux brigades à garder Dijon, à observer Besançon, Auxonne et Langres. Les deux autres n'auraient sans doute pas suffi pour marcher sur Chagny.

C'est ainsi que Werder ajourna de nouveau cette opération jusqu'à l'arrivée de la 4[e] division de réserve. Celle-ci avait été rendue disponible, le 10, par la capitulation de Neuf-Brisach. Elle marchait alors vers la Saône, après avoir laissé un détachement seulement au corps d'investissement de Belfort[1]. Les troupes de Werder continuaient donc à demeurer à peu près inactives, et cette situation allait se prolonger durant quelques jours.

De notre côté, nous gardions la même attitude. Le colonel Bonnet ayant proposé une attaque concentrique sur Dijon, qui serait exécutée à la fois par Crouzat, par lui et par l'armée des Vosges, M. de Freycinet parut approuver ce projet et le communiqua à Crouzat. Mais celui-ci préférait achever l'organisation de ses troupes que de risquer de les compromettre. D'ailleurs, il craignait lui-même (13 novembre) une marche de l'ennemi vers Lyon par la rive est de la Saône et se proposait de se porter à Chalon, si le fait était vérifié[2]. Puis, sur la nouvelle que Dijon était à peu près évacué par l'ennemi, le ministre l'autorisait à réoccuper cette ville, s'il

1. Löhlein.
2. Télégramme au ministre.

le pouvait, sans trop s'affaiblir à Chagny et à Chalon (15 novembre).

Ce télégramme était à peine lancé que les intentions de la Délégation changeaient brusquement. Reconnaissant la nécessité de renforcer l'armée de la Loire, de façon à compenser autant que possible l'accroissement qui allait résulter, pour les forces allemandes, de l'arrivée du prince Frédéric-Charles, elle décidait que l'ancienne armée de l'Est, devenue le 20e corps d'armée, serait placée sous les ordres du général d'Aurelle. La division Bonnet passerait de même au 18e corps. Enfin 15,000 hommes, prélevés sur les 55,000 concentrés autour de Chagny, seraient dirigés sur Lyon pour en renforcer la garnison.

Le mouvement de Crouzat et de Bonnet s'opéra par les voies ferrées d'Autun et de Digoin. Ces quatre divisions furent réunies à Gien en quatre jours, malgré l'incommodité de la gare de Chagny, dont les installations laissaient fort à désirer. On en expédia 88 trains. Avant de quitter ce point, Crouzat avait pris quelques mesures pour la défense de la vallée de la Saône. La ligne de la Dheune, de Verdun à Chagny, était organisée défensivement. La 1re légion des mobilisés du Rhône et les mobilisés du Jura étaient répartis le long du Doubs, entre Verdun et Besançon, pour surveiller cette rivière. Enfin, on s'occupait d'organiser la ligne de la Loue, plus au sud. Des corps francs jetés dans la Côte-d'Or et la forêt de Cîteaux devaient relier Chagny aux troupes de Garibaldi, qui gardaient alors la vallée de l'Ouche.

La plupart de ces mesures furent réduites à néant par le départ de Crouzat et de Bonnet. Mais les quatre divisions qu'ils amenaient sur la Loire allaient prendre une part des plus honorables aux combats qui marquèrent la fin de novembre, et notamment à la bataille de Beaune-la-Rolande[1].

1. Voir *Campagne de la Loire. Coulmiers et Orléans*, p. 205.

CHAPITRE VI

GARIBALDI SE PORTE A AUTUN

L'armée des Vosges. — Garibaldi. — Bordone. — Difficultés avec la Délégation. — Retraite de Garibaldi sur Autun. — Surprise de Châtillon. — Lyon et la Délégation.

Avant de poursuivre ce récit, il convient de revenir sur la formation de l'armée des Vosges. Nous avons dit qu'aux yeux d'une partie au moins de la Délégation, la présence de Garibaldi était une nouvelle cause d'embarras[1]. On se résignait à subir sa coopération plutôt qu'on ne l'acceptait. On lui avait donné le titre ambitieux de *commandant en chef de la zone des Vosges de Strasbourg à Paris,* mais il était plus difficile de le pourvoir de sérieux moyens d'action. Les 30,000 volontaires italiens dont il avait été question en octobre se réduisirent en novembre à quelques milliers d'hommes. Certains corps francs, des bataillons de mobiles ou de mobilisés montraient très peu d'empressement à servir sous les ordres de Garibaldi ou même refusaient entièrement de s'y soumettre.

Quant aux autorités militaires, elles firent souvent preuve vis-à-vis de l'armée des Vosges, sinon d'une mauvaise volonté déclarée, du moins d'une indifférence qui en était très voisine. Ainsi Gambetta avait prescrit au général Michel, le 1er novembre, d'envoyer sans délai à Garibaldi un escadron de cavalerie légère, deux batteries et deux bataillons de mobiles bien armés et « bien munis ». L'armée des Vosges reçut en tout 43 chasseurs montés sur des chevaux de réforme[2].

---

1. M. Beauquier, aujourd'hui député de l'extrême gauche, alors sous-préfet de Pontarlier, a écrit dans son livre : « Il (Gambetta) aurait dit ces mots que les républicains ne devront pas aisément oublier : Il ne faut pas s'occuper de Garibaldi, c'est un embarras pour nous. »

2. *Enquête,* tome VI, p. 282, déposition Bordone. Voir un télégramme de l'ingénieur Gauckler au ministre.

Les faits de ce genre ne furent pas rares, et ils contribuèrent à l'inaction si souvent reprochée à Garibaldi pendant certaines périodes de la campagne.

Ce serait une erreur que d'attribuer à sa qualité d'Italien la froideur ou même l'hostilité avec laquelle on l'accueillit d'ordinaire. D'autres étrangers n'éprouvèrent rien de pareil. Mais ses idées politiques et religieuses s'affirmaient brutalement, sans qu'il prît nul souci de froisser les convictions des habitants dont il était l'hôte. Certaines de ses communications aux troupes, qu'il faisait afficher ou reproduire par la presse amie, sont difficiles à surpasser par la boursouflure des idées, la grandiloquence toute méridionale du style et, en même temps, par le singulier mélange de rêveries humanitaires, de passion républicaine et de fanatisme anti-clérical qui en fait le fond. Les extraits suivants d'une lettre du général à son fils Ricciotti nous semblent confirmer amplement les appréciations qui précèdent : « ....Jeunes miliciens de la sainte cause de la République, ils apprennent à ses ennemis la différence qui existe entre l'esclave d'un despote et le champion de la liberté.... C'est à vous, génération prédestinée, que la fortune confie le soin, non seulement de déblayer le sol de votre belle patrie de l'envahisseur, mais d'établir sur des fondements perpétuels les principes sacrés de la liberté et de la fraternité des nations.... Vérité et justice sont empreintes sur les oriflammes de nos jeunes légions. Le sang, les larmes, le malheur de deux grands peuples trompés ont engendré cette ère nouvelle, où la famille humaine trouvera un heureux état normal, qui fasse oublier les pages ensanglantées de l'histoire qu'écrivaient avec le fer et l'encensoir l'empire et le noir reptile qui lui sert de piédestal[1].... »

Ce ridicule langage a souvent nui au personnage de Garibaldi. On n'a vu en lui que l'aventurier, plus *impresario* que général, le politicien trop souvent mal inspiré, en laissant

---

1. Cette lettre, reproduite par Thiébault (*Ricciotti Garibaldi et la 4e brigade*), est du 18 janvier 1871.

systématiquement dans l'ombre les beaux côtés de son caractère : « Pour nous, ont dit deux acteurs de ces événements[1], on peut tout discuter, tout nier dans Garibaldi, moins une chose, la noblesse, l'élévation, le désintéressement du caractère.... Nous le croyions un homme violent, emporté, entier dans ses idées, gonflé d'un sot orgueil et d'admiration pour sa personne ; nous l'avons toujours trouvé très simple, plein d'affabilité, très calme, sachant écouter et se rendant volontiers à la raison.... » La plupart des écrivains n'ont point imité l'impartialité de cette appréciation ; suivant leurs opinions personnelles, ils ont exagéré les qualités ou les défauts de Garibaldi, les services incontestables qu'il a rendus et les erreurs non moins évidentes qu'il a commises. C'est ainsi qu'il est difficile de porter sur lui et son armée un jugement équitable. On peut dire, en somme, que ce fut un illuminé plutôt qu'un sectaire ou un énergumène, tel qu'il a été si souvent dépeint. Une chimère, un rêve le hantait constamment : celui de devenir le premier citoyen de la « République mondiale ».

La santé de Garibaldi était déplorable ; il ne marchait qu'à l'aide de béquilles ; ses doigts crispés par les rhumatismes ne lui permettaient guère que de signer. A plus forte raison ne pouvait-il pas monter à cheval. Aussi dut-il abandonner la meilleure part de son autorité à un personnage énigmatique, qui n'a pas peu contribué à la défaveur générale dont était frappée l'armée des Vosges. Nous voulons parler de son chef d'état-major, le colonel, puis général Bordone. Ancien médecin de la marine, il avait exercé sa profession dans sa ville natale, Avignon, non sans de fâcheux démêlés avec la justice[2]. Il accourut sous les ordres de Garibaldi, lors de l'expédition des Mille, et resta avec lui dans des termes affectueux. Nous avons dit comment il parvint à

1. Crémer et Poullet, *La campagne de l'Est et l'armée de Bourbaki*, p. 77.
2. Copie du casier judiciaire de Bordone (*Enquête*, tome IV, p. 557) :
13 mars 1857, 10 fr. d'amende, coups ; 2 juillet 1858, 50 fr. d'amende, détournement d'objets saisis ; 2 juillet 1860, 2 mois de prison et 50 fr. d'amende, escroquerie. Cette dernière condamnation paraît avoir été prononcée par défaut, pendant que Bordone était avec Garibaldi en Sicile.

imposer au gouvernement de Tours la collaboration du célèbre Italien.

D'une vive intelligence, apte à saisir promptement l'ensemble d'une situation, travaillant beaucoup, ne manquant ni de coup d'œil ni d'énergie, très actif, Bordone aurait pu rendre des services en complétant utilement Garibaldi. Mais son caractère était violent, irascible; il manquait de calme autant que de mesure; son imagination n'était nullement tenue en bride par son jugement. Il était homme d'action beaucoup plus que de conseil. C'est dire que les fonctions de chef d'état-major auraient dû lui rester étrangères. Les ouvrages qu'il a consacrés au général Garibaldi et à l'armée des Vosges constituent le meilleur critérium de son caractère. A tout instant on l'y voit accroître à plaisir les difficultés inhérentes à la situation. Il est en lutte constante avec tout ce qui l'entoure, civil ou militaire. Ses démêlés avec le général italien Frapolli et l'intendant Baillehache, de l'armée des Vosges, méritent de rester légendaires. Il est toujours prêt à monter au Capitole. Il va jusqu'à s'imaginer qu'en janvier 1871, les troupes de Garibaldi « ont pu empêcher les forces de Zastrow de se réunir à celles de Manteuffel, qui, après avoir fait un grand cercle au-dessus de Langres et avoir déjà refoulé l'armée de Bourbaki, descendaient directement du nord au sud, pour couper les communications à Dijon et à Dôle[1] ». A plusieurs reprises, la Délégation tenta d'amener Garibaldi à se séparer de son chef d'état-major. Ainsi, M. Spuller, préfet de la Haute-Marne, télégraphiait le 4 décembre au directeur de la sûreté générale : « Vous savez que Gambetta m'a chargé d'exprimer au général Garibaldi qu'il le verrait avec plaisir se priver du concours du colonel Bordone. D'un autre côté, vous avez annoncé, devant moi, que vous aviez la certitude de l'existence d'une condamnation attachant un caractère infamant à la personne du colonel Bordone. Le général Ga-

1. Ce passage, tiré de *Garibaldi et l'armée des Vosges,* contient des erreurs d'autant moins excusables que l'ouvrage ci-dessus a été écrit plusieurs années après la guerre.

ribaldi, soucieux de déférer au désir de Gambetta, me charge de vous exprimer qu'il a besoin, avant de se priver du concours d'un homme utile, d'avoir la preuve de cette condamnation et l'assurance qu'elle n'a pas été annulée par une décision judiciaire d'un ordre supérieur. Il attend votre réponse pour prendre une résolution.[1] » De même, M. Challemel-Lacour, préfet du Rhône, télégraphiait le 5 décembre à Gambetta : « La conduite de Bordone à Autun est l'objet des plaintes de tous, une cause de découragement, un péril très grave. Elle mériterait un conseil de guerre. Vous devez en savoir plus que moi, mais ce que je sais m'oblige à dire que le maintien d'un tel chef d'état-major est un scandale. Garibaldi est aveugle ; vous ne pouvez pas l'être. N'y a-t-il pas moyen d'éloigner Bordone sans blesser Garibaldi ? En tout cas, tout doit céder à l'intérêt public[2]. »

Malheureusement Bordone avait la confiance entière de son chef, et le respect mêlé de crainte qu'inspirait l'un conduisait à des ménagements excessifs pour l'autre. « Bordone était le manche de Garibaldi, a dit M. de Freycinet, et celui-ci était très sensible à tout ce qui touchait Bordone ; quand il était mécontent, cela se traduisait dans son armée par une action moins vive.... C'est pour donner une certaine satisfaction d'amour-propre à Garibaldi que nous fûmes amenés à nommer Bordone à un grade qui ne lui était d'ailleurs accordé que pendant la durée de la guerre. C'était un moyen pour tirer de cet outil le plus grand parti possible[3]. »

Ce que nous avons dit permet de préjuger la composition de l'armée des Vosges. Toujours elle laissa grandement à désirer et les dépositions de témoins oculaires sont pleines de détails instructifs à cet égard. A un noyau de volontaires italiens, relativement disciplinés et dont la plupart se battirent bravement, vinrent se joindre des aventuriers de toute nation, où les officiers foisonnaient. Il y eut jusqu'à soixante corps différents de francs-tireurs ; un officier amena neuf

1. *Enquête,* tome III, p. 243. Cette dépêche est visée par Garibaldi.
2. *Enquête,* tome III, p. 243.
3. *Enquête,* tome VI, p. 11.

hommes à Autun et conserva longtemps le grade de commandant qu'il s'était octroyé. Un autre projeta d'organiser une compagnie recrutée seulement dans la prison d'Autun; il la nommait par avance *corps des détenus*. Il exista un *corps d'isolés* composé d'hommes qui avaient perdu leur corps. On changeait d'unité pour toucher plusieurs entrées en campagne; on remettait en usage l'antique institution des *passe-volants*. Les femmes même étaient admises pour enfler les effectifs. Une seule compagnie en contenait dix-huit, que le préfet de la Côte-d'Or, Luce-Villiard, fit expulser[1].

La discipline était ce qu'on peut attendre d'un tel ramassis. Dès le mois de novembre, les Garibaldiens de passage à Lyon motivaient par leur conduite les plaintes les plus sérieuses. Le préfet, M. Challemel-Lacour, télégraphiait le 16: « Les Italiens qui errent à Lyon depuis six semaines sous prétexte de former l'armée de Garibaldi se livrent à tous les désordres. Ils viennent d'assassiner deux hommes dans la même nuit. Lyon ne peut être plus longtemps leur lieu de rassemblement. Je demande qu'on m'en débarrasse. » Le même jour, nouvelle dépêche: « Veuillez donner l'ordre à tous les prétendus Garibaldiens qui sont ici d'aller s'organiser ailleurs. Il faut à tout prix que Lyon soit purifié de cette engeance[2]. » En janvier, à Dijon, les Garibaldiens poussaient l'impudeur jusqu'à offrir en vente, même à des officiers, des revolvers ou des fusils; chassepots ou remingtons se vendaient couramment de 5 à 10 fr. Ce honteux commerce n'était nullement inquiété[3].

Vis-à-vis de la Délégation, Bordone et les lieutenants de Garibaldi montrèrent la plus extrême désinvolture. Nos voies ferrées de l'Est furent à plusieurs reprises encombrées par les transports militaires au point que la circulation y était des plus laborieuses. L'armée des Vosges n'en faisait pas moins abus des trains spéciaux pour les motifs les plus futiles. Ainsi, le 13 décembre, un train de ce genre porte de

1. *Enquête*, tome VI, p. 307 et suiv., déposition Luce-Villiard et Castillon.
2. *Enquête*, tome IV, p. 493.
3. Garnier, *Les volontaires du génie dans l'Est*, p. 133.

Nolay à Autun l'officier d'ordonnance du général Bossak. Un autre (14 janvier) conduit la brigade Bossak de Nolay à Épinac (13 kilomètres). Malgré les ordres du ministre qui réservait à l'armée de l'Est les deux lignes d'Étang à Chagny, Bordone y requit des transports à plusieurs reprises, non sans menacer le personnel du chemin de fer. Le colonel Lobbia répondait à l'un des agents de celui-ci : « Le ministre n'a pas le droit d'empêcher un transport commandé par Garibaldi[1]. »

Les causes qui viennent d'être énumérées devaient fatalement diminuer le rôle, déjà restreint, que la force numérique de l'armée des Vosges lui réservait dans la défense nationale. Au commencement de novembre, lorsque la Délégation prit le parti d'abandonner le Jura, Garibaldi ne disposait à Dôle que de quelques milliers d'hommes. Sur l'invitation du Gouvernement, il résolut de se conformer au mouvement de Crouzat et de porter l'armée à Autun. Il y serait à proximité du Morvan, que la Délégation l'engageait à défendre. Il pourrait aisément marcher sur Dijon, Chagny, Chalon ou Nevers, c'est-à-dire intervenir sur la Loire ou la Saône.

L'armée des Vosges, laissant une faible arrière-garde à Dôle, se mit en mouvement à la même date que Crouzat, le 8 novembre. Mais elle fut transportée presque tout entière par voie ferrée. Les 9 et 10 novembre, Garibaldi concentrait à Autun environ 6,000 hommes, partagés en deux brigades; celles-ci étaient commandées par un ancien officier russe, le général Bossak-Haucké, et par le colonel Delpech. Une 3e et une 4e brigade, celles de Menotti et de Ricciotti, deux fils de Garibaldi, étaient encore en formation. Vers le 14 novembre, Bossak et Delpech gardaient l'intervalle de Nolay à Arnay-le-Duc par Épinac; ils poussaient leurs reconnaissances jusqu'à Bligny-sur-Ouche et Sombernon.

La brigade Menotti était encore en formation à Autun,

---

1. *Enquête*, tome III, p. 189, *Note sur les mouvements de l'armée des Vosges*, par M. de la Taille, inspecteur du chemin de fer P.-L.-M., à Autun.

ainsi que d'autres troupes non embrigadées. Quant à celle de Ricciotti, 700 hommes seulement répartis en neuf corps différents[1], elle marchait déjà sur Château-Chinon, avec ordre de pousser des pointes vers Saulieu, Montbard, Châtillon-sur-Seine. Par ces démonstrations Garibaldi comptait attirer l'attention des Allemands; puis il se porterait rapidement sur Dijon avec le gros de ses forces et enlèverait cette ville par surprise. La faiblesse numérique de l'armée des Vosges rendait ce projet d'une exécution difficile.

Le 14 novembre, la brigade Bossak se dirigeait à son tour vers Montbard pour soutenir Ricciotti; elle forçait sa marche, en faisant transporter son avant-garde en charrettes. Quant à Ricciotti, il menait très habilement sa pointe vers le nord. Dans la matinée du 19 novembre, il surprenait à Châtillon-sur-Seine, à plus de 120 kilomètres de son point de départ, trois compagnies de landwehr et un escadron de réserve, environ 500 hommes et 250 chevaux. Deux colonnes pénétraient à la fois dans le bourg par les routes de Montbard et de Tonnerre, tandis qu'un corps franc les flanquait à droite. Les Allemands, qui se gardaient fort mal, étaient dispersés après un court combat. Les 400 Garibaldiens qui avaient pris part à l'attaque perdaient 6 morts et 10 blessés; l'ennemi laissait entre nos mains 10 officiers et 186 hommes, dont 167 prisonniers, 86 chevaux et 5 voitures.

Après ce brillant coup de main, Ricciotti battait en retraite sur Montbard, et les Allemands, revenus de Châteauvillain, reparaissaient à Châtillon. Fidèles à leurs traditions impitoyables, ils faisaient expier à une population tout à fait inoffensive la négligence de leur service de sûreté. Loin de prendre la moindre part au combat, elle avait plutôt cherché, par crainte de représailles, à faire évader les prisonniers[2]. Pourtant l'ennemi brûla trois maisons et en pilla plusieurs autres; 150 citoyens furent pris comme otages, parmi les-

1. Chasseurs des Alpes, de l'Isère; francs-tireurs dauphinois, des Vosges, de Dôle; éclaireurs du Doubs; chasseurs du Havre; bataillon Nicolaï; cavaliers éclaireurs (Dumas).
2. Thiébault.

quels des vieillards de 80 ans; enfin, une contribution d'un million fut imposée à Châtillon.

Quant à Ricciotti, il regagnait par Montbard et Semur Arnay-le-Duc où il était le 23 novembre, prêt à prendre part à l'attaque que Garibaldi préparait contre Dijon.

La nouvelle du départ de l'armée de l'Est pour Gien avait produit à Lyon une émotion voisine de l'affolement. Il faut dire que le ministre contribuait à l'accroître. Le 16 novembre, en informant le général Bressolles, qui commandait la 8e division militaire, de sa résolution au sujet des troupes de Crouzat, il lui recommandait de faire inonder les routes en amont de Lyon : « Vous pourrez avoir l'ennemi sous vos murs dans huit jours », ajoutait-il[1]. Une pointe de Werder sur la seconde ville de France, fortifiée, pourvue d'une garnison de 30,000 hommes, sans la garde nationale, était d'une criante invraisemblance. Néanmoins Bressolles enchérit encore sur les recommandations du ministre. Il prescrivit par télégramme « d'achever tous les travaux de coupure et d'inondation commencés sur les routes et chemins de Saône-et-Loire, d'interrompre la circulation, excepté par la grande route de Paris et par le chemin de fer, tout en préparant les moyens d'interrompre même cette route et cette voie ferrée[2] ». Avec grande raison, Garibaldi interdit l'exécution de ces travaux dans l'étendue de son commandement; il empêcha de même la destruction du tunnel de Chagny, qu'avait fort mal à propos ordonnée Crouzat.

Cependant, à Lyon, l'émotion allait croissant, comme il arrive toujours dans une grande ville habitée par une population nerveuse, mal contenue dans ses démonstrations et crédule à l'excès. Bressolles, auquel le sang-froid manquait autant qu'aux Lyonnais eux-mêmes, les représentait comme « terrifiés » par la retraite de Crouzat. Il réclamait des renforts au plus vite, sans quoi il ne répondrait plus de rien.

1. *Enquête,* tome III, p. 241. Lyon avait alors 15,000 hommes de garnison, qui furent portés à 30,000 par les renforts venant de Chagny.

2. Marais (sous-préfet d'Autun en 1870-1871), *Garibaldi et l'armée des Vosges,* p. 48.

L'autoritaire préfet du Rhône, M. Challemel-Lacour, s'exprimait avec moins de réserve encore. Enfin, Bressolles réclamait la concentration de tous les pouvoirs entre ses mains, « en conséquence du siège probable de Lyon, ou du moins de son investissement[1] ».

On conçoit, sans qu'il soit besoin d'insister, combien ces exagérations, ces tendances constantes à généraliser la défense locale compliquaient la tâche de la Délégation. Elle réussit pourtant à donner satisfaction à Bressolles et à M. Challemel-Lacour, en faisant refluer à Lyon 15,000 hommes venant de Chagny et même quelques troupes empruntées provisoirement à l'armée de la Loire. D'ailleurs, un mince cordon de gardes mobilisés continuait à fermer la vallée de la Saône, sans que l'ennemi dirigeât contre lui aucune tentative sérieuse. La 2e légion du Doubs occupait la ligne du Doubs, de Dôle à Navilly (17 novembre). La 1re légion du Rhône était plus à droite, de Dôle à Besançon. Le corps franc des Vosges (colonel Bourras) opérait en avant de ces mobilisés[2]. Mais, derrière ce frêle rideau, la vallée de la Saône était à peu près inoccupée, et le ministre devait inviter par deux fois Bressolles à porter des troupes à Chagny[3]. On y concentra plusieurs milliers de mobilisés

1. *Enquête,* tome IV, p. 493, télégrammes des 16 et 17 novembre. M. Challemel-Lacour, très cassant dans ses rapports avec les généraux Mazure et Bressolles, ou même avec le ministre, était infiniment plus réservé vis-à-vis des agitateurs de profession, fort nombreux à Lyon. C'est ainsi qu'il toléra la présence du drapeau rouge sur la préfecture. L'autorité militaire l'ayant fait disparaître d'une redoute en construction, il protesta en termes peu mesurés. Plus tard, il alla jusqu'à enlever des officiers de mobiles à Bressolles, pour les verser dans les mobilisés du Rhône, sans même en avertir le général (*Enquête,* tome VI, p. 413, déposition Bressolles). Il convient d'ajouter que le ministre lui avait notifié dans ces termes la nomination de Bressolles : « D'après votre demande, M. le général Bressolles est *mis à votre disposition* pour commander provisoirement la 8e division militaire.... » (Télégramme du 9 octobre, *Enquête,* tome IV, p. 34.)

2. 2e légion du Doubs, 3 bataillons bientôt portés à 4 ; 1re légion du Rhône, 3 bataillons, 1 batterie Armstrong de 9 livres, 1 compagnie du génie. Elle était armée de chassepots, tandis que les bataillons du Doubs n'avaient que des fusils à piston.

Le corps Bourras comptait alors 2,000 hommes d'infanterie, 30 cavaliers et 2 pièces de montagne.

3. 22 et 24 novembre. *Enquête,* tome III, p. 243.

de Saône-et-Loire, sous les ordres du chef d'escadron d'artillerie Pellissier, promu général au titre auxiliaire; mais, ces gardes nationaux, appelés de la veille, devaient être à peine en état de combattre deux mois après, en janvier 1871, sous Dijon. Une brigade en formation à Beaune, celle du général Cremer, comptait uniquement un bataillon de mobiles de la Gironde (24 novembre). Les 1re et 2e légions du Rhône, qui lui étaient destinées, ne furent concentrées que le 27, l'une à Verdun, l'autre à Beaune[1].

1. La 2e légion du Rhône comprenait, comme la 1re, 3 bataillons, 1 compagnie du génie et 1 batterie Armstrong, mais sa batterie ne rejoignit que le 12 janvier. A la fin de novembre Cremer eut, en outre, sous ses ordres 1 section de francs-tireurs d'Alger et 1 compagnie des Cévennes.

CHAPITRE VII

TENTATIVE DE GARIBALDI SUR DIJON

Projet d'opérations contre Dijon. — Combats de Pasques, de Prénois, de Daix. Retraite sur Autun. — Combat d'Autun. — Retraite de Keller.

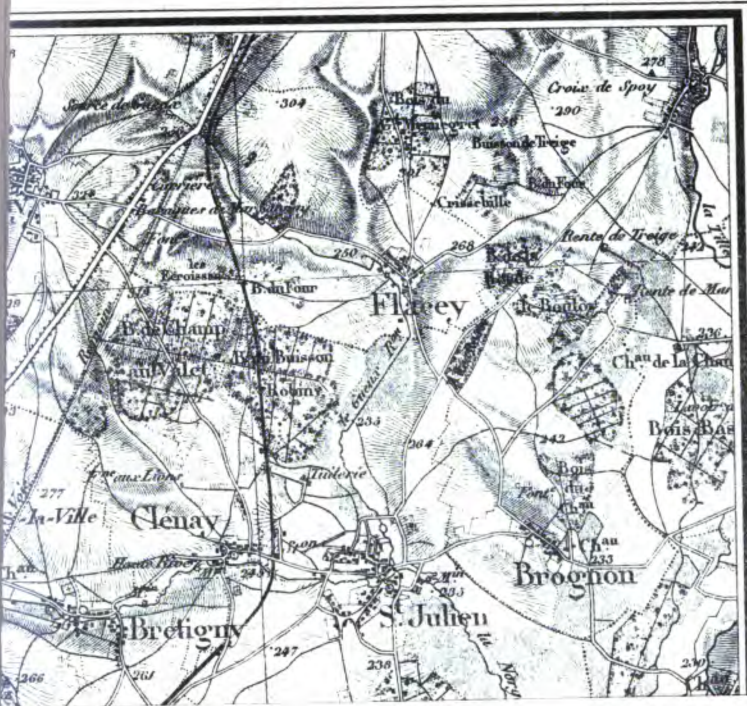
Cependant Garibaldi se disposait à exécuter le mouvement offensif sur Dijon qu'il avait projeté dès son arrivée à Autun. Du 21 au 24 novembre, il concentrait 4,300 hommes environ, venant d'Autun, à Pont-de-Pany, à quelques kilomètres au sud-ouest de Dijon. La brigade Ricciotti, qui revenait alors de Châtillon par Arnay-le-Duc, était destinée à former réserve. Il restait à Autun, avec le colonel Lobbia, 6,800 hommes environ[1].

Suivant les instructions de Gambetta, le général Bressolles prenait ses dispositions afin de coopérer au mouvement de Garibaldi. Il envoyait des ordres dans ce sens au général Pellissier, dont le concours ne pouvait être sérieux en raison de la nature de ses moyens d'action, et au général Crévisier, chef d'escadron d'artillerie échappé de Metz, qui portait alors à Mâcon le titre sonore autant qu'éphémère de général de division, commandant supérieur des légions mobilisées de l'Est[2]. Enfin, il demandait à Garibaldi de s'entendre directement avec le colonel Celler, chef de la 1re légion du Rhône. Il lui proposait d'opérer une attaque concentrique sur Dijon, avec l'aide de ces divers groupes. Mais leur organisation était

1. Dumas.

2. Dans une lettre du 26 novembre à Garibaldi (*Enquête*, tome VI, p. 287). — Cremer, capitaine d'état-major, aide de camp du général Clinchant à Metz, signa le revers comme cet officier général, puis restitua son laissez-passer aux autorités allemandes, en les informant qu'il se considérait comme dégagé de toute promesse. Il s'échappa et se rendit à Tours en même temps que Crévisier. Ce dernier exposa au Délégué un projet d'opérations dans l'Est qui parut si séduisant que son auteur fut promu général de division à titre auxiliaire. Cremer, nommé général de brigade du même coup, devait commander la 1re brigade de Crévisier.

Carte N°I


278
Croix de Spoy
290
304
Buisson de Treige
Crissabille
268
250
Rente de Treige
B. du Four
B. de Champ
Robiny
235
264
242
236
Bois Bas
Tuilerie
277
La-Ville
Clenay
Brognon
233
St Julien
Bretigny
247
238
266
261

si incomplète, les droits du commandement si mal définis pour chacun, que l'exécution d'un projet de ce genre confinait à l'impossible. En dehors des troupes de Garibaldi, le corps franc des Vosges était seul en état de combattre. Le général l'invita donc à menacer Dijon vers le sud-est, pendant que lui-même attaquerait par l'ouest. Cette coopération ne lui fut pas accordée. En l'absence du colonel Bourras, ses officiers refusèrent, dit-on, de participer à l'entreprise projetée, alléguant ses difficultés et faisant valoir « qu'on risquerait certainement de rencontrer l'ennemi, en effectuant le mouvement indiqué[1] ».

Néanmoins Garibaldi persista dans son projet; il comptait enlever Dijon de nuit, malgré l'extrême disproportion des forces. Bossak-Haucké, qui serait chargé de l'attaque de droite, marcherait par la route de Sombernon sur le faubourg d'Ouche. A gauche, Menotti attaquerait la gare, en suivant, à partir de Malain, la voie ferrée de Paris à Dijon. Enfin, les meilleures troupes de la brigade Delpech couvriraient le flanc gauche par la route d'Ancey à Lantenay, en y attirant au besoin l'attention de l'ennemi.

Cependant Werder prenait lui-même des dispositions pour marcher sur Chagny et Chalon le 25 novembre. La 4e division de réserve, laissant un fort détachement à Mulhouse, d'autres à Vesoul et à Fresne-Saint-Mamès, s'était concentrée presque tout entière (8 bataillons, 4 escadrons, 3 batteries) autour de Gray (23 novembre). Un poste placé à Mirebeau la reliait à Dijon.

Déjà plusieurs faits, qui s'étaient produits autour de cette ville, avaient attiré l'attention de l'ennemi. Des Garibaldiens apparaissaient dans la vallée de l'Ouche; des engagements contre des francs-tireurs avaient lieu vers Beaune; un autre apparaisssait à Lux, avec la garnison de Langres; puis survenait la surprise de Châtillon. Enfin des symptômes d'agitation se montraient à Dijon; un changement se manifestait jusque dans l'attitude des femmes vis-à-vis des Allemands.

1. Bordone, ouvrage cité.

Werder prit les dispositions que ces circonstances semblaient exiger. Il ramena sur Dijon les troupes qu'il avait détachées vers la Saône; il fit occuper fortement le village de Talant, important par sa situation sur un mamelon isolé à l'ouest de la ville; il dirigea sur Beire-le-Château et Lux une colonne de toutes armes sous les ordres du général Keller (24 novembre); une réserve suivait dans la direction d'Arcelot, le long de la Tille. Enfin, la 4e division de réserve recevait ordre d'occuper fortement Mirebeau le 24 novembre, en poussant des pointes vers l'ouest. Jusqu'alors (25 novembre), Werder ne se rendait pas compte des projets de Garibaldi; l'apparition sur ses derrières de détachements sortis de Langres l'avait surtout frappé. Aussi prescrivait-il que, le 26, une reconnaissance serait opérée par le général v. Degenfeld sur la route de Saint-Seine[1].

Cependant la concentration de l'armée des Vosges autour de Pont-de-Pany se terminait le 25 seulement au lieu du 24. Garibaldi croyait devoir prescrire pour le même jour une démonstration entre Velars et Plombières, dans la direction de la vallée de l'Ouche. Partie de Pont-de-Pany, la brigade Bossak refoula les avant-postes badois, puis rentra dans ses cantonnements, sans autre résultat que de leur avoir donné l'éveil. Une autre attaque de nuit près de Corcelles-les-Monts demeura aussi sans succès.

Garibaldi avait porté son quartier général à Lantenay. Il savait, par une communication de Cremer (nuit du 25 au 26 novembre), que celui-ci ne pourrait prendre part avant le 29 à l'attaque de Dijon. Pourtant, malgré toutes ces circonstances défavorables, il crut devoir persister dans ces intentions; il comptait sur un soulèvement de la population, sur la garde nationale qui, disait-on, avait caché ses fusils[2].

Le 26 novembre, de grand matin, la brigade Bossak dirigeait une nouvelle démonstration sur Velars et Plombières. Puis elle s'établissait sur le versant nord de la vallée de

1. Löhlein, ouvrage cité.
2. Cremer et Poullet, ouvrage cité. D'après ces auteurs, Garibaldi aurait promis au colonel Poullet de retarder l'attaque jusqu'au 29.

l'Ouche, pour garder le flanc droit et la ligne de retraite de Garibaldi. On se rappelle que Werder avait dirigé sur Saint-Seine une reconnaissance sous les ordres du général v. Degenfeld (3 bataillons, 3 escadrons, 1 batterie). Elle traversait Darois, puis se rabattait vers l'Ouche par Prénois et Pasques. Son approche fut signalée à Garibaldi qui porta les brigades Menotti et Ricciotti, environ 6,000 hommes, sur le village de Pasques; elles l'enlevèrent avec entrain à l'avant-garde de Degenfeld (vers midi). Puis, elles abordèrent Prénois, suivies de la brigade Delpech en réserve, et s'en emparèrent également (4 heures). Devant cet incident imprévu, Degenfeld s'était borné à revenir sur ses pas. Il alla s'établir à Talant en cantonnements d'alarme, après avoir été renforcé d'un bataillon.

Dans l'intervalle, Garibaldi rassemblait ses troupes entre Prénois et Talant. Vers 6 heures, il les formait en colonne serrée et les mettait en marche sur Dijon, par la route. Elles avaient la baïonnette au canon; la consigne était de ne pas tirer un coup de feu. Un bataillon allemand venait de s'établir en avant-postes à Hauteville, quand, en pleine nuit et par une pluie battante, il fut abordé par les Garibaldiens, culbuté et rejeté en désordre sur Daix, où un deuxième bataillon le recueillit[1]. Tous deux dirigèrent sur notre colonne des feux de salve de quatre rangs, dont l'effet moral, surtout, fut très grand. Pourtant les Garibaldiens revinrent plusieurs fois à la charge, laissant des morts jusqu'à huit pas des rangs ennemis. Mais un incident, un cri peut-être, amena tout à coup une panique. Une grande partie de la colonne se débanda et, avant dix heures, la retraite était générale[2].

Garibaldi n'avait fait que devancer Werder. Celui-ci comptait diriger, le 27, une attaque enveloppante contre l'armée des Vosges. La colonne Keller devait l'aborder de flanc en venant de Messigny, afin de la rejeter sur les escarpements qui dominent l'Ouche au nord.

1. Cette affaire, comme la plupart de celles auxquelles prit part l'armée des Vosges, a été singulièrement embellie par Bordone.
2. Löhlein, ouvrage cité.

Au premier bruit du combat de Hauteville, tout le XIVe corps prit les armes; les trains se rassemblèrent à l'est de Dijon, où l'agitation était extrême. Mais la retraite de l'armée des Vosges fut bientôt constatée, et Werder prit le parti que dictaient les circonstances : celui de l'écraser en gardant la défensive sur la route de Lyon [1].

Le 27, les brigades Menotti et Ricciotti se ralliaient à Lantenay, puis marchaient sur Arnay-le-Duc et Bligny-sur-Ouche, couvertes par Delpech et Bossak. Vers 10 heures du matin, la brigade Delpech fut attaquée dans Pasques et assez rapidement délogée. Lantenay et Fleury-sur-Ouche furent enlevées de même avant la nuit; la petite armée de Garibaldi, complètement désorganisée, s'éparpillait vers le sud-ouest; les bataillons de mobiles, à peu près seuls, gardaient quelque discipline. Sur ces entrefaites, Werder reçut un télégramme annonçant que plusieurs milliers de francs-tireurs et d'habitants armés, soutenus par la garnison de Langres, tenaient investie la garnison de Châtillon. On réclamait instamment des renforts pour la ligne d'étapes de la IIe armée. Ces nouvelles, fort exagérées, l'amenèrent à diriger aussitôt sur Châtillon (28 novembre) le général v. der Goltz avec les troupes prussiennes du XIVe corps. La brigade Keller, renforcée de quatre escadrons et trois batteries, reçut l'ordre de poursuivre Garibaldi; elle serait couverte sur son flanc gauche par une colonne latérale (3 bataillons, 2 escadrons, 2 batteries) qui suivrait la vallée de l'Ouche (29 novembre).

Cependant la déroute de l'armée des Vosges continuait. Tandis qu'une faible partie des brigades Delpech et Ricciotti protégeait la retraite, Garibaldi et son état-major gagnaient précipitamment Autun (30 novembre), dans un train de wagonnets à charbon. L'ordre était même donné d'évacuer la ville dès le lendemain, par voie ferrée, et le général faisait commander un train spécial pour le 1er décembre, à 5 heures du matin, dans la prévision d'une retraite sur le Creusot [2].

1. Löhlein, ouvrage cité.
2. *Enquête*, tome III, p. 189, *Note de M. de la Taille*, déjà citée.

Ces dispositions ne tardaient pas à être modifiées; dans la matinée du 1er décembre, malgré la désorganisation et la démoralisation extrême de l'armée, Garibaldi la répartissait autour d'Autun et donnait ordre de tenir jusqu'à la dernière extrémité. De plus, il faisait commencer quelques travaux défensifs, mais l'incurie était si grande parmi ses troupes, la discipline si relâchée, que le lieutenant-colonel Chenet, chargé de défendre Saint-Martin avec les guérillas Marseillaise et d'Orient, quittait son poste en se bornant à en informer l'état-major. Celui-ci ne prenait aucune disposition pour parer à cet abandon [1].

L'approche des Allemands, restée inaperçue des Garibaldiens, fut signalée vers 11 heures par l'inspecteur du chemin de fer de la Taille, qui avait fait une reconnaissance sur une locomotive. Des paysans confirmèrent ce fait, mais sans qu'on attachât aucune créance à leurs rapports. Enfin, à 1 heure et demie, le premier obus tombait dans Autun; moins d'une heure après, la brigade Keller, ayant traversé Saint-Martin sans coup férir, débouchait devant la ville.

Heureusement nos trois batteries, placées sur la terrasse de l'évêché, tinrent bon, et Garibaldi sut réparer sans perte de temps les fautes commises jusqu'alors. L'ennemi fut tenu en respect. Cependant Keller avait décidé de bombarder le 2 décembre Autun au moyen d'obus incendiaires, quand il reçut un ordre de Werder qui l'obligea de changer à l'instant ses dispositions: « Les forces ennemies se sont montrées si nombreuses vers Nuits, hier 30, qu'une offensive plus pro-

1. Chenet se retira par Antully sur le Creusot, puis sur Roanne et Lyon, sans avoir reçu le moindre ordre dans ce sens. Il fut ramené à Autun et condamné à mort par une cour martiale, le 13 décembre 1870. Cette peine fut illégalement commuée en celle des travaux forcés par Garibaldi; puis le jugement lui-même fut cassé le 2 février pour vice de forme; enfin Chenet fut acquitté le 30 mars par le conseil de guerre à Lyon.

L'affaire Chenet a motivé les polémiques les plus passionnées. On en a fait très injustement une arme contre Garibaldi. Il est de toute évidence que si Chenet a pu quitter par erreur le poste de Saint-Martin, ainsi qu'il le prétend, ce n'est point par erreur qu'il a conduit ses guérillas jusqu'à Lyon.

Ancien officier de cuirassiers, démissionnaire, Chenet avait commandé au Mexique la contre-guérilla française, puis la gendarmerie de Puebla. Il parait s'y être brillamment conduit.

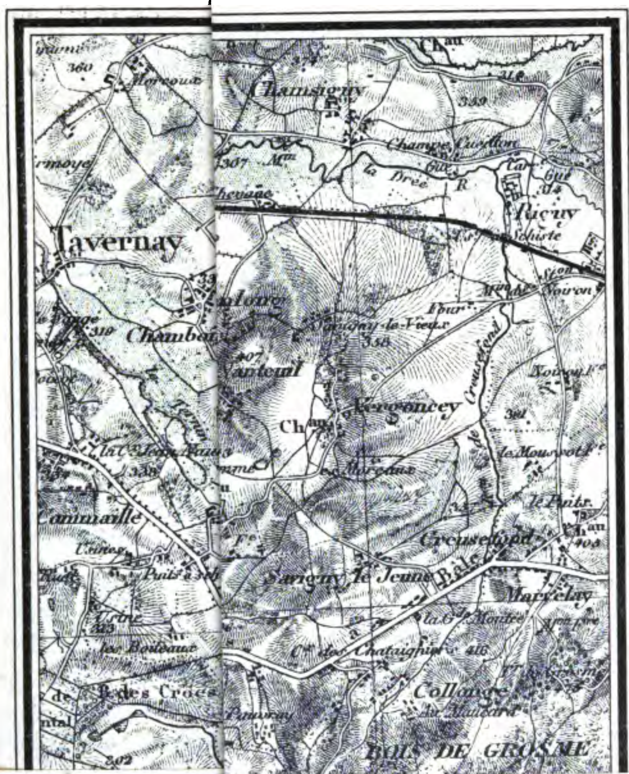
longée de Votre Excellence sur Autun n'est plus désirable. Je vous prie, si les circonstances le permettent, de marcher aujourd'hui même sur Dijon. Au reste, j'attends votre Excellence pour le 3, au plus tard, autour de Dijon[1]. »

Le soir même, Keller se repliait derrière la Drée, et le lendemain 2, il se mettait en marche sur Arnay-le-Duc et Dijon[2], pendant que Garibaldi et Bordone cherchaient à reconstituer l'armée des Vosges, en ralliant un très grand nombre d'hommes qui avaient fui au premier coup de feu. L'état-major demanda même, le 2, un train spécial pour aller chercher 1,500 fuyards qui s'étaient arrêtés au Creusot, et refusaient de revenir à pied[3] !

Ainsi la première tentative de l'armée des Vosges pour sortir de la défensive avait échoué, et cet échec était à peu près inévitable. Garibaldi avait dû renoncer à une attaque concentrique contre Dijon, parce que nos troupes de la vallée de la Saône ne pouvaient y coopérer en temps opportun. Il risqua un combat de nuit, avec des éléments de solidité incertaine, dans la partie la plus aisée à défendre des environs de Dijon. Même s'il eût culbuté les deux bataillons de Daix, il se fût trouvé devant des forces très supérieures. En admettant qu'il réussît à pénétrer dans la ville et à s'en emparer, ses 6,000 hommes n'auraient pu la défendre contre le XIVe corps, pourvu d'une artillerie infiniment plus puissante que les 18 pièces de l'armée des Vosges. L'attaque de Dijon était une entreprise avortée, sans autre résultat probable qu'une déroute.

1. Löhlein, ouvrage cité.
2. Il avait mis en ligne environ 6,000 hommes et 18 pièces. L'armée des Vosges, forte de 11,468 hommes, le 30 novembre, comptait 15,814 hommes et 18 pièces le 1er décembre (Dumas).
3. *Enquête*, tome III, p. 189.

Carte N°II


Tavernay
Savigny le Jeune
Collonge
BOIS DE GROSME
Marcelay
Cannaille

CHAPITRE VIII

COMBAT DE CHATEAUNEUF

La division Cremer. — Crévisier. — 1er combat de Nuits (30 novembre). — Combat de Châteauneuf. — Projets de diversion dans l'Est.

Pendant que ces événements se passaient au sud-ouest de Dijon, Cremer concentrait quelques milliers d'hommes au sud de cette ville. Le 27 novembre, la 1re légion du Rhône était à Verdun-sur-Saône ; le bataillon des mobiles de la Gironde à Beaune, où arrivait également la 2e légion du Rhône. Enfin deux bataillons de mobilisés de Saône-et-Loire, ceux-ci faisant partie des troupes du général Pellissier, étaient aussi à Beaune. Le corps franc des Vosges, indépendant à la fois de Garibaldi, de Cremer et de Pellissier, stationnait vers Gevrey depuis le 24.

Ainsi qu'il s'y était engagé, Cremer télégraphiait à Garibaldi que, le 28 au soir, il aurait un bataillon à Nuits et cinq à Beaune ; le lendemain 29, la 1re légion du Rhône serait à Tart-le-Haut, au sud-est de Dijon, et l'attaque concentrique de cette ville pourrait avoir lieu à cette date.

En effet, le 28, la 1re légion du Rhône quittait Verdun pour aller cantonner à l'ouest de Saint-Jean-de-Losne. Le bataillon de la Gironde et la 2e légion du Rhône étaient concentrés à Nuits. Mais, dans la soirée survenait le général Crévisier auquel, on s'en souvient, Cremer était subordonné. Il crut devoir ordonner la retraite immédiate sur Beaune et, malgré la proximité de cette ville, 15 kilomètres environ, il fit monter, séance tenante, les troupes dans des trains qu'il amenait avec lui. De même, la 1re légion du Rhône dut se replier, le 29, aux environs de Seurre.

Ces mouvements rétrogrades, survenus d'une façon aussi imprévue, soulevèrent de violentes protestations. Les mobilisés du Rhône, fort peu disciplinés, ne se firent pas faute « d'exprimer hautement leur mécontentement ».

Le commandement des troupes de la Saône était alors livré à une véritable anarchie. « On ne savait ni qui commandait, ni à qui obéir[1]. » Les généraux Bressolles, Crévisier, Cremer et Pellissier avaient des attributions si confuses, si mal délimitées que des conflits étaient inévitables. Cremer en souleva un aussitôt. Il rendit compte au commandant du territoire, général Bressolles, des ordres de Crévisier et de leur déplorable effet, demandant à reprendre son grade dans les troupes régulières, s'il devait demeurer sous la dépendance de son chef actuel. Bressolles appela Crévisier à Lyon et confirma Cremer dans le commandement des deux légions du Rhône. Mais cette lamentable affaire ne s'arrêta pas là, et Crévisier refusa de s'incliner devant les ordres de Bressolles. Il infligea même quinze jours d'arrêt de rigueur à Cremer, qui dut recourir à ses mobilisés pour échapper aux gendarmes[2] ! Cependant, avec l'aide de la Délégation, Cremer finit par triompher dans la lutte qu'il avait engagée contre son chef direct. Dès le 29, il télégraphiait à Garibaldi qu'il reprenait son commandement, et qu'il allait se reporter vers le nord pour le dégager. En effet, il prescrivit à la 1re légion de marcher sur Beaune, tandis que la 2e et le bataillon de la Gironde réoccuperaient Nuits. Puis ces sept bataillons se porteraient simultanément sur Dijon.

Ces ordres furent exécutés, mais, au lieu de diriger sur Nuits les quatre derniers de ces bataillons, qui étaient répartis entre Beaune et Seurre, Cremer crut devoir les ramener à Beaune, pour les faire transporter à Nuits par voie ferrée. De cet ordre inexplicable résulta une grande perte de temps.

Cependant Werder ordonnait (30 novembre) un mouvement semblable sur Nuits. De Metz, le général v. Zastrow, commandant le VIIe corps prussien, l'informait (29 novembre) qu'il venait de recevoir (27 novembre) l'ordre do se porter

1. Pellissier, *Les mobilisés de Saône-et-Loire en 1870*.

2. Ferrer, *Historique de la 2e légion du Rhône*, p. 39. Au lieu de se rendre à Lyon, Crévisier alla à Tours où il fut révoqué pour indiscipline le 6 décembre.

sur Châtillon-sur-Seine, pour garder la ligne d'étapes de la IIe armée et assurer la liaison entre celle-ci et le XIVe corps. Ce dernier allait être déchargé du soin de garder le flanc gauche de Frédéric-Charles, ce qui lui permettrait d'agir plus énergiquement sur la Saône[1]. Des francs-tireurs (du corps Bourras) ayant été vus vers Nuits, Werder prescrivit pour le 30 novembre une forte reconnaissance dans cette direction. Elle pourrait même être prolongée le 1er décembre jusqu'à Beaune.

Le 30, dans la matinée, la colonne allemande (10 compagnies, 4 pelotons de cavalerie, 6 pièces) refoulait de Nuits, sans difficulté, les francs-tireurs des Pyrénées-Orientales. Ils se retirèrent sur le plateau de Chaux, à l'ouest de la ville. Sur ces entrefaites (1 heure), la 2e légion du Rhône arrivait de Beaune à Comblanchien et était informée de la prise de Nuits. Elle poussait alors jusqu'à Premeaux; puis deux de ses bataillons dirigeaient une attaque au sud de la ville; le troisième et 1,300 hommes du corps Bourras attaquaient en même temps par l'ouest[2]. Quoique nous fussions sans artillerie, les Allemands fusillés à courte distance du plateau de Chaux se retirèrent rapidement, après avoir subi quelques pertes. Les nôtres étaient insignifiantes.

Nous avons vu que cet échec eut pour conséquence première l'abandon de l'attaque d'Autun[3] et le rappel de Keller à Dijon (1er décembre). Naturellement Cremer ignorait encore ces faits. Il apprenait même le 1er décembre seulement, à Nuits, la retraite de Garibaldi jusqu'à Autun, et la pointe de Keller à sa poursuite. Déjà il avait demandé au général

1. Un fort détachement (4 bataillons, 1 escadron, 1 batterie), colonel Osten-Sacken, fut dirigé par chemin de fer sur Donjeux, les 28 et 29 novembre. Le reste du VIIe corps atteignit, avant le 9 décembre, la ligne Chaumont-Joinville (Löhlein).

2. Les tirailleurs des Cévennes (Thibaud) et les francs-tireurs de la Mort d'Alger (Hérillier) marchaient avec la 2e légion du Rhône. L'ennemi perdit 3 officiers et 42 hommes; la 2e légion, sans le corps Bourras, 2 tués et 2 blessés.

3. Avec une modestie qui ne leur est pas ordinaire, Cremer et Poullet attribuent la retraite de Keller uniquement à la résistance de l'armée des Vosges. Mais le contraire résulte nettement de la dépêche de Werder que nous avons citée.

Pellissier (30 novembre) de porter tous les renforts dont il pourrait disposer sur la route de Beaune à Bligny-sur-Ouche[1]. Mais la 1re légion du Rhône n'atteignit Beaune que le soir du 1er décembre, ce qui obligea Cremer de remettre au 2 son mouvement sur les communications de Keller. Il donna à sa brigade, fractionnée en deux colonnes, l'ordre de se porter vers Bligny et Lusigny. Pendant l'exécution de ce mouvement, il apprit la retraite de Keller sur Dijon (3 décembre).

L'ennemi suivait la route d'Autun à Dijon, par Arnay-le-Duc et Sombernon. Cremer résolut de faire occuper par une partie de ses troupes les abords de Châteauneuf, qui commandent cette route ; le reste attaquerait Keller en queue.

Le 3 décembre, de grand matin, la 1re légion du Rhône se portait sur Châteauneuf par Pont-d'Ouche, avec sa batterie ; en même temps la 2e légion, le bataillon de la Gironde, les chasseurs volontaires du Rhône (3 compagnies et 2 pièces de montagne), se dirigeaient sur Vandenesse par Sainte-Sabine. Cremer avait adjoint à cette dernière colonne des mobilisés de Saône-et-Loire, auxquels leur piteux aspect valait le nom de *bataillon de la misère*. A peu près sans uniformes, armés de fusils à piston, ils étaient presque tous en sabots.

Le projet de Cremer ne réussit qu'en partie. Après avoir quitté Arnay-le-Duc, l'ennemi fut, il est vrai, accueilli par une vive canonnade partie des hauteurs de Châteauneuf, tandis qu'il était attaqué en queue par la 2e légion. Mais Keller jeta deux de ses bataillons à l'assaut de ces hauteurs ; un troisième maintenait la 2e légion vers Sainte-Sabine. Grâce à cette attitude énergique, et surtout à leur supériorité en artillerie, les Allemands parvinrent à s'ouvrir passage ; leurs pertes, relativement considérables[2], étaient beaucoup moindres qu'elles n'auraient pu l'être, si notre attaque eût été

1. 2 bataillons de mobilisés de Saône-et-Loire étaient à Beaune et à Bessey ; 2 à Autun ; 2 à Chagny ; 1 autre arriva à Autun le 3 décembre (Dumas).

2. 165 hommes dont 72 prisonniers. Nous eûmes 5 tués et 25 blessés, dont 1 blessé seulement à la 2e légion du Rhône (Dumas). D'après le colonel Poullet, nous aurions eu 16 tués et 35 blessés (*Enquête*, tome VII, p. 3).

menée avec plus d'ensemble, et si nos troupes eussent montré plus d'élan et de solidité.

Après ce combat, Cremer revint à Bligny (4 décembre); le 5, la 1re légion du Rhône, les mobiles de la Gironde et des corps francs étaient à Beaune; la 2e légion, au sud de Nuits, avait ses avant-postes à Premeaux. Cette situation se prolongea durant quelques jours[1].

La Délégation avait signalé à Garibaldi et à Cremer l'arrivée des troupes de Zastrow sur la haute Seine. Aussi redoutait-on, plus que jamais, un mouvement de l'ennemi sur le Creusot; il eût été justifié par l'importance de ce centre industriel pour la défense nationale[2]. Dans cette prévision, Cremer ramenait une partie de ses troupes de Nuits à Beaune.

Mais Werder ne songeait nullement à prendre l'offensive vers Lyon. L'objet de ses plus vives préoccupations était alors la difficulté de faire vivre le XIVe corps, dans un pays ruiné par les réquisitions et manquant entièrement de fourrages à la suite d'une sécheresse exceptionnelle. Même les chevaux du quartier général étaient réduits à une demi-ration de foin, en attendant qu'ils le fussent à un quart. La paille faisait entièrement défaut. Aussi les chevaux dépérissaient-ils si rapidement qu'il fallait atteler les ambulances aux dépens des colonnes de munitions. La neige, qui tomba constamment du 6 au 10 décembre, accroissait encore ces difficultés, rendues déjà plus aiguës par l'insécurité des routes d'étapes. Les garnisons de Langres, de Besançon et d'Auxonne gênaient sensiblement la marche des convois. Ainsi, le 2 décembre, 109 prisonniers français furent délivrés entre Fresne et Vesoul par un détachement parti de Besançon. Le 12, d'autres coureurs de la même place dispersaient près de Vellexon une colonne de convalescents et étaient sur le point d'enlever le général v. Beyer qui rentrait en Allemagne[3].

---

1. Un détail donnera une haute idée de l'administration militaire d'alors. A Beaune, Cremer recevait son pain *de Lyon* (Télégramme de Cremer à Bressolles, 11 décembre).

2. Télégrammes de Bressolles à Bordone et de Cremer à Garibaldi (5 décembre).

3. Löhlein, ouvrage cité.

Le moment approchait où la Délégation reporterait sur nos troupes de l'Est l'intérêt qu'elle concentrait alors sur celles de la Loire. Cette tendance apparaît le 26 novembre, dans une longue lettre que Gambetta écrivait à Jules Favre, pour lui donner un aperçu de notre situation en province : dans l'Est, en dehors des corps francs de Garibaldi, il ne voyait à lui signaler qu'un noyau d'armée sous les ordres du général Bressolles. Lyon, ajoutait-il, est dans un admirable état de défense.

« Mon ambition est au delà, et je suis occupé à constituer avec les contingents du Midi, à Lyon même, une armée capable de se jeter vigoureusement dans l'Est, donnant la main à Belfort pour prendre les Vosges à revers. Mais c'est une question qui demande au moins six grandes semaines....[1] »

Le 1er décembre, dans une dépêche au général Bressolles, le Délégué faisait de nouveau allusion à une offensive prochaine dans l'Est. Il le pressait d'organiser « son armée[2] », de constituer son commandement sur des bases plus rationnelles. Puis il proposait, dans ce but, de placer Cremer sous les ordres de Garibaldi; mais le général Bressolles souleva des objections très justifiées, et on se contenta d'informer Cremer qu'il devrait obéir aux « directions stratégiques » du célèbre Italien[3].

Quoi qu'il en soit, on voit que la pensée d'une grande expédition sur les communications allemandes n'avait pas cessé d'occuper le gouvernement de la Défense nationale. Ses intentions, encore incertaines, allaient se préciser sous la forme d'un projet nettement arrêté.

1. *Enquête*, tome IV, p. 58.
2. Lyon renfermait alors 32,684 hommes de troupes organisées, réparties en 2 divisions (de La Serre et Bousquet).
3. Télégrammes des 6 et 8 décembre (*Enquête*, tome III, p. 244 et 245).

CHAPITRE IX

PROJETS D'EXPÉDITION DANS L'EST

Instructions de Moltke à Werder. — Cremer et Garibaldi. — Conférence du 12 décembre. — Nouvelles instructions de Moltke. — Projets de diversion dans l'Est. — Garibaldi et la Délégation.

A la suite du mouvement de Cremer sur Nuits, Werder concentrait de nouveau la plus grande partie du XIV[e] corps à Dijon. Puis la nécessité de renforcer les troupes laissées à Gray se fit sentir. Elles étaient trop faibles pour couvrir efficacement la ligne d'étapes contre les entreprises des garnisons de Besançon et d'Auxonne. Werder reporta donc vers Gray les fractions de la 4[e] division de réserve (3 bataillons et demi, 1 escadron, 2 batteries), qui étaient venues à Dijon dans les premiers jours de décembre.

Sur les entrefaites (8 décembre), le général de Moltke invitait Werder à faire observer Langres, dont la garnison avait, elle aussi, dirigé plusieurs coups de main sur les gîtes d'étapes ou les convois allemands. A cette date même, deux compagnies de landwehr étaient attaquées à Château-Villain par quatre compagnies de mobiles de la Haute-Marne. Celles-ci se retiraient après un vif combat, non sans avoir détruit une certaine quantité de matériel. Une nouvelle tentative, faite le 9 sur la voie ferrée, était arrêtée par l'arrivée d'un bataillon venant de Chaumont [1].

Par suite, Werder portait de nouveaux détachements sur Combeaufontaine, Champlitte et Thil-Châtel. Enfin, le VII[e] corps observait Langres vers l'ouest.

Comme nous l'avons dit, ce corps d'armée, resté tout d'abord autour de Metz, pour surveiller l'évacuation de la masse immense de prisonniers que la capitulation de Bazaine livrait aux Allemands, avait reçu (27 novembre) l'ordre de se porter

1. *État-major prussien,* tome V, p. 1349; *Historique de l'artillerie de la marine.* Cette tentative était dirigée par le capitaine d'artillerie Javouhey.

dans l'intervalle du XIV[e] corps et de la II[e] armée, sur la haute Seine et la haute Marne. La 13[e] division d'infanterie, l'artillerie de corps, sauf deux batteries, et un régiment de uhlans de réserve se dirigèrent sur Chaumont et Châtillon-sur-Seine; leur gauche s'étendait jusqu'à Arc-en-Barrois.

Le 10 décembre, Zastrow reçut ordre de s'attacher surtout à couvrir la ligne ferrée qui va de Châtillon, par Nuits-sous-Ravières, à Joigny. Elle était destinée à servir de ligne d'étapes à la II[e] armée qui, jusqu'alors, avait utilisé dans ce but le chemin de fer de Wissembourg à Nanteuil, commun aux II[e], III[e] et IV[e] armées. Zastrow concentra donc le gros de ses forces à Châtillon, avec un détachement à Ravières.

Cependant les troupes de Cremer et de Garibaldi gardaient une attitude purement défensive. A part des escarmouches au sud de Dijon contre des francs-tireurs, aucun incident ne survenait dans cette région et Werder pouvait accorder quelque repos au XIV[e] corps[1].

De notre côté, les premiers jours qui suivirent le 5 décembre furent consacrés par Cremer à des mouvements sans but déterminé, qui n'eurent d'autre résultat que de fatiguer ses troupes[2]. Celles-ci recevaient des renforts: le 9 décembre, le 32[e] de marche, une batterie de 4, une compagnie de volontaires du Rhône, arrivaient à Beaune; le 12, une nouvelle batterie de 4 et le 57[e] de marche ralliaient à Meursault le gros de la division[3]. L'organisation de ce dernier corps

---

1. Le général v. Glümer reprenait le 10 décembre le commandement de la division badoise, en remplacement de v. Beyer, qui redevenait le ministre de la guerre du grand-duché. Le colonel v. Willisen remplaçait (13 décembre) le général v. La Roche à la brigade de cavalerie badoise. L'un des 3 régiments de cette brigade, le 3[e] dragons, était réparti entre les 3 brigades d'infanterie; chacune d'elle recevait une batterie et le reste formait une *Abtheilung* divisionnaire (*État-major prussien,* tome IV, p. 636).

2. Le 7, sur un ordre de Bressolles, Cremer dirigea vers La Doix, par voie ferrée, la 2[e] légion du Rhône. Elle y demeura jusqu'au 10, puis rentra dans Beaune, mais pour en repartir 2 jours après. Elle marcha vers Nuits, n'atteignit pas cette ville, revint à Beaune, puis à La Doix, le 13, et alla, le 14, à Premeaux, Comblanchien et Quincey (Ferrer, *Historique de la 2[e] légion du Rhône*). L'effectif de la 2[e] légion était de 75 officiers et 2,831 hommes, le 7.

3. Le ministre avait décidé de constituer pour Cremer une division qu'il destina d'abord à faire partie du corps d'armée de Bressolles (24[e] corps), et qui demeura indépendante.

était encore incomplète, mais les troupes de Cremer n'en allaient pas moins présenter désormais une réelle consistance, et le combat de Nuits devait en donner une preuve inoubliable.

Leur inaction actuelle tenait à plusieurs causes. Cremer voulait attendre que Garibaldi fût en état de reprendre les opérations actives; jusqu'alors il tenait ses forces disséminées, afin de dissimuler leur effectif et de ne pas éveiller l'attention de l'ennemi[1]. D'ailleurs, nos troupes de la Saône ne pouvaient garder longuement leur attitude défensive et, à plusieurs reprises, le ministre le rappelait à Bressolles. Le 11, il lui télégraphiait encore: « Pouvez-vous vous mettre en marche vers le nord? Nous vous attendons comme le Messie.... » Il lui annonçait en même temps l'envoi d'un colonel et d'un ou deux officiers d'état-major, d'un deuxième régiment de cavalerie, retenu jusqu'alors par les neiges à Carcassonne. Enfin, il lui demandait de mettre quelques bataillons de mobilisés à la disposition de Garibaldi[2].

Mais l'état de nos troupes était bien éloigné de ce que supposait le Délégué. Malgré la révocation de Crévisier, la subordination récente de Pellissier à Cremer, il n'y avait pas la moindre unité dans les opérations des fractions éparses d'Autun à Nuits, à Besançon, à Chagny. Ainsi, le 11 décembre, le colonel Bourras quittait, sans en informer Cremer, les positions qu'il occupait entre Dijon et Nuits. Il allait jusqu'à Chalon, puis se reportait à Seurre, après s'être ravitaillé. En dépit des réclamations de Cremer, il n'était pas formellement placé sous les ordres de celui-ci, comme l'eût voulu la situation[3].

En outre, des tiraillements fâcheux se produisaient dans

---

1. Cremer et Poullet, *La Campagne de l'Est et l'armée de Bourbaki*. D'après cet ouvrage, le 10 décembre, la 1re légion du Rhône et le bataillon de la Gironde occupaient Nuits, couverts du côté de Dijon par le corps Bourras. Le 32e de marche et les chasseurs volontaires du Rhône étaient à La Doix; Cremer, la 2e légion et les volontaires libres du Rhône étaient à Beaune.

2. *Enquête*, tome III, p. 245.

3. Cremer et Poullet. Il n'avait laissé au nord de Nuits que les 3 compagnies des francs-tireurs des Pyrénées-Orientales (Olzewski).

les troupes même de Cremer. Le 7, le chef de la 2e légion du Rhône, colonel Ferrer, donnait sa démission; le 12, le colonel et les trois chefs de bataillon de la 1re légion, tous quatre officiers de l'armée régulière, suivaient cet exemple « dans le but d'attirer l'attention du Gouvernement sur la manière dont les opérations militaires étaient conduites autour de Nuits[1] ». L'indiscipline que ces faits révélaient ne devait que s'accroître pendant les semaines suivantes, jusqu'à ce qu'on eût pris le parti d'enlever à Cremer les légions du Rhône, d'un maniement trop délicat pour lui.

Pour établir l'unité de commandement[2] et préparer l'exécution du mouvement offensif que réclamait la Délégation, le général Bressolles réunit en conférence, à Chalon, Garibaldi, Cremer et Pellissier (12 décembre). A ce moment, il n'y avait que 6,000 hommes disponibles à Lyon; l'armée des Vosges comptait 18,000 hommes environ[3]. Cremer en avait 12,700. Quant à Pellissier, en dehors des quatre bataillons détachés à Autun et à Beaune, il ne disposait à Chagny que d'éléments à peine en voie d'organisation. Dans ces conditions, une tentative sur Dijon eût eu peu de chances de succès. Toutefois, on proposa une attaque concentrique, du genre de celle qui avait échoué à la fin de novembre. L'armée des Vosges suivrait la vallée de l'Ouche; Cremer se porterait de Nuits sur Genlis et prendrait pour base Auxonne. Enfin, Pellissier effectuerait une démonstration par les routes de Verdun et de Saint-Jean-de-Losne. Mais ces projets échouèrent devant le refus de Garibaldi. Bordone et lui persistaient à croire que la Délégation ne consacrait pas à l'armée des Vosges toute l'attention désirable. Ne recevant que des renforts insuffisants en réponse à leurs demandes

1. *Historique de la 1re légion du Rhône*, p. 30.

2. Au début, il avait été entendu que tous les mobilisés seraient aux ordres de Crévisier. Le 3 décembre, Bressolles écrit que lui seul donne des ordres; le 10, « je répète, pour la centième fois, que je ne commande pas les opérations dans la vallée de la Saône. C'est de Cremer seul que doivent venir les ordres » (Pellissier, ouvrage cité).

3. Portés à 18,213 le 16, et à 19,127 le 26, y compris 3 bataillons de mobilisés de Saône-et-Loire.

constantes, ils se retranchaient derrière le manque de ressources pour alléguer la prétendue impossibilité de se porter en avant. Cette attitude devait persister jusque vers la fin de janvier; à part quelques tentatives isolées, l'armée des Vosges ne sortirait plus de la défensive.

Pour l'instant la conférence du 12 décembre n'eut donc aucun résultat pratique; toutefois, Cremer invita Pellissier à se porter sur Verdun, en se reliant par Saint-Jean-de-Losne aux mobilisés du Jura disposés le long du Doubs[1]. Quant à la division Cremer, elle demeura répartie entre Nuits et Beaune.

Cependant la retraite du corps Bourras n'avait pas échappé aux Allemands; leurs patrouilles ne signalaient plus la présence d'aucune troupe française à proximité de Dijon. Werder crut devoir en conclure que nous avions peut-être évacué de nouveau la vallée de la Saône, et il le télégraphia à l'état-major du roi. Sur ces entrefaites, il recevait du général de Moltke (13 décembre) des instructions datées de Versailles le 8, qui déterminaient à nouveau, d'une façon positive, la tâche à remplir par le XIVe corps.

L'échec récent de l'armée de Paris à Champigny, celui du général d'Aurelle sous Orléans, permettaient à Frédéric-Charles de prendre l'offensive à la fois dans les directions de Nevers, Bourges et Blois. Quant à Werder, son rôle continuerait d'être ce qu'il avait été jusqu'alors : couvrir le siège de Belfort, qui serait poussé avec la dernière énergie, observer Langres et, d'accord avec Zastrow, protéger les communications des IIe et IIIe armées; enfin, arrêter toute tentative d'insurrection dans le sud de la Lorraine et de la Champagne. Comme Zastrow, Werder devrait procéder par des pointes rapides sur nos centres de concentration, tout en occupant en permanence un certain nombre de villes importantes. Le général de Moltke lui recommandait d'observer avec le plus grand soin Langres, qui gênait sensiblement les communications allemandes, de chercher à arrêter entièrement les coups de main qui en partaient; il l'invitait de

1. Télégramme du 13 décembre (*Enquête*, tome VI, p. 236).

nouveau à occuper, sitôt que faire se pourrait, les environs d'Arc-et-Senans, sur la rive gauche du Doubs. De là, il pourrait couper les voies ferrées qui relient Besançon à Lyon, et assurer la sécurité du corps de siège de Belfort. On lui prescrivait la plus grande sévérité à l'égard de la population; les communes entières devaient être rendues responsables des actes de ceux de leurs administrés dont les Allemands ne pouvaient s'emparer[1]. Si cette recommandation était d'une flagrante iniquité, du moins elle était logique et rentrait entièrement dans le système de guerre sans merci que nos adversaires mettaient en pratique.

Ces instructions amenaient de nouveau Werder à projeter un mouvement sur Dôle et Arc-et-Senans, par Pontailler. Il eût laissé une brigade à Gray, en abandonnant Dijon pour quelques jours. Mais des incidents survenus vers Beaune allaient modifier encore une fois ses intentions.

A ce moment, les projets de la Délégation se précisaient au sujet d'une reprise générale de l'offensive dans le bassin de la Saône. Le 13 décembre, M. de Freycinet télégraphiait au général Bressolles : « Vous n'ignorez pas que Belfort est investi, qu'on parle déjà de la possibilité de sa chute prochaine et qu'on ajoute qu'une faible armée pourrait le débloquer. Il n'est pas admissible que nous restions indéfiniment dans l'expectative.... Je vous prie donc de me dire catégoriquement ce qui vous manque pour que vous puissiez sortir de Lyon.... En un mot, donnez-moi la carte exacte de ce qu'il vous faut, en réduisant vos prétentions au minimum que commande notre pénurie. Ce point vidé, dites-moi, ainsi que je vous l'avais demandé, si vous pourrez fournir à Garibaldi quelques bataillons de mobiles (*sic*) pris dans un des départements de votre division. A quel chiffre pourront s'élever les forces de ce général et comment s'établira sa coopération avec vous?

« Les forces de Cremer figurent-elles dans votre effectif ou dans celui de Garibaldi?

1. *État-major prussien*, tome IV, p. 361, annexes.

« Bref, quelles seront les forces totales pour opérer dans l'Est, et à quelle date exacte, j'insiste sur ce point, l'opération commencera-t-elle ?

« Enfin, entrerait-il dans vos vues de ramasser, en passant, une partie de la garnison de Besançon ? Indiquez-moi, aussi, en quelques traits généraux, quel serait votre plan. Mais de grâce, hâtons-nous[1]. »

Évidemment, il ne s'agissait encore que d'une tentative exécutée par les troupes de Bressolles, avec le concours de celles de Garibaldi, de Cremer, peut-être de la garnison de Besançon. La Délégation ne se rendait pas un compte exact des difficultés d'une pareille entreprise pour des groupes à peine constitués, sans cohésion aucune, sans lien commun. D'ailleurs, elle réservait, tout d'abord, à Garibaldi un rôle beaucoup plus important que M. de Freycinet n'avait bien voulu le dire à Bressolles. A la même date (13 décembre), il télégraphiait au général Rolland, lui demandant combien d'hommes il pourrait faire sortir de Besançon, le 20 courant, « pour participer à une action commune dans l'Est ; subsidiairement, ajoutait-il, dites-moi si la disposition d'esprit de ces troupes permettrait de les placer, en tout ou partie, sous les ordres de Garibaldi.

« Notez que Garibaldi a jusqu'ici opéré magnifiquement en raison de ses faibles ressources. Néanmoins, nous ne violenterons pas, bien entendu, les sentiments de nos troupes, et nous les placerons sous un général français, si elles y tiennent absolument[2]. »

Avec la brutale franchise qui lui était ordinaire, le général Rolland se hâta de dissiper les illusions du Délégué. Après avoir fixé à 4,000 ou 5,000 hommes et à une batterie, manquant en partie d'équipement et de campement, ce que Besançon pourrait fournir dans l'hypothèse adoptée, il ajoutait que le ministre avait été trompé sur les opérations de Garibaldi en Franche-Comté. Les troupes et les officiers surtout,

1. *Enquête*, tome III, p. 246.
2. *Enquête*, tome III, p. 246.

qui avaient pu comparer la réalité aux bulletins, marcheraient sous ses ordres avec la plus extrême répugnance. Rolland terminait en insistant sur la nécessité de désigner un autre général pour l'expédition projetée[1].

On doit ajouter que cette répugnance des troupes, fort explicable en soi, ne pouvait être telle qu'elle interdît au ministre de faire choix de Garibaldi, si ce choix s'imposait à lui. L'intérêt de la défense nationale primait toute autre considération; du moins il l'aurait dû. D'ailleurs, la Délégation ne renonça pas de prime abord à ses projets et, le 14 décembre, M. de Freycinet télégraphiait à Gambetta, alors à Bourges, auprès de la 1re armée: « J'ai reçu aujourd'hui le chef d'état-major de Bressolles. C'est prodigieux, même chez nos généraux les plus intelligents, le manque d'initiative!.... On peut espérer maintenant que, dans quelques jours, cette armée sera prête, mais c'est plus long que cela n'aurait dû être.... Vraiment le Sud-Est ne prend pas assez de part à la défense.

« Quant à Garibaldi, j'éprouve une difficulté toute spéciale à le renforcer. La plupart des mobilisés auxquels je m'adresse refusent absolument d'aller auprès du général....[2] »

Sur ces entrefaites, Bressolles prescrivait à Cremer de se concentrer, pour effectuer, de concert avec Garibaldi, une attaque sur Dijon, qui eût sans doute servi de prologue à la grande action offensive si instamment réclamée par la Délégation. La division Cremer fut donc réunie autour de Nuits, à l'exception du 57e de marche qui restait encore à Beaune. En même temps (14 décembre), Cremer demandait à Garibaldi sa coopération pour une attaque immédiate[3]. Mais à ce moment Bordone était à Bordeaux, cherchant à obtenir définitivement pour Garibaldi la direction du mouvement projeté dans l'Est, et le général ne voulait ni ne pouvait rien

1. *Enquête*, tome IV, p. 311.
2. *Enquête*, tome III, p. 247.
3. A en croire Cremer et Poullet (p. 339), le général Cremer, informé de l'intention où était Werder de l'attaquer à Nuits, aurait pris ses dispositions dans cette prévision. En réalité, il s'attendait si peu à être attaqué qu'il laissa le 57e à Beaune et ne l'appela Nuits à que pendant le combat du 18 décembre.

aventurer en l'absence de son chef d'état-major. Un moment, on put croire que les désirs de Bordone allaient être comblés. Le 16, il télégraphiait à Garibaldi : « Ministère désire que nous nous préparions à marcher vers les Vosges, et que nous le fassions en dehors de toute ingérence et dans une indépendance parfaite ; pour cela nous devrons utiliser, tant que nous pourrons, les voies ferrées, tandis que Cremer et Bressolles feront une démonstration vers Dijon et Langres, pour couvrir notre mouvement.... [1] » L'état-major de Garibaldi prenait même des mesures d'exécution, en informant M. de la Taille, inspecteur du chemin de fer à Autun, que, le 18 décembre, toute l'armée devrait être transportée par voie ferrée sur Lons-le-Saulnier, Poligny, Arbois et Mouchard. Le matériel nécessaire fut aussitôt réuni à Autun, mais un contre-ordre survint le 17 [2].

En effet, la diversion projetée dans l'Est allait prendre une bien autre importance, au détriment de l'action propre de l'armée des Vosges. Garibaldi et surtout Bordone devaient en être cruellement atteints dans leur orgueil. Il ne faut pas chercher plus loin les motifs de leur attitude si singulière pendant la fin de décembre et la première quinzaine de janvier. Ils ne prennent part qu'à contre-cœur, en se portant sur Dijon, à notre mouvement général d'offensive. A Dijon même, ils restent inactifs au lieu de faire des démonstrations vers le nord, comme il était convenu. Enfin, ils laissent défiler sous leurs yeux les corps de Manteuffel, sans rien tenter pour ralentir leur marche. C'est ainsi que de mesquines questions personnelles contribuèrent au désastre où allait sombrer l'armée de l'Est.

---

1. *Enquête*, tome III, p. 247.
2. *Enquête*, tome III, p. 191.

CHAPITRE X

COMBAT DE NUITS

(18 décembre)

Combats sous Langres. — Situation au sud de Dijon. — Reconnaissance des Allemands vers Nuits. — Combats de Nuits. — Résultats. — Retraite de Cremer.

Le général v. der Goltz avait reçu l'ordre de se porter sur Langres, afin d'observer étroitement cette place, comme le voulait le général de Moltke[1]. Il se mit en route le 14, en deux colonnes, par Thil-Châtel et Is-sur-Tille. Le 16, à Longeau, il se heurtait à une reconnaissance partie de Langres et forte de 2,000 hommes environ, avec quatre pièces, sous les ordres du chef de bataillon Kock. Elle était repoussée après un vif combat qui nous coûtait 8 tués, 16 blessés, dont le commandant, 64 prisonniers et 2 pièces[2].

Le 18 décembre, v. der Goltz passait à l'ouest de Langres et s'élevait vers le nord, en refoulant de nouveau une partie de la garnison. Il occupait alors l'espace compris entre la Marne et la Suize, pour couvrir la route d'étapes de la IIe armée; puis il s'étendait vers l'Est, afin de protéger celle du XIVe corps. De ses reconnaissances, des renseignements fournis par les prisonniers échangés, il concluait qu'un bombardement opéré par trente pièces de siège amènerait promptement la capitulation de Langres[3]. Il demandait le matériel

1. Avec la brigade d'infanterie prussienne, 2 régiments de cavalerie et 3 batteries.

2. Nos 4 pièces étaient attelées par un détachement à pied du 12e régiment. Les 2,000 hommes appartenaient au 50e de ligne et au 56e mobiles (Haute-Marne) [*Langres pendant la guerre de 1870-1871*]. L'*État-major prussien*, tome IV, p. 724, porte nos pertes à 200 tués ou blessés et 80 prisonniers.

Les pertes des Allemands furent de 4 tués et 14 blessés.

En décembre, la garnison de Langres était de 16,100 hommes environ: armée active, 2,500 hommes; 8,600 mobiles, 4,000 mobilisés (*Rapport du médecin aide-major Claudot*).

3. Les fortifications de Langres étaient dans le plus mauvais état au début

nécessaire et prenait des mesures préparatoires. En attendant, il refoulait encore la garnison jusqu'aux ouvrages avancés (23 décembre).

Cependant Werder continuait à préparer un mouvement offensif sur Dôle. Le 14, il recevait, par le télégraphe, de l'état-major du roi, l'autorisation d'évacuer temporairement Dijon, en vue de l'opération qu'il projetait. Aux yeux de Werder, cet abandon présentait d'autant moins d'inconvénients que la disparition de nos troupes entre Nuits et Beaune paraissait être confirmée. Il en avait informé le grand quartier général, ajoutant que nous avions dû, de nouveau, nous reporter vers l'ouest. Cette indication amena le général de Moltke à élargir la tâche du XIV[e] corps[1]. Tandis que Zastrow se rapprocherait de la Loire, pour arrêter au besoin un mouvement offensif de Bourbaki sur Montargis, Werder ferait occuper Nuits-sous-Ravières et Semur, afin de couvrir les voies ferrées en arrière. Le gros de son corps d'armée demeurerait concentré à Dijon, en attendant qu'il prît l'offensive. Il conserverait la ligne ferrée de Gray, Auxonne, Dijon, Chagny, Nevers, en détruisant toutes les autres vers le sud.

Mais Werder ne tarda pas à se convaincre de l'erreur où il était tombé. Nos troupes reparurent au sud de Dijon, montrant plus de ténacité dans les escarmouches journalières. Ce redoublement d'activité, après une longue période d'inaction, parut aussi inexplicable que celle-ci. On crut y trouver la confirmation des bruits d'après lesquels, après avoir reçu des renforts, les troupes de Cremer et Garibaldi comptaient respectivement 30,000 et 20,000 hommes. Aussi, Werder décida-t-il de prendre l'offensive au sud de Dijon et de disperser les troupes qui paraissaient y être con-

---

de la guerre. Ses deux forts détachés, Peigney et la Bonnelle, étaient inachevés. On les organisa tant bien que mal et on en improvisa deux autres, Buzon et la Marnotte, ainsi que plusieurs redoutes.

1. *État-major prussien*, tome IV, p. 725. Cette dépêche arriva dans la nuit du 15 au 16 à Dijon. Elle était surtout provoquée par le mouvement d'un détachement français de Briare sur Gien (15 décembre). — Voir, à ce sujet, notre *Campagne de la Loire de 1870-1871. Josnes, Vendôme, Le Mans*, p. 111.

centrées[1]. Il s'attendait si peu à une vive résistance, qu'il détachait deux nouveaux bataillons (4e division de réserve) au corps de siège de Belfort; de plus, il laissait à Dijon une brigade d'infanterie, un régiment de dragons et trois batteries, c'est-à-dire beaucoup plus qu'il n'était nécessaire pour garder la ville. Le général v. Glümer dut marcher sur Nuits avec le reste de la division badoise (deux brigades d'infanterie, sept escadrons, six batteries).

Par suite de divers retards, cette opération, prévue pour le 17, fut ensuite reportée au 18. Les dispositions suivantes furent adoptées : La colonne principale dut suivre l'itinéraire Longvic, Saulon-la-Rue, Épernay, à travers la plaine boisée qui s'étend à l'ouest de la route de Lyon[2]. Son flanc droit, le plus exposé en raison du voisinage des montagnes, était couvert par une colonne latérale, celle du général v. Degenfeld. En réalité, elle se subdivisa en trois détachements formant autant de colonnes distinctes. Le premier, major Unger, marcha sur Vougeot, par la grande route; le second, lieutenant-colonel Arnold, sur Concœur; le troisième, sous les ordres directs de Degenfeld, sur Curley et Villars-Fontaine. Ces deux derniers devaient traverser la région montagneuse et boisée qui domine, vers l'ouest, la route et le chemin de fer de Lyon.

Ainsi, les douze bataillons, les sept escadrons et les six batteries de l'ennemi formaient quatre colonnes, couvrant de Curley à Épernay un front très étendu, dix kilomètres environ; de plus, la liaison entre les trois groupes de droite n'était rien moins qu'assurée.

---

1. *État-major prussien*, tome IV, p. 725. La partie du présent ouvrage qui traite du combat de Nuits a été surtout établie au moyen d'une étude (commandant Palat) parue en 1894 dans le *Journal des sciences militaires*.

2. *Avant-garde:* colonel v. Willisen : 1 régiment d'infanterie, 1 escadron, 1 batterie, 1 section de pionniers.

Gros: général prince de Bade : 5 bataillons, 5 escadrons, 4 batteries, 3 sections de pionniers. Les généraux v. Werder et v. Glümer marchaient avec le gros.

Colonne Unger : 1 bataillon, 1 peloton de cavalerie.

Colonne Arnold : 1 bataillon, 2 pelotons.

Colonne Degenfeld : 2 bataillons, 1 peloton, 1 batterie.

Les troupes de Cremer étaient moins concentrées qu'il n'eût convenu. Dans la matinée du 18 décembre la masse principale (7 bataillons, 2 batteries, 1 compagnie du génie, 3 compagnies de francs-tireurs) occupait Nuits et ses abords immédiats; trois bataillons, une batterie, une compagnie du génie étaient répartis dans Comblanchien, Corgoloin, Premeaux et Quincey[1]. Enfin, le 57e de marche n'avait pas encore quitté Beaune.

Tandis que Werder dirigeait de Dijon sur Nuits les quatre colonnes dont nous avons parlé, Cremer prescrivait une reconnaissance de Nuits dans la direction de Dijon. Le 3e bataillon des mobiles de la Gironde partait à 4 heures du matin pour aller, par Morey, occuper les crêtes à l'ouest de Gevrey. Il s'y installait vers 6 heures et couvrait à gauche la marche de deux bataillons et d'une batterie, chargés de la reconnaissance proprement dite, sous la conduite personnelle de Cremer.

Ces dernières troupes atteignirent Gevrey vers 9 heures et, peu après, l'ennemi était signalé au nord. En même temps, les Volontaires libres du Rhône, établis à l'est de la route de Lyon, annonçaient l'approche d'une forte colonne venant de Saulon-la-Rue. Puis des dragons badois tombés dans une embuscade près de Gevrey donnaient à Cremer des renseignements sur l'ensemble du mouvement des Allemands. Il quittait aussitôt Gevrey et repliait ses troupes vers Nuits (9 heures et demie). De leur côté, les mobiles de la Gironde, ayant aussi constaté l'apparition des colonnes de gauche de Degenfeld, se retiraient également sur Nuits, en laissant une compagnie à Concœur. Enfin, le maire de l'Étang-Vergy annonçait la marche de l'ennemi sur Villars-Fontaine, fait qu'une reconnaissance partie du plateau de Chaux confirmait peu après (vers 10 heures). Ainsi, malgré son manque pres-

1. 32e régiment de marche ; 3e bataillon des mobiles de la Gironde; 1re légion du Rhône, sa batterie, sa compagnie du génie ; 22e batterie du 9e régiment; 3 compagnies de chasseurs volontaires du Rhône, à Nuits ; 2e légion du Rhône, sa compagnie du génie, et 22e batterie du 12e régiment à Comblanchien et Corgoloin (1er bataillon), Premeaux (2e bataillon), Quincey (3e bataillon).

que complet de cavalerie, Cremer recevait, un peu tardivement, il est vrai, des renseignements précis sur le mouvement de ses adversaires.

Nuits est une petite ville de 3,500 habitants, à 21 kilomètres de Dijon et à 15 kilomètres de Beaune. Elle a la forme d'un triangle, coupé parallèlement à sa base par la route de Dijon à Lyon. Un ruisseau d'assez fort débit, le Meuzin, la traverse du nord-ouest au sud-est. Elle est entourée de jardins clos de murs; vers le nord et l'est, ses abords présentent l'aspect d'une plaine ondulée, découverte; ils sont coupés, à 500 mètres environ de la lisière est, par la ligne ferrée de Dijon à Lyon. Elle est en tranchée sur une étendue supérieure à deux kilomètres et forme ainsi, en avant de la ville, un fossé naturel qui atteint jusqu'à 3^m,50 de profondeur[1]. Au delà, vers l'est, le village de Boncourt occupe le sommet et les pentes sud d'une croupe. Ses dimensions restreintes et le voisinage de plusieurs bois lui laissent peu de valeur défensive. Au contraire, la ferme, que l'on nomme aussi le château de La Berchère, plus proche du chemin de fer, est très facile à défendre. Ses bâtiments dessinent un rectangle dont le quatrième côté est formé par un mur très élevé, parallèle au chemin de Boncourt à Dijon. Des fossés secs, profonds de deux mètres et larges de quatre, entourent cet ensemble.

La plaine et les coteaux voisins de Nuits sont plantés de vignes que leurs échalas et leurs fils de fer transversaux rendent impraticables à la cavalerie ou à l'artillerie. Même pour l'infanterie, la marche y est pénible, circonstance encore aggravée, le 18 décembre 1870, par le dégel qui avait commencé depuis plusieurs jours. Plusieurs pièces allemandes s'enfoncèrent dans le sol jusqu'au moyeu des roues; des assaillants y perdirent leurs bottes[2].

1. D'après Löhlein, cette tranchée aurait été organisée défensivement sur plus de 700 mètres. Mais les documents d'origine française ne contiennent rien qui puisse confirmer ce détail, et un témoin oculaire nous assure qu'il est inexact.

2. Major Kunz, *Gefecht bei Nuits*.

Vers l'ouest, Nuits est dominé de 150 mètres environ par le plateau de Chaux, qui dessine, dans sa proximité immédiate, un quadrilatère irrégulier, limité vers le nord et l'est par des pentes très rapides. Un chemin sinueux en assez mauvais état le reliait à Nuits.

Au nord, ce plateau est longé par le ruisseau du Meuzin, qui coule dans un ravin profond. Un autre petit cours d'eau, le Raccordon, qui vient s'y jeter au sud de Villars-Fontaine, prolonge le Meuzin à l'ouest et forme avec lui un fossé naturel, dirigé normalement à la direction générale suivie par l'ennemi. Enfin, au nord du Meuzin, le plateau de Concœur s'élève symétriquement à celui de Chaux, qu'il commande légèrement. Il est dominé lui-même par la longue croupe du bois de Mantuan, au pied de laquelle est situé Villars-Fontaine, vers l'ouest.

C'est sur ce terrain qu'allait s'engager le combat de Nuits; les Allemands devant aborder nos positions surtout par la droite, vers Saulon-la-Rue, nous serions conduits à établir notre première ligne à l'est de Nuits, en considérant le plateau de Chaux comme le réduit de nos positions.

Avant même la rentrée de Cremer à Nuits, son chef d'état-major, colonel Poullet, y avait appelé les deux bataillons (2e et 3e de la 2e légion du Rhône) et la batterie (22e du 12e régiment) cantonnés à Premeaux et à Quincey; le bataillon qui était à Comblanchien et à Corgoloin (1er de la 2e légion), se porta sur le plateau de Chaux. Enfin, le 57e de marche reçut par télégramme l'ordre de se porter de Beaune à Nuits.

Au début du combat, la répartition de nos troupes était la suivante: trois compagnies du 32e de marche, bientôt renforcées du reste du 2e bataillon, occupaient Boncourt; une compagnie des mobiles de la Gironde était à La Berchère. Le 2e bataillon de la 1re légion du Rhône avait pris position en deuxième ligne, le long de la tranchée; trois compagnies des mobiles de la Gironde s'établirent à sa droite. Plus au sud, Agencourt fut occupé par la majeure partie des corps francs de Cremer. Nos deux obusiers lisses de montagne (des

chasseurs volontaires du Rhône) étaient au sud du chemin de Boncourt à Nuits, près de La Berchère ; mais ils n'avaient à tirer que 40 coups chacun, et leur rôle fut presque nul. Il n'en devait pas être ainsi pour une section de la 22ᵉ batterie du 12ᵉ régiment, placée près de la station de Nuits.

Les troupes précédentes, qui formaient notre droite, étaient sous les ordres du lieutenant-colonel Graziani, du 32ᵉ de marche. Quant à la défense du centre de nos positions, sur la route de Dijon, elle fut confiée au colonel Celler, de la 1ʳᵉ légion du Rhône. Il avait à sa disposition les deux bataillons (1ᵉʳ et 3ᵉ) qui revenaient de Gevrey.

A gauche, le plateau de Chaux était déjà occupé par un bataillon (1ᵉʳ du 32ᵉ de marche) et deux pièces de 4 (22ᵉ batterie du 9ᵉ régiment) établis près de la Bergerie. On y porta trois compagnies des mobiles de la Gironde, le 3ᵉ bataillon du 32ᵉ de marche et des fractions[1] de la 1ʳᵉ légion du Rhône. Le tout était sous les ordres du colonel Poullet.

Ainsi, la masse principale de l'ennemi, huit bataillons, allait porter son effort contre notre droite, trois bataillons seulement, dont deux de mobiles ou de mobilisés. Au contraire, le plateau de Chaux, qui devait être attaqué par trois bataillons, serait défendu par deux bataillons, tous deux de l'armée active. Cette disproportion tenait à deux faits : Cremer ignorait la direction que prendrait l'attaque principale, et il voulait, très justement, faire du plateau de Chaux le réduit de ses positions.

Cependant l'avant-garde du colonel v. Willisen avait aisément refoulé de Saulon-la-Rue les Volontaires libres du Rhône. Ils furent repoussés de même au passage de la Vouge, et la résistance ne prit une certaine vivacité qu'à Boncourt (vers 11 heures et demie). Ce village était défendu par le 2ᵉ bataillon du 32ᵉ de marche et par les francs-tireurs refoulés de Saulon-la-Rue. Ils arrêtèrent un instant l'ennemi. Mais celui-ci établit une batterie dans une clairière du bois de Souzières et porta un bataillon à l'attaque de Boncourt.

1. Une centaine d'hommes avec le chef de bataillon Valentin.

Suivant les ordres de Cremer, le lieutenant-colonel Graziani évitait de prolonger la défense de ce poste avancé et repliait sur La Berchère le bataillon du 32ᵉ. A ce moment, il était mortellement atteint, mais n'en gardait pas moins le commandement jusqu'à ce que ses forces l'eussent entièrement abandonné.

Ainsi, notre droite perdait son chef dans le moment le plus critique[1].

L'ennemi occupa Boncourt sans difficulté. A La Berchère, la résistance ne fut pas plus vive. Un second bataillon badois attaqua cette ferme par le nord, pendant que deux compagnies venues de Boncourt l'abordait vers l'est. La Berchère fut enlevée vers 1 heure, et les assaillants y firent 60 prisonniers. Mais ils ne purent en déboucher pour gagner du terrain à l'ouest. En effet, cette ferme est séparée de la ligne du chemin de fer par un terrain complètement nu, un véritable glacis qui monte en pente douce dans cette direction. Le bataillon établi dans la tranchée dont nous avons parlé (2ᵉ de la 1ʳᵉ légion du Rhône) battait entièrement de son feu l'espace qui la sépare de La Berchère. Les tirailleurs ennemis cherchèrent en vain à s'y aventurer.

De même, un troisième bataillon badois, porté vers Agencourt, en délogeait aisément les corps francs de la division, mais pour être bientôt arrêté par le 2ᵉ bataillon du 32ᵉ et les quatre compagnies de la Gironde qui formaient notre extrême droite. La section de 4 (22ᵉ batterie du 12ᵉ régiment, lieutenant de Dartein), établie près de la station, intervenait très efficacement dans ce combat.

Ainsi, l'avant-garde allemande, alors déployée tout entière, était arrêtée dans son offensive. L'artillerie de la colonne principale, cinq bataillons, entra successivement en ligne de chaque côté du chemin de Boncourt à Nuits, sans

1. Vers 11 heures, au moment où le feu prenait une certaine intensité, les combattants purent voir un ballon portant une grande flamme tricolore passer lentement à un kilomètre au-dessus de leur tête. C'était le *Davy*, parti de Paris le jour même à 5 heures du matin. Il alla tomber à Fussey, à quelques kilomètres du champ de bataille (Grenest, *L'Armée de l'Est*, p. 53).

parvenir à nous déloger de la voie ferrée[1]. D'ailleurs, elle fut plus efficacement combattue par la nôtre que ne semblait devoir le permettre la disproportion des forces. Dès le début de l'action, Cremer avait porté sur le chemin de Nuits à Chaux une section de la batterie Armstrong, tandis que les deux autres s'établissaient sur la route de Nuits à Premeaux. La première ouvrit le feu à 3,000 mètres; son tir très précis gêna sensiblement l'artillerie allemande de La Berchère et obligea même plusieurs pièces à changer d'emplacement. D'ailleurs, elle fut presque aussitôt renforcée de six pièces de 4 (4 de la 22e batterie du 12e régiment et 2 de la 22e du 9e) qui continuèrent avec elle, jusqu'à la fin du combat, un feu très intense et très bien dirigé[2]. L'ennemi ne parvenait pas à observer ses coups courts, masqués par les maisons de Nuits; malgré sa très grande supériorité numérique, il ne pouvait triompher de la résistance de nos dix pièces.

A l'est de Nuits, nos adversaires gagnaient donc très lentement du terrain; au nord, sur la route de Dijon, leurs progrès étaient beaucoup plus rapides. Les 1er et 3e bataillons de la 1re légion du Rhône se bornaient à défendre Vosne quelques instants seulement; puis ils prenaient position un peu au sud, derrière la Bornue. Cependant les deux colonnes de droite de l'ennemi marchaient sur Concœur et sur Villars-Fontaine. Devant la première, la compagnie de la Gironde restée en grand'garde à Concœur se repliait vers le ravin du Meuzin, sous la protection de la section de 4 établie à la Bergerie (22e batterie du 9e régiment, lieutenant Legoux). Derrière elle, quatre compagnies (3 de la Gironde, 1 du 32e de marche) et des fractions de la 1re légion du Rhône garnissaient le bord du plateau de Chaux. Enfin, un bataillon (1er de la 2e légion du Rhône) arrivait de Comblanchien et de Corgoloin, pour s'établir en réserve à côté de celui qui y était déjà (3e du 32e de marche).

1. D'après le major Kunz, l'artillerie badoise n'avait pas de shrapnels, sorte de projectiles qui eût rendu de grands services en cette occasion.

2. Löhlein signale la précision *bis dahin nicht bekannte* (jusqu'alors inconnue) du tir de notre artillerie.

Devant ce déploiement, la colonne du lieutenant-colonel Arnold renonçait à franchir le Meuzin. Elle descendait même du plateau de Concœur et se rabattait vers la route de Dijon, par un ravin défilé à nos vues[1]. Elle devait ensuite prendre part, comme nous le verrons, à l'attaque dirigée au nord de Nuits par la colonne venant de Vougeot.

Cependant, à l'extrême droite allemande, le général v. Degenfeld débouchait de Villars-Fontaine vers midi et attaquait la croupe du bois Poinsot, qui s'allonge à l'ouest du plateau de Chaux. Mais un bataillon (1er du 32e de marche) et quatre pièces de 4 (22e batterie du 2e régiment), établies dans une clairière à l'extrémité nord-ouest du plateau, suffirent pour arrêter ses progrès, grâce à leur position très dominante. Malgré sa supériorité numérique, il ne put même pas rester à Villars-Fontaine sous le feu de nos quatre pièces; sa batterie, établie au nord-est de Meuilly, se reporta, elle aussi, plus au nord. Elle nous infligea de fortes pertes; toutefois, au travers de ce pays accidenté, couvert de bois, Degenfeld n'était aucunement relié aux autres colonnes allemandes. Le vent, qui soufflait de l'ouest, et la longue croupe du bois de Mantuan l'empêchaient d'entendre la canonnade qui retentissait à l'est. Dans ces conditions, il crut devoir se borner à cette inoffensive démonstration et ramena sa colonne à Perrigny, à cinq kilomètres seulement de Dijon. L'attaque du plateau de Chaux avait entièrement échoué[2].

Vers 2 heures, l'offensive des Allemands était arrêtée sur tout leur front. A ce moment, le gros du général v. Glümer atteignit Boncourt; les deux bataillons qui combattaient sur le chemin de Boncourt à Nuits furent renforcés par deux autres. Celui qui opérait vers Agencourt, contre notre extrême droite, fut également soutenu par un second bataillon.

---

1. La compagnie Monnier, des mobiles de la Gironde, se reporta à sa suite sur les hauteurs de Concœur et ne reçut pas l'ordre de la retraite. Elle ne regagna le plateau de Chaux que le 19, vers 3 heures du matin, et ne rallia son bataillon que vers 8 heures à Beaune (Poullet, *Appendice* cité).

2. Le 4e régiment badois, dont faisaient partie les 2 bataillons de la colonne Degenfeld, perdit en tout 7 officiers et 74 hommes (*État-major prussien*), ce qui n'indique pas qu'ils aient poussé bien vivement leur offensive.

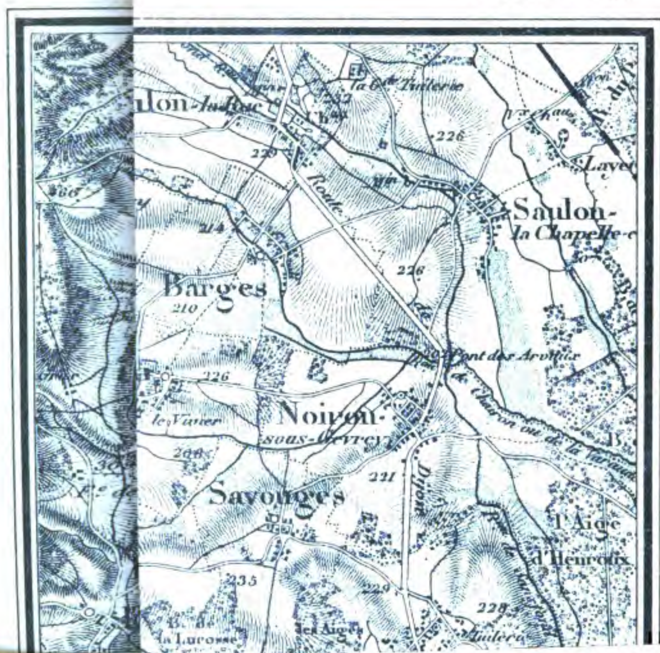
Enfin, deux compagnies prolongèrent la droite allemande et cinq escadrons la gauche, dans la direction de Quincey. Six bataillons et demi, soutenus par cinq batteries et cinq escadrons, attaquaient donc la tranchée du chemin de fer, alors défendue par moins de trois bataillons (2e du 32e de marche, 2e de la 1re légion du Rhône, 4 compagnies des mobiles de la Gironde et des francs-tireurs). Malgré cette disproportion, les progrès des Allemands furent très lents et leurs pertes considérables. Les généraux v. Glümer et prince Guillaume de Bade furent blessés; le colonel v. Renz, qui remplaçait ce dernier, était presque aussitôt mortellement atteint. L'ennemi ne parvenait à gagner du terrain que par des bonds très courts, opérés sous une pluie de projectiles. D'ailleurs, nous recevions des renforts. Les 2e et 3e bataillons de la 2e légion du Rhône, qui venaient de Premeaux et de Quincey, avaient atteint Nuits entre 1 et 2 heures et demie. Cremer les dirigea sur notre ligne de combat; mais le bruit et la vue des projectiles de l'artillerie allemande avaient déjà affecté leur moral; on eut grand'peine à en déployer une partie. Le commandant Mouton, avec deux compagnies, se porta au nord de Nuits, où il renforça les fractions de la 1re légion qui combattaient sur la route de Dijon. D'autres compagnies allèrent s'établir derrière la tranchée ou à la station; le reste garnit la lisière de Nuits, vers l'est, s'abrita dans les caves de la ville ou même prit la fuite vers Beaune[1].

A notre extrême droite, la démonstration tentée par la cavalerie allemande vers Quincey fut presque aussitôt arrêtée

1. Pour la répartition de ces 2 bataillons, nous avons suivi la version du commandant Mouton, *Récit historique des opérations de la 2e légion du Rhône*. D'après le colonel Ferrer, *Historique de la 2e légion du Rhône*, le 2e bataillon combattit sur la route de Dijon; le 3e, arrivé à 3 heures, détacha ses 4e, 5e, 6e compagnies en soutien du 2e bataillon, et les 1re, 2e, 3e compagnies vers la voie ferrée, à notre droite.

Dans son ouvrage, p. 246, le capitaine Dumas cite l'extrait suivant d'une lettre de Cremer à Bressolles : « La 2e légion du Rhône s'est horriblement mal montrée. Je n'ai pu faire sortir 2 bataillons de la ville, malgré l'ardeur du colonel Chabert et du commandant Mouton, qui en pleuraient de rage. De ma personne j'ai dû conduire des hommes et même un officier à l'ennemi, avec un revolver sous le menton. Cette légion, quoique engagée la dernière, a presque immédiatement lâché la ligne du chemin de fer et la gare. Presque tous les prisonniers sont de la 2e légion et étaient restés dans les caves de Nuits ».

Carte N.º IV



Saulon-la-Rue
la Gde Tuilerie
226
Route
Saulon-
la Chapelle
Barges
210
226
Pont des Arvaux
226
le Vacher
Noiron-
sous-Gevrey
Savouges
221
Dijon
l'Aige
d'Heuroux
235
229
228
la Lurosse
les Aiges

par la section de 4 du lieutenant de Dartein (22e du 12e régiment) qui, dès l'apparition des escadrons ennemis, se porta audacieusement à 400 mètres en avant de la station et les cribla de projectiles. Elle les obligea ainsi à se reporter plus au sud, où ils furent bientôt rejetés de même par une partie du 57e de marche.

Au centre, sur la route de Dijon, la colonne allemande venant de Vougeot, renforcée par celle qui descendait de Concœur, pressait vivement les fractions des deux légions du Rhône qui combattaient dans cette direction. L'ennemi ne tarda pas à aborder la lisière nord de Nuits, en menaçant la retraite de celles de nos troupes qui défendaient encore la tranchée du chemin de fer.

Malgré cette circonstance, vers 4 heures, à la tombée de la nuit, le combat devenait moins vif. Les résultats de l'attaque principale des Allemands étaient encore si incomplets que, d'accord avec Werder, le général v. Glümer prit la résolution d'arrêter l'action et même de se replier sur Quincey et La Berchère[1]. C'eût été pour nous un résultat inespéré. Mais à ce moment, une panique se produisait parmi les fractions de la 2e légion postées à l'est de la ville. En même temps, les tirailleurs allemands, faisant un suprême effort, atteignaient la tranchée si longtemps défendue. Toutefois, ils ne parvenaient pas à s'en emparer sans une lutte corps à corps, qui prenait sur plusieurs points le caractère d'une mêlée furieuse. Enfin, notre première ligne se retirait rapidement vers Nuits, où elle était recueillie par des fractions de la 2e légion du Rhône. Derrière elle, une batterie allemande s'avançait à l'ouest de la voie ferrée, une autre derrière la tranchée. Malgré de grosses pertes, ces douze pièces couvraient d'obus les masses qui refluaient en désordre dans la ville. De plus, un nouveau bataillon badois entrait en ligne. Mais la lisière est de Nuits était défendue avec vigueur. Cremer et le colonel Celler tentaient même plusieurs

1. Löhlein. Le major Kunz donne le texte même de cet ordre, qui fut réellement lancé. L'état-major prussien ne fait aucune mention de ce fait.

retours offensifs, pendant l'un desquels Celler était mortellement blessé[1]. Il en résultait un nouvel arrêt dans la marche du combat. Un bataillon badois dirigé, par la station, sur la partie sud de la ville, ne parvenait pas à y pénétrer grâce à la résistance de quelques fractions du 57e de marche.

On se souvient que ce régiment était encore à Beaune le matin du 18 décembre. Le lieutenant-colonel Millot reçut à 10 heures et demie le télégramme l'appelant à Nuits. Il y a de cette ville à Beaune une distance de 15 kilomètres, qui aurait pu être aisément franchie en trois heures. Le 57e eût débouché vers 2 heures sur le théâtre de l'action. Au contraire, suivant les ordres antérieurs de Cremer, le colonel Poullet prescrivit au 57e de faire ce trajet en chemin de fer. Dans cette prévision, la Compagnie de Lyon avait été requise de tenir en permanence trois trains prêts à partir. En réalité, il fallut attendre qu'ils fussent formés, et le premier ne se mit en marche qu'à 2 heures et demie. Il emportait le 1er bataillon et trois compagnies du 2e[2]. On l'arrêta en pleine voie vers 2 heures et demie, aux abords de Corgoloin, à huit kilomètres seulement de Beaune. Il fut impossible de débarquer les chevaux et le matériel. Sur un ordre verbal envoyé par Cremer, quatre compagnies (1 du 1er bataillon et 3 du 3e) se portèrent vers Nuits, par la route de Dijon, sous le commandement du lieutenant-colonel Millot. Le reste (5 compagnies du 1er bataillon) marcha sur le bois du Vernot, dans la direction d'Agencourt; il était sous les ordres du commandant Champcommunal. Comme nous l'avons dit, ce détachement arrêta la démonstration des dragons badois, lorsqu'ils cher-

1. Le colonel Celler avait dans l'armée active le grade de capitaine d'état-major. Il dut recourir à une répression sévère pour établir dans la 1re légion une certaine discipline. Nous tenons d'un témoin oculaire qu'il mourut avec la conviction qu'il avait été tué par l'un de ses mobilisés. Ce bruit courut avec persistance dans l'armée de l'Est.

2. Le reste du 2e bataillon ne débarqua à Corgoloin que vers 3 heures 30. Le 3e bataillon ne put même pas s'embarquer et atteignit les abords du champ de bataille après 5 heures du soir, par voie de terre (*Historique du 57e de marche*).

chaient à traverser le Meuzin[1]. De plus, il obligea l'ennemi à reporter deux bataillons vers Agencourt, au moment où il exécutait son attaque générale.

Quant aux compagnies du lieutenant-colonel Millot, elles arrivaient en vue de Nuits vers 3 heures et demie et recevaient l'ordre d'opérer un retour offensif entre la Grand'Rue et la station. Déjà l'ennemi s'était emparé de la tranchée du chemin de fer. Le détachement du 57e traversa le pont du Meuzin,puis tourna à droite pour s'engager dans la rue de la Gare. Mais les Badois avaient pris position dans les maisons, et une grêle de balles brisa notre élan. On dut revenir s'abriter derrière le pont. Un deuxième effort resta encore inutile; le capitaine adjudant-major Santelli, qui le dirigeait, fut blessé, ce qui ne l'empêcha pas de se reporter en avant une troisième fois. Il parvint seulement à s'emparer d'un pâté de maisons entre la Grand'Rue et la rue de la Gare, et à s'y maintenir[2].

Cependant les obus badois affluaient dans Nuits; déjà Cremer avait dû reporter sur le plateau de Chaux le 2e bataillon du 32e de marche, les compagnies de la Gironde et les fractions de la 1re légion du Rhône qui venaient d'être refoulées de la tranchée. Vers 5 heures, il prescrivit l'évacuation de la ville; les quatre compagnies du 57e de marche se retirèrent lentement vers Premeaux, couverte par une arrière-garde sous les ordres du brave Santelli, qui déploya « dans cette mission difficile une valeur, un sang-froid au-dessus de tout éloge[3] ». Quant aux autres défenseurs de Nuits, ils gagnèrent peu à peu le plateau de Chaux sans être inquiétés

1. D'après l'appendice déjà cité du colonel Poullet, ce détachement du 57e se serait emparé de 115 cavaliers démontés. Or, suivant l'état-major prussien, les pertes de la cavalerie badoise, le 18 décembre, se bornèrent à 11 hommes et 24 chevaux. Il faut sans doute considérer ce chiffre de 115 prisonniers comme de pure fantaisie.

2. *Historique du 57e de marche*; Cremer et Poullet, ouvrage cité; Poullet, appendice à l'ouvrage cité.

3. *Historique du 57e de marche.* Le capitaine Santelli avait proposé au colonel Millot de marcher directement sur la station, en évitant de s'engager dans la ville, au risque de voir notre mouvement ralenti, et peut-être arrêté, puisque les Allemands étaient déjà dans Nuits. Le colonel se borna à détacher une section sur son flanc droit.

dans ce mouvement. Vers 6 heures et demie, la ville était entièrement occupée par l'ennemi, qui y ramassaient plusieurs centaines de prisonniers, des fusils, des cartouches, des objets d'équipement en grand nombre. Il faisait nuit noire; les bataillons entrés dans Nuits s'installèrent au bivouac sur la place du Marché, en se couvrant de compagnies entières portées vers Chaux et Premeaux. Le reste des troupes badoises alla bivouaquer à La Berchère et à Boncourt.

De notre côté, les compagnies du 57ᵉ qui revenaient de Nuits recueillaient dans leur retraite deux compagnies du 32ᵉ et beaucoup d'isolés[1]. Vers 8 heures, elles recevaient de Cremer l'ordre d'aller s'établir à La Doix, sur la route de Beaune. Elles y ralliaient quatre pièces de la batterie Armstrong et neuf autres compagnies du 57ᵉ de marche, arrivées trop tard pour prendre part au combat.

Quant au gros de la division, il évacuait le soir même le plateau de Chaux et se repliait aussi vers Beaune, par Magny et La Doix, qu'il atteignit vers 10 heures et demie[2]. Un moment, Cremer avait eu l'intention d'opérer sur Nuits, le lendemain matin, un retour offensif, mais le manque de munitions de réserve[3] et surtout les pertes qu'avaient subies deux de ses régiments, l'y firent renoncer. Il fut décidé à la retraite par la nouvelle de la marche d'une colonne allemande sur Bligny, dans son flanc gauche, nouvelle dont l'absence de cavalerie ne lui permit pas de vérifier la fausseté.

---

1. Cette retraite fut si peu gênée par l'ennemi, que le capitaine Santelli proposa au colonel Millot de tenir ferme au sud de Nuits. On ferait sonner la marche du régiment pour rallier les hommes dispersés. « Si l'ennemi avance, on sera en force pour se défendre; au besoin, on meurt sur place et le lendemain on est grand homme » (Cremer et Poullet).

2. Suivant l'*Historique du 57ᵉ de marche*, Cremer aurait reçu, vers 10 heures et demie du soir, à La Doix, du commandant Champcommunal resté à Agencourt avec ses cinq compagnies, un rapport faisant connaître que les Allemands étaient en retraite sur Dijon. L'évacuation de Nuits aurait été confirmée à 2 heures du matin. Cette version est contraire à celle de l'état-major prussien, d'après laquelle la retraite des Badois eut lieu seulement dans la matinée du 19. De plus, elle est en contradiction avec le mouvement rétrograde que Cremer exécuta sur Beaune et Chagny.

3. D'après Cremer et Poullet, nous n'avions plus que 40 cartouches par homme et 18 coups par pièce. Ces chiffres paraissent trop faibles (Dumas).

C'est ainsi que se terminait le combat de Nuits, l'un des plus sanglants de la guerre de 1870. Les troupes badoises représentaient un effectif total de 10,000 à 11,000 combattants[1] (12 bataillons, 7 escadrons, 36 pièces). Quant à Cremer, il ne mit en ligne que douze bataillons, trois pelotons de cavalerie et vingt pièces, c'est-à-dire 12,000 hommes environ. Il y avait donc à peu près égalité numérique entre les deux adversaires. Mais il en est autrement, si l'on tient compte uniquement des fractions qui prirent part à l'action *réelle,* celle qui se déroula de Boncourt à Nuits. Nos troupes y furent, durant tout le combat, dans une très sensible infériorité numérique[2].

Des deux parts les pertes furent considérables. D'après l'état-major prussien, les Allemands eurent 55 officiers, 885 hommes et 82 chevaux hors de combat, c'est-à-dire près du douzième de l'effectif engagé[3]. En ce qui nous concerne, la proportion est encore plus forte ; le nombre total des hommes hors de combat atteignit environ 2,360 dont un millier de

1. Löhlein. Le major Kunz dit 8,000 à 9,000 combattants d'infanterie, et le capitaine Dumas (p. 214), 15,000 hommes. Ces derniers chiffres paraissent être tout à fait inexacts (commandant Palat, étude citée).

2. L'effectif de la division Cremer était de 12,459 rationnaires, le 17 décembre, d'après un télégramme de Cremer à Bressolles.

Au contraire, suivant le colonel Poullet (appendice cité), il aurait été le suivant à la date du 16 décembre :

1re légion du Rhône	2,600	hommes.
2e légion du Rhône	1,972	—
32e régiment de marche	1,920	—
57e régiment de marche (moins 9 compagnies qui ne furent pas engagées)	930	—
Mobiles de la Gironde	810	—
Francs-tireurs	330	—
Total	8,562	hommes.

Le colonel Poullet évalue à 2,500 hommes l'effectif de la 2e légion. Mais le commandant Mouton donne dans son historique le chiffre de 1,972, relevé d'après un bon de distribution du 17. On voit que ces chiffres, comme tous ceux relatifs à nos effectifs pendant la 2e partie de la guerre de 1870, comportent une forte part d'incertitude.

3. Il est à peine nécessaire d'ajouter que les chiffres de 3,500, de 5,000 et même de 7,200 Allemands hors de combat, donnés par le colonel Poullet (appendice cité), sont de pure fantaisie. Pourtant ils sont journellement reproduits. (Voir les journaux de Paris, au moment de l'inauguration du panorama du combat de Nuits, à Lyon en 1894.) Ainsi, la légende trouve plus de croyants que l'histoire véritable.

disparus[1]. Les Allemands firent prisonniers 16 officiers et 633 hommes; le reste étaient des fuyards, dont la majeure partie rejoignit les corps pendant la retraite. En somme, nous avions perdu plus du quart de l'effectif engagé, dont plus d'un huitième (0,15) en tués ou blessés. La 1re légion du Rhône était réduite de 46 p. 100 le soir du combat. C'est une proportion anormale, mais qu'expliquent assez l'acharnement de la lutte et la jeunesse de nos troupes. Malgré certaines défaillances, on peut dire que le combat de Nuits fit le plus grand honneur au général Cremer et à sa division improvisée. Ce fut sans conteste un échec moral pour leurs adversaires.

---

1. *1re légion du Rhône :* 11 officiers tués, dont le colonel Celler, 18 blessés et 4 disparus ; 704 hommes tués ou blessés, et 460 disparus ; total, 33 officiers et 1,164 hommes hors de combat.

2e légion du Rhône : 10 officiers tués, 4 blessés et 4 disparus ; 280 hommes tués ou blessés et 485 disparus ; total, 9 officiers et 765 hommes.

32e de marche : 125 hommes hors de combat, dont le lieutenant-colonel Graziani, blessé mortellement, et 2 lieutenants tués.

57e de marche : 8 officiers blessés, 160 à 170 hommes tués ou blessés.

Mobiles de la Gironde : 18 tués, 20 blessés et 30 disparus.

22e batterie du 9e régiment : 1 officier blessé, 8 hommes tués et 12 blessés.

22e batterie du 12e régiment : 2 tués, 2 blessés, 1 disparu, 6 chevaux hors de combat.

Les chiffres qui précèdent et qui proviennent des historiques des corps ne comprennent pas les pertes des francs-tireurs. Ils ne peuvent, en outre, être d'une exactitude absolue. Pour les légions du Rhône, le nombre des tués et blessés est sans doute exagéré aux dépens de celui des disparus.

CHAPITRE XI

RETRAITE DE CREMER SUR CHAGNY

Cremer à Beaune. — Retraite sur Chagny. — Retraite de Werder. — Garibaldi. — Réorganisation de la division Cremer. — Premiers indices d'une diversion dans l'Est.

La majeure partie de la division Cremer se ralliait à Beaune, dans la nuit du 18 au 19 décembre. Le 57e de marche, qui était resté à La Doix avec des fractions d'autres corps, y fut renforcé par 800 hommes que Ricciotti amenait d'Autun[1]. On annonçait l'arrivée à Beaune, pour la journée du 19, de 6,000 hommes et de trois batteries de l'armée des Vosges; il y avait déjà dans cette ville deux batteries de montagne venues de Lyon et quatre bataillons de mobilisés de Saône-et-Loire[2], que le général Pellissier y avait portés dans l'après-midi du 18. De sa personne, Pellissier était à Verdun-sur-Saône avec un seul bataillon; sur l'ordre de Bressolles, il avait dirigé deux bataillons et demi dans la forêt de Cîteaux (18 décembre). Enfin, on annonçait de Lyon l'envoi d'une brigade d'infanterie (lieutenant-colonel Bousquet) et de trois batteries.

Quant au corps Bourras, à Saint-Jean-de-Losne, le matin du 18 décembre, il avait marché au canon jusqu'à Aubigny et l'abbaye de Cîteaux[3].

Ces renforts, les troupes dans la proximité immédiate de la division Cremer, suffisaient amplement pour lui permettre,

1. Ces 800 hommes, le gros de la brigade Ricciotti, avaient quitté Autun le 18 à 5 heures du soir, par voie ferrée. Ils arrivèrent à La Doix vers 8 heures et demie du matin, le 19 (Thiébault).

Six trains de troupes partirent d'Autun, d'Épinac ou de Saint-Léger, le 19 décembre. Un seul arriva jusqu'à Beaune; les autres ne dépassèrent pas Nolay (*Note de M. de la Taille, Enquête*, tome III, p. 191).

2. 1er bataillon de la 1re légion et 4e légion.

3. Ne recevant aucun avis de Cremer, il rentra à Saint-Jean-de-Losne le 19 et partit pour Dôle le 20 (Dumazet). Les Allemands eurent vent des mouvements de Bourras et de Pellissier, ce qui contribua à leur faire détacher deux bataillons à Agencourt, au moment de l'attaque générale de Nuits (Kunz).

sinon de reprendre aussitôt l'offensive, comme l'avait d'abord voulu le général, du moins de se maintenir énergiquement à Beaune. Toutefois, Cremer n'avait pas cessé de redouter un mouvement de l'ennemi par la vallée de l'Ouche. Craignant pour ses communications avec Garibaldi, peut-être pour ses derrières, il crut devoir se replier encore plus au sud[1]. Dans la matinée du 19, il ramenait à Beaune le 57e de marche et dirigeait sur Chagny, sous les ordres du colonel Poullet, le reste de ses troupes, à l'exception de deux batteries de montagne qu'il laissait à Beaune. Ce mouvement s'effectuait le jour même, par voie ferrée, non sans incidents. Le chef de bataillon Valentin, qui commandait la 1re légion du Rhône, était à peine arrivé à Chagny qu'il en repartait pour Villefranche avec ses mobilisés, en dépit des ordres formels du colonel Poullet. Les liens de la discipline étaient si fort relâchés dans ces temps malheureux qu'on eut la faiblesse de ne pas faire arrêter ce déserteur. Bien plus, on le nomma au commandement de la 1re légion[2].

Garibaldi s'était rendu à Chagny le 19 décembre, et la brigade Bossak avait débarqué à Beaune, précédant une partie des troupes de Menotti et de Delpech. A l'annonce des intentions de Cremer, Garibaldi rentra le jour même à Autun.

Cependant notre retraite sur Chagny provoquait une vive

---

1. « Le général Cremer et Bossak prient demander au général Garibaldi s'ils doivent l'attendre à Beaune ou retourner à Chagny. Le général Cremer est d'avis qu'il vaudrait mieux se concentrer à Chagny. Des renseignements sérieux lui font croire à un mouvement de l'ennemi dans la vallée de l'Ouche. » (Télégramme reçu par M. de la Taille à Chagny, le 19 décembre à 11h55 du matin, *Enquête*, tome III, p. 191.)

Cette dépêche est en contradiction avec la suivante, que Cremer avait envoyée à Garibaldi, le 18 à 11h50 soir : « Je reçois vos officiers d'ordonnance; si vous m'appuyez sérieusement, avec les renforts qui me viennent de Lyon, demain je reprends l'offensive.... » (Bordone).

Un peu plus tard (le 19, à 8h35 du matin), le capitaine Fontana, de l'état-major de Garibaldi, lui télégraphiait de Beaune : « Le général Cremer continue, sans être inquiété, sa marche sur Chagny; il me charge de vous en informer; on va arrêter le mouvement de Menotti qui devient inutile.... » (Bordone).

On voit par quelles incertitudes passa Cremer du 18 au 19.

2. Le colonel Valentin renouvela cet acte d'indiscipline pendant la retraite de Bourbaki. Il fut destitué le 6 février.

émotion dans la vallée de la Saône. A Lyon, surtout, l'impression de notre échec était encore accrue par les exagérations répandues au sujet des pertes subies par les mobilisés du Rhône, déjà si considérables en elles-mêmes. Il en résulta des scènes de désordre qui nécessitèrent la venue immédiate de Gambetta. De son côté, le préfet de la Côte-d'Or, Luce-Villiard, croyait devoir proposer à la Délégation la destitution de Cremer, et cette démarche, au moins inopportune, fut honorée d'une attention qu'elle ne méritait pas[1].

Aussi Bressolles invitait-il Pellissier à se maintenir « à tout prix » dans sa position de Verdun[2], ce qui obligeait Pellissier de réclamer à Cremer la 4e légion de Saône-et-Loire qu'il avait envoyée à Beaune[3]. De même, Gambetta recommandait instamment à Cremer de se maintenir à Chagny, et le général se hâtait de lui télégraphier[4] : « Non seulement je tiendrai Chagny jusqu'à la mort, mais je n'y ai envoyé que les troupes à ravitailler en munitions; de ma personne, je suis à Beaune, où je tiendrai; aussi je compte même reprendre l'offensive avec mes renforts et des munitions renouvelées; je ne suis nullement démoralisé; au contraire, j'ai tenu tout le jour avec 10,000 hommes contre 25,000. » Ainsi, Cremer plaidait les circonstances atténuantes pour expliquer sa malencontreuse retraite sur Chagny.

Elle était d'autant plus inexplicable que les Allemands n'y contribuèrent en rien. Le matin du 19 décembre, Werder constata notre disparition des environs de Nuits. Aussitôt il ramena ses troupes vers Dijon, où elles restèrent provisoirement concentrées. Singulière attitude au lendemain

1. *19* décembre, 3h25 soir (c'est sans doute *20* qu'il faut lire). Guerre à Bressolles et Gambetta : « Le préfet de la Côte-d'Or, qui hier s'est plaint de la retraite de Cremer sur Chagny, me télégraphie aujourd'hui ce qui suit : « Ricciotti arrive et, au lieu de fuir, réoccupe positions; trains amenant troupes « de Lyon se succèdent. Je propose pour général commandant colonel Bourras « ou colonel Millot, du 57e de marche. » Quelle suite convient-il de donner à cette proposition et le général Cremer vous paraît-il blâmable en cette circonstance? » (*Enquête*, tome III, p. 248.)

2. Télégramme du 19, 9h20 matin (*Enquête*, tome VI, p. 237).

3. Télégramme du 19 (*Appendice* Poullet, p. 30).

4. Télégramme du 19, 6h35 soir (*Enquête*, tome III, p. 244); ce télégramme est daté par erreur du 5 décembre.

d'une victoire! Dès le 20, Pellissier informait Cremer de la retraite de l'ennemi; des reconnaissances poussées vers Nuits en rapportaient la confirmation. Néanmoins nous ne tentions aucun mouvement sur Dijon. Les préparatifs exigés par l'expédition du général Bourbaki dans l'Est avaient déjà commencé, et il eût été inutile, peut-être dangereux, d'éveiller l'attention de l'ennemi. D'ailleurs, la coopération de l'armée des Vosges eût été indispensable, et l'organisme complexe qui portait ce nom traversait alors une de ses crises habituelles.

A la suite de difficultés survenues vers le 20 décembre avec le capitaine de vaisseau Pradier, qui commandait la subdivision de Saône-et-Loire, la santé de Garibaldi venait d'être grièvement atteinte. L'ingénieur Gauckler, le colonel Bordone rendaient compte à M. de Freycinet que le général était pour longtemps hors d'état d'exercer son commandement[1]. Bordone s'en acquittait pour lui, il est vrai, et cette situation n'avait rien qui pût surprendre. En réalité, la Délégation ne voyait dans Garibaldi qu'un nom universellement connu, l'une de ces bruyantes renommées faites pour imposer à la foule. Elle redoutait de lui déplaire, de crainte de s'aliéner les sympathies des partis avancés, qu'elle s'efforçait toujours de ménager. Mais, suivant la forte expression du vieux condottiere lui-même, sa vaillante épée n'était plus qu'un bâton, et Bordone, nous l'avons dit, n'apportait pas à la direction de l'armée des Vosges un esprit dégagé de toute préoccupation personnelle. Il voyait avec regrets échapper à Garibaldi, c'est-à-dire à lui-même, la conduite de la grande expédition alors en préparation dans l'Est. Déjà M. de Freycinet s'étonnait de voir l'armée des Vosges rester enfermée dans Autun, sans qu'elle tentât de réoccuper Dijon. Il dépêchait auprès de Garibaldi l'un de ses confidents, M. de Serres, sur lequel nous aurons à revenir[2]. A la même date, Gambetta

1. Télégramme des 20 et 21 décembre (*Enquête*, tome III, p. 250).

2. Télégramme du 21 décembre : « J'envoie près de vous M. de Serres, pour examiner les questions pendantes et me proposer des solutions; mais, en attendant, il serait très utile que vous ne restiez pas enfermé dans Autun;

télégraphiait à M. de Serres que les préparatifs du général Bressolles n'étaient pas encore achevés. En dehors des 18,000 hommes réunis à Chagny et à Beaune, il restait à Lyon environ 15,000 hommes du futur 24e corps, et ils ne pourraient être mis en mouvement avant cinq ou six jours[1]. De plus, le préfet de la Haute-Marne informait Garibaldi et Cremer (20 décembre) de l'arrivée à Châtillon-sur-Seine de 20,000 hommes destinés à opérer dans la Côte-d'Or. Ce renseignement, qui se rapporte à un mouvement du VIIe corps, n'était pas fait pour engager Garibaldi ou Cremer à entreprendre des opérations offensives.

D'ailleurs, la réorganisation de la division Cremer n'allait pas sans de graves difficultés. Depuis le combat de Nuits, les symptômes d'indiscipline se multipliaient dans les deux légions du Rhône, qui montraient une antipathie croissante pour le général. Cette situation devait même avoir pour conséquence de faire passer ces corps sous un autre commandement, ainsi que nous le verrons plus loin.

Un épisode qui survint alors à Beaune, l'exécution du maréchal des logis Chenet, montre bien le relâchement où en étaient arrivés, parmi nos troupes, les liens de la discipline et même, pour la population civile, le respect de la loi[2].

---

vous pourriez nous rendre de grands services en ce moment, en faisant des démonstrations dans différentes directions, de manière à inquiéter l'ennemi et à le retenir dans le territoire environnant. Je crois que vous feriez bien de transporter votre quartier général à Bligny; vous examinerez ensuite avec M. de Serres si vous ne devez pas avancer davantage vers le nord, et j'avais toujours compris, quant à moi, que votre mission était d'occuper Dijon » (*Appendice* Poullet, p. 69).

1. Télégramme du 21 décembre (*Enquête*, tome IV, p. 94).

2. Chenet appartenait à l'une des batteries de montagne arrivées de Lyon dans la nuit du 18 au 19. Avant son départ, il avait été condamné à mort pour voies de fait envers ses supérieurs. Le général Bressolles invita Cremer à faire exécuter cette sentence, qui eut dû l'être à Lyon même, aux termes du décret sur les cours martiales. A peine cette nouvelle était-elle répandue dans Beaune, que l'aumônier de la prison et plusieurs députations de femmes de la ville sollicitèrent la grâce du condamné. Il n'était pas dans les pouvoirs de Cremer, ni de personne, de l'accorder. Le matin du 21 décembre, Chenet fut donc amené en présence d'un bataillon du 57e de marche et de la batterie dont il avait fait partie. Le peloton d'exécution en était tiré. Au moment fatal, pas un coup de feu ne retentit. Les douze mousquetons avaient eu simultanément un raté. Le commandant du 57e n'en demanda pas plus et fit ramener

Cependant, celles de nos troupes qui s'étaient retirées à Chagny, ou au delà, se reportaient successivement sur Beaune (22-24 décembre[1]). Cremer, nommé divisionnaire le 21, fut remplacé, durant quelques jours, par le général Carré de Busserolles. Puis l'on décida de former sous ses ordres une nouvelle division, indépendante du 24ᵉ corps (25 décembre). Les deux légions du Rhône y seraient remplacées par des régiments de mobiles, et Cremer passerait sous les ordres directs de Bourbaki, dont l'envoi dans le bassin de la Saône venait d'être décidé. Ainsi, la Délégation rendait justice au défenseur de Nuits, tout en donnant satisfaction à une population qu'elle croyait devoir ménager particulièrement, celle de Lyon[2]. Les considérations de politique pure continuaient à peser d'un poids trop lourd sur la direction de nos affaires militaires.

Quant aux troupes de Werder, elles demeuraient concentrées à Dijon. Nulle part les reconnaissances poussées vers le sud ne rencontraient nos avant-postes. Pourtant divers renseignements semblaient indiquer la concentration de fortes masses dans la vallée de la Saône. Dès le 21, des espions allemands annonçaient que toutes les villes de cette vallée, Lyon surtout, étaient bondées de troupes; des colonnes de toutes armes marchaient vers le nord. On constatait l'arrivée à Dôle de renforts, notamment du 84ᵉ de marche[3], appartenant au 24ᵉ corps. De même, on signalait la présence dans cette région de lanciers qu'on n'y avait jamais vus. Les lettres

---

Chenet en prison. Mais sa faiblesse fut aussitôt réprimée par Cremer qui lui infligea trente jours d'arrêts de rigueur, en donnant au colonel Poullet l'ordre de faire exécuter la sentence sur l'heure, comme le voulait la loi. Mais une émeute éclata dans la ville; on s'attroupa devant la prison en poussant des cris de mort contre Cremer et en réclamant le condamné. On dut le faire exécuter par un peloton du 57ᵉ, à l'intérieur de la prison. L'effervescence en fut encore accrue; il fallut, pour qu'elle se calmât, que Cremer parcourût les rues seul, sans armes et un cigare aux lèvres. Ce sang-froid désarma les colères (Cremer et Poullet).

1. Le 22 décembre, les mobiles de la Gironde et la 2ᵉ légion du Rhône; le 24, la 1ʳᵉ légion et le 32ᵉ de marche.

2. L'assassinat du commandant Arnaud, de la garde nationale de Lyon, avait eu lieu quelques jours auparavant.

3. Le 84ᵉ eut quelques engagements avec l'ennemi du 18 au 20 décembre, vers Pesmes.

venant du sud, qui tombaient entre les mains des Allemands, faisaient prévoir de graves événements. L'attitude de la population se modifiait[1].

Ces faits indiquaient une concentration que Werder était dans l'impuissance de troubler. Il prit d'abord le parti de tenir aussi longtemps que possible à Dijon et de se retirer ensuite sur Châtillon-sur-Seine, si notre offensive s'opérait par Auxonne, comme tout le faisait prévoir. Aucune considération ne limitait encore sa liberté d'action. Le 21 décembre, le général de Moltke lui télégraphiait qu'il le laissait libre de détacher ou non une brigade sur Semur, ainsi que le portaient ses instructions antérieures. Il faudrait, dans tous les cas, diriger des colonnes mobiles vers ce point, afin de protéger la ligne de Chaumont à Nuits-sous-Ravières, que le départ des dernières troupes de Zastrow laissait à découvert.

On voit que, vers le 21 décembre, l'attention des Allemands commençait à se porter sur le bassin de la Saône. Ils prévoyaient que cette région pourrait être, à bref délai, le théâtre de graves événements. En effet, à cette date même, les préparatifs de l'expédition de Bourbaki étaient en pleine exécution.

---

1. Löhlein.

IIe PARTIE

VILLERSEXEL

CHAPITRE XII

RETRAITE DE LA 1re ARMÉE SUR BOURGES

Réorganisation de l'armée de la Loire. — Bourbaki et des Pallières. — Retraite des 15e, 20e et 18e corps. — Poursuite des Allemands. — Combats au nord de Vierzon. — Retraite sur Bourges. — Combat de Gien. — Chanzy et Bourbaki. — État de la 1re armée.

Après la série d'échecs qui avaient marqué les premiers jours de décembre, l'armée de la Loire, disloquée en plusieurs tronçons, s'était mise en retraite. Pendant que les 16e et 17e corps se retiraient vers le Loir, en longeant la rive droite de la Loire, le 15e marchait sur Vierzon, les 18e et 20e allaient passer le fleuve de Jargeau à Gien, en amont d'Orléans.

Depuis plusieurs semaines il n'existait aucune communauté de vues entre la Délégation et le général d'Aurelle de Paladines. Bien que la responsabilité de cette situation fût loin d'incomber tout entière à ce dernier, le ministre de la guerre crut devoir la lui faire supporter intégralement. De même que La Motte-Rouge après le combat d'Orléans (11 octobre), mais avec moins de motifs encore, le général d'Aurelle fut révoqué de son commandement. En même temps, d'importantes modifications étaient apportées à l'organisation de l'armée. A l'avenir, elle serait constituée en trois groupes distincts, qui ne resteraient pas tels que l'avaient voulu les hasards de la retraite. Le premier, composé des 15e et 18e corps, serait placé sous les ordres de Bourbaki, avec le général Bo-

rel pour chef d'état-major. Il se concentrerait, sans tarder, à Gien, tiendrait solidement l'intervalle compris entre les deux routes de Nogent-sur-Vernisson à Gien et à Briare, et s'y préparerait à reprendre l'offensive[1].

Le 20e corps passerait sous les ordres directs du ministre et se rendrait « immédiatement » à Salbris, pour occuper les positions laissées libres par le départ du 15e. Il détacherait une brigade à Argent et attendrait de nouveaux ordres en vue de sa coopération à l'offensive de Bourbaki.

Enfin Chanzy prendrait la direction du troisième groupe, celui des 16e et 17e corps, auxquels allaient se joindre le 21e corps et la division Camô. Le commandement en chef de l'armée de la Loire disparaissait; mais, par manière de compensation, la Délégation chargeait d'Aurelle d'organiser la défense du camp stratégique de Cherbourg[2]. Cette situation lui parut, non sans raison, au-dessous de celle qu'il avait occupée, et il se hâta de la refuser.

Il y avait au moins de l'imprudence à faire exécuter, dans le voisinage immédiat de l'ennemi, un double mouvement de flanc tel que celui prescrit aux 15e et 20e corps. Que penser, en outre, de l'idée en vertu de laquelle le 20e passait sous les ordres directs du ministre? La malheureuse expérience faite à la fin de novembre n'avait pas suffi à éclairer la Délégation sur les inconvénients du commandement qu'elle prétendait exercer ainsi, à distance du théâtre des opérations, même pour une fraction seulement de nos troupes. Enfin il était singulièrement hasardeux d'opérer des mutations aussi importantes dans le haut personnel d'une armée en pleine retraite. On ne change pas le cocher quand l'attelage traverse un gué, disent avec raison les Anglais. M. de Freycinet n'était pas sans doute fort éloigné de s'en rendre compte, car le télégramme résumé plus haut était suivi à bref délai d'un second, portant que les opérations en cours ne devraient être gênées en rien par les nouvelles prescrip-

1. Des Pallières garderait le commandement du 15e corps et le général Billot, nommé divisionnaire à titre provisoire, prendrait celui du 18e.
2. Télégramme du 6 décembre, 2h10 soir (*Enquête*, tome II, p. 54).

GNE

Carte N.° V



tions. Celles-ci seraient exécutées seulement lorsque les circonstances le permettraient[1].

Les objections aux ordres de M. de Freycinet ne vinrent pas de Bourbaki, quoiqu'il fût loin de les approuver. Il se bornait à les transmettre pour exécution, faisant remarquer au ministre l'extrême fatigue et la jeunesse des troupes. « On ne peut espérer d'elles, ajoutait-il, ni grande résistance, ni offensive vigoureuse. Exiger l'une ou l'autre serait les exposer à un échec, peut-être à un désastre[2]. » Quant à des Pallières, il se prononçait plus nettement. « Après trois jours de combat et autant de nuits de marche, écrivait-il, les troupes sont arrivées à Salbris dans le plus grand désordre. Quantité de traînards et presque tous les trains, pris de panique, ont fui jusqu'à Vierzon. Le convoi de la 2e division du 15e corps est en entier à Blois. Dans ces conditions, il ne faut pas songer à faire le moindre mouvement. Tout au plus pourra-t-on conserver la position de Salbris pour se réorganiser, si l'ennemi le permet. Une marche de flanc sur Gien serait, en tout cas, fort imprudente[3]. »

Des Pallières confirmait ce télégramme le même soir (8 h. 30). De plus, il adressait à l'amiral Fourichon une lettre destinée dans sa pensée à être mise sous les yeux de Gambetta et de M. de Freycinet. Il y partait de ce sentiment que le séjour du 15e corps à Salbris serait fatalement très court et que le Délégué ne laisserait aucun répit aux troupes. Aussi protestait-il contre la direction de celles-ci par les bureaux du ministère, contre le commandement à distance tel

1. Télégramme du 6 décembre, 2h55 soir.

2. *Le général Bourbaki*, par un de ses anciens officiers d'ordonnance (M. d'Eichthal), p. 142. D'après ce télégramme (6 décembre), le 18e corps achèverait le soir même son mouvement sur Gien ; il repasserait le 7 sur la rive droite. Des Pallières avait reçu, par télégramme, l'ordre de se porter de Salbris à Gien, deux jours de marche au moins.

3. Télégramme du 6 décembre (des Pallières, *Orléans*, p. 256). Le télégramme du Délégué, daté du 6 à 2h55 soir, ne peut être une réponse à celui de des Pallières, comme l'écrit ce dernier, p. 257. Après avoir reçu une nouvelle dépêche, datée de 8h30 soir et confirmant la première, M. de Freycinet y répondit à 11h55 du soir, par un télégramme confirmant celui de 2h55, qui fut réellement dû à l'initiative du Délégué.

que M. de Freycinet l'avait exercé et voulait l'exercer encore. Il terminait par une demande singulièrement inopportune, celle d'être relevé de ses fonctions et remis à la disposition de la marine[1].

Ses objections, les dépêches de Bourbaki, les nouvelles arrivant de l'armée, sans doute aussi la simple réflexion avaient déjà conduit Gambetta et M. de Freycinet à rendre moins absolus leurs ordres de l'après-midi. Dans la soirée ils poussaient plus loin le désaveu de leurs intentions premières, en faisant appel au dévouement et au patriotisme d'un général en chef auquel ils venaient de notifier sa révocation. En effet le ministre demandait à d'Aurelle d'aider des Pallières de ses conseils et de donner des ordres à Crouzat, si ce dernier jugeait à propos de lui en demander. Comme il fallait s'y attendre, le général refusa de pousser l'abnégation aussi loin. La situation qui lui avait été faite ne lui laissait aucune autorité vis-à-vis des généraux jusqu'alors ses subordonnés[2]. Le Délégué s'en rendit compte et l'autorisa à quitter l'armée dès l'arrivée de Bourbaki. Ce départ eut lieu dans l'après-midi du 7 décembre.

Pendant que le haut commandement de l'armée subissait ainsi une complète réorganisation, le prince Frédéric-Charles donnait des ordres pour nous poursuivre. Heureusement il y procédait avec une grande indécision. Le matin du 5, il prescrivait au grand-duc de Mecklembourg de descendre le val de la Loire vers Beaugency, avec les troupes sous ses ordres[3]. En même temps le IXe corps passerait le fleuve et porterait son avant-garde sur le Loiret; le IIIe corps remonterait la Loire jusqu'à Saint-Denis-de-l'Hôtel. On voit que les trois groupes ainsi constitués correspondaient à ceux formés par nos cinq corps d'armée.

Ces premiers ordres furent complétés par d'autres. La dé-

1. Des Pallières, p. 263.
2. Télégramme du 7, 4 heures du matin (Général d'Aurelle, *La première armée de la Loire*, p. 356).
3. L'*Armee-Ablheilung* (Voir *Campagne de la Loire en 1870-1871*. Josnes, Vendôme, Le Mans).

moralisation de nos troupes en retraite vers Salbris était telle que Frédéric-Charles jugea possible de jeter à leur poursuite la 6e division de cavalerie, soutenue à distance par la 18e division d'infanterie[1]. L'autre division du IXe corps, la 25e, suivrait au sud de la Loire, avec une brigade de cavalerie, le mouvement du grand-duc sur la rive droite. Le IIIe corps, couvert à gauche par la 1re division de cavalerie, pousserait le 6 jusqu'à Châteauneuf. La cavalerie allemande s'attacherait à détruire avant le 8 les voies ferrées autour de Vierzon.

Le 6 décembre ces ordres recevaient un commencement d'exécution. Le IIIe corps, qui ne rencontrait que des traînards, poussait son avant-garde jusqu'à Saint-Aignan-des-Gués. A sa gauche, la 1re division de cavalerie chassait de Montargis quelques francs-tireurs. Dans la direction de Vierzon, un régiment hessois, le 1er de cavalerie, trouvait évacué le village de la Ferté-Saint-Aubin, encore occupé la veille au soir par de l'infanterie en formation régulière. Il capturait des centaines de traînards, puis rejoignait vers Cléry la 25e division avec laquelle il allait descendre le val de la Loire. Le 6e dragons prussien, qui le remplaçait à l'avant-garde, pénétrait le soir du 6 jusque vers la Motte-Beuvron.

Le grand quartier général et l'état-major du 15e corps y avaient passé la nuit du 5 au 6; puis le gros de nos troupes en était parti pour Salbris dans la matinée. L'arrière-garde[2] occupait encore la Motte-Beuvron, quand déboucha l'avant-garde allemande. Celle-ci fit canonner le village par ses deux batteries, mais sans succès. Elle se retira ensuite jusqu'au Cosson, où était arrivé le reste de la 6e division de cavalerie. Quant à notre arrière-garde, elle passa la nuit à Nouan-le-Fuselier.

---

1. L'ordre du 5 au soir portait qu'une seule brigade de la 6e division prendrait part à cette poursuite; le 6, à midi, Frédéric-Charles y affecta la division entière (*État-major prussien*, tome IV, p. 637; *Monographies de l'État-major prussien. Opérations de la 6e division de cavalerie en Sologne*).

2. Trois régiments de cavalerie, dont le 6e dragons; le 38e de ligne, 1 batterie à cheval et 2 sections de la 18e batterie du 2e régiment (Des Pallières, p. 250).

A Salbris, des Pallières tenta de remettre un peu d'ordre dans l'immense cohue que formaient nos troupes. Par ses ordres, les fractions du 15e corps bivouaquèrent sur la route d'Aubigny-Ville; celles des 16e et 17e corps sur celle de Romorantin. Il dirigea sur Vierzon un bataillon d'infanterie de marine, dont le chef, commandant Laurent, reçut les ordres les plus sévères : il devait débarrasser la ville des milliers de fuyards qui l'avaient envahie[1].

De leur côté, les 18e et 20e corps rétrogradaient également sur Gien et Argent. Le gros du 18e remontait la Loire de Sully à Gien et bivouaquait autour de cette ville, couvert d'un détachement jeté sur la rive droite de la Loire. La 2e division, seule, marchait de Sully par Cerdon, sur Autry au sud de Gien; derrière elle, la légion bretonne brûlait le pont suspendu de Sully (nuit du 6 au 7).

Quant au 20e corps, il quittait Viglain dans la matinée pour se porter sur Argent.

Jusqu'alors notre retraite s'était accomplie avec un ordre relatif. Nos trois corps d'armée occupaient de Gien à Salbris un front de 50 kilomètres environ ; ils étaient poursuivis par des forces insignifiantes. Dans ces conditions il n'est pas exagéré de dire, comme le général d'Aurelle, que l'armée aurait pu être réorganisée et reprendre l'offensive vers le 10 ou le 11 décembre. Il comptait concentrer les 15e, 16e, 17e, 18e et 20e corps de Romorantin à Aubigny-Ville. Même après nos échecs, l'armée eût encore présenté un front redoutable[2]. Il est vrai que Chanzy allait être trop vivement pressé par le grand-duc de Mecklembourg, pour risquer de traverser la Loire et de gagner Romorantin en sa présence. De plus, et surtout, ni des Pallières, ni Bourbaki n'étaient hommes à concevoir un projet énergique et à s'y tenir. Enfin, devant des difficultés d'exécution qu'il n'avait pas prévues, M. de Freycinet se voyait contraint de modifier à nouveau ses instructions de la veille, au risque d'accroître encore le désordre.

---

1. Au moins 6,000 avec 200 officiers (Des Pallières).
2. D'Aurelle, p. 356.

Par un télégramme qui arrivait à Salbris vers midi (7 décembre), il laissait le 20e corps sous les ordres de Bourbaki, jusqu'à ce que ce corps d'armée et le 15e eussent pu intervertir leurs emplacements. De même il invitait Bourbaki, encore à Gien dans la matinée du 7, à se transporter sans retard à Argent et à Salbris pour « donner des instructions » aux 20e et 15e corps. Ainsi le Délégué n'était pas loin de renoncer à ses combinaisons touchant ces deux corps d'armée; son inexpérience et celle de son entourage se montraient dans tout leur jour.

Ses déceptions ne s'arrêtèrent pas là. Le matin du 7, le général Crouzat lui signala le prétendu danger de voir l'ennemi marcher sur Bourges, par Clémont et Aubigny, entre les 15e et 20e corps. Ce dernier eût été coupé du 15e, avec Gien pour seul centre de ravitaillement et la direction de Sancerre comme ligne de retraite[1]. Des Pallières, qui partageait ces craintes, ne recevant aucun ordre de Bourbaki, prit sur lui de se mettre en retraite sur Vierzon. A 4 heures du soir, sans qu'il fût rien survenu pour expliquer ce mouvement, il dirigea vers cette ville les convois du corps d'armée sous l'escorte des débris de la 3e division[2].

A peine cet ordre inopportun était-il en voie d'exécution que d'Aurelle se rendit auprès de des Pallières et lui présenta les plus fortes objections. Devant celles-ci, le général crut devoir encore une fois modifier ses projets. Il prescrivit que le reste des troupes marcherait le 8 sur Argent par Aubigny ; le convoi les rejoindrait par Theillay. Ces faux mouvements ne pouvaient que provoquer un désordre extrême ; un incident le rendit plus grand encore. La pointe de la 6e division de cavalerie prussienne, un escadron de hussards, bouscula un escadron du 6e dragons en grand'garde au nord de Nouan-le-Fuselier, et le poursuivit à travers ce village

1. Des Pallières, p. 274.

2. Le divisionnaire Peytavin, des fractions des 16e de ligne, 33e de marche, 32e mobiles (Puy-de-Dôme) et la 18e batterie du 10e régiment avaient suivi la retraite de Chanzy. A l'exception de Peytavin, qui rejoignit la 1re armée à Bourges, ces fractions partagèrent désormais le sort de la 2e armée.

sans même recevoir un coup de feu. C'est au retour seulement qu'un soldat du 38e de ligne, nommé Grand, aidé de quelques camarades, fusilla au passage les cavaliers prussiens et en tua ou blessa plusieurs[1]. Mais deux compagnies d'infanterie et une batterie à cheval adjointes à la cavalerie prussienne intervinrent avec un tel succès que notre arrière-garde battit aussitôt en retraite, pour s'arrêter seulement au pont de Salbris où elle fut recueillie par le 2e zouaves de marche et le 29e mobiles (Maine-et-Loire). La 6e division, qui la poursuivait, ne put aller plus loin et revint cantonner à Nouan. Cette échauffourée faisait peu d'honneur à nos troupes; le 2e zouaves, notamment, avait brûlé, sans utilité, une infinité de cartouches.

Le combat de Nouan ralentit encore le mouvement du 15e corps sur Aubigny[2], qui dut se faire, en grande partie, de nuit. L'arrière-garde partit de Salbris à 6 heures du soir seulement. La neige tombait; le vent, très violent, soufflait de l'est, dans une direction opposée à la marche. On mit quatorze heures à atteindre Aubigny. Quantité d'hommes s'étaient couchés dans la neige pour ne plus se relever[3].

La retraite de la 3e division sur Vierzon s'accomplissait dans des conditions encore plus lamentables. Dès le soir du 6, une cohue de fuyards emplissait cette ville; des détachements entiers de mobiles, comptant jusqu'à 300 hommes, figuraient parmi eux; dans un seul hôtel on trouva 34 officiers, dont un capitaine de chasseurs, qui prétendait représenter à lui seul les débris d'un bataillon.

Le commandant Laurent tenta le 7 de faire embarquer pour Tours les isolés du 16e corps ; ce fut l'occasion d'une

---

1. L'*Historique du 38e* (capitaine d'Izarny-Gargas), porte à tort ce combat comme étant du 6 (*État-major prussien*, tome IV, p. 638).

2. Bien que, d'après des Pallières, ce mouvement ait été prescrit seulement le 7, après 5 heures du soir, les historiques des 38e, 39e de ligne et 29e de mobiles montrent qu'une partie au moins des 1re et 2e divisions se mit en marche dans l'après-midi.

3. Dumas, *les Mobiles de Maine-et-Loire*. — Des Pallières avait télégraphié à Crouzat de faire préparer 35,000 rations pour le 15e corps à Aubigny. Crouzat répondit qu'il y avait impossibilité absolue (7 décembre, 7h,05 soir) [des Pallières, p. 281].

véritable émeute; même des officiers le menacèrent de mort. Il fallut recourir à la force pour le protéger. Cette évacuation n'était pas terminée quand survint une nouvelle cohue : c'était la 3e division du 15e corps et les convois qu'elle escortait. Peu après le bruit courut que les Allemands étaient en vue. Aussitôt la gare se vida : personnel et matériel prirent la direction de Bourges. Quant à la ville, il n'y restait le lendemain matin (8 décembre) que des voitures de vivres déjà pillées par les maraudeurs ou par leurs conducteurs eux-mêmes. Le commandant Laurent ne crut pas devoir se maintenir davantage à Vierzon ou même au sud, derrière le Cher. Il marcha sur Mehun, puis sur Bourges (8 décembre). Ainsi nous abandonnions à l'ennemi, sans brûler une amorce, l'importante gare de Vierzon et la route directe d'Orléans à Bourges[1].

Aux 18e et 20e corps les choses n'allaient pas mieux. Dans la matinée du 7, Bourbaki adressait au ministre un télégramme où l'idée de la retraite était, pour la première fois, nettement affirmée. Pour lui, il y avait lieu de se retirer sans retard sur Bourges ou sur Nevers par la rive gauche de la Loire, après avoir fait sauter le pont de Gien. Alors seulement on parviendrait à réorganiser les troupes, à leur donner un repos indispensable et à éviter un désastre[2].

Bien que ce programme fût loin de satisfaire le Délégué, il crut devoir l'accepter, du moins pour l'instant. Il autorisa Bourbaki à replier ses troupes vers le sud de façon à couvrir Bourges et Nevers; le 18e corps passerait sur la rive gauche de la Loire, dès que le général le jugerait nécessaire. Enfin M. de Freycinet confirmait le passage du 20e corps sous les ordres de Bourbaki. « Une fois que vous aurez tout réuni sous votre main, je compte que vous serez réellement prêt pour une action décisive », ajoutait-il[3].

1. Dans la journée du 7, des Pallières prescrivit de suspendre l'évacuation de Vierzon, le 15e corps devant s'y rendre. Ce détail, tiré du rapport du commandant Laurent, montre la succession des projets de des Pallières. Il prescrit d'abord la retraite sur Vierzon, puis sur Aubigny.

2. D'Eichthal, p. 145.

3. Télégramme du 7 décembre, 6h15 soir.

On voit combien s'étaient modifiées les idées de Gambetta et de son délégué, sans doute par suite des nouvelles reçues de Paris. Tous deux connaissaient maintenant l'échec du général Ducrot, qu'ils avaient cru pendant plusieurs jours au delà des lignes allemandes. Un mouvement offensif de l'armée ne présentait plus le même caractère d'urgence.

M. de Freycinet avait informé des Pallières du mouvement qu'allait exécuter Bourbaki. Il l'invitait à conserver « quant à présent » la position de Salbris et à se retirer ensuite sur Vierzon, qu'il faudrait défendre énergiquement[1]. En même temps il prescrivait au général Mazure, qui commandait la division militaire à Bourges, de faire couvrir Nevers par les troupes de Clamecy et d'Auxerre, par les mobilisés de Nevers, bref par toutes les forces disponibles. Bourbaki aurait à voir s'il pouvait concilier la protection de cette ville avec la direction imprimée à ses troupes.

Ainsi Bourges et Nevers, deux villes doublement importantes par leurs grands établissements militaires, étaient déjà menacées. Crouzat annonçait que, sauf ordre contraire, il se retirerait le 8 au matin d'Argent sur la Chapelle-d'Angillon et sur Bourges. On voit dans quel désarroi le remplacement du général d'Aurelle laissait l'armée. Sur la rive gauche de la Loire seulement, elle était coupée en quatre tronçons au moins, tiraillés en sens contraire par les ordres du ministre, de Bourbaki, des commandants de corps. Pas une conception nette, pas une idée d'ensemble ne présidait à ses mouvements. Et pourtant l'ennemi ne jetait à notre suite que des forces relativement faibles, dont une très minime partie avait franchi la Loire.

Nous avons dit quel était le détachement dirigé sur la route de Vierzon. Le III[e] corps, qui opérait vers Gien, n'avait encore porté aucune de ses fractions au delà du fleuve. Son avant-garde[2], arrivée à Ouzouer-sur-Loire le 8, y rencontra des traînards des 18[e] et 20[e] corps qui l'arrêtèrent par un feu

---

1. Télégramme du 7 décembre, 6[h]15 soir. *Enquête*, tome III, p. 106.
2. Forte d'un régiment d'infanterie, 1 escadron, 1 batterie, 1 compagnie de pionniers.

vif et qu'il fallut déloger au moyen de quelques obus. A Nevoy ils furent recueillis par le 4e zouaves, aux avant-postes de la 3e division du 18e corps. Ce régiment, soutenu par une batterie de mobiles de l'Isère (canons à balles), arrêta l'ennemi. Son avant-garde fut renforcée et deux batteries prirent position sur la grande route, tandis que trois bataillons et demi dirigeaient une attaque enveloppante sur nos deux ailes. Elle échoua, quoique les Allemands eussent atteint les abords mêmes de Nevoy. A la nuit, ils s'établirent un peu au nord. La 1re division de cavalerie s'était avancée jusqu'à Lorris, vers l'est.

Au bruit du combat, la 1re division du 18e corps repassa en hâte la Loire pour s'établir sur les hauteurs à l'est de la gare de Gien. La 2e division, à Autry depuis la veille, recevait à 5 heures du soir l'ordre de se porter sur Poilly, en réserve. Elle se mit en marche à 6 heures, par la neige, et arriva vers 11 heures aux abords de Poilly, où elle bivouaqua.

Bourbaki avait déjà renoncé à tenir Gien, ce que l'approche du IIIe corps aurait rendu difficile. Il ne chercha même pas à défendre le passage du fleuve, comme il eût été possible. Le soir du 7, après avoir consulté le général Borel, il télégraphiait au ministre: « Rester dispersés comme nous le sommes serait exposer à un désastre complet l'un des corps et peut-être successivement tous les autres. » Il prescrivit donc aux 15e, 18e et 20e corps de se mettre en marche de grand matin, le 8, sur Bourges où aurait lieu leur concentration[1]. Dans ce mouvement, le 18e corps allait être couvert du côté de l'ennemi par la Loire, dont tous les ponts étaient coupés, sauf celui de Gien que nous tenions encore. Pourtant Bourbaki partit à 2 heures du matin pour la Chapelle-d'Angillon, où il établit son quartier général (8 décembre). La 2e division du 18e corps, à peine installée dans son bivouac de Poilly, reçut l'ordre de repartir pour Autry. Elle se mit en marche à minuit et n'atteignit le village qu'à 6 heures du matin. Après une halte de six heures, elle prit la direction de Cer-

1. D'Eichthal, p. 147.

noy, où elle arriva vers 6 heures du soir; elle avait mis six heures pour parcourir huit kilomètres[1] ! Une neige fine rendait la marche très pénible. Les chevaux tombaient à chaque pas.

Quant aux 1re et 3e divisions, elles quittaient Gien dans la nuit pour se diriger sur la Chapelle-d'Angillon. On avait auparavant brûlé la gare et hâtivement distribué les vivres qui y étaient amoncelés. Cette évacuation se fit dans le plus grand désordre. D'après les ordres du général Billot, la 1re division du 18e corps devait suivre la route de Châtillon. Mais l'encombrement du faubourg de la rive gauche était indescriptible et elle prit la direction de Cernoy par Autry. La marche dura jusqu'à quatorze heures pour certains corps[2].

Le capitaine du génie Pamard fit sauter le pont de Gien à 9 heures du matin, au moment où l'avant-garde allemande était en vue. Deux de ses pièces enfilèrent la route que suivait notre arrière-garde[3] et lui causèrent quelques pertes.

A l'aile opposée de la IIe armée, la journée du 7 décembre avait été marquée par un vif combat, celui de Meung entre les troupes de Chanzy et celles du grand-duc de Mecklembourg. Frédéric-Charles n'en connaissait pas encore le résultat, quand il reçut un télégramme portant que le roi de Prusse approuvait l'envoi du grand-duc vers Tours, et invitait le prince à continuer la poursuite avec le gros de la IIe armée.

De tous les renseignements recueillis, l'état-major de celle-ci déduisait que trois corps d'armée au moins se retiraient sur Bourges; mais il se pouvait que de fortes masses eussent pris la route de Gien. De là semblait ressortir la nécessité de suivre à la fois cette direction et celle de Bourges. Cependant (7 décembre soir), le prince se bornait à prescrire au IIIe corps d'occuper Gien le 8; la 18e division, qui avait jusqu'alors soutenu la cavalerie jetée sur Vierzon, dut rallier la 25e avec l'artillerie de corps. Le IXe corps réuni mar-

1. Contre-amiral du Penhoat, *Journal de marche de la 2e division du 18e corps.*
2. *Historique du 42e.*
3. 5e dragons et 3e lanciers de marche, légion bretonne. Les pertes du IIIe corps furent de 3 officiers et 23 hommes au combat de Nevoy et de 1 officier et 20 hommes à celui de Gien.

cherait ensuite sur Beaugency, en se maintenant à hauteur du grand-duc, tandis que le Xe corps porterait un détachement à la Ferté-Saint-Aubin, en soutien de la 6e division de cavalerie[1].

Ces ordres devaient avoir pour nous des conséquences inespérées. Frédéric-Charles allait abandonner la direction principale de notre retraite, celle de Vierzon et de Bourges. On peut admettre avec le général de Moltke[2] que, si la 18e division avait suivi le mouvement de la 6e division de cavalerie, elle serait entrée en possession de Bourges et de ses grands établissements militaires. Vierzon, qu'atteignait le 8 la cavalerie prussienne, était en effet moins éloignée de Bourges qu'Henrichemont, Aubigny-Ville et Cernay, où bivouaquaient nos trois corps d'armée. De plus, l'état moral de ceux-ci ne leur eût pas permis d'attaquer de flanc les colonnes ennemies.

Les mouvements effectués dans la nuit du 7 au 8 et pendant la journée suivante avaient achevé la désorganisation des 15e et 20e corps. On se souvient que le gros du 15e quittait Vierzon le soir du 7 pour marcher sur Aubigny. Il n'y arriva que le matin du 8, après la plus dure marche de nuit, par un froid de 15°. Des Pallières y trouva l'ordre de Bourbaki lui prescrivant la retraite sur Bourges. Mais le général en chef n'avait pas pris l'élémentaire précaution de fixer un itinéraire distinct pour chacun des trois corps d'armée, et déjà le 20e défilait dans Aubigny, venant d'Argent pour marcher sur Bourges[3]. De plus, le 18e corps, venant de Cernay, devait traverser Aubigny le 9, en suivant la même direction.

---

1. C'était la quatrième fois depuis le 5 que Frédéric-Charles modifiait ses ordres, quant à la poursuite sur Vierzon. Il porte d'abord une brigade, puis une division de cavalerie dans cette direction; la 25e division en soutien de sa cavalerie; puis la 18e au lieu de la 25e, puis enfin, un détachement du Xe corps à la place de la 18e division. Cette série indique peu d'esprit de suite dans l'état-major de la IIe armée.

2. Moltke, *Histoire de la guerre de 1870-1871*, traduction Jæglé, p. 235.

3. Le matin du 7, Crouzat reçut de M. de Freycinet l'ordre de se rendre le 8 à Salbris, pour y prendre, avec le 20e corps, la place du 15e. Dans la journée il fut averti qu'il dépendrait désormais de Bourbaki. Celui-ci lui prescrivit de marcher le 8 sur Bourges (*Enquête*, tome VI, p. 131, déposition Crouzat). Dans son livre, le général indique à tort des dates postérieures d'un jour.

Des Pallières prit le seul parti qui lui restait : il dirigea le 15e corps sur Henrichemont et Bourges, par un chemin détourné. Sa division de cavalerie marchait à l'ouest vers Allogny, pour couvrir l'ensemble du mouvement. Quoique l'ennemi ne fût nulle part à proximité, il crut devoir imposer une nouvelle marche de nuit à des troupes déjà épuisées. Sa 2e division quitta Aubigny le 9 à 1 heure du matin, et n'atteignit Henrichemont qu'à midi[1].

Le 20e corps avait quitté son bivouac d'Argent à 6 heures du matin. On marchait avec une extrême lenteur ; à la nuit close, la 3e division arrivait à la Chapelle-d'Angillon. « On espère y faire étape, mais non, il faut se mettre en marche. Depuis lors la route est bordée de chevaux morts ou mourants et d'hommes exténués, couchés dans les fossés. A 1 heure du matin, nous faisons une halte d'une heure en avant de la forêt de Plaimpalais. Les plus valides parviennent à faire un peu de café ; les autres s'assoupissent..... A 6 heures et demie du matin nous arrivons au bivouac qui nous est désigné près du village d'Asnières[2]... »

Ces misères firent décroître les effectifs dans une proportion inouïe ; en atteignant les environs de Bourges, certains bataillons de mobiles comptaient à peine cinquante hommes. Il était impossible de pousser plus loin l'abus des forces humaines, alors surtout qu'aucune nécessité ne nous y contraignait.

Pendant que les trois corps d'armée de Bourbaki se repliaient ainsi devant une division de cavalerie, appuyée à distance par quelques bataillons, Chanzy, avec des troupes au moins aussi médiocres, encore plus éprouvées par la défaite, se défendait pied à pied contre des forces équivalentes à deux corps d'armée, bientôt renforcées de la IIe armée tout entière. Il léguait aux générations futures un exemple immortel de ce que peut la volonté d'un homme pour tirer parti des situations les plus désespérées.

---

1. Grisot et Coulombon, *Histoire de la légion étrangère.*
2. Brisac, *Journal de marche du 2e bataillon de la garde mobile de la Meurthe*, p. 78.

Mais Bourbaki était loin de posséder cette force d'âme qui triomphe de tous les obstacles, et déjà la Délégation s'en rendait pleinement compte. M. de Freycinet tentait vainement d'arrêter son mouvement sur Bourges : « J'ai tout lieu de croire que la colonne devant laquelle vous vous repliez est bien loin d'avoir l'importance de celle que Chanzy refoule victorieusement depuis deux jours, avec des troupes pour le moins aussi fatiguées que les vôtres. Je compte bien que vous allez faire tête et vous préparer à cette action décisive dont je vous parlais dans ma dernière dépêche[1].... »

A la même date (8 décembre), Frédéric-Charles décidait d'abord de prendre énergiquement l'offensive au sud de la Loire. Dans l'après-midi, il apprenait que le grand-duc avait devant lui deux de nos divisions au moins; mais il résultait de rapports parvenus le matin que trois ou même quatre corps d'armée se retiraient sur Bourges. On pouvait en déduire que la fraction de beaucoup la plus importante de nos forces avait pris cette direction. Frédéric-Charles en fut confirmé dans ses résolutions. Il prescrivit (3 heures du soir) au IIIe corps et à la 1re division de cavalerie de passer la Loire, le 10, à Sully, à Gien ou à Châtillon, de façon à atteindre, le 12, la Chapelle-d'Angillon. Le IXe corps marcherait jusqu'à Blois, en se maintenant à hauteur des troupes du grand-duc. Puis il tournerait au sud-est et se porterait vers Mennetou-sur-Cher, où il serait le 13. Enfin, le Xe corps serait concentré, le 13, à Salbris, couvert sur son front par la 6e division de cavalerie, qui aurait jusqu'alors maintenu le contact avec nos troupes.

On voit que, le 13, la IIe armée eût été établie de la Chapelle-d'Angillon à Mennetou-sur-Cher, dans la proximité immédiate de Bourges. Mais cet échafaudage de projets s'écroula brusquement. Les nouvelles qui parvinrent du grand-duc le soir du 8 décembre firent voir qu'il avait en face de lui des forces beaucoup plus considérables que ne le supposait l'état-major de la IIe armée. Il fallait se hâter de lui envoyer des renforts. Pourtant Frédéric-Charles, ne renonçant pas

1. Télégramme du 8 décembre, 10 heures soir (*Enquête*, tome III, p. 107.)

encore à la pointe qu'il projetait sur Bourges, se bornait à prescrire la concentration du X[e] corps à Orléans, le 9 décembre. Plus avant dans la soirée, il apprit par les comptes rendus du III[e] corps que les ponts de Gien et de Châtillon avaient été coupés, mais qu'il serait possible de rétablir le premier en une journée. Après avoir occupé Vierzon, la 6[e] division de cavalerie avait détruit à Mennetou-sur-Cher la voie ferrée de Tours à Vierzon, et poursuivi jusqu'à Neuvy-sur-Barangeon nos troupes en retraite vers Bourges. Cet ensemble de faits indiquait que Frédéric-Charles avait prêté aux troupes en retraite sur Vierzon plus d'importance qu'il ne convenait, tandis qu'il accordait une trop faible attention à celles qui se retiraient vers le Loir. Cependant il fallut, pour que le prince modifiât ses projets, qu'il reçût un télégramme du général de Moltke renfermant de nouvelles instructions. Le Roi lui prescrivait de porter une division, au moins, en soutien du grand-duc, sur la rive droite de la Loire; en outre, Frédéric-Charles aurait à décider s'il y avait lieu de le faire soutenir sur la rive gauche. Il était invité à prendre la direction supérieure du mouvement vers le Loir, détail qui montre assez que le général de Moltke ne se méprenait pas sur l'importance comparée des efforts à faire dans cette direction et dans celles de Bourges ou de Gien.

Ce télégramme amena l'abandon immédiat du projet d'opération sur Bourges. A 10 heures et demie du matin, le 9 décembre, Frédéric-Charles prescrivit au X[e] corps de se porter sans retard d'Orléans vers Meung. De même le III[e] corps et la 1[re] division de cavalerie regagneraient Orléans à marches forcées, tout en laissant un détachement à Gien. Quant à la 6[e] division de cavalerie, elle détruirait le chemin de fer à Vierzon et éclairerait dans la vallée du Cher, en appuyant sa droite au IX[e] corps, qui marchait alors sur Vienne par la rive sud de la Loire[1].

On voit que l'armée de Bourbaki allait être dégagée de tout danger immédiat, au détriment de Chanzy dont les ad-

1. *État-major prussien,* tome IV, p. 655.

versaires verraient leurs forces plus que doublées. L'énergie déployée par le dernier de ces généraux avait donc pour résultat immédiat de sauver la 1[re] armée d'une destruction complète, et de conserver à la défense nationale nos grands établissements de Bourges[1].

Cependant Bourbaki, parti de la Chapelle-d'Angillon le matin du 9, arrivait l'après-midi à Bourges. Le 15[e] corps quittait Aubigny dans la nuit du 8 au 9 pour aller bivouaquer autour d'Henrichemont. Il n'atteignait Bourges que le 10 décembre, par la route de Mennetou-Salon, et occupait de nouveau un bivouac vers la Chapelle-Saint-Ursin, au sud-ouest de la ville. De même, les 1[re] et 3[e] divisions du 18[e] corps allaient vers Pierrefitte le 9, tandis que la 2[e] restait à Cernoy comme la veille. Le 10, les deux premières passaient la nuit dans les bois de Mennetou ; la 2[e] bivouaquait à Henrichemont. Le 11 seulement, le corps d'armée atteignait les environs de Bourges, vers Brécy. Quant au 20[e] corps, il demeurait jusqu'au 12 autour d'Asnières, où il était arrivé la veille.

Cette dernière partie de la retraite s'était accomplie dans les conditions les plus douloureuses. Le froid était intense, la neige épaisse ; les routes, piétinées sans cesse par l'énorme courant humain qui s'y déversait, étaient couvertes de verglas. On partait de très grand matin, souvent en pleine nuit ; on se traînait lentement, avec des à-coups fréquents et des haltes interminables, jusqu'à une heure généralement très avancée. On avait à peine le temps de faire la soupe, et quelle soupe ! Puis il fallait passer la fin de la nuit sur la neige, sous le fragile abri de notre petite tente africaine, dont tous n'étaient même pas pourvus. Les officiers, qui avaient perdu leurs bagages dans la déroute d'Orléans, s'autorisaient de ce fait pour se réfugier dans les maisons les plus proches, exemple contagieux, destructeur de toute dis-

---

1. Il résulte d'un télégramme du général Mazure (*Enquête*, tome IV, p. 280), qu'il recevait (11 décembre) l'ordre d'envoyer à Cherbourg le 65[e] de marche, le 3[e] bataillon du 56[e] de marche et une compagnie du 12[e] de ligne. Il lui restait 4 bataillons de marins, environ 3,000 hommes, pour un développement de 10 kilomètres de fortification.

cipline[1]. Les traînards, les déserteurs se multipliaient et bien que, non seulement les régiments de mobiles, mais ceux de ligne ou de marche *fondaient* rapidement. La légion étrangère dut être réduite de trois bataillons à un seul après la retraite. « Et que d'hommes périssant de fatigue et de froid on rencontrait ! On avait beau les encourager, les secouer ; ils ne bougeaient pas et mouraient quelques instants après[2]. »

Les routes étaient couvertes de chevaux morts. Ceux qui résistaient encore étaient exténués[3]. L'imprévoyance était si grande dans notre malheureuse armée que, non seulement elle ne possédait pas de clous à glace, mais que Bourbaki, s'imaginant qu'il ne pourrait en faire confectionner à Bourges, en réclamait par le télégraphe au ministre ! Peut-être même le modèle de ce clou n'était-il pas encore devenu « réglementaire » ?

La mauvaise organisation de nos convois contribuait aux difficultés de la retraite. Ils étaient composés de voitures de réquisition, dont le personnel civil se maniait peu aisément. Les charretiers s'arrêtaient sans ordre, obstruant constamment les routes. Il fallait un temps infini pour les mettre en marche. La prévôté, insuffisante comme effectif, ne montrait pas toujours l'aptitude nécessaire pour la surveillance de ces immenses colonnes de voitures[4].

Cet affaiblissement de l'armée, si profondément atteinte dans sa force matérielle comme dans son moral, était surtout imputable à des Pallières et à Bourbaki : ils avaient précipité sa retraite au risque de la disloquer entièrement. Le service des renseignements était si défectueux auprès du général en chef qu'il se croyait menacé sur son flanc gauche, le 10 décembre, alors que l'ennemi n'avait pas passé la Loire et même n'avait plus à Gien qu'un détachement. C'est ainsi

1. Grisot et Coulombon.
2. D'Eichthal, p. 148.
3. Le 10 décembre, un peloton du 3e lanciers de marche fut envoyé en reconnaissance à pied (*Historique du 15e dragons*).
4. Penhoat, p. 18.

qu'il faisait doubler l'étape du 18e corps[1]. Son découragement n'avait fait que croître depuis sa prise de possession du commandement. « J'ai pris toutes mes dispositions pour combattre s'il est nécessaire, écrivait-il en substance au ministre, mais, avec un troupeau d'hommes en grande partie démoralisés par les échecs successifs qui viennent de les frapper, par les fatigues de marches continuelles et rapides, par le temps affreux que nous avons et surtout par la débandade du 15e corps, je prévois le résultat néfaste qui nous attend. Aussi, si je puis repousser avec le 15e corps les têtes de colonnes ennemies, attendrai-je ici d'être rallié par le 20e et le 18e corps; j'irai ensuite prendre position à Saint-Amand, où j'espère avoir quelques jours de répit... Je n'essaierai pas de me retirer sur Nevers, parce qu'on m'assure que des concentrations de forces ennemies s'opèrent du côté de Dijon et d'Auxerre[2]. »

Ainsi, non seulement Bourbaki ne songeait pas à arrêter son mouvement de retraite, mais il entendait le prolonger jusqu'à Saint-Amand, où il stationnerait si l'ennemi voulait bien y consentir. Le bruit que des concentrations de forces s'opéraient vers Auxerre et Dijon, à plus de quatre-vingt-dix kilomètres au nord-est de Nevers, suffisait à l'empêcher de se retirer sur cette dernière ville. Il était difficile de montrer moins d'énergie et de coup d'œil.

1. Penhoat. Au lieu de coucher à Vally, après une étape de 25 kilomètres, on alla jusqu'à Henrichemont.
2. Télégramme du 9 décembre au ministre.

CHAPITRE XIII

DÉMONSTRATION SUR VIERZON

Gambetta, M. de Freycinet et Bourbaki. — Chanzy et Bourbaki. — Démonstration sur Vierzon. — La IIe armée se reporte sur Orléans.

Cependant Gambetta s'était rendu à Josnes, auprès de Chanzy, pour l'encourager dans sa glorieuse résistance et lui porter les félicitations du Gouvernement. Il se rendait compte de la faiblesse relative des détachements allemands jetés au sud de la Loire, et réclamait de Bourbaki une sérieuse diversion « dans l'intérêt même de la 1re armée ». En même temps, sa pensée se reportait vers l'est de la France. Il recommandait de presser l'organisation des troupes de Bressolles, de renforcer Garibaldi et de les faire agir simultanément[1].

Dans le même télégramme, Gambetta proposait pour l'état-major général de la 1re armée des modifications importantes.

---

1. Télégramme du 10 décembre, minuit, à M. de Freycinet (*Enquête*, tome III, p. 245). Gambetta ajoutait : « Il est nécessaire de donner un successeur au général des Pallières. Voici ce que je propose : on nommerait Borel commandant du 15e corps et le lieutenant-colonel Leperche... chef d'état-major général de la seconde (*sic*) armée. Il faudrait aussi sérieusement penser à Crouzat ou tout au moins le débarrasser de Varaigne, son mauvais génie, le même qui a déjà perdu Cambriels. »

M. de Freycinet répondait (9h15 matin, 10 décembre ; *Enquête*, tome III, p. 107) : « Je crois que ce qu'il y aura à faire sera de donner le commandement des trois corps à Billot, en laissant Borel chef d'état-major général ; c'est sa vraie place.

« Remplacer Borel par Feillet de Pilatrie (*sic*)....

« Supprimer Crouzat et Varaigne.

« Remplacer le premier par Bonnet, s'il est encore au 20e corps, avec le chef d'état-major qu'il indiquera. Enfin, relever des Pallières et même, s'il y a lieu, d'après ce que vous verrez de vos yeux, le faire passer au conseil de guerre et enlever son chef d'état-major des Plas, qui n'est qu'un Varaigne un peu plus intelligent.... » Cette dépêche est instructive sous bien des rapports. On voit que le Délégué ne connaissait même pas la répartition de nos divisionnaires dans les 18e et 20e corps.

M. de Freycinet les trouvait encore insuffisantes; il eût voulu faire relever Bourbaki par le général Billot; le remplacement du premier, surtout, lui tenait fort à cœur, ainsi que nous le verrons à plusieurs reprises.

En même temps, le Délégué insistait auprès de Bourbaki pour qu'il opérât une diversion en faveur de Chanzy. Il faisait ressortir le contraste inexplicable qu'offraient les attitudes de nos deux armées. Il demandait à quoi tenait la débandade du 15e corps, qui n'avait pas combattu sérieusement depuis le 4 décembre. Le désarroi du 20e corps lui semblait aussi peu explicable. Sans risquer un ordre positif, il conseillait à Bourbaki de rallier ses trois corps d'armée, de faire tête sur l'heure au détachement allemand qui suivait la route de Vierzon, et dont la force ne pouvait qu'être fort exagérée. Il le refoulerait au delà de Salbris et dirigerait une forte colonne sur Blois pour dégager Chanzy.

Il faut reconnaître que, malgré son inexpérience, M. de Freycinet était beaucoup mieux servi par son coup d'œil que Bourbaki. Dans l'échange de télégrammes qui commençait entre eux, et qui allait se prolonger durant plusieurs jours, le beau rôle n'est pas au brillant divisionnaire de la garde, trop visiblement au-dessous de sa tâche. La dépêche qu'il adressait au ministre en réponse à la précédente (10 décembre) suffirait seule à le prouver. Il espérait, disait-il, que ses trois corps seraient ralliés, le 11, autour de Bourges. Mais il refusait énergiquement de tenter une diversion en faveur de Chanzy. « Si je marchais en ce moment vers Blois, vous ne reverriez probablement pas un seul des canons ni des hommes composant les trois corps dont vous m'avez prescrit de diriger les mouvements....

« Chanzy a peut-être devant lui une partie de l'armée du prince Frédéric-Charles; mais il est certain que j'en ai une autre partie devant mon front et sur mon flanc gauche. En outre, un corps de 15,000 hommes menace Nevers. Si vous voulez sauver l'armée, il faut la mettre en retraite; si vous lui imposez une offensive qu'elle est incapable de soutenir dans les conditions actuelles, vous vous exposerez à la per-

dre. Dans le cas où votre intention serait de prendre ce dernier parti, je suis si profondément convaincu des conséquences pouvant en résulter, que je vous prierais de confier cette tâche à un autre...

« Les armées du prince Frédéric-Charles, du duc de Mecklembourg et du général de Werder comptent plus de 200,000 hommes opérant dans les directions de Bourges, Blois, Nevers. C'est le double de ce que nous pouvons supporter... » Et Bourbaki insistait encore sur le peu de consistance de ses troupes, sur la nécessité de se retirer à Saint-Amand. Si l'une des qualités essentielles du général en chef est de savoir deviner les projets de l'ennemi, la répartition de ses forces sur le vaste échiquier où elles opèrent, il faut convenir que Bourbaki ne la possédait pas. Il accroissait à plaisir l'effectif des troupes allemandes, surtout de celles opérant au sud de la Loire. Il prêtait gratuitement à Werder l'intention de marcher de Dijon sur Nevers. Ainsi seulement s'explique son insistance à vouloir abandonner Bourges pour se retirer à Saint-Amand.

Pendant que notre commandement suprême était livré à ces incertitudes, les Allemands exécutaient sans difficulté les ordres de Frédéric-Charles. Le 9 décembre, la 6e division de cavalerie faisait sauter le pont-viaduc de Vierzon et constatait notre retraite vers Bourges. Quant au IIIe corps, laissant à Gien un détachement[1], il s'était mis en marche sur Orléans. Son avant-garde atteignait Bray le soir du 9; la 1re division de cavalerie était encore à La Bussière.

Après avoir reçu du grand-duc le compte rendu de la journée du 8, Frédéric-Charles lui prescrivait de se borner à maintenir ses positions, en poussant sa cavalerie vers Mer et Morée. Toutefois, il renverrait à Orléans le Ier corps bavarois, qui avait un urgent besoin de repos et qui serait chargé de garder cette ville. Le Xe corps, qui avait occupé Orléans jusqu'alors, recevait l'ordre de se porter dans la direction de Beaugency et de Mer, en se ralliant au IXe corps, alors au

1. 1 bataillon, 1 régiment de cavalerie, 2 pièces, 1 peloton de pionniers.

sud de la Loire. Enfin, une brigade de la 6e division de cavalerie, jetée dans la vallée du Cher, relierait le IXe corps au reste de la division, en observation vers Bourges.

Ces ordres furent incomplètement exécutés. La résistance de la 2e armée fut si énergique que le grand-duc ne put renvoyer à Orléans le Ier corps bavarois. Après lui avoir permis de conserver une brigade d'infanterie et six batteries, Frédéric-Charles dut l'autoriser à garder sous ses ordres tout le corps d'armée jusqu'au 12. A cette date du 10, le Xe corps seul était à portée d'intervenir contre Chanzy; le IIIe corps n'avait pas dépassé Saint-Denis-de-l'Hôtel, et la 1re division de cavalerie Saint-Benoît.

Au sud de la Loire, le IXe corps avait poussé son avant-garde jusqu'à Vienne, le faubourg de Blois; la 3e brigade de cavalerie était à Bracieux; la 15e brigade arrivait de Vierzon à Romorantin, après avoir dispersé plusieurs centaines de fuyards; la 14e, en exploration vers le sud, avait trouvé Mehun et La Chapelle-d'Angillon occupés, tout en constatant de nouveau notre retraite sur Bourges. Ainsi, au moment même où Bourbaki se préparait à rétrograder vers Saint-Amand, sous la pression de forces auxquelles il se croyait incapable de résister, il n'avait devant lui qu'une brigade de cavalerie en exploration dans les environs de Vierzon et un faible détachement stationné à Gien.

Sur les entrefaites, il recevait un télégramme de Chanzy, daté de 5 heures du matin (11 décembre) et réclamant son intervention dans les termes les plus pressants. Après lui avoir indiqué, à peu près exactement, la répartition des forces allemandes, le général ajoutait : « Ma position est des plus critiques, et vous pouvez me sauver. » Cette dépêche poignante changea ses résolutions. Avec une promptitude qui lui fait honneur, il télégraphia au ministre qu'il arrêtait son mouvement de retraite, malgré l'épuisement de tous, hommes et chevaux. Des renseignements — singulièrement exagérés — qu'il avait reçus, il résultait que 70,000 hommes avaient passé les ponts d'Orléans pour se diriger vers Bourges; 20,000 hommes occupaient « la forêt voisine de La Cha-

pelle[1] », et 15,000 la route d'Orléans. Cette situation rendait difficile une diversion vers Blois. D'ailleurs, il faudrait huit jours pour l'effectuer, et Chanzy ne pourrait être soutenu en temps opportun, s'il se maintenait dans ses positions actuelles. Le mieux serait qu'il se mît en retraite.

Néanmoins Bourbaki ne refusait pas de tenter un mouvement offensif, si les renseignements qu'il prenait en montraient la possibilité.

A l'égard de Chanzy, auquel il télégraphiait le même jour, Bourbaki était moins encourageant encore. Il lui donnait sous une forme affirmative les renseignements qu'il avait communiqués à la Délégation pour ce qu'ils étaient, c'est-à-dire douteux. Il l'engageait à se retirer de nuit sur Vendôme et le Mans, ou sur Blois et Tours.

Malgré l'indécision qui perçait dans sa dépêche, M. de Freycinet s'en montra très satisfait : « Le Gouvernement est heureux de la résolution que vous avez prise de porter secours à Chanzy. Il sait que nul mieux que vous n'est capable de mener à bonne fin une entreprise qui exige à la fois de son chef une grande énergie et un rare prestige[2] ». Un peu plus tard, le Délégué jugeait à propos d'engager Bourbaki à s'éclairer au loin dans son mouvement vers l'Ouest, « car il fallait prévoir le cas où une partie des forces ennemies circulerait effectivement sur la rive gauche de la Loire[3] ». Il était évidemment combattu entre le désir de dégager Chanzy et la crainte de voir Bourbaki se compromettre. Les encouragements qu'il prodiguait à ce dernier font un singulier contraste avec le ton des dépêches qu'il allait adresser quelques jours plus tard à Gambetta.

Cependant les 15e et 20e corps avaient passé la journée du 11 au bivouac autour de Bourges. Le 18e corps s'était

---

1. Sans doute la forêt d'Yvoy près La Chapelle-d'Angillon.
2. *Enquête*, tome III, p. 110, télégramme du 10 décembre, 10h20 du soir. Le télégramme auquel répond ce dernier s'était croisé avec un autre, daté également du 11, et dans lequel M. de Freycinet laissait Bourbaki libre de continuer sa retraite dans la direction qu'il choisirait.
3. *Enquête*, tome III, p. 110, 11 décembre, minuit 05.

rendu de Henrichemont aux Aix-d'Angillon[1], à 20 kilomètres au nord-est de cette ville. Ainsi, Bourbaki avait à peu près terminé la concentration qu'il projetait au début de la retraite. Le lendemain il commençait le mouvement en sens inverse que Chanzy et Gambetta réclamaient de lui. Il portait son quartier général à Mehun, où allait également le 15e corps; le 20e bivouaquait à Allogny et le 18e à Saint-Martin-d'Auvigny. Notre cavalerie ne rencontrait des patrouilles allemandes qu'à Vignaux-sur-Barangeon, entre Mehun et Vierzon. Le même jour, Gambetta arrivait à Bourges et sa première impression, à la vue des troupes, était un découragement profond. « Je laisse se prononcer le mouvement sur Vierzon, télégraphiait-il à M. de Freycinet, mais je l'arrêterai là, car les 15e, 18e et 20e corps sont en véritable dissolution; c'est encore ce que j'ai vu de plus triste. »

Ce n'était point ce qu'attendait M. de Freycinet. Déjà il croyait constater un mouvement de recul de l'ennemi, qu'il attribuait à la démonstration de Bourbaki. Aussi réclamait-il à plusieurs reprises (12, 13 décembre) la continuation de sa marche vers Tours[2].

De son côté, Gambetta, se rendant compte de la difficulté qu'éprouverait la 1re armée à se porter dans cette direction, agitait de nouveau le projet d'une grande diversion dans l'Est. Il s'en ouvrait à M. de Freycinet le 12 décembre, et la réponse de ce dernier montre assez les incertitudes de la Délégation : « ....Je crois qu'il ne faut pas encore décider que l'armée de Bourbaki opérera dans l'Est. Si, comme je l'espère, Bressolles est prêt dans quelques jours, il pourra y avoir encore plus d'avantage à agir dans l'Ouest, de concert

1. La 2e division partit à 5 heures du matin en arrière-garde; sa marche fut si fort retardée qu'elle atteignit son bivouac à 1 heure seulement. Elle avait parcouru 5 kilomètres en 8 heures (Penhoat).

2. D'après le premier de ces télégrammes (12 décembre, 11h,20 matin, *Enquête*, tome III, p. 110), M. de Freycinet croyait que Bourbaki avait devant lui « un corps d'une quinzaine de mille hommes, étoffé sans doute par une nombreuse cavalerie ». Ainsi, M. de Freycinet, lui aussi, s'exagérait les forces des Allemands au sud de la Loire.

avec Chanzy. En tout état de cause, peut-être ferez-vous mieux de réserver la question avec vos généraux [1]. »

Le 13 décembre, dans la matinée, M. de Freycinet insistait de nouveau pour que Bourbaki poussât un peu plus loin, jusque vers Romorantin, sa pointe sur Vierzon [2]. Mais le général en était fort éloigné. Après avoir annoncé dans un télégramme l'occupation probable de cette ville, il faisait part à Gambetta de son intention de se retirer le 14 sur Saint-Amand, ainsi que le ministre l'y avait autorisé verbalement le 13. A l'appui de cette résolution, il revenait encore sur la présence prétendue du gros de l'ennemi au sud de la Loire, affirmant sans motifs que la retraite de Chanzy était assurée. Il réclamait du repos pour ses troupes, dont les effectifs avaient si fort décru que la division Martineau (2e du 15e corps), l'une des plus fortes de l'armée, ne comptait guère plus de 6,000 combattants ; il manifestait le désir de connaître le plan général adopté pour la défense nationale. Jusqu'alors la Délégation avait omis de le lui faire connaître, sans doute par la très simple raison qu'il n'existait pas ; on s'était contenté de courir au plus pressé, sans établir aucune relation entre les mouvements de nos armées.

Sous la pression de M. de Freycinet, Gambetta se hâtait de rappeler à Bourbaki que le désir du général Trochu était que l'on occupât Gien et surtout que l'on conservât toujours Bourges. Il lui faisait remarquer, fort justement, que prolonger jusqu'à Saint-Amand la retraite de troupes déjà épuisées serait un singulier moyen de les remettre de leurs fatigues. Il le suppliait d'examiner encore la possibilité de les réorganiser sur place.

Cette lutte constante entre le général en chef et la Délégation ne pouvait se prolonger. Gambetta était sur le point d'y couper court, en relevant Bourbaki de son commandement, mesure qui eût été préférable au parti adopté en dernier lieu : le laisser à la tête de l'armée, sans avoir

1. *Enquête*, tome III, p. 110, télégramme du 12 décembre, 5h40 soir.
2. *Enquête*, tome III, p. 246.

une foi suffisante dans ses talents militaires et dans son énergie[1].

Depuis le 10 décembre, l'attention de Frédéric-Charles s'était à peu près concentrée sur l'armée de Chanzy. De son attitude dans la journée du 11, il concluait qu'elle avait abandonné toute idée d'offensive, mais qu'elle persistait à se défendre entre la forêt de Marchénoir et la Loire. Il décidait d'attendre l'entrée en ligne du III[e] corps pour opérer une attaque d'ensemble contre elle. Sur la rive gauche du fleuve, le IX[e] corps se maintiendrait à hauteur de Blois, jusqu'à ce que le reste de l'armée fût arrivé à sa hauteur. Puis, la nouvelle de notre retraite sur Vendôme ou sur Blois s'étant confirmée, il prescrivait, pour le 12, un mouvement général d'offensive au sud de la forêt de Marchénoir. Mais, ce même jour, la 14[e] brigade de cavalerie, qui était restée en flèche à Vierzon, voyait paraître devant ses avant-postes de l'infanterie en formation régulière et de la cavalerie. La population ouvrière de la ville prenait une attitude menaçante. Puis, le 13, plusieurs bataillons (du 15[e] corps) se montraient au sud et à l'est, ou même dans la forêt au nord. Le colonel v. d. Grœben se hâtait de rassembler les quatre escadrons qui ocupaient Vierzon et les dirigeait sur Salbris. Toutefois, les 3[e] et 4[e] escadrons de notre 6[e] hussards, jetés dans la ville par le général Dastugue, parvenaient à enlever le poste de la gare. Après cette escarmouche, qui lui coûtait une vingtaine d'hommes, la 14[e] brigade se ralliait à Salbris, presque sans avoir été poursuivie.

Frédéric-Charles avait prescrit au grand-duc de Mecklembourg de rester en position le 13 et de se borner à jeter des avant-gardes à notre poursuite. Au contraire, le X[e] corps, soutenu au besoin par le IX[e], attaquerait Blois ; enfin le III[e] corps se porterait à hauteur des deux autres. La retraite de Chanzy

---

1. Gambetta annonçait à M. de Freycinet le 18 décembre la nomination des généraux Borel au 15[e] corps, Billot au 18[e] et Clinchant au 20[e]. Il ajoutait « ....en gardant momentanément Bourbaki.... Je ne peux pas déterminer Bourbaki, malgré mes instances, à garder ses positions et à ne pas se retirer sur Saint-Amand. Je n'ai pas encore pris de parti décisif. Je délibère encore..... ».

sur le Loir laissait le champ libre aux Allemands, en sorte que tous ces mouvements s'opéraient aisément. Blois était occupé sans combat et Frédéric-Charles prescrivait pour le 14 la reprise générale de la marche vers le Loir.

Dans la même journée (13 décembre) il recevait un télégramme du général de Moltke daté du 12 et traçant les grandes lignes de la conduite à tenir sur la Loire. Après l'échec définitif des tentatives faites pour la délivrance de Paris, il fallait mettre les armées de province hors d'état de reprendre leurs opérations actives. Une poursuite énergique est indispensable, disait tardivement le grand stratège, et rien n'avait été fait dans ce sens à l'égard de l'armée de Chanzy. Cependant il fallait éviter une trop grande extension pour la zone d'occupation des troupes allemandes, ne fût-ce que pour ne pas les épuiser sans raison urgente. Sauf exception motivée, on ne devrait pas dépasser une ligne passant par Tours, Bourges et Nevers; le principal point d'appui de la IIe armée serait Orléans.

Frédéric-Charles était donc invité à porter, dès la fin de la poursuite, l'Armee-Abtheilung à Chartres, dans une position intermédiaire entre Paris et la Loire. Mais il consacrerait une attention constante et toute particulière aux troupes concentrées autour de Bourges. Il pourrait même s'entendre avec Zastrow pour prendre en commun l'offensive contre elles[1].

Ces instructions ne modifiaient pas encore les intentions de Frédéric-Charles; il se bornait à prier Zastrow d'occuper au plus tôt un emplacement d'où il pourrait s'opposer à une marche de nos troupes de Gien vers Paris (14 décembre). Puis, tous les renseignements recueillis indiquant que Chanzy allait de nouveau faire tête derrière le Loir, le prince prescrivait pour le 15 la concentration de la IIe armée devant nos positions. On éviterait tout choc sérieux jusqu'à nouvel ordre.

1. Le général v. Zastrow, commandant le VIIe corps, était alors à Châtillon-sur-Seine; il recevait, le 13, un renfort de deux régiments d'infanterie venus de Paris.

Sur les entrefaites, Frédéric-Charles recevait à peu près simultanément de graves nouvelles de Vierzon et de Gien. On a vu comment la cavalerie allemande (14e brigade), chassée de Vierzon le 13, s'était reportée sur Salbris. Le 14 elle était à Romorantin, laissant ouverte devant Bourbaki la route de Vierzon à Orléans. De même le détachement de Gien était menacé par des troupes venant du sud[1]. Ces deux faits semblaient indiquer un mouvement entrepris de Bourges vers Montargis et Fontainebleau. Pour s'y opposer, Frédéric-Charles ne disposait que du Ier corps bavarois, du moins tant que Chanzy n'aurait pas été refoulé au delà du Loir. Aussi donna-t-il à von der Tann l'ordre d'occuper au besoin une position défensive au nord du canal du Loing, tout en continuant de tenir Orléans. De même, Zastrow était invité à se porter au plus tôt sur Auxerre et Clamecy (nuit du 15 au 16 décembre).

Mais la situation s'éclaircissait bientôt sur le Loir. On constatait de nouveau la retraite de notre armée au nord-ouest. Frédéric-Charles pouvait disposer d'une partie de la sienne pour la reporter vers Orléans. Il le fit d'autant plus volontiers qu'il avait appris, le 16, l'évacuation de Gien par ses troupes et leur retraite sur Ouzouer. Par contre un régiment de uhlans venu d'Orléans avait battu l'estrade jusqu'au Cher sans rencontrer un détachement français.

Le IXe corps venait d'atteindre La Chapelle-Vendômoise; il reçut l'ordre de faire demi-tour et de se porter le soir même à Beaugency et le 17 à Orléans. Puis, vers 4 heures, la retraite de Chanzy s'étant confirmée, le IIIe corps était invité à suivre le IXe, de façon à atteindre le 17 Mer et le 18 Beaugency. La 6e division de cavalerie se porterait vers l'Est par Séris et Coulmiers. Le Xe corps et l'Armee-Abtheilung continueraient seuls de poursuivre Chanzy avec la 4e division de cavalerie[2].

---

1. Fractions du corps du général de Pointe de Gévigny, commandant la subdivision de la Nièvre. Cette démonstration avait sans doute été prescrite par le ministre, qui voulait accroître l'effet de la diversion de Bourbaki.

2. *État-major prussien*, tome IV, p. 688 et suiv.

Ainsi nos diversions sur Vierzon et sur Gien avaient pour résultat de dégager entièrement notre 2e armée. Si, dans sa retraite sur le Mans, elle eût été talonnée par l'ensemble des forces de Frédéric-Charles, elle n'aurait pas atteint la Sarthe sans de nouveaux échecs, peut-être sans un désastre.

Pendant que les Allemands exécutaient leur double mouvement sur Orléans et à la poursuite de Chanzy, le général de Moltke adressait aux Ire et IIe armées allemandes de nouvelles instructions précisant les précédentes. Il établissait tout d'abord l'impossibilité de nous poursuivre jusqu'à nos derniers points d'appui, tels que Lille, Le Havre et Bourges, ou d'occuper des provinces éloignées comme la Normandie, la Bretagne et la Vendée. Il pourrait même être nécessaire d'abandonner les points importants tels que Dieppe ou même Tours, pour se concentrer davantage. On chercherait à rayonner autour de centres peu nombreux, par l'envoi de colonnes mobiles qui détruiraient les francs-tireurs et arrêteraient toute velléité d'offensive par des coups rapides et décisifs. Dans l'intervalle, les troupes pourraient se refaire.

M. de Moltke engageait donc Manteuffel à concentrer la Ire armée à Beauvais ou même à Creil; de même l'Armee-Abtheilung irait à Chartres dès qu'elle aurait terminé sa poursuite. Frédéric-Charles maintiendrait le gros de la IIe armée à Orléans, en faisant explorer vers le Cher et en occupant, sinon Tours, du moins Blois et Gien. Les troupes de Bourbaki continuaient à attirer surtout l'attention du chef d'état-major du Roi. Aussi transmettait-il à Zastrow l'ordre de porter le VIIe corps à Auxerre. De ce point il pourrait rapidement gagner Montargis. afin d'arrêter, de concert avec la IIe armée, un mouvement tenté vers Paris[1].

L'état-major du Roi et Frédéric-Charles avaient donc pris toutes les mesures nécessaires pour s'opposer à une seconde marche sur Fontainebleau. Mais ils ne tardèrent pas à se convaincre qu'elles étaient inutiles, du moins pour l'instant. Le 18 décembre, Frédéric-Charles arrivait à Orléans, où

---

1. *État-major prussien*, tome IV, p. 343 (annexes).

IX[e] corps l'avait devancé la veille. Le III[e] corps et la 6[e] division de cavalerie étaient encore à Beaugency et à Coulmiers. Des renseignements recueillis, il résultait que notre pointe sur Gien n'avait été qu'une démonstration. Déjà même cette ville était évacuée. Frédéric-Charles se borna donc à cantonner ses troupes à Orléans ou aux environs, en attendant que Bourbaki opérât un mouvement plus accentué[1].

1. *État-major prussien*, tome IV, p. 716.

CHAPITRE XIV

PROJET DE MOUVEMENT SUR MONTARGIS

Nouveau projet de marche sur Montargis. — Retraite de Chanzy sur le Mans. — Situation au 17 décembre. — Mise en mouvement des troupes.

Nous avons vu que Bourbaki jugeait nécessaire d'arrêter, dès le 13 décembre, sa démonstration sur Vierzon et de se retirer jusqu'à Saint-Amand. Contre toute vraisemblance, il s'efforçait de démontrer à Gambetta (13 décembre, 5 heures et demie du soir), que Bourges ne cesserait pas d'être couvert après notre retraite sur Saint-Amand. Il faisait valoir le danger de ses positions actuelles. Ses trois corps d'armée avaient l'Yèvre à dos ; à l'en croire, le moindre échec pourrait amener un désastre et la perte de Bourges. Il ne demandait pas à porter la totalité de ses forces à Saint-Amand. Il désirait seulement les cantonner dans cette direction, entre le Cher et le canal du Berry. Il ferait occuper les passages de l'Yèvre à l'est et à l'ouest de Bourges, de façon à couvrir cette ville. « Se placer en avant de Bourges, c'est compromettre la ville et l'armée ; se placer en arrière, c'est assurer le repos et la défense sérieuse de l'une et de l'autre. » Il demandait encore au ministre de le remplacer s'il persistait dans ses intentions. Puis, sur de nouvelles instances de Gambetta, il télégraphiait (8 heures et demie du soir) que si, dans deux heures, il n'avait pas reçu des ordres positifs, il commencerait l'exécution d'un mouvement sur Saint-Amand. En réponse, Gambetta l'invitait, le soir même, à laisser les choses en l'état et à se rendre auprès de lui à Bourges, dès que faire se pourrait. En effet, Bourbaki se rendit à Bourges, le 14, et obtint enfin du ministre l'autorisation de passer au sud de l'Yèvre, pour s'y réorganiser[1]. M. de Freycinet en fut aussitôt informé, mais, pour lui,

1. D'Eichthal, p. 166.

Gambetta adoucit sensiblement les termes de son compromis. « On n'ira pas à Saint-Amand; on se concentrera de Mehun à Bourges, de Bourges à Nérondes, couvrant Nevers. Les troupes que j'ai vues exténuées par des marches forcées.... ont besoin d'être reposées entre le Cher et le canal du Berry. Friant[1] est plein d'activité; quelques jours suffiront, et alors on pourra prendre une vigoureuse offensive.

« De même, il est convenu qu'on n'ira pas plus loin et qu'on livrera, s'il le faut, une grande bataille.

« Tout le monde est remonté, même Bourbaki. Voici l'ordre : Borel reste chef d'état-major général[2]; je l'ai fait sonder, il ne voulait pas du 15e corps. Clinchant prend le 20e.... Il faut lui trouver un chef d'état-major.... Je suis obligé de garder Colomb pour le 15e corps, car j'ai vu Pilatrie; il est impossible pour un grand commandement. Il faudra le remplacer chez Chanzy. Je lui renvoie Cérès. Nous pourrons, même par Tours, dit Bourbaki, rejoindre la 2e armée de la Loire; néanmoins, je tiendrais beaucoup à nous porter dans l'Est, sur les derrières de l'ennemi, en ramassant tout sur notre passage. Je vais rester ici jusqu'à ce que tout soit en bonne voie; en attendant, faites étudier pratiquement la question d'une offensive vers l'Est. Puis, j'irai trouver Garibaldi et Bressolles.... Vous chercherez une division militaire pour Crouzat. Rien pour des Pallières et vous débarrasserez le 20e corps de de Varaigne (*sic*)[3]. »

Cette dépêche se croisait avec un télégramme que M. de Freycinet adressait à Gambetta. De rechef, le Délégué insistait sur la nécessité de prolonger au delà de Vierzon le mouvement de Bourbaki. Il tentait même un nouvel effort pour obtenir son remplacement : « ....A votre place, je n'hésiterais pas un instant à remplacer Bourbaki par Billot. Avec Bourbaki vous immobilisez, clair et net, la moitié de l'armée de la Loire. Comment pouvez-vous faire fond en-

1. L'intendant en chef de la 1re armée.

2. Nous avons dit que Gambetta avait d'abord eu l'intention de le nommer au 15e corps, en faisant du lieutenant-colonel Leperche, aide de camp de Bourbaki, le chef d'état-major général.

3. Télégramme du 14 décembre, 10h55 matin (*Enquête*, tome III, p. 246).

core sur Bourbaki, après tout ce qui s'est passé dans cette campagne et auparavant dans le Nord. C'est le fétichisme des vieilles gloires militaires qui nous a perdus.

« Je sais bien que si j'étais le maître, il y a longtemps que j'aurais rompu avec ce préjugé[1]. »

Après la réception du télégramme de Gambetta, M. de Freycinet ne put encore se résigner à voir Bourbaki évacuer Vierzon. Il télégraphiait le même jour au ministre que « cette retraite sur Saint-Amand nous couvrirait de honte ». Il n'y a rien en face de Bourbaki, ajoutait-il. Pourquoi reculer sans cesse? Le lendemain il revenait sur ce sujet, recommandant l'occupation de la position de Selles, entre la Sauldre et le Cher, si Bourbaki se décidait à continuer son mouvement à petites journées. Il réitérait ces recommandations le 16, au moment où il pouvait craindre une défaite de Chanzy sur le Loir[2].

Chanzy insistait vivement dans le même sens, sans plus de succès. Bourbaki lui répondait que marcher de Bourges sur Blois serait une faute grave, alors qu'il était en contact constant avec l'ennemi vers le Nord. Il lui prêterait ainsi le flanc et pourrait être jeté dans le Cher. De plus, il faudrait huit jours au moins pour que l'armée atteignît Blois.

Dans ces conditions, il conseillait à Chanzy de se replier sur le Mans. S'il devenait nécessaire que la 1re armée fît une diversion vers l'Ouest, il l'opérerait volontiers, mais en suivant la rive gauche du Cher[3].

Cette discussion ne tardait pas à devenir sans objet. Chanzy se résignait, dans la matinée du 16, à prescrire la retraite sur le Mans, au moment même où les nouvelles de Gien et de Vierzon décidaient Frédéric-Charles à reporter vers l'Est la plus grande partie de son armée. Ainsi nous perdions les meilleurs des résultats acquis par la ténacité de Chanzy.

Bourbaki n'avait pas attendu la retraite de celui-ci pour

---

1. Télégramme du 14 décembre, 12h45 soir (*Enquête*, tome III, p. 111).

2. Télégrammes du 15 décembre, 5h55, soir et du 16 décembre, 9 heures et demie matin (*Enquête*, tome III, p. 111).

3. Télégramme du 16 décembre, 9h15 matin, *Enquête*, tome VI, p. 173).

prescrire celle de ses troupes sur Bourges. Dès le 15 il donnait les ordres nécessaires, et le matin du 16 ses trois corps d'armée se mettaient en marche. Le 15e corps allait cantonner sur le Cher, vers Saint-Florent et Villeneuve; le 20e, au sud de Bourges, près Saint-Just; le 18e, à l'est, vers Brécy. Ils devaient y rester, à part quelques modifications de détail, pendant les journées des 17 et 18 décembre.

A peine ces mouvements étaient-ils en voie d'exécution que se montraient à nouveau les conséquences du défaut d'entente entre Gambetta et Bourbaki. Sous la pression de M. de Freycinet, le ministre déclarait au général qu'il ne fallait songer ni à la retraite, ni au repos, mais à une forte diversion sur la rive droite de la Loire. Cette fois on marcherait dans la direction de Gien, afin de dégager Chanzy. Toutes les objections furent inutiles et Gambetta maintint cet ordre. Il fut convenu que l'armée se porterait sur la Loire, de La Charité à Nevers, et qu'elle irait de là vers Montargis, en essayant de prendre à revers les troupes allemandes qui remontaient le fleuve. Bourbaki donna des ordres en conséquence, mais les commandants de corps d'armée lui firent observer aussitôt qu'il était indispensable d'accorder aux troupes une semaine de répit[1]. Bourbaki en rendit compte à Gambetta le lendemain de sa rentrée à Bourges (16 décembre, soir), ajoutant qu'il n'avait donné que deux jours de repos à l'armée, et qu'il avait provisoirement fixé au 19 le départ de la colonne ayant à parcourir le plus long itinéraire. Mais il demandait que cette date fût reportée au 20 ou même au 22.

Gambetta lui répondit le même jour (17 décembre), en faisant ressortir la situation critique de Chanzy, la nécessité de se hâter le plus possible. Aussi demandait-il que Bourbaki précipitât son mouvement sur Montargis plutôt que de le retarder. Il allait jusqu'à faire miroiter devant ses yeux la possibilité d'atteindre Fontainebleau presque sans coup férir. Il n'y avait pas un Allemand dans le département de Seine-et-Marne, et Fontainebleau n'était qu'à deux étapes de Paris.

1. D'Eichthal, p. 167.

Afin de stimuler davantage son énergie, Gambetta lui accordait pleins pouvoirs pour la réquisition des moyens de transport ou des vivres. « N'oubliez pas surtout le cantonnement que je vous ai recommandé. Je ne peux m'empêcher de vous presser, de vous tourmenter, tant je sens les minutes précieuses. Je suis convaincu qu'en le faisant, je mets d'accord les intérêts de la République, de la France, de votre renommée. Aujourd'hui il faut faire dix fois son devoir pour le faire une fois. Songeons à Paris, qui se dévoue depuis quatre mois pour la France et qu'il est de notre honneur de secourir à tout prix[1]. »

Telle était la situation le 17 décembre. Bourbaki se préparait, non sans répugnance, à entreprendre un nouveau mouvement offensif vers Montargis. A ce moment même Frédéric-Charles, prévoyant une entreprise de ce genre, reportait vers l'Est la majeure partie de la IIe armée afin de s'y opposer. La rapidité avec laquelle les Allemands opéraient leur changement de front ne nous laissait aucune chance de succès.

Comme il avait été convenu, nos troupes gardèrent une immobilité à peu près complète les 17 et 18 décembre. Le 19 elles se mirent en marche sur La Charité et Nevers, pour y passer la Loire. Le 15e corps bivouaqua[2] aux abords de Bourges, entre les routes de Saint-Florent et de Saint-Amand; le 18e corps s'établit de même vers Marcilly et le 20e aux environs d'Avord.

Mais ce même jour, 19 décembre, Gambetta et Bourbaki prenaient une résolution grave, qui modifiait entièrement les projets adoptés par eux et dont les conséquences devaient être décisives pour l'issue de la guerre.

1. D'Eichthal, p. 167. Lettre de Gambetta à Bourbaki, 17 décembre. Le même jour, le général Crouzat adressait au général de Loverdo le télégramme suivant; il lui fait trop d'honneur pour ne pas être cité:

« Depuis hier je ne commande plus le 20e corps. C'est le général Clinchant. J'ignore les motifs de ma révocation; mais n'importe, vive la France! Je transmets à M. le général Clinchant votre dépêche du matin.... » (*Enquête*, tome IV, p. 281).

2. Malgré les ordres formels de Gambetta, plusieurs fois répétés, nos généraux ne pouvaient renoncer à la funeste tradition du bivouac. Il serait aisé d'en citer beaucoup d'autres exemples.

CHAPITRE XV

ADOPTION D'UN PROJET D'EXPÉDITION DANS L'EST

Origines du projet. — M. Juteau. — Crévisier. — Cremer. — Gambetta et M. de Freycinet. — M. de Serres à Baugy. — Le secret n'est pas gardé. — Examen du projet. — Ses inconvénients.

Nous avons vu que la pensée d'une diversion dans l'Est n'avait pas cessé d'occuper le gouvernement de la Défense nationale. Il y voyait un moyen de dégager Paris, en menaçant les communications de l'ennemi. Gambetta en entretint à plusieurs reprises Jules Favre, notamment les 26 novembre et 11 décembre. Peu à peu, à mesure que la presque impossibilité de débloquer directement Paris devenait plus évidente, l'idée d'une expédition sur les derrières des Allemands se faisait jour; de divers côtés, on la soumettait à la Délégation, déjà toute disposée à l'admettre. Ainsi, le 1er novembre, avant l'investissement de Belfort, le colonel Denfert-Rochereau exposait, dans une dépêche au ministre, qu' « un mouvement de l'armée de la Loire vers l'Est, sur les Allemands occupant la vallée de la Saône, combiné avec un effort du corps des Vosges sur les troupes d'investissement, pourrait arriver à dégager complètement la région et à préparer une opération sur les communications de l'ennemi par le nord-est[1] ». De même, au commencement de décembre, les maires et les conseillers municipaux des arrondissements de Belfort et de Montbéliard signaient des pétitions demandant de débloquer ou au moins de ravitailler Belfort[2]. Vers la même époque, un avocat, M. Juteau, auquel une fantaisie de la Délégation avait valu une « mission militaire » en Franche-Comté, étudiait les avantages que présentait la ligne du Doubs et du Lomont en vue d'une opération vers

1. *La Défense de Belfort*, par Ed. Thiers et S. de la Laurencie, p. 62.
2. Beauquier, p. 120.

les Vosges ou le plateau de Langres. Dans un rapport établi avec le concours du colonel de Bigot, chef d'état-major de la 7e division militaire, et qu'il remettait le 27 novembre à M. de Freycinet, il faisait valoir l'importance de Besançon, l'utilité d'y constituer un vaste camp retranché. Il proposait d'y concentrer les mobilisés des départements francs-comtois, des volontaires venus de l'Alsace ou des Vosges, enfin des troupes régulières ou des gardes mobiles.

Ces forces, qu'il évaluait à 70,000 hommes, prendraient l'offensive dans le courant de janvier et se porteraient sur la haute Saône, pour couper la ligne d'étapes de l'ennemi et débloquer Belfort. Peut-être serait-il possible ensuite de pénétrer en Lorraine, en appuyant sa gauche à la place de Langres, de réoccuper les Vosges et de couper les communications de l'ennemi jusqu'à Nancy ? Enfin il n'était point interdit d'espérer que l'on pourrait se jeter en Champagne et marcher sur Paris, à la rencontre de l'armée qui y était investie. A en croire M. Juteau, ce projet, si aventuré qu'il fût, aurait séduit M. de Freycinet, déjà tout préparé à l'admettre par le grand nombre de communications qu'il avait reçues dans le même sens. Pour lui, l'un de ses avantages était de ne point affaiblir nos armées du Nord et de la Loire afin d'en constituer une nouvelle. Mais d'autres préoccupations intervinrent sans doute, et le général Bressolles s'étant montré peu favorable au projet Juteau, aucune suite ne lui fut donnée[1].

Au mois de novembre, le chef d'escadron, bientôt général Crévisier, soumettait à M. de Freycinet un plan semblable, mais encore moins étudié. Il aurait voulu confier le soin d'opérer une diversion dans l'Est aux mobilisés de l'Ain, de l'Isère, de Saône-et-Loire, renforcés plus tard par ceux des départements voisins et soutenus par le 24e corps, alors en formation à Lyon. La Délégation goûta si fort cette combinaison que Crévisier fut nommé général de division à titre provisoire et chargé du commandement des mobilisés de la

1. Juteau, *Rapport sur la campagne de l'Est 1870-1871.*

région. Mais ce divisionnaire improvisé fut destitué peu après, et rien ne subsista de sa conception[1].

Son ancien subordonné Cremer nourrissait des ambitions non moins hautes. Dans un rapport adressé au général Bressolles (9 décembre), il proposait, lui aussi, de débloquer Belfort, mais en se donnant pour objectif principal de menacer les communications allemandes et de dégager Paris. Il eût voulu opérer avec un seul corps d'armée, en retenant Zastrow et Werder par de vives attaques dirigées sur Auxerre et Dijon. Il insistait sur l'importance stratégique de Dôle pour la sécurité de notre ligne de retraite, sur celle de Besançon, qu'il faudrait « bonder » de vivres et de munitions. Il réclamait la faveur de commander la division d'avant-garde et manifestait une foi absolue dans le succès : « Le terrain et la saison sont propices à mes desseins. Sans aucune forfanterie, je réponds de m'immortaliser[2]. »

Il n'était pas jusqu'à des fonctionnaires civils qui ne se missent en tête de proposer à la Délégation un projet d'opérations dans l'Est. Le secrétaire général du préfet de l'Indre-et-Loire adressait le 10 décembre à Gambetta un télégramme lui exposant la nécessité de porter Bourbaki vers Langres, d'où il pourrait combiner un mouvement avec l'armée de Paris, et même couper les communications de l'ennemi[3].

On voit combien d'influences diverses intervinrent auprès de la Délégation pour la déterminer à cette grande diversion. Après la défaite d'Orléans, quand apparut l'inanité des projets de marche directe sur Paris, la pensée d'une expédition vers les Vosges se précisa davantage. Le 12 décembre, Gambetta télégraphiait de Bourges à M. de Freycinet : « J'ai trouvé les troupes dans un véritable état de

1. Cremer et Poullet, p. 22.

2. Cremer et Poullet, p. 311. Ce rapport renferme des idées aventurées et d'autres fort justes, dont plusieurs auraient dû être appliquées par Bourbaki, la nécessité de garder Dôle, par exemple. Mais il est déparé par la phraséologie ordinaire à Cremer.

3. *Enquête*, tome III, p. 108. Ce fonctionnaire débutait en exposant la nécessité de porter l'armée de Chanzy sur la « base perpendiculaire de l'ouest vers Conlie ou Nantes ». Il terminait en recommandant de remplacer Bourbaki par Chanzy, l'armée de l'Est ayant plus d'importance que celle de l'Ouest.

désorganisation. Il faut d'abord et avant tout les reconstituer .... je crois.... que ce qui importe le plus, c'est de trouver un bon point de concentration où cette armée pourra se refaire, être reconstituée avec un nouvel endivisionnement et un nouvel embrigadement. Cette opération terminée, on dirigerait alors la nouvelle armée vers l'Est, où elle agirait séparément et, espérons-le, avec quelque vigueur[1].» M. de Freycinet n'admettait pas d'abord cette idée sans une certaine répugnance. Mais Gambetta insistait (15 décembre) sur la nécessité de se préparer à l'offensive dans l'Est, « ce qui dégagerait tout le monde, aussi bien Chanzy que Paris ».

A ce moment M. de Freycinet apprêtait déjà un mouvement offensif dans le bassin de la Saône, mais non pas tel que le concevait Gambetta. Le colonel Bordone s'était rendu près de lui (8 décembre) pour lui soumettre au nom de Garibaldi un projet d'opérations. Dans une suite de conférences entre M. de Serres[2] et le chef d'état-major de l'armée des Vosges, il fut convenu qu'on renforcerait Garibaldi, en plaçant Cremer sous ses ordres, ce qui porterait ses forces à 40,000 hommes[3]. Avec cette masse il pousserait sur le plateau de Langres, puis sur Épinal, de façon à masquer le mouvement qu'une autre armée opérerait dans les trois directions de Belfort, Vesoul et Lure, afin de débloquer Belfort, de réoccuper les Vosges et de couper les communications allemandes.

C'est alors que Gambetta adopta le projet de marche sur Montargis. La Délégation se rendait compte de la cruelle situation de Paris, surtout depuis l'échec du général Ducrot. Jules Favre avait successivement fixé au 15 décembre, puis

1. *Enquête*, tome IV, p. 71.

2. Quoique ce jeune ingénieur fût simplement *attaché* au cabinet du Délégué, il jouait le rôle d'une sorte de confident. Gambetta et M. de Freycinet lui conflèrent à plusieurs reprises d'importantes missions auprès des généraux d'Aurelle, Garibaldi, Bourbaki. Il resta près de ce dernier pendant toute la campagne de l'Est, et ne le quitta qu'à Besançon, peu avant sa tentative de suicide.

3. A ce moment, l'armée des Vosges ne comptait que 16,000 hommes avec 3 batteries (*Enquête*, tome VI, p. 273, déposition Bordone). D'après un télégramme de Bordone à Garibaldi, l'entente avec MM. de Freycinet et de Serres aurait été complète à la date du 17 décembre.

au 10 janvier la date extrême de la résistance de la grande ville. Le général Trochu laissait entrevoir une date plus éloignée, que des informations particulières portaient au milieu de février. « On avait donc devant soi une période assez courte pour n'en rien perdre, mais assez longue pour tenter une opération de longue haleine[1]. » Partout ailleurs que dans le Nord, autour du Mans et de Bourges, il n'y avait que des noyaux de troupes en formation, incapables d'un effort sérieux. Il ne fallait songer, pour l'instant, à prendre l'offensive ni avec l'armée de Chanzy, ni même avec celle de Faidherbe. La première venait d'être éprouvée par une série ininterrompue de combats indécis ou malheureux, la seconde était numériquement trop faible. Seule la 1re armée possédait les ressources nécessaires. Elle avait beaucoup souffert, il est vrai, mais depuis les premiers jours de décembre le ministère de la guerre avait comblé une grande partie de ses vides. Des renforts lui avaient été envoyés, notamment des batteries; les fuyards avaient rejoint. Le 18 décembre, ses trois corps représentaient un effectif de 100,000 hommes avec 300 bouches à feu[2].

C'est la masse ainsi constituée que Gambetta prescrivait à Bourbaki de porter sur Montargis et Fontainebleau[3]. En même temps Garibaldi, Cremer et Bressolles auraient agi de concert dans la direction de Dijon et de Gray, pour faire lever le siège de Belfort et opérer une diversion.

Le projet de mouvement sur Montargis n'avait pas été admis par Bourbaki sans une certaine répugnance. Il savait les Allemands à Chaumont, à Châtillon-sur-Seine, à Auxerre, dans un rayon assez rapproché pour qu'ils pussent menacer sa ligne de retraite[4]. M. de Freycinet, moins disposé encore

1. De Freycinet, *la Guerre en province*, p. 219.

2. De Freycinet. Ces chiffres n'ont rien que de vraisemblable, car l'effectif du 20e corps, le plus faible de l'armée, était de 26,000 hommes le 14 décembre (*Enquête*, tome VI, p. 144, déposition Clinchant).

3. M. de Freycinet écrit que Gambetta se borna à accepter les propositions de Bourbaki, mais il résulte de la correspondance échangée entre ces deux hommes d'État que Bourbaki accepta, non sans hésitation, le programme qui lui était tracé par Gambetta.

4. *Enquête*, tome IV, p. 162, déposition de Bourbaki.

à approuver cette conception de Gambetta, lui présenta des objections sérieuses. La situation avait notablement changé depuis la fin de novembre : nous disposions sur la Loire de 100,000 hommes au lieu de 200,000; Orléans n'était plus à nous; on n'attendait plus la coopération de Ducrot et d'une armée victorieuse. Dès lors pourquoi reprendre un projet qui avait échoué une première fois? C'était courir les plus grands risques.

Quant à la diversion projetée dans le bassin de la Saône, elle serait confiée à nos troupes les moins consistantes; on ne pourrait guère en attendre le succès.

Dans ces conditions, M. de Freycinet conçut une autre combinaison dont l'idée maîtresse était la réunion de la 1re armée et de nos forces de la Saône en une seule masse destinée à opérer dans l'Est. Il la soumit aussitôt à Gambetta, par l'intermédiaire de M. de Serres qu'il envoya à Bourges. « On renoncerait, quant à présent, à marcher directement sur Paris. On séparerait les 18e et 20e corps du 15e et on les porterait rapidement, en chemin de fer, jusqu'à Beaune. Ces deux corps, conjointement avec Garibaldi et Cremer, seraient destinés à s'emparer de Dijon, ce qui semblait très réalisable, puisqu'on ferait agir 70,000 hommes environ contre 35,000 à 40,000 ennemis. Pendant ce temps, Bressolles et son armée (*sic*) se porteraient par chemin de fer à Besançon, où ils ramasseraient les 15,000 à 20,000 hommes de garnison. Cette force totale de 45,000 à 50,000 hommes, opérant de concert avec les 70,000 victorieux (*sic*) de Dijon, n'aurait pas de peine à faire lever, même sans coup férir, le siège de Belfort et offrirait une masse compacte de 110,000 hommes, capable de couper les communications dans l'Est, malgré tous les efforts de l'ennemi. La seule présence de cette armée ferait lever le siège de toutes les places fortes du Nord et permettrait au besoin de combiner plus tard une action avec Faidherbe. En tout cas on aurait la certitude de rompre définitivement la base de ravitaillement de l'ennemi.

« Quant au 15e corps, séparé des 18e et 20e, il aurait pour mission essentielle de couvrir Bourges et Nevers, en se re-

tranchant dans les positions de Vierzon et en occupant solidement la forêt. Plus tard, quand le 24e corps serait suffisamment formé, il pourrait relever — comme il le fit en effet — le 15e corps de sa faction (*sic*) et lui permettrait de grossir, s'il y avait lieu, l'armée de l'Est.

« Pour le moment, la présence du 15e corps à Vierzon devait avoir un autre avantage. C'était de dissimuler le mouvement à l'ennemi[1]... »

Ce programme ne marquait que les traits généraux de l'entreprise et laissait le reste à l'initiative de Bourbaki. Il était muet sur les opérations au delà de Dijon et de Besançon, qui dépendraient des événements. Lorsque Gambetta en reçut communication (19 décembre), le mouvement sur Montargis était déjà en voie d'exécution. Mais M. de Freycinet insista très vivement pour qu'il y renonçât. « Si mon plan vous paraît réellement bon, ne vous arrêtez pas, je vous en conjure, à ce que l'autre a commencé d'être mis à exécution ce matin. Qu'est-ce qu'un jour perdu en regard du résultat lui-même ? C'est avec une grande préoccupation, je vous l'avoue, que je verrais le plan du général[2] en voie de réalisation ; permettez-moi d'insister patriotiquement ; croyez-moi, votre propre jugement vaut mieux que celui de vos généraux; suivez-donc votre impulsion et laissez-les dire... » Le même soir, M. de Freycinet revenait encore sur ce thème, conjurant Gambetta « par la place qu'il occuperait dans l'histoire » de ne pas laisser s'exécuter le plan dangereux adopté pour la 1re armée[3].

Mais déjà les projets de M. de Freycinet avaient trouvé un accueil favorable non seulement auprès de Gambetta, mais auprès du général en chef. Dans l'après-midi du 19, à Baugy, Bourbaki recevait la visite de M. de Serres et une complète entente se faisait entre eux. Toutefois le général insistait sur la nécessité d'assurer sa ligne de retraite. M. de

1. De Freycinet, p. 222.
2. Nous avons dit que Bourbaki paraît avoir subi beaucoup plus qu'inspiré ce projet.
3. *Enquête*, tome III, p. 249, télégrammes du 19 décembre, 4h35 et 7h40 soir.

Serres lui promettait que Garibaldi couvrirait sa gauche et ses derrières, que 100,000 mobilisés du Midi garderaient le bassin de la Saône. De même Bourbaki demandait « que Besançon fût bondée de vivres et de munitions, afin qu'en cas de retraite il pût s'appuyer sur cette place[1].... »

Il fut donc admis que les 18e et 20e corps, avec une brigade tirée du 15e et destinée à servir de réserve générale, s'embarqueraient à La Charité, Nevers et Saincaize pour être dirigés par voie ferrée sur Chalon. Le ministre prendrait les dispositions nécessaires, de concert avec la Compagnie de Lyon. Le soir même, Gambetta et M. de Freycinet étaient avisés de l'adoption du nouveau projet[2]. Le premier s'empressait d'en informer Jules Favre et le général Trochu, mais en termes voilés : « Quant à la deuxième armée (*sic*), elle est placée sous le commandement du général Bourbaki, dont je suis obligé de vous dire, malgré votre persistante sympathie, que le découragement est navrant.

« Il exécute néanmoins, en ce moment-ci, un mouvement qui, s'il est bien conduit, peut avoir les résultats les plus utiles et les plus glorieux pour la France.... Ce mouvement peut se combiner avec celui du général Bressolles à Lyon, que je vous ai déjà annoncé et que vous avez eu l'imprudence grave de publier au *Journal officiel*[3].... »

Ainsi, au moment même où Gambetta confiait à Bourbaki l'exécution d'un projet dont l'extrême importance lui était connue, il ne se faisait aucune illusion sur le défaut d'entrain, le découragement persistant du général en chef. Le

1. D'Eichthal, p. 171.

2. Bourbaki écrivait à Gambetta : « Je viens de recevoir la communication que vous avez chargé M. de Serres de me faire.

« La combinaison qui m'est proposée me semble bonne, et je donnerai des ordres pour son exécution dès que vous m'aurez fait connaître que vos intentions sont telles » (*Enquête,* tome VI, p. 190).

M. de Serres télégraphiait à M. de Freycinet (6 heures soir) : « J'adresse à Gambetta, de Baugy, la dépêche suivante : « Affaire réglée. Je rentrerai à Bourges vers 10 heures pour vous communiquer le résultat de ma mission. »

Enfin Gambetta télégraphiait à M. de Freycinet :

« De Serres est de retour. Tout est convenu et arrangé pour l'exécution du plan qu'il m'a apporté. Approbation générale.... (*Enquête,* tome III, p. 249).

3. Dépêche du 20 décembre (*Enquête,* tome IV, p. 90). La dépêche à laquelle il est fait allusion est du 11 décembre.

grand orateur commettait la faute la plus grave qui puisse lui être reprochée au sujet de l'expédition de l'Est : le mauvais choix du général appelé à la diriger.

Ajoutons, pour n'y plus revenir, que le gouvernement de Paris donna son entière approbation au projet de M. de Freycinet. Dans une dépêche du 23 décembre, Jules Favre demandait tout d'abord que Bourbaki se hâtât de marcher sur Paris par Auxerre ou Montargis. Puis (28 décembre) il réclamait, à défaut, une pointe rapide contre les lignes de communication ennemies. Enfin, le 9 janvier, après avoir reçu la dépêche de Gambetta, il lui écrivait que le Gouvernement tout entier approuvait le projet d'après lequel Bourbaki se dirigeait vers l'Est. Ainsi l'expédition qui devait finir si tragiquement avait trouvé, lors de sa conception, une approbation à peu près unanime.

Des imprudences furent commises dès les premiers jours. La condition indispensable du succès était le secret ; il ne fut pas gardé [1]. Le 20 décembre, au moment où l'armée opéra ses premiers mouvements, le bruit courait déjà parmi les troupes qu'elles allaient dans l'Est [2]. Le même jour, le général Rolland télégraphiait de Besançon au ministre que l'ennemi semblait avoir connaissance du mouvement projeté de Lyon à Belfort. Dans ces conditions il ne croyait pas à des chances de succès. Il eût préféré que l'on se concentrât peu à peu sur les plateaux à l'est de Besançon, de façon à se jeter à l'improviste sur Belfort ou dans toute autre direction. Mais son opposition isolée demeura sans écho.

C'est ici le lieu d'examiner quelle était la raison d'être de ce vaste projet. La pensée de couper ou, du moins, d'inquiéter les communications allemandes était toute naturelle. Pour

1. Le docteur Beaunis (*Impressions de campagne, 1870-1871*) entendit le 17 décembre, en dînant à l'hôtel de France à Bourges, une personne de l'entourage d'un commandant de corps d'armée exposer le plan de campagne adopté. Vu la date, il ne peut s'agir là que du projet de marche sur Montargis. D'autre part, Bordone écrit (p. 243) qu'au sortir des bureaux de MM. de Freycinet et de Serres, il rencontra M. Naquet qui lui dit sur le perron même, à haute voix et au milieu d'un assez grand nombre de personnes inconnues : « Eh bien ! vous allez dans l'Est. On va jouer la grande partie ? »

2. Dumas, *les Mobiles de Maine-et-Loire*, p. 166.

gagner Paris, leur objectif nécessaire, les armées ennemies venues du Rhin moyen suivaient très sensiblement la direction de l'est à l'ouest; elles devaient fatalement prêter le flanc aux entreprises dirigées contre elles du sud, c'est-à-dire des Vosges, du plateau de Langres ou du Morvan. Pendant presque toute la durée de la campagne, la seule voie ferrée qui les mît en relation avec l'Allemagne fut celle de Strasbourg à Paris, plus tard doublée en partie par la ligne de Sarrebruck à Frouard. L'énorme courant de transports que nécessitait le ravitaillement des Allemands en munitions et en vivres, le rapatriement de leurs blessés, l'envoi de leurs troupes de renfort ou de réserve, ne pouvait être interrompu un seul jour sans entraîner un effroyable encombrement et, au bout d'un temps très limité, les difficultés les plus graves. Le maintien de leurs communications était donc une question vitale pour nos adversaires. On le sentit confusément en France, dès le début, mais sans agir dans ce sens. On eût dit que l'attention du pays tout entier était hypnotisée sur Paris: « Les forces militaires de la majeure partie de la France, écrit le général v. Hanneken, ont été employées à une série de tentatives, sans cesse renouvelées, ayant pour but de débloquer Paris. Lorsqu'on arrive à l'étude de cette partie de la campagne, le prestige inouï qu'on voit Paris exercer sur la nation française frappe l'esprit d'étonnement. On dirait vraiment que désormais la guerre n'a plus d'autre objet.... Nul ne songe à troubler les Allemands dans la possession des régions que traversent leurs lignes de communication; si l'on y songe par hasard, nul n'agit en conséquence. Paris est investi, il faut délivrer Paris. Telle est l'unique pensée qui domine tous les esprits du haut en bas de l'échelle sociale. Cette idée simplifia grandement la tâche des Allemands.... Grâce à ce désir aveugle, la guerre se maintint pendant des mois entiers dans un territoire très limité. A la fin seulement, renonçant à l'espoir de dégager directement Paris, on tenta une entreprise d'un autre genre, la marche sur Belfort. Si elle eût réussi, elle eût certainement reculé de beaucoup l'heure du dénouement.... »

Il n'était pas de meilleur moyen de délivrer Paris que de couper les communications des armées d'investissement : « Il y a deux manières, a dit Napoléon, de forcer l'ennemi à abandonner sa position ; la première est de l'attaquer et de l'en chasser, et la deuxième de manœuvrer de manière à ce qu'il ne puisse plus la tenir ». Pour nos jeunes troupes, auxquelles la solidité faisait si complètement défaut, la seconde méthode présentait beaucoup d'avantages. Son seul inconvénient résidait dans la difficulté d'opérer des mouvements de quelque étendue, avec des éléments si peu manœuvriers, si alourdis par leurs immenses convois et par leur masse même. Presque toujours leurs marches furent d'une extrême lenteur, circonstance qui devait puissamment contribuer à l'échec de Bourbaki.

Le projet de M. de Freycinet, il ne faut pas l'oublier, était renouvelé de l'immortelle campagne de 1814. On sait que l'empereur, luttant sur la Seine et la Marne contre Blücher et Schwartzenberg, eut la pensée de jeter Augereau sur leurs derrières. Avec l'armée de Lyon, il devait reprendre Genève, marcher sur Bâle, puis suivre la route de Bâle à Paris par Langres, de façon à couper les alliés de leur principale ligne de retraite. Ce projet échoua par la mollesse et l'inaction d'Augereau, qui ne sut pas « prendre ses bottes et sa résolution de 1793 ».

Ainsi l'idée de couper les communications allemandes était d'une justesse absolue. Mais, à la guerre, rien ne vaut que par l'exécution, et il restait de très grandes difficultés à vaincre. Il est permis de croire que la décision de Gambetta et de M. de Freycinet fut tardive. On était déjà au 15 décembre et la faim sévissait à Paris. Il restait à peine un mois pour tenter un suprême effort. Puis il faudrait préparer à la capitulation une population de deux millions d'hommes, surexcitée par des causes multiples, à peu près ignorante de tout ce qui se passait au delà des sentinelles allemandes. Un mois plus tôt, vers le milieu de novembre, notre armée de l'Est aurait rencontré un ennemi moins fort, un climat moins rigoureux, une région moins dépouillée de ses ressources. Au lieu

de constituer à Orléans une masse de cinq, puis de six corps d'armée, trop lourde pour une seule main, on aurait eu avantage à former deux groupes distincts, l'un dans le bassin de la Saône, l'autre sur la Loire. A un moment donné, ce dernier eût pu être sensiblement affaibli en faveur du premier, auquel serait échu la tâche de prendre l'offensive. Même à l'époque tardive où l'on était le 19 décembre, il eût été préférable de réduire au minimum nos forces de la Loire pour nous renforcer sur la Saône et surtout pour garder les flancs et les derrières de l'armée proprement dite. En quoi la possession du Mans intéressait-elle la direction suprême des opérations? Les Allemands s'en seraient emparés plus tôt; peu importait. Les avantages tirés de sa possession étaient purement locaux; ils ne pouvaient rien changer à l'ordre général des choses, à l'issue de la guerre. Vouloir être en forces supérieures partout nous exposait à ne l'être nulle part.

On voit que l'expédition de l'Est fut entreprise trop tard, avec des forces qui auraient pu être plus considérables. Mais ce n'est pas tout. La ligne d'opérations que nous allions suivre de Dijon à Belfort est à peu près tracée de l'ouest à l'est. C'est dire qu'elle était parallèle au front de l'ennemi et que nos communications pouvaient être aisément coupées. Même si nous reportions notre ligne d'étapes le long du Doubs, de Dôle à Montbéliard, elle restait exposée à une offensive vigoureuse de l'adversaire. Dans ce cas notre retraite sur Lyon serait d'autant plus aisément menacée que la frontière suisse est très sensiblement inclinée du nord-est au sud-ouest. Le faisceau des voies de communication dirigées des Vosges et du plateau de Langres vers le bassin inférieur de la Saône va donc en se rétrécissant à mesure qu'on descend vers le sud. Par cela même, il est d'autant plus facile à intercepter en aval de Besançon.

Il suit des considérations précédentes que la marche de Dijon à Belfort présentait de grands dangers pour notre armée. On aurait pu les éviter en marchant de Dijon sur Langres et Chaumont, ce qui eût permis de menacer plus direc-

tement les communications ennemies[1]. Mais le Gouvernement et le pays attachaient une trop grande importance à Belfort comme à nos places en général pour admettre qu'on parût ainsi l'abandonner. On faisait intervenir des considérations de pur sentiment là où elles n'avaient que faire. D'ailleurs Belfort, n'avait nul besoin d'être secouru. Quand les Allemands en prirent possession le 16 février, le terme de sa résistance glorieuse n'était point encore arrivé.

Néanmoins il fallait prévoir qu'on voudrait « sauver » Belfort, ainsi qu'on avait voulu sauver Metz et Paris. Dans ce cas, après avoir réoccupé Dijon, l'armée marcherait au nord-est et non au nord.

Pour que cette marche pût présenter un certain degré de sécurité, il était indispensable que nous fussions couverts dans les directions du nord et du nord-ouest, les plus menacées. La masse principale des armées allemandes étant alors stationnée au centre du bassin de la Seine, il fallait s'attendre à voir détacher vers la Saône des forces considérables. Pour leur résister avec quelques chances de succès, nous devions nécessairement tenir les nœuds de routes de la haute Seine, tels que Châtillon et Montbard[2]. Mais nous pourrons bientôt constater que ni la Délégation, ni Bourbaki ne parurent s'en rendre un compte suffisant. De toutes les fautes commises dans la préparation et l'exécution de cette malheureuse entreprise, aucune ne devait avoir des conséquences plus désastreuses.

---

1. L'intendant général Friant recommanda cette combinaison à Gambetta dans un télégramme du 29 décembre.
2. Général Pierron, *Stratégie et grande tactique*, tome Ier, p. 158.

CHAPITRE XVI

LE COMMANDEMENT DE L'ARMÉE

Organisation du commandement. — M. de Serres. — Bourbaki. — Hostilité de M. de Freycinet. — Le colonel Leperche et le général Borel.

Avant même les débuts de l'expédition, les difficultés s'amoncelèrent devant Bourbaki : M. de Freycinet et Gambetta n'étaient pas d'accord au sujet des pouvoirs à lui accorder. Ainsi le Délégué demandait au ministre de décider que nos forces de l'Est formeraient trois groupes distincts, chacun soumis à une direction différente. La 1re armée seule aurait été sous les ordres de Bourbaki ; l'armée des Vosges et la division Cremer sous ceux de Garibaldi ; enfin les troupes de Lyon, la garnison de Besançon et les détachements tirés des places de la région sous ceux de Bressolles.

Pour remédier à cette dispersion de l'autorité, source assurée de conflits et de difficultés sans nombre, M. de Freycinet imaginait de réunir ces trois groupes sous la direction suprême de Bourbaki, mais seulement lorsque ce dernier le jugerait utile. « Il est bien entendu, ajoutait-il, que je ne sépare pas dans ma pensée Bourbaki de son état-major représenté par Borel et actuellement renforcé par de Serres.

« Je crois que vous n'aurez nulle difficulté à faire accepter cette subordination éventuelle à Bressolles. Quant à Garibaldi, je crois que vous la lui ferez accepter également, en la décorant du nom de coopération et en mettant en avant les nécessités stratégiques[1].... »

Cette curieuse dépêche montre combien la Délégation avait peine à admettre les situations nettes, positives en matière de commandement. Que signifiait cette laborieuse com-

1. Télégramme de M. de Freycinet à Gambetta, Lyon, et de Serres, Nevers, 21 décembre, 3h55 soir (*Enquête*, tome III, p. 252).

binaison de « direction permanente » à trois têtes et de « direction stratégique » à une seule? La guerre n'admet pas ces solutions bâtardes; il ne faut qu'*une* volonté et *une* responsabilité pour diriger des opérations concourant au même but. Tout ce qui s'écarte de cette règle est cause de faiblesse.

Malgré la très grande influence de M. de Freycinet sur Gambetta, ce dernier n'admit pas la combinaison projetée et le Délégué se rallia à un système intermédiaire, qui consistait à réunir la 1re armée et le 24e corps sous les ordres de Bourbaki. Garibaldi seul resterait indépendant; toutefois M. de Freycinet croyait qu'il accepterait volontiers la direction stratégique du général en chef[1]. Cette espérance était fort aventurée et la Délégation dut bien vite en rabattre. D'ailleurs Gambetta, connaissant l'orgueil de Garibaldi et de Bordone, ne se risqua même pas à leur donner des instructions impliquant une obéissance quelconque à Bourbaki. Il laissa prudemment cette question indécise, en sorte que l'armée des Vosges et la 1re armée formèrent deux organismes distincts, se mouvant côte à côte dans la même direction. De son côté Bourbaki ne fit aucun effort afin de rendre la situation plus nette. La répugnance qu'il éprouvait pour les idées du condottiere fut même poussée si loin qu'il n'eut avec lui aucune communication, officielle ou autre. De toute l'armée, les généraux Billot et Cremer furent seuls à ne pas imiter cette réserve inopportune.

On a vu plus haut M. de Freycinet citer M. de Serres comme « renforçant » l'état-major de Bourbaki. Dans une autre dépêche, le Délégué définissait ainsi le rôle de ce jeune ingénieur : « Quant à vous, je désire que vous vous teniez

1. Télégramme du 21 décembre, 11h 50 soir (*Enquête*, tome III, p. 252). M. de Freycinet proposait à Gambetta « l'ordre de service » suivant : « A partir de ce jour, la direction stratégique des 18e, 20e et 24e corps d'armée, ainsi que de toute autre troupe en campagne dans la région parcourue par ces corps, à l'exception toutefois de l'armée du général Garibaldi, appartiendra au général Bourbaki. L'armée du général Garibaldi conservera son indépendance, mais le général sera prié de vouloir bien accepter les propositions du général Bourbaki en vue d'une coopération de l'armée du général Garibaldi à l'action de l'armée du général Bourbaki. » Cette question n'était pas encore réglée le 23, à 4h 20 du soir (Télégramme de M. de Freycinet à Gambetta).

auprès de Bourbaki, travaillant avec lui et Borel, et servant d'intermédiaire aussi dévoué qu'intelligent entre le quartier général et le ministère[1]. » C'est ici le lieu d'examiner ce qu'était M. de Serres et quel rôle il devait jouer à l'armée de l'Est.

M. de Serres, de son vrai nom Wieczflinski, était ingénieur, attaché à une compagnie de chemins de fer autrichiens. Français de naissance, sinon d'origine, venu à Tours pour s'engager à l'annonce de nos revers, il accepta de faire partie de la Commission de défense, puis de l'entourage immédiat de M. de Freycinet, avec le titre d'attaché au cabinet du ministre[2]. C'est ainsi qu'il reçut de Gambetta et du Délégué plusieurs missions importantes. Un témoin oculaire[3] le dépeint comme un grand jeune homme, de physionomie distinguée et d'abord sympathique, travaillant beaucoup, avec une sorte de fièvre qui semblait inhérente à son tempérament. Très maître de lui et cependant très naturel, ne parlant qu'à propos et avec conviction, il savait, malgré sa jeunesse et son inexpérience, se faire écouter de tous. Mais il avait par excellence les qualités et les défauts de la Délégation : la hardiesse des conceptions et le mépris des obstacles, parfois poussés au delà de toute mesure.

Le général Borel, un bon juge, est le premier à lui reconnaître une haute intelligence et même « un certain flair militaire.... Je l'ai trouvé vis-à-vis de moi très réservé, mais je dois lui rendre cette justice que dans les choses de détail et d'exécution, pour les approvisionnements, les munitions, il nous était d'un très grand secours.... » Cependant son inexpérience ne lui permettait pas toujours de juger sainement des situations. Il admettait trop aisément la réalité des gros effectifs dont se targuait volontiers le Délégué. Il croyait que les rationnaires d'une armée sont autant de combattants.

---

1. Télégramme du 21 décembre, 3h30 soir (*Enquête*, tome III, p. 251). Dans cette dépêche, M. de Freycinet approuvait une proposition de M. de Serres tendant à faire reporter sur Dôle ou Auxonne, au lieu de Besançon, le point de départ de Bressolles.

2. *Enquête*, t. III, p. 278, et tome VI, p. 20 et 229.

3. Garnier, p. 183.

Dans un procès célèbre[1], Bourbaki et le colonel Leperche ont déclaré que M. de Serres n'était jamais sorti de ses attributions, que loin d'avoir voulu imposer ses plans, il n'avait été qu'un subordonné zélé, modeste, intelligent. Le général a même insisté sur la modestie du jeune ingénieur. En réalité son effacement fut moins complet qu'on ne pourrait le croire d'après ces déclarations indulgentes. Ainsi Gambetta télégraphiait au général Bressolles (22 décembre) : « M. de Serres est mon délégué. Les instructions qu'il vous apporte sont les miennes propres. Veuillez les exécuter sans retard et avec la plus exacte ponctualité[2]. » A plusieurs reprises, notamment les 2 et 3 janvier, M. de Freycinet signala au jeune ingénieur le danger de jouer à l'armée un rôle trop actif. Il devait simplement fournir au quartier général des indications, au besoin des avis et même des conseils, ce qui dépassait de beaucoup le rôle d'intermédiaire auquel M. de Freycinet prétendait le ramener. Il correspondrait uniquement avec le Délégué. C'est à cela que devrait se borner son intervention, malgré son désir fort excusable de venir en aide « à la radicale insuffisance du général en chef ». Mais c'est une tâche impossible, ajoutait M. de Freycinet[3].

Il résulte de documents positifs que M. de Serres était porteur d'un décret, dont la date avait été laissée en blanc et qui prononçait le remplacement de Bourbaki par une personnalité dont le choix n'était pas arrêté d'une façon définitive[4]. Ainsi

1. Lors du procès de M. de Serres et de Cremer, devant le conseil de guerre de Lyon (Affaire Arbinet).

2. *Enquête*, tome III, p. 253.

3. *Enquête*, tome III, p. 267 à 278.

4. M. de Freycinet télégraphie le 28 décembre à M. de Serres, pour lui reprocher en termes très adoucis de s'immiscer dans les questions de commandement. Le 29, il lui télégraphie de nouveau : « Mon cher ami, la dépêche d'hier n'avait à aucun degré la pensée que vous avez cru y voir ; c'était une recommandation de prudence, motivée par le désir que j'ai de ne fournir au personnage que vous savez aucun prétexte de décliner la responsabilité.... »

M. de Serres répondit la nuit même qu'il n'avait pas mérité ces reproches. « ....Je n'ai pas de pouvoirs spéciaux, si ce n'est un décret établissant ce que vous avez demandé si souvent, le remplacement, et dernièrement encore, au sujet du personnage. Je n'ai pas voulu quitter Bourges sans l'emporter, décidé à en faire usage si besoin était.... »

Dans un autre télégramme, M. de Serres annonce à M. de Freycinet qu'il consacre ses instants à la recherche du *remplaçant*.

le rôle de cet ingénieur avait beaucoup plus d'importance que Gambetta et M. de Freycinet n'ont bien voulu l'admettre. Il était leur représentant, muni de pouvoirs qui allaient jusqu'à la destitution du général en chef et la nomination de son successeur. Le ministre et son délégué avaient si peu foi en Bourbaki qu'ils préparaient à l'avance sa révocation. Cette défiance était-elle justifiée? Avant de laisser la parole aux faits, qui sont les meilleurs témoins à entendre, il est bon de consacrer une étude sommaire à la personnalité du général[1].

Bourbaki avait eu la carrière la plus brillante. Au siège de Constantine, à Zaatcha, à l'Alma, à Inkermann, devant Sébastopol, il avait fait preuve d'intrépidité et d'entrain. Le maréchal Saint-Arnaud écrivait de lui après l'Alma : « Bourbaki est un Bayard ; il était magnifique à la tête de ses zouaves.... » Général de brigade à trente-huit ans, divisionnaire à quarante et un, il avait au début de la guerre de 1870 l'une des plus hautes renommées de l'armée. On n'a pas oublié que, sous ses ordres, la garde impériale prit une part importante, mais moindre qu'il n'eût convenu, aux journées des 16 et 18 août. Puis vinrent les jours sombres qui précédèrent la capitulation de Metz. Bourbaki se laissa imposer par le ma-

1. Né à Pau, le 22 avril 1816 ; fils d'un colonel de l'Empire, qui prit part à la guerre de l'Indépendance hellénique, fut pris par les Turcs, martyrisé et mis à mort (1827). Il fut élevé à La Flèche, entra à Saint-Cyr, assista comme sous-lieutenant au 59e de ligne au premier siège de Constantine (1836). En 1837, il passait aux zouaves, puis aux compagnies turques organisées à Constantine, mais ne tardait pas à revenir aux zouaves. En 1842, il était capitaine et chevalier de la Légion d'honneur. Après un court passage aux bureaux arabes (1844), il fut nommé officier d'ordonnance du roi, fonctions qu'il quitta au bout d'un mois seulement pour retourner en Algérie. En 1846, il était à la tête du 2e bataillon d'infanterie légère ; il prit ensuite le commandement des tirailleurs indigènes de Constantine et assista au siège de Zaatcha. Lieutenant-colonel en 1850, il revenait aux zouaves et était mis à la tête de ce corps le 24 décembre 1851. Dès le début de la guerre de Crimée, il fut envoyé en Orient. Le 14 octobre 1854, il était général de brigade. Atteint par la maladie, il dut revenir en France, mais pour quelques mois. Le 8 septembre 1855, le jour de l'assaut célèbre, il fut blessé d'un éclat d'obus en pleine poitrine.

De retour en France, il repartit presque aussitôt pour l'Algérie et prit part à la conquête de la Kabylie, qui lui valut les étoiles de divisionnaire (12 août 1857). En Italie, son rôle fut assez effacé. Il commandait le camp de Châlons lors de la déclaration de guerre.

réchal Bazaine une mission auprès de l'impératrice. Après l'échec inévitable des propositions dont il était chargé, il tenta inutilement de rejoindre l'armée du Rhin; le prince Frédéric-Charles refusa de le laisser rentrer dans Metz.

A Bruxelles, M. Tachard, le ministre de France, ne put d'abord obtenir qu'il offrît son épée à la Délégation. C'est sur les instances de Mme Bourbaki qu'il s'y décida enfin. A Tours, il témoigna de peu de confiance dans les résultats à attendre de la défense nationale. Il dit même à Gambetta: « Mais il n'y a en France que vous qui croyez la résistance possible. Actuellement cette résistance est plus nuisible qu'utile. » Gambetta fit appel à son patriotisme, lui demandant seulement de faire le plus de mal possible à l'ennemi, et faisant prévoir l'intervention de certaines puissances européennes. En prolongeant la guerre nous obtiendrons de meilleures conditions. C'est ainsi que le général accepta la mission de former l'armée du Nord[1].

On sait qu'il se heurta bientôt à l'hostilité d'une partie de la population; elle ne lui pardonnait pas ses sympathies pour la dynastie déchue. M. de Freycinet ne goûtait pas davantage sa manière de comprendre son rôle. Dès le 13 novembre il proposait son remplacement à Gambetta: « Je n'incrimine pas ses intentions que j'admets loyales.... Mais son moral n'est pas bon; le général serait impuissant à communiquer autour de lui la confiance et l'énergie qu'il n'a pas lui-même... J'avais un moment songé à vous le proposer pour un corps d'armée, mais j'ai acquis la conviction que son commandement découragerait les troupes[2]. » M. de Freycinet réussit à faire partager ces idées à Gambetta, et Bourbaki fut rappelé. Le 26 novembre, le ministre, écrivant à Jules Favre, le signalait comme ayant uniquement « confiance dans les vieilles troupes que nous n'avions plus[3]. » Quelques jours après, pourtant, Bourbaki acceptait le commandement du 18e corps qu'il avait d'abord refusé.

1. *Enquête*, tome VI, p. 177, déposition du lieutenant-colonel Leperche.
2. *Enquête*, tome IV, p. 53.
3 *Ibidem*, p. 58.

Tel était le général en chef dont Gambetta fit choix pour le commandement de l'armée de l'Est. Ses services antérieurs prouvaient jusqu'à l'évidence qu'il possédait les qualités du plus brillant soldat; mais jamais il n'avait pu faire preuve de celles du généralissime, ou même du général. Son expérience des guerres d'Afrique était grande, mais de quelle utilité devait-elle être en Europe, devant des ennemis que ne suffisaient pas à vaincre le courage individuel, l'audace et l'entrain qu'il avait tant de fois affirmés? Ces qualités brillantes, mais après tout secondaires, ne pouvaient suppléer à la hauteur de vues, à la largeur d'intelligence, à la science militaire, à la force d'âme qui lui faisaient défaut. Il manquait non moins de la netteté de coup d'œil qui montre le but à atteindre, et de la ténacité qui permet de ne jamais s'en détourner et de forcer la victoire. La volonté de vaincre à tout prix, cette qualité première du général en chef, n'existait pas en lui. Comme l'a dit v. der Goltz, il ne croyait même pas à la possibilité du succès[1]. Dans ces conditions, un général est battu avant même qu'il n'ait donné son premier ordre.

Ajoutons que l'hostilité déclarée de M. de Freycinet, celle de Gambetta, à peine moins affirmée, n'étaient point pour faciliter sa tâche. L'armée et la population n'avaient pas cessé de nourrir des préventions contre lui. « A tort ou à raison, écrit un témoin oculaire[2], les généraux de l'empire étaient suspects depuis la trahison de Metz; la popularité militaire de Bourbaki, quelque éclatante et intacte qu'elle fût, ne suffisait pas à lutter contre cette suspicion qui n'épargnait personne. Le rôle singulier et alors inexpliqué joué par le général pendant le blocus de Metz et son voyage en Angleterre achevèrent d'exciter la défiance.

« La faute de cette nomination fut encore aggravée par

1. Le général Bourbaki l'a écrit lui-même : « Si tous les avantages sont du même côté, et aucun de l'autre, il est clair que le général qui accepte de commander une armée de *nouvelle levée* dans de si tristes conditions, sait qu'il marche à une défaite certaine, plus ou moins tôt, mais certaine » (Lettre-préface de *l'Armée de l'Est,* colonel Secrétan).

2. Beaunis, *Impressions de campagne,* p. 150.

l'installation, près du général, d'un personnage énigmatique dont les fonctions, peu définies, consistaient en une surveillance mal déguisée.... » Ce personnage, M. de Serres, ne cachait pas assez les vues que, comme M. de Freycinet, il avait sur le général Billot au détriment du général en chef. « On disait tout bas dans l'armée que le Gouvernement avait peu de confiance en Bourbaki et que M. de Serres avait sa révocation en poche[1]. »

Enfin, une autre cause devait contribuer puissamment à affaiblir l'action du général en chef. Le lieutenant-colonel Leperche, son aide de camp, usurpa près de lui les plus importantes attributions d'un chef d'état-major, aux dépens du général Borel. Les choses allèrent si loin que ce dernier n'assista plus aux conseils de guerre et que les ordres de mouvement lui arrivèrent tout rédigés[2]. Cet effacement imposé au chef d'état-major général ne pouvait manquer d'avoir les plus fâcheuses conséquences.

On voit combien la direction suprême de nos opérations était faiblement assurée. C'est dans ces conditions que la 1re armée allait tenter une entreprise dont les risques dépassaient encore les résultats possibles, si grands qu'ils fussent.

---

1. Bordone, p. 254. Bordone assure l'avoir entendu de la bouche même de M. de Serres.

2. *Enquête*, tome VI, p. 229 :

« *M. le comte Daru.* — Général, vous ne nous avez pas encore parlé des opérations de l'armée de l'Est auxquelles vous avez pris part.

« *M. le général Borel.* — J'ai été beaucoup moins mêlé à ces opérations. Jusque-là j'avais assisté à tous les conseils de guerre ; à partir de ce moment, je n'ai plus vu le ministre, je n'ai plus fait partie des conseils de guerre ; les ordres de mouvement m'arrivaient tout rédigés, et je n'avais qu'à les transmettre. Je ne suis donc pas à même de vous donner des détails....

« Quant aux ordres de mouvement, ils étaient conçus en dehors de moi et je les recevais par l'aide de camp du général. »

Bourbaki aurait voulu faire du lieutenant-colonel Leperche son chef d'état-major général. Un moment, nous l'avons vu, p. 114, il eut gain de cause auprès de Gambetta; ce fut sur l'opposition de M. de Freycinet que le général Borel conserva ses fonctions.

CHAPITRE XVII

L'ARMÉE EST TRANSPORTÉE SUR LA SAÔNE

Le 15e corps se reporte sur Bourges. — Embarquement de la 1re armée. — Défaut d'organisation des transports par voies ferrées. — Manque de matériel. — La Compagnie de Lyon. — Désordre. — Résultats.

Ainsi qu'il avait été convenu, l'armée marcha le 20 décembre sur La Charité et Nevers. Par suite d'une négligence inexplicable, le 15e corps ne fut pas avisé en temps opportun de la modification survenue dans les ordres de Bourbaki, de sorte qu'il suivit le reste de l'armée et alla bivouaquer autour de Brécy. Le 18e s'établit à l'ouest de La Charité, sur les bords du canal latéral à la Loire, et le 20e vers Cuffy, à l'ouest de l'Allier.

Le lendemain, le 15e corps commençait son mouvement rétrograde, non sans murmures de la part des troupes, qui se plaignaient avec raison qu'on leur imposât des fatigues inutiles. L'artillerie seule revint à Bourges le 21 décembre; le reste du corps d'armée demeura autour de Brécy. Quant au 18e corps, il passa la Loire à La Charité et s'établit dans les bois qui avoisinent Mouchy. Enfin, le 20e corps traversa l'Allier sur le pont suspendu et le pont-canal du Guétin. Il marchait vers Nevers, lorsque le général Clinchant le porta sur le plateau à l'est de Saincaize.

Le 21 décembre, le 15e corps termina son mouvement sur Bourges et bivouaqua[1] dans les environs immédiats. Quant au reste de la 1re armée, il conserva ses emplacements de la veille. Toutefois, une alarme passagère se produisait au 18e corps. Un régiment de ligne arrivant d'Afrique, le 92e, le dernier de notre vieille armée, avait pris part à la démonstration de Briare le 15 décembre[2]. Il se dirigeait sur

1. La grande majorité des troupes bivouaqua les 20 et 21 décembre sans aucune nécessité et en dépit des ordres de Gambetta.

2. Il fit partie de la 2e division du 18e corps à dater du 23 décembre.

Nevers, quand on signala l'approche d'une colonne venant d'Auxerre à Cosne pour lui couper la retraite. La 2e division du 18e corps et la brigade de cavalerie Charlemagne prirent les armes, mais des nouvelles plus rassurantes arrivèrent de Cosne et ces troupes regagnèrent leurs bivouacs.

L'embarquement de l'armée commença dans la matinée du 22 décembre et, la nuit suivante, la brigade de réserve arrivait à Chalon[1]. De même, le 92e débarquait à Chagny, où il précédait le reste du 18e corps. A la même date, le général Carré de Busserolle prenait le commandement des groupes stationnés antérieurement dans le bassin de la Saône, la division Cremer comprise. Il reportait à Beaune les fractions concentrées à Chagny; ses avant-postes, à La Doix, Savigny, Bessey, se reliaient à ceux de l'armée des Vosges vers Bligny-sur-Ouche.

Les quelques jours qui s'écoulèrent entre le 19 décembre et l'embarquement de nos troupes furent funestes à leur solidité. Brusquement un froid excessif succédait de nouveau à un temps pluvieux et doux. Pourtant, malgré les ordres formels et répétés de Gambetta, la plupart des corps furent maintenus constamment au bivouac, sans aucun motif, sinon une aveugle routine. Les suites furent déplorables. Dès la nuit du 21 au 22, par un froid de 18°, des cas de congélation se produisirent. Dans la 2e division du 18e corps, seule, 300 malades entrèrent aux ambulances du 19 au 25[2]. Au 20e corps, l'effectif décrut encore plus vite. De 26,000 hommes le 14 décembre, le corps d'armée n'en comptait plus que 22,000 à Chalon[3]. Mais ce n'est pas tout. Des officiers, en trop grand nombre, abandonnèrent les bivouacs pour se réfugier dans les villages, et cet exemple fut contagieux, surtout parmi les mobiles. C'étaient les indices d'une décomposition qui devait aller en s'accentuant jusqu'à la fin de la campagne[4]. Les fâcheuses conditions dans lesquelles

1. Voir la composition aux Annexes.
2. Penhoat, p. 24.
3. *Enquête*, déposition Crouzat.
4. Beaunis, p. 162.

s'accomplit le transport de l'armée contribuèrent à l'accélérer.

On sait trop qu'avant la guerre de 1870 il n'existait aucune organisation sérieuse des transports militaires par voies ferrées. En cela, comme en beaucoup d'autres choses, le maréchal Niel essaya de réagir contre nos habitudes routinières. Il fit même créer le 15 mars 1869 une commission centrale des chemins de fer, qui devait servir d'intermédiaire entre le ministère de la guerre et les compagnies. Mais sa mort prématurée amena l'abandon de cette organisation naissante et, au moment de la déclaration de guerre, on y substitua purement et simplement le régime du « débrouillez-vous ».

Pendant la campagne, on se rendit compte de l'inéluctable nécessité d'une réglementation précise. Gambetta fit même plusieurs tentatives dans ce sens, mais sans qu'elles fussent suffisamment méditées. C'est le 28 janvier 1871, lors de l'agonie de l'armée de l'Est, qu'un décret organisa près du ministre une commission d'agents des chemins de fer, chargée de régler les questions relatives aux transports militaires. En même temps, il plaçait à l'état-major de chaque armée un agent des Compagnies, préposé à l'exécution. Mais cet organisme, d'ailleurs insuffisant, n'existait pas à la fin de 1870, et il fallut compter sur la bonne volonté et l'entente de tous.

Dès le soir du 18 décembre, M. de Freycinet invitait les directeurs des Compagnies de Lyon et d'Orléans à se rendre sans délai à Bourges, pour s'entendre avec M. de Serres en vue de mouvements dont il laissaitprévoir l'importance. Une réunion eut donc lieu le matin du 20. L'intendant en chef Friant, qui y prit part, s'opposa vainement au transport des troupes par voie ferrée. La distance minima qu'elles devaient franchir, de Saincaize à Chagny, était de 173 kilomètres seulement, et l'intendant jugeait qu'il y aurait avantage à faire prendre la voie de terre, du moins à une partie d'entre elles. En effet, les convois du grand quartier général, partis le 25 de Nevers par les routes, arrivèrent le 30 à Chalon avant une fraction de l'armée.

Cette opinion ne fut pas admise ; on convint que le maté-

riel de la Compagnie de Lyon servirait à transporter le 24e corps; celui de la Compagnie d'Orléans, les 18e, 20e corps et la réserve générale[1]. Le service public serait suspendu sur diverses lignes pendant toute la durée des transports, qui commenceraient le lendemain 21, c'est-à-dire à une date beaucoup trop rapprochée. Mais les dépêches ordonnant cette suspension n'atteignirent Clermont et Bordeaux qu'avec des retards considérables, douze et même vingt heures. La journée du 20 fut entièrement perdue[2]. De plus, les Compagnies avaient dû immobiliser une grande partie de leur matériel. C'est ainsi qu'entre Moulins et Nevers, grâce à la désastreuse généralisation des *magasins roulants* préconisés par l'intendant Friant, il y avait 1,804 wagons de vivres sans destination. Ils encombraient les gares et toute la seconde voie de la ligne du Bourbonnais, de Saincaize à Saint-Imbert.

D'autre part, le préfet du Rhône, M. Challemel-Lacour, avait eu l'idée au moins singulière d'employer, au camp de Sathonay, quantité de voitures de l'Est et de Lyon pour le logement permanent des troupes[3]. Enfin, comme il était convenu, la Compagnie de Lyon réservait son matériel au transport du 24e corps. Un contre-ordre retarda de huit jours le départ de celui-ci, mais déjà un grand nombre de voitures étaient concentrées à Dijon. Il résulta de ces circonstances que le matériel fit défaut dès le premier jour; le 23 seulement, la Compagnie d'Orléans put fournir *200* wagons vides. Aussi l'embarquement des troupes ne se poursuivit-il qu'avec une extrême lenteur.

Les Compagnies de chemins de fer, celle de Lyon surtout, ne firent point preuve de toute l'activité indispensable. Elles cherchèrent à maintenir, le plus longtemps possible, la circulation commerciale. A Chalon, où M. de Serres arriva

1. La disproportion est évidente entre l'importance des réseaux et celle des troupes à transporter.

2. Voir divers télégrammes (*Enquête*, t. III, p. 199) et une note du directeur Audibert, de la Compagnie de Lyon (*Enquête*, tome III, p. 196).

3. *Enquête*, tome IV, p. 497, dépêche du 15 décembre.

le 22, il trouva le service fonctionnant comme à l'ordinaire, et fut obligé de le suspendre jusqu'à Mâcon[1]. De son côté, Bourbaki signalait (23 décembre) la concentration du matériel comme entièrement manquée. Le même jour, à 6h45 du soir, il n'avait été embarqué que dix batteries, deux escadrons et à peine la valeur d'une division d'infanterie. Aussi le général en chef ne pouvait-il maintenir bivouaqué aux abords de Saincaize le 20e corps, dont les souffrances étaient intolérables. Il prenait le parti de l'acheminer le long de la voie ferrée, dans la direction de Decize et d'Étang. On l'y embarquerait aussitôt que possible.

Ces difficultés imprévues irritèrent M. de Freycinet. Il proposait à Gambetta (22 décembre) de faire passer en cour martiale M. Audibert, directeur de la Compagnie de Lyon, quitte à le gracier après condamnation. Il télégraphiait aux deux directeurs intéressés (23 décembre) : « L'embarquement de nos troupes se fait avec une lenteur qui sera une éternelle honte pour ceux qui en sont la cause.... » Il les suppliait « d'unir fraternellement leurs efforts pour mettre fin à des retards qui pourraient amener un irréparable désastre ». Le 30 décembre, il renouvelait ces plaintes et menaçait M. Audibert de faire exploiter par un commissaire le réseau de Lyon[2].

L'intendant en chef Friant était non moins sévère dans ses appréciations. Le 2 janvier, il se plaignait vivement au ministre de la manière dont la Compagnie de Lyon exécutait les transports militaires. Il signalait son personnel comme « inepte et insuffisant à Chalon, à Dôle et de Chalon à Dijon ». Le 3, il télégraphiait à Bourbaki : « Les employés du chemin de fer devraient tous être fusillés », et le ministre, s'adressant à Bourbaki, écrivait : « Il n'est pas possible que l'on se moque ainsi des immenses intérêts qui s'agitent en ce moment[3]. »

Un rapport de M. Lebleu, ingénieur des mines, chargé du

1. *Enquête*, t. III, p. 253.
2. *Enquête*, t. III, p. 199.
3. Poullet, *la Campagne de l'Est*, p. 484.

contrôle de la Compagnie de Lyon, porte sur le rôle de celle-ci un jugement très indulgent, sans doute, mais duquel la note juste se dégage aisément[1] : « Les employés de chemins de fer ont fait leur devoir, peut-être sans beaucoup d'ardeur et d'entrain, cependant d'une manière suffisante pour assurer le service s'il avait été convenablement organisé. Mais cette organisation même péchait par la base.... Un chemin de fer est un outil puissant et docile, mais qui doit être employé avec intelligence. Un personnel nombreux et discipliné est habitué à obéir à des ordres précis, émanés d'une direction unique ; il est complètement dévoyé lorsque des ordres, souvent contradictoires, lui arrivent de plusieurs côtés à la fois. »

En effet, non seulement les agents avaient à lutter contre les difficultés techniques, la rigueur de la saison, le défaut de matériel ou d'installations suffisantes, ils étaient encore tiraillés entre les états-majors qui donnaient des ordres inexécutables, les officiers de troupe qui se désintéressaient du commandement ou émettaient des exigences inadmissibles, enfin l'artillerie ou l'intendance qui entendaient conserver sur roues, indéfiniment, les munitions et les vivres.

De ce désordre résultaient fatalement des encombrements, des retards qui se traduisaient par des souffrances incessantes pour les troupes. Que d'heures perdues aux abords des gares, à attendre le moment du départ, et dans les voitures en cours de route ! La 1re légion du Rhône, arrivée le 28 à 11 heures du matin, à la gare de Beaune, y attendit jusqu'à 1 heure du matin le 29. Elle mit trente-six heures à atteindre Besançon.

La disposition des lignes ferrées et l'installation des gares n'étaient pas pour faciliter de grands transports. La station de La Charité, par exemple, et celle de Chagny étaient très sommairement installées. Les lignes de Nevers et de Moulins à Chagny n'avaient qu'une seule voie. On prit le parti d'envoyer les trains chargés par la première et de faire revenir le matériel vide par Chagny, Moulins, Saincaize. Mais ce service fut si mal réglé que des accidents survinrent

1. Cité par M. de Freycinet, p. 226.

et, par suite, un encombrement effroyable. Des trains restèrent plus de quarante-huit heures arrêtés. « Nos pauvres soldats, immobiles, subissaient le supplice du froid dans des wagons de marchandises ou de bestiaux, assis sur des planches de sapin qu'on avait posées à la hâte en guise de sièges. Il n'était pas besoin d'être chargé de la responsabilité du chef de corps pour en avoir le cœur serré. Quel officier n'a pas éprouvé ce sentiment navrant en circulant le long de son convoi arrêté, à la vue de tous ces malheureux bleuis et glacés par le froid, en écoutant, aussitôt que le bruit de la locomotive avait cessé, le bruit de la toux universelle qui ne cessait jamais! Aussi combien d'hommes, à l'arrivée, ne fallait-il pas porter ou conduire à l'hôpital[1]! » Des soldats moururent de froid et de faim en wagon[2].

Ces lenteurs si fâcheuses furent encore accrues par de nouvelles modifications aux ordres donnés. Bourbaki voulut faire transporter à Auxonne et à Dôle une partie des 18e et 20e corps, à peine débarquée à Chagny ou à Chalon. Pour un trajet aussi court, il eût été bien préférable de suivre les voies ordinaires. L'encombrement qui en résulta suffit à arrêter tout transport de ravitaillement. Il fut d'autant plus grand qu'à la fin de décembre le 24e corps était dirigé de Lyon et de la vallée de la Saône sur Besançon. Dijon étant encore occupé par l'ennemi, les trains militaires durent suivre la direction Bourg-Lons-le-Saulnier, c'est-à-dire décrire un long circuit[3] sur une ligne à voie unique et de profil très accidenté. L'emploi du tronçon de Chalon à Dôle aurait très sensiblement raccourci ce trajet, mais il n'avait pas encore été livré par l'entrepreneur à la Compagnie de Lyon, qui ne mit aucun empressement à en faire usage. Il fallut que M. de Serres y improvisât un service régulier à dater du 28 décembre[4]. Une semaine plus tôt on eût ainsi grande-

1. Brisac, p. 89.
2. D'Eichthal, p. 174.
3. 232 kilomètres au lieu de 78 de Chalon à Besançon.
4. *Enquête*, tome VI, p. 18, déposition de Serres.
Dans la note dont nous avons parlé (*Enquête*, tome III, p. 196), M. Audibert reproche à M. de Serres d'avoir organisé lui-même ce service sur une ligne

ment facilité les transports sur Besançon. On aurait tout au moins pu utiliser cette ligne pour le retour du matériel vide. Mais les allures routinières, communes à nos compagnies de chemins de fer et à nos administrations, interdisaient pareille infraction à la *forme* ordinaire. Toutes auraient pu méditer avec fruit les exemples d'exploitation hâtive des voies ferrées pendant la guerre de Sécession.

On voit qu'un grand nombre de causes contribuèrent à compliquer le mouvement de la 1re armée de la Loire sur la Saône : préparation hâtive et incomplète de la part du ministère, des compagnies et des états-majors ; désordre lors de l'embarquement des troupes ; difficultés techniques du réseau ; rigueur de la saison. Le résultat fut déplorable. Il fallut dix jours pour achever le transport de l'armée, moins de 70,000 hommes[1]. Pourtant les convois avaient été expédiés par voie de terre, mais on crut devoir les décharger au départ, afin de faire transporter leur chargement sur rail. Les voituriers civils, insuffisamment surveillés, profitèrent de cet allégement et s'enfuirent avec leurs voitures. Les pertes qui en résultèrent furent très difficilement réparées et contribuèrent certainement à ralentir les mouvements de Bourbaki.

---

inachevée et à peu près impraticable, ce qui aurait occasionné du désordre et absorbé sans profit du matériel. En réalité, cette ligne fonctionna et rendit des services, malgré la Compagnie de Lyon. Le 28 décembre, M. de Serres télégraphiait qu'il arrivait à Dôle, venant de conduire un premier train de 35 voitures sur la nouvelle ligne. Le lendemain, il annonçait que, grâce à l'ouverture de ce tronçon, deux divisions du 20e corps, en retard de quatre jours sur la 1re, non seulement l'avaient rejointe, mais encore auraient un jour d'avance, c'est-à-dire de repos (*Enquête*, tome III, p. 268).

A Saincaize, l'embarquement du 20e corps fut terminé le 27 décembre à 12h 20 du soir.

1. Sans le 24e et le 15e corps qui furent transportés isolément.

CHAPITRE XVIII

RÉOCCUPATION DE DIJON

Bourbaki, M. de Freycinet et le 15e corps. — Évacuation de Dijon par l'ennemi. — Projets de Bourbaki. — Renforts pour la 1re armée. — Les mobilisés. — Bourbaki et Garibaldi. — Situation au 31 décembre.

Pendant que s'opérait le transport des trois corps d'armée de Bourbaki, les premiers renseignements provenant de l'ennemi paraissaient très favorables. De leur ensemble il résultait que la concentration allemande s'opérait plutôt à l'ouest qu'à l'est d'Auxerre. M. de Freycinet faisait même remarquer que nos adversaires montraient une tendance constante à se renforcer autour de Montargis, comme s'ils s'attendaient à nous voir déboucher dans cette direction[1]. Nous avons vu que tel était le cas, en effet.

Cette situation, connue de Bourbaki, était faite pour le délivrer de toute inquiétude immédiate au sujet de sa ligne de retraite. Cependant, celle-ci ne cessait pas de l'occuper, à juste titre, et ce fut l'occasion de nouveaux dissentiments entre la Délégation et lui. Dès le 23 décembre, il demandait que le 15e corps fût dirigé sans retard de Vierzon sur le bassin de la Saône. Il revenait sur cette demande le lendemain 24, ne paraissant pas se rendre compte des services indirects que ce corps lui rendait dans ses emplacements actuels. Il croyait que, joint aux deux autres, il accroîtrait notablement des chances de succès que le morcellement de l'armée ne pourrait qu'affaiblir.

MM. de Freycinet et de Serres étaient d'accord pour repousser cette proposition. Aux yeux du second, la présence du 15e corps à Bourges ou en tout autre point situé entre les deux armées de la Loire, avait pour résultat d'immobiliser

---

1. *Enquête*, tome III, p. 254, télégramme à MM. de Serres, Gambetta, Bourbaki (23 décembre).

chez l'ennemi des forces au moins égales. En outre, rien n'empêcherait de le jeter un peu plus tard au delà de Besançon ou du Mans, selon les nécessités du moment[1]. M. de Serres allait jusqu'à prêter au général Bourbaki des sentiments indignes de lui : « Entre nous, celui que vous savez veut simplement des forces pour lui, que tout le reste soit compromis plutôt que le piédestal qu'on lui a fait; je sens cette pensée, non seulement dans chacun de ses actes, mais dans chacune de ses paroles..... » Et il insistait de nouveau pour le maintien du 15e corps vers Bourges, conseillant de le donner plutôt à Chanzy qu'à Bourbaki, s'il devenait nécessaire[2].

M. de Freycinet se prononçait à peu près de même. Ne voyant dans la proposition du général qu'un moyen détourné de fuir des responsabilités trop lourdes, il demandait que la situation fût nettement tranchée. « Si le général Bourbaki ne croit pas devoir, au dernier moment, se charger d'exécuter un plan qu'il avait d'abord approuvé..., qu'il se démette purement et simplement de son commandement; j'en serai pour ma part enchanté, car j'ai toujours pensé et dit que Bourbaki n'est pas l'homme qu'il faut... ». Le même jour, après entente avec Gambetta, M. de Freycinet[3] demandait au général si, oui ou non, il acceptait d'exécuter le projet d'opérations dans l'Est, tel qu'il avait été convenu, c'est-à-dire le 15e corps restant vers Bourges. Dans le premier cas, il devrait indiquer quelles modifications il réclamait pour le programme adopté[4].

M. de Freycinet espérait sans doute que, devant cette brutale mise en demeure, Bourbaki jugerait de sa dignité d'abandonner son commandement. Quant à M. de Serres, il dissimulait de moins en moins sa pensée à l'égard du général. Faisant allusion au décret de révocation dont il était porteur, il télégraphiait au Délégué : « Je n'ai qu'une crainte,

1. *Enquête*, tome III, p. 256.
2. Télégramme du 24 décembre, 3h 30 matin.
3. Télégramme à Gambetta et à M. de Serres, 24 décembre, 10h 25 matin.
4. Télégrammes du 24 décembre, 3h 30 et 11h 25 soir.

c'est d'avoir à faire bien rapidement usage des pièces que vous m'avez confiées. Je vous déclare à nouveau que je ferai tout mon possible pour en « user à temps », en vous demandant toujours avis, si les circonstances en laissent la moindre possibilité. » Le même soir, il télégraphiait encore de Chalon : « ...En tout cas, je serai ici demain, c'est-à-dire à l'état-major général, et je vous garantis qu'on marchera carrément et sans hésitation. Si, comme je l'espère, Gambetta me conserve la confiance qu'il m'a témoignée à Bourges, je réponds de faire marcher comme vous le désirez tous deux ou de briser sans hésitation toute résistance[1]. »

En ce qui concernait le 15e corps, M. de Freycinet était d'avis de le laisser à Bourges, couvert par une division placée à Vierzon. Contrairement à ce qu'attendait M. de Serres, le général Bourbaki admit cette combinaison, pour le moment du moins. L'hostilité du jeune ingénieur n'en fut pas désarmée : « On est revenu aujourd'hui sur le 15e corps, en posant sur son emploi et utilité une série de questions bizarres. J'ai nettement et carrément développé nos idées.... On a admis son maintien où il est pour le moment, et après? J'ai fait les hypothèses et présenté les solutions. Pas une objection sérieuse n'a été faite par ces forts (*sic*) qui m'ont laissé voir une fois encore leur pauvreté.

« La tenue, l'attitude, la façon d'être plus dociles et plus charmants que jamais; tout est aussi obscur que certain voyage non éclairci encore.

« Il faudra bien cependant être bientôt fixé, car l'heure du travail sérieux approche. Si, à force d'efforts, j'étais éclairé avant tout mouvement sérieux, soyez convaincu que je saurais éviter toute conséquence malheureuse. Plus je vais, plus je me renforce dans ma conviction sur l'insuffisance du personnage. Je me donne comme second objet d'étude urgente la recherche et l'analyse du remplaçant....[2] »

De son côté, Bourbaki rappelait à M. de Freycinet la né-

1. Télégrammes du 24 décembre, 4h10 et 5h25 soir.
2. Télégramme du 26 décembre, 12h50 matin.

cessité de faire garder solidement « les deux points convenus » de la ligne ennemie, si nous parvenions à les enlever[1]. Il exprimait discrètement son regret de ne pouvoir consacrer le 15e corps à cette garde. Toutefois, il reconnaissait l'utilité de son rôle, du moins jusqu'à nouvel ordre : « Dans les circonstances actuelles et pour le moment présent, je crois que le mieux est ce que nous faisons. » Ainsi, l'accord était complet, du moins en apparence.

La plus grande partie du 18e corps allait être concentrée autour de Chagny ; le 20e corps ne semblait pas pouvoir l'être aux environs de Chalon avant le 30. Quant au mouvement du 24e corps sur Besançon, il était à peine commencé. Après en avoir fait un instant partie, la division Cremer était constituée en une fraction indépendante, noyau d'un futur corps d'armée, qui dut d'abord opérer avec Garibaldi et finit par être mise sous les ordres directs de Bourbaki.

Cremer eût voulu faire oublier son inopportune retraite sur Chagny en prenant vivement l'offensive vers Dijon. Il le proposait à M. de Serres, puis au général Billot lors de son arrivée à Chagny. A ses yeux, une attaque contre Werder aurait pour résultat de le retenir autour de Dijon et d'empêcher sa jonction sous Belfort avec le corps de siège. On craignit, au contraire, de donner trop tôt l'éveil aux Allemands, et Cremer fut invité à rester sur la défensive à Beaune.

Cependant on annonçait déjà l'évacuation de Dijon, qui eut lieu, en effet, le 27. Bourbaki en rendit compte à M. de Freycinet, ajoutant qu'il prenait les mesures dictées par cet événement. Mais, de nouveau, le Délégué laissait voir son faible habituel, celui de prétendre diriger à distance les mouvements de nos armées : « Veuillez me faire connaître chaque jour, aussitôt la marche des troupes terminée, les positions exactes occupées par ces troupes et les projets du lendemain. Je désire que cette dépêche me parvienne le plus

---

1. Télégramme du 26 décembre, 2h 15 soir. Il s'agit sans doute de Dijon et de Gray.

tôt possible, afin que j'aie le temps, avant la nuit, de vous envoyer moi-même, s'il y avait lieu, des instructions[1]. » Puis, après avoir reçu la dépêche de Bourbaki, il précisait sa pensée dans un second télégramme, dont l'importance est capitale pour l'appréciation des responsabilités engagées : « Votre dépêche d'hier au soir.... porte que vous prenez des mesures pour les suites de l'évacuation de Dijon. Si vous entendez par là que vous comptez combiner la suite du mouvement stratégique, je désire qu'il soit bien entendu qu'aucune décision ne doit être prise avant de m'avoir été soumise. Ce n'est que dans le cas d'urgence, commandée par les nécessités militaires, qu'on agirait sans mes instructions. Hormis ce cas, je tiens à être tenu, jour par jour, au courant des projets du quartier général, pour envoyer des instructions en conséquence....[2] »

On voit que M. de Freycinet revenait, vis-à-vis de Bourbaki, au rôle qu'il avait tenu, et avec quels tristes résultats, en face des généraux d'Aurelle, des Pallières et Crouzat. Il voulait diriger nos corps d'armée de son cabinet, comme jadis le conseil aulique pour les troupes autrichiennes. Encore ne possédait-il pas l'avantage que donnait l'expérience aux vieux conseillers de l'empereur.

Bourbaki croyait devoir accepter cette situation, si peu appropriée qu'elle fût à son haut commandement. Il avait annoncé au ministre (28 décembre, 2h30 soir), l'évacuation de Dijon, effectuée la veille, et l'envoi de Cremer au nord de cette ville; le général Pellissier allait s'y établir avec plusieurs bataillons (29 décembre). Après avoir reçu la dépêche analysée plus haut, il rendit compte de la situation et des projets qu'elle lui suggérait (28 décembre, 3 heures soir).

A cette date, la majeure partie du 18e corps était à Chagny, la 1re division du 20e corps à Navilly, et le reste du corps d'armée se rendait par voie ferrée de Decize à Dôle. Cremer et Pellissier se portaient sur Dijon. Garibaldi avait

1. Télégramme du 28 décembre, 10h45 matin.
2. Télégramme du 28 décembre, midi.

accepté la mission d'observer la route de Tonnerre à Dijon et d'occuper le défilé du Val-Suzon, entre Saint-Seine et cette ville.

Une fois la possession de Dijon assurée, Bourbaki voulait concentrer les 18e et 20e corps entre Auxonne, Pontailler, Pesmes et Dampierre. Si, contre son attente, l'ennemi tentait de défendre Gray, il l'attaquerait directement avec ses deux corps, tandis que le 24e marcherait de Besançon sur le même point. Si, au contraire, il évacuait Gray sans combat, il se retirerait sans doute sur Vesoul, où nous le suivrions aussitôt, à moins que, déjà, Dijon ne fût menacé de l'ouest, éventualité peu probable. Vesoul occupé, si Garibaldi tenait les Vosges entre cette ville et Belfort, le siège de cette place serait forcément levé. Le reste dépendrait des événements.

Ainsi Bourbaki acceptait sans mot dire la tutelle que M. de Freycinet prétendait exercer sur lui. Mais la situation allait devenir plus délicate. En effet, dans la journée du 28, on annonçait à la Délégation que Zastrow avait quitté Auxerre pour marcher sur Nuits-sous-Ravières et Châtillon-sur-Seine; une première colonne allait atteindre Tonnerre le 29. Il fallait en conclure que l'éveil avait été donné à l'ennemi et qu'il se concentrait vers l'est. Néanmoins, la Délégation ne parut pas s'en inquiéter tout d'abord. Le général Séré de Rivières, commandant le génie du 24e corps, rendait compte au ministre qu'il avait reconnu les ponts situés sur l'Ognon, de Voray à Pin. Ils étaient intacts, ce qui permettrait au 24e corps de marcher de Besançon sur Gray ou Vesoul, selon le cas. Déjà on annonçait que les Allemands préparaient, non sans hâte, l'évacuation de Gray. Le Délégué eût voulu que Bourbaki saisît cette occasion de se jeter au travers des colonnes ennemies en retraite.

Pourtant, après avoir reçu le compte rendu du général en date du 28, M. de Freycinet donna son approbation aux dispositions proposées par lui. Prévoyant que nous ne rencontrerions pas plus de résistance à Gray qu'à Dijon, il assurait que, si nous continuions d'avancer aussi rapidement, nous atteindrions Vesoul avant les renforts allemands venant

de l'ouest. Il ne croyait pas que l'ennemi pût être tenté de se porter directement de Tonnerre à Dijon.

Ce même télégramme contenait, à l'égard de M. de Serres, quelques phrases significatives : « Je me félicite de la bonne entente qui règne entre vous et M. de Serres, qui est en mesure de vous donner de très utiles indications; il est bien entendu, d'ailleurs, que ces indications, quelque confiance qu'elles méritent, ne doivent gêner en rien la liberté de vos décisions dont vous avez seul la responsabilité. J'espère, général, que, Dieu aidant, vous allez rendre à la France de grands services[1]. »

Bourbaki répondit le même jour : « Je vous remercie des encouragements que vous me donnez; si mes opérations réussissent, le siège de Belfort sera levé; je pourrai, en me jetant sur les communications de l'ennemi, prêter un secours efficace aux défenseurs de Paris, peut-être même les aider à faire lever le blocus.... » Pourtant, des renseignements recueillis, il croyait démêler une double concentration des Allemands, de l'ouest à l'est, par Châtillon-sur-Seine, et de l'est à l'ouest, par Vesoul et Combeaufontaine. Si ces deux courants devenaient assez puissants pour nous interdire la continuation de l'offensive, il faudrait renoncer à modifier réellement l'ensemble de la situation. Le général en prenait texte pour réclamer des renforts d'infanterie, d'artillerie, des chevaux, tout ce dont pourrait disposer le ministre. Enfin, il faisait valoir la nécessité de garder sérieusement nos communications[2].

Le même soir, M. de Freycinet lui annonçait, sous une forme dubitative, que Gray et Vesoul avaient été évacués en hâte. D'autre part, le mouvement de l'ennemi d'Auxerre et d'Orléans sur Tonnerre et Châtillon était confirmé. On signalait une grande activité sur les lignes ferrées se dirigeant de Tonnerre et de Troyes vers Langres. Il y avait in-

---

1. Télégramme du 29 décembre, $10^h 50$ matin.

2. Télégramme du 29 décembre, 3 heures soir. Bourbaki annonçait pour le 31 décembre la mise en mouvement de l'armée, mais à titre de simple probabilité.

térêt capital à hâter la marche sur Vesoul, en se couvrant à gauche par l'envoi de corps francs[1]. De ces deux recommandations, la première découlait de la situation; la seconde, fort juste, ne parut pas inquiéter Bourbaki. Il jugea qu'il appartenait à Garibaldi ou au général Pellissier de prendre ces précautions, indispensables pour la sûreté de ses derrières. Nous verrons que tous deux se bornèrent à des mesures insuffisantes et qu'il en résulta les conséquences les plus graves. La responsabilité première en incombe à la Délégation, qui commit une erreur capitale en laissant Garibaldi et Pellissier indépendants de Bourbaki. Ce dernier n'est guère plus excusable d'avoir admis une situation aussi fausse, et surtout de ne pas s'être assuré, d'une façon positive, que sa gauche était suffisamment gardée.

Cependant l'armée continuait son mouvement vers le nord. Le 18e corps quittait Chagny, le 29, pour marcher sur Beaune et Seurre[2]. Bourbaki comptait qu'il atteindrait Auxonne le 1er janvier; il espérait que tout le 20e corps serait concentré, le 31, autour de Dôle[3]. Quant à Cremer, il était à Dijon avec sa division et les sept bataillons de mobilisés du général Pellissier (29 décembre). On convint que, le 30, la division Cremer irait s'établir au nord-est de Dijon, vers Varoy, Orgeux, Saint-Julien. Garibaldi était resté à peu près immobile autour d'Autun. Pourtant M. de Serres admettait, sans raison sérieuse, qu'il allait garder le Val-Suzon, le plus important des défilés situés au nord-ouest de cette ville. En vue des transports vers Besançon, on accélérait le rétablissement des viaducs détruits sur le canal et sur l'Ouche[4]. Le général Meyère[5] recevait pour instructions de détruire par tous les moyens la ligne ferrée de Langres à

1. Télégramme du 29 décembre, 3h45 soir.
2. La 1re division cantonnait autour de Seurre, la 2e à Meursault, Volnay, Pomard et Bligny-sous-Beaune. Le quartier général restait à Chagny; le débarquement du 18e corps ne devait pas être achevé avant le 1er janvier.
3. La 3e division paraît avoir quitté le 29 Épervans pour marcher sur l'Ognon (Brisac).
4. Télégramme du 29, 7h05 soir (M. de Serres au ministre).
5. Commandant la place de Langres.

Chaumont et les routes convergeant du nord et de l'est vers le même point.

Le corps Bourras, à Dôle depuis le 20 décembre, en était parti depuis le 27 pour se porter à Pesmes. Le pont de l'Ognon étant détruit, il allait passer la rivière à Marnay (28 décembre) et marchait ensuite sur Gray. Le 30, il avait des escarmouches à Cresancey et Velesmes, au nord-est de cette ville; son avant-garde y entrait le 31 décembre et le reste du corps le 1er janvier.

Celles de nos troupes qui opéraient leur mouvement par voie de terre y trouvaient un allégement appréciable de leurs privations courantes. Malgré la neige et le froid, le cantonnement leur assurait des nuits tranquilles et réparatrices. Le bois manquait souvent, mais l'abondance du vin, l'aisance et la générosité des populations faisaient une large compensation. « Ce rapide passage à travers la Bourgogne, écrit l'amiral du Penhoat, fut le plus heureux temps de la campagne; les hommes sentaient leurs forces renaître et, avec elles, la confiance.... » L'entreprise nouvelle plaisait, sans qu'on en connût bien le but; on marchait à l'ennemi et, quel que fût le froid, outre qu'on commençait à s'y habituer, on avait dans le bon vin et une nourriture abondante les meilleurs moyens de le combattre[1].

Cependant la Délégation s'occupait de renforcer Bourbaki, suivant ses désirs. Elle avait compté tirer de Besançon une division entière, afin de remplacer au 24e corps la division Cremer destinée à rester indépendante. Mais il fallut en rabattre. Le général Rolland ne put fournir qu'une brigade[2]. Encore adressait-il au ministre les plus énergiques protestations, sans trouver d'écho. La garnison de Besançon était, en effet, affaiblie, non seulement par l'envoi de ces troupes à la 1re armée, mais par celui de gros détachements sur le

1. L'amiral signale un peu plus loin le manque absolu de cartes du pays. La même pénurie est signalée au 24e corps (Beauquier).

2. Général d'Aries: 15e chasseurs de marche; 63e de marche; régiment de mobiles (Haute-Garonne, Tarn-et-Garonne, Haut-Rhin); 2 sections du génie; 2 batteries de 12 (*Rapport du général Rolland*).

plateau de Blamont, dans la grande boucle du Doubs. A la demande de Bourbaki, elle y portait huit bataillons de mobiles ou de mobilisés[1]. En dehors des troupes indispensables à la garde de la place, il n'y restait plus que deux bataillons de mobilisés consacrés à garder les passages de l'Ognon, si importants.

Auxonne avait une garnison relativement plus forte[2]. A la date du 30 décembre, M. de Serres proposait d'en prélever 2,600 hommes pour le 20e corps et de les remplacer par deux ou trois bataillons de mobilisés.

En effet, quoique la formation de ces nouveaux contingents eût progressé avec une extrême lenteur dans la plupart des départements du Midi, le ministère de l'intérieur espérait mettre 75,000 hommes en mouvement du 1er au 5 janvier, et 70,000 du 10 au 15[3]. De ces 145,000 hommes, M. de Freycinet proposait (27 décembre) d'en envoyer 15,000 à 20,000 à Bourges, dont 10,000 au moins destinés au 15e corps, et 30,000 environ à Besançon, pour remplacer les troupes que perdait cette place. Nous verrons que Gambetta adopta une partie de ces dispositions, mais sans que ni Bourges, ni Besançon n'en dussent être réellement renforcés. On annonça, en effet, l'envoi à Besançon de 15,000 à 20,000 mobilisés « de très bonne qualité ». Ils furent « expédiés du Midi », mais sans cartouches. Comme il n'en existait pas à Besançon pour les fusils Enfield dont ces gardes nationaux étaient armés, on dut les renvoyer comme autant de bouches inutiles, au moment de notre retraite sur Pontarlier.

---

1. 54e mobiles (Doubs), lieutenant-colonel de Vezet; un corps provisoire (bataillon de mobiles des Vosges, 1 bataillon de mobiles des Hautes-Alpes, 4e bataillon des mobilisés de la Haute-Saône), lieutenant-colonel Bousson; 2 bataillons de mobilisés de la Haute-Saône.

2. Télégramme du 30 décembre : 14e chasseurs de marche (plus de 1,600 hommes); 49e de marche, 7 compagnies (1,000 hommes); 500 mobiles de la Côte-d'Or (dépôt); 140 mobilisés; 400 gardes nationaux; 200 mobiles (artillerie); 80 mobiles (génie).

A la même date, il y avait à Dôle (lieutenant-colonel Fischer) : 1 bataillon du 55e de marche (1,000 hommes); 1 bataillon du 63e de marche (1,275 hommes); 1 bataillon du 81e de marche; 4 légions de mobilisés du Jura armées de fusils à percussion.

3. Télégramme de M. Cazot à Gambetta (23 décembre).

On a vu par les télégrammes résumés plus haut que, ni Bourbaki, ni M. de Freycinet n'avaient encore arrêté leurs idées au sujet des opérations qui allaient commencer. M. de Serres conseillait de répartir nos forces en trois groupes. A l'extrême gauche, Cremer marcherait sur Langres tout en surveillant le corps Zastrow; derrière lui, Dijon resterait occupé par les 15,000 à 20,000 mobilisés du général Pellissier. Au centre, l'armée de Bourbaki proprement dite (18e, 20e corps, réserve générale), se porterait sur Vesoul. A l'extrême droite, vers le haut Doubs, Bressolles opérerait avec les 1re et 2e divisions du 24e corps et la colonne tirée de Besançon. Garibaldi et ses troupes seraient transportés, par voie ferrée, aussi loin que possible dans la direction de Belfort, de façon à pouvoir gagner les Vosges, comme le désirait le général. Avec Bressolles, il débloquerait Belfort, soutenu, au besoin, par Bourbaki. Puis il garderait les Vosges, en soulèverait les populations, et le reste de l'armée, prenant pour base ces montagnes et Langres, aurait pour objectif Nancy et la grande artère qui reliait les troupes allemandes à la mère-patrie[1].

Ce projet ne tenait pas un compte suffisant de la nécessité de couvrir Bourbaki dans la direction de la haute Seine. Il paraissait admettre, *a priori*, que l'ennemi attendrait passivement nos coups, éventualité des moins vraisemblables. Du reste, il ne fut pas intégralement adopté par le Délégué, ainsi que nous le verrons. Celui-ci continuait à prendre des mesures insuffisantes pour couvrir les derrières de Bourbaki. Le 30, il recommandait au général de presser Garibaldi d'occuper solidement le Val-Suzon, si ce n'était fait, de façon à protéger notre gauche, « malgré l'improbabilité d'une marche de l'ennemi de Tonnerre sur Dijon ». Il revenait encore, avec grande raison, sur l'utilité d'atteindre rapidement Vesoul, afin de prévenir la concentration des Allemands[2].

1. Télégramme du 30 décembre, 11 heures matin. MM. de Freycinet et de Serres avaient déjà la plus fâcheuse opinion du général Bressolles (Télégramme de M. de Serres, 31 décembre, 9h07 matin).

2. Télégramme du 30 décembre, midi. M. d'Eichthal porte à tort la date de cette dépêche au 29 décembre.

Bourbaki se contenta de communiquer la dépêche précédente « pour exécution » à M. de Serres[1]. Pas plus en cette occasion qu'en aucune autre, il ne crut devoir entrer en relation avec Garibaldi. D'après M. d'Eichthal, il était convaincu que le célèbre Italien n'accepterait pas volontiers les ordres d'un Français, et qu'il chercherait des faux-fuyants pour éviter de les exécuter. Il jugea inutile de vérifier cette supposition qu'aucun fait précis n'autorisait..

Le même soir, il rendait compte au ministre que le transport des 18ᵉ et 20ᵉ corps serait sans doute terminé le 31. Il n'avait pas attendu cette date pour mettre en marche les fractions déjà débarquées. Le quartier général du 18ᵉ corps, à Beaune le 30, devait être, le 31, à Saint-Jean-de-Losne et le 1ᵉʳ à Auxonne; celui du 20ᵉ ne serait à Dôle que le 31[2]. Au cas où l'ennemi évacuerait Gray, Bourbaki avait l'intention de faire occuper cette ville par Cremer et de marcher directement sur Vesoul avec le gros de l'armée. Sa confiance dans le succès paraissait entière[3]. Au contraire, M. de Freycinet entrait alors dans une phase de doutes et d'anxiété. Très inquiet, avec raison, de la lenteur de notre concentration, il croyait une première masse de 70,000 Allemands déjà formée autour de Belfort, tandis qu'une deuxième de 80,000 hommes était près de l'être vers Langres. Rien de moins exact, nous le verrons plus loin. Pourtant ces hypothèses amenaient le Délégué à insister encore auprès de Bourbaki sur la nécessité d'aller vite. Il ne lui cachait pas l'existence des deux centres de concentration qu'il prêtait à l'ennemi. « Vous êtes entre deux armées que vous pouvez écraser séparément ou du moins annihiler, et qui, par leur jonction, pourraient vous menacer sérieusement. Ne perdez

1. Télégramme du 30 décembre, 2ʰ 25 soir.

2. 1ʳᵉ division du 18ᵉ corps à Labergement-les-Seurre (30 décembre); 2ᵉ division à Villy-les-Moutier, Villy-le-Brûlé, Longuenay. 1ʳᵉ division à Pagny-la-Ville (31 décembre); 2ᵉ division à Esbarres, Charey, Magny-les-Aubigny, Bonencontre.

La réserve générale était à Pontoux et Sermesse (est de Verdun-sur-Saône) le 31 décembre.

3. Télégramme du 30 décembre. Bourbaki ajoutait qu'il ne pourrait se porter plus au nord avant d'avoir fait lever le siège de Belfort.

donc pas un instant et faites des miracles d'activité. » Il terminait en lui annonçant l'arrivée de 15,000 hommes prélevés sur les garnisons d'Auxonne et de Besançon, ainsi que de 400 chevaux d'artillerie[1].

Vis-à-vis de M. de Serres, le Délégué cherchait moins encore à dissimuler ses inquiétudes. Après lui avoir communiqué ce qu'il croyait savoir au sujet de l'ennemi, il ajoutait : « Si jamais on arrive à Vesoul, on pourra avoir sur les bras 150,000 hommes sans les renforts venant d'Allemagne.... » La gravité de cette situation l'amenait à une conclusion inattendue : on allait remplacer le 15e corps à Vierzon par de nouvelles formations, et on le dirigerait sur Clerval ou Gray pour renforcer Bourbaki. La date de ce mouvement serait fixée d'accord avec M. de Serres[2].

Le même soir, M. de Freycinet revenait sur ce sujet auprès de Bourbaki, exagérant encore la note inquiète, si sensible déjà dans sa dépêche à M. de Serres. Il n'était pas loin de reprocher au général la lenteur de notre concentration, lenteur dont les auteurs responsables étaient avant tout le ministère de la guerre et les compagnies de chemins de fer. Il se contentait de faire allusion au projet d'envoi du 15e corps sur la Saône.

On peut conclure de cet incident significatif que M. de Freycinet commençait à se rendre compte, un peu tard, des difficultés d'une entreprise commencée à la légère, sans préparation véritable. Les retards survenus dans nos transports par voies ferrées auraient pu, sans doute, être prévus. Dans tous les cas, on devait s'attendre à voir les Allemands se concentrer en deux masses, l'une à l'est, l'autre à l'ouest de la Saône. Étant donné la mobilité de leurs troupes, il fallait même prévoir que cette double concentration s'opérerait plus vite que ce ne fut réellement le cas. Puisque l'on donnait pour premier objectif à Bourbaki la levée du siège de Belfort, il était nécessaire qu'il s'enfonçât dans la sorte de couloir qui

1. Télégramme du 31 décembre, midi 59.
2. Télégramme du 31 décembre, 11h50 soir.

se dirige vers le Rhin entre le Doubs et les Vosges. Plus il se rapprocherait de son but immédiat, plus il prêterait le flanc aux attaques venant de la haute Seine. Il était donc indispensable d'assurer fortement la garde des débouchés conduisant de cette direction vers la Saône, non point avec des troupes médiocres ou mauvaises comme celles de Garibaldi ou de Pellissier, mais avec le 15e corps tout entier. Ce corps d'armée n'eût certes pas été de trop, même renforcé, pour assurer la sécurité des derrières de Bourbaki; on put s'en rendre compte plus tard, lors de la marche foudroyante de Manteuffel.

Ainsi l'année se terminait sous de fâcheux auspices. Gambetta n'en donnait pas moins à Jules Favre les assurances les plus réconfortantes : « Le but de l'opération de la 1re armée est de se jeter sur la ligne de retraite de l'ennemi et de lui fermer la porte de l'Allemagne.... » Il évaluait à plus de 160,000 combattants l'ensemble de nos effectifs, y compris Garibaldi. Ces forces étaient concentrées et celles des « Prussiens », 130,000 à 140,000 hommes, éparpillées. Nous avions le temps et les distances pour nous. « N'était la neige qui retarde nos opérations, on pourrait répondre du succès.... » Par une ironie du sort, cette dépêche datée du 31 décembre ne parvint à Paris que le 8 janvier et fut en partie publiée le 10 au *Journal officiel*, alors que les destins de la 1re armée étaient à peu près scellés par l'envoi de Manteuffel sur ses derrières.

CHAPITRE XIX

LES ALLEMANDS DU 19 AU 31 DÉCEMBRE

Le détachement Rantzau à Briare. — Combat du 31 décembre. — Instructions de Moltke. — Frédéric-Charles marche contre Chanzy. — Werder se porte à Vesoul. — Moltke et la campagne de l'Est.

Pendant que la majeure partie de la 1re armée quittait les environs de Bourges pour être transportée sur la Saône, ce mouvement restait inaperçu des Allemands, grâce à l'absence de contact entre leur cavalerie et nos troupes. Ne recevant aucun renseignement positif sur celles-ci, l'état-major du Roi invitait (22 décembre) celui de la IIe armée à envoyer des reconnaissances au sud de Gien. En même temps, il dirigeait le Ier corps bavarois sur Étampes; ce corps d'armée, fort éprouvé par trois mois de combats continuels, s'y refeait et servirait de réserve à la fois pour la IIe armée et pour les troupes qui investissaient Paris. Le 24 décembre, le Ier corps bavarois se mettait en marche vers le nord.

Le lendemain, un fort détachement sous les ordres du général v. Rantzau[1] se dirigeait de Montargis sur Briare. Il atteignit cette ville le 26 et constata que nos troupes l'avaient évacuée dès le 22. Des patrouilles dirigées sur Nevers furent attaquées au sud de Bonny par des gardes nationaux et des francs-tireurs, qui pressèrent vivement leur retraite, en cherchant à les envelopper.

Cet incident semblait indiquer que nous allions reprendre l'offensive dans cette direction. En effet, le 31 décembre, des troupes en formation régulière apparurent vers Nevoy et refoulèrent une reconnaissance hessoise sur Briare. Le

---

1. 1 régiment d'infanterie, 1 régiment de cavalerie, 1 batterie à cheval. Le 92e de ligne et divers détachements, sous les ordres du colonel Ritter, avaient évacué Briare le 22 pour se diriger sur Nevers. Les troupes qui reprirent l'offensive le 31 décembre appartenaient au corps du général de Pointe de Gévigny. Elles étaient renforcées d'éléments destinés au 25e corps.

détachement Rantzau, renforcé de deux compagnies de landwehr, se maintint tout d'abord dans cette petite ville; mais, le lendemain, plusieurs bataillons menaçèrent sa retraite sur Gien. Il parvint néanmoins à se faire jour sans trop de pertes. Nous avions mis en ligne plusieurs milliers d'hommes, parmi lesquels de l'infanterie de marine; des prisonniers disaient appartenir au 18e corps[1].

Vers la même date, un régiment de cavalerie, jeté en exploration dans la Sologne avec un peu d'infanterie et deux pièces, rentrait à Orléans (28 décembre) en signalant de fortes colonnes en marche du sud sur Aubigny-Ville[2].

De ces faits les Allemands conclurent que la 1re armée allait se remettre en mouvement vers le nord. D'autres indices, tels que l'offensive prise par la colonne Jouffroy vers le Loir, permettaient de croire que nos deux armées se porteraient simultanément du Mans et de Bourges sur Paris. Pourtant des renseignements positifs indiquaient de grands transports de troupes dans le bassin de la Saône. Mais le général de Moltke n'en croyait pas moins la masse de la 1re armée à Bourges.

Dans ces conditions, Frédéric-Charles, placé à Orléans, entre Le Mans et Bourges, pouvait user des avantages de la *ligne intérieure,* en se portant successivement contre chacune de nos deux armées. Ce fut le sens général des instructions adressées par le général de Moltke le 1er janvier. Il admettait comme démontrée la présence autour de Bourges d'une grande partie des troupes de Bourbaki; une offensive prochaine lui semblait à prévoir de leur côté; les combats de Vendôme et de Courtalain montraient pareille intention de la part de Chanzy.

Dans ces conditions, il serait dangereux d'attendre la concentration de deux groupes encore séparés par une distance considérable. Il fallait prendre l'offensive contre le plus rap-

1. Ce qui paraît inexact, le 18e corps étant déjà sur la Saône ou achevant son débarquement.
2. Appartenant au 15e corps.

proché et le mettre hors de combat avant que l'autre eût pu le secourir.

La II[e] armée, renforcée du XIII[e] corps, des 2[e] et 4[e] divisions de cavalerie, allait donc marcher sans retard contre Chanzy. La 5[e] division couvrirait son flanc droit. Mais en se portant vers l'ouest, Frédéric-Charles ne cesserait pas d'occuper Orléans et même les routes qui remontent les rives de la Loire. Pour faciliter sa tâche, le Roi prélevait sur les deux armées qui investissaient Paris un corps d'armée tout entier, le II[e]. Il recevait ordre de se porter sur Montargis, où le VII[e] corps viendrait se joindre à lui, si Bourbaki prenait l'offensive par la vallée du Loing[1].

On se rappelle que, vers le 15 décembre, le VII[e] corps était concentré à Châtillon-sur-Seine et Nuits-sous-Ravières. A ce moment, la démonstration de Bourbaki sur Vierzon et le premier combat de Briare amenèrent le général de Moltke à penser que nous allions de nouveau marcher vers Montargis. Aussi, le 16 décembre, Zastrow recevait-il l'ordre de se diriger sans délai sur Auxerre, pour s'y mettre en relation avec la II[e] armée. Il laissa un fort détachement à Châtillon, se mit en route le 17 et atteignit Auxerre le 20. Un petit combat le mit en possession de cette ville, autour de laquelle on ne rencontra que des gardes nationaux ou des francs-tireurs.

A ce moment, Frédéric-Charles préparait la reconnaissance du général v. Rantzau sur Briare; il demanda à Zastrow d'y coopérer, mais le commandant du VII[e] corps crut devoir ajourner sa participation, en raison de l'état des routes, que des coupures, des abatis nombreux avaient rendues inutilisables entre Auxerre et la Loire. Dans l'intervalle, de nombreux renseignements semblaient indiquer que Bourbaki avait quitté le centre de la France pour se diriger vers l'Est. Le général de Moltke fit donc inviter Zastrow à se reporter sur Châtillon-sur-Seine, afin de recueillir au besoin Werder. Le 27 décembre, le VII[e] corps se mit en route par Chablis

1. *État-major prussien*, tome IV, p. 403.

et l'Isle-sur-Serein ; mais, dès le 30, les circonstances se modifiaient de nouveau et Zastrow s'arrêtait sur l'Armançon, en attendant que l'on eût pu établir nettement si notre offensive était dirigée le long du Loing ou de la Saône.

Ces incertitudes du général de Moltke, ces contre-ordres multiples montrent assez les difficultés de la situation des Allemands, malgré tant de succès inouïs. Délicate sur la Loire, elle l'était beaucoup plus dans l'Est, où le général v. Werder voyait confusément se former devant lui une armée dont il ignorait la provenance et la force. Dès le 22 décembre, la garnison d'Auxonne montrait une activité croissante ; un détachement français apparaissait à Rougemont, au nord de Baume-les-Dames. La possibilité d'un mouvement offensif dans la vallée de la Saône était admise par le général de Moltke, qui recommandait à Werder de se retirer au besoin sur Chaumont, de façon à être recueilli par la brigade v. der Goltz et le VII[e] corps [1].

Puis les nouvelles s'aggravèrent. On saisissait près de Marnay la lettre d'une enfant, qui annonçait de Lons-le-Saulnier à ses parents qu'elle ne pourrait aller les voir lors des fêtes de Noël, la circulation privée étant suspendue sur les voies ferrées. Elle ajoutait que Besançon était « plein de soldats » (23 décembre). Le 24, le représentant de l'Allemagne du Nord en Suisse, le général Röder, confirmait ce renseignement d'une façon précise. Il faisait connaître que la ligne de Lyon à Besançon, par Lons-le-Saulnier, était depuis le 23 réservée aux transports militaires. Werder en rendit compte à l'état-major du Roi ; celui-ci parut y attacher peu d'importance, et répondit que les troupes attendues à Besançon étaient certainement des mobilisés. Cependant il prévit le cas où Zastrow serait appelé à soutenir Werder. Mais, comme nous l'avons vu, le gros du VII[e] corps était encore autour d'Auxerre, avec un fort détachement réparti entre Nuits-sous-Ravières, Ravières et Châtillon-sur-Seine [2].

---

1. Löhlein, p. 142.
2. 3 bataillons, 3 escadrons, 2 batteries, colonel Barby.

De son côté, Werder craignait déjà que Vesoul ne fût attaqué le 25 ou le 26. Il donnait même à la garnison de cette ville l'ordre de se retirer au besoin vers Scey ou Port-sur-Saône (24 décembre).

Le 25, Tresckow télégraphiait à Werder que, d'après des renseignements venant de Berne, 25,000 hommes étaient déjà en marche sur Belfort pour débloquer cette place. Werder ne pouvait rien distraire de ses effectifs; il dut se borner à inviter v. der Goltz à diriger tout ce dont il pourrait disposer vers Port-sur-Saône et à se porter lui-même au secours de Tresckow. Déjà celui-ci venait de recevoir des troupes (4 bataillons, 1 escadron, 1 batterie), prélevées sur celles du gouvernement général d'Alsace. Le général de Moltke fit connaître (nuit du 26 au 27) qu'il approuvait les dispositions prises et que des ordres étaient donnés pour renforcer d'une forte brigade (8 bataillons, 2 escadrons, 2 batteries, général Debschitz) les troupes rassemblées sous Belfort.

Les idées du chef d'état-major du Roi s'étaient entièrement modifiées à l'égard de Bourbaki. Le matin du 26, il communiquait à Werder un télégramme indiquant ce revirement : « Il est devenu vraisemblable que l'armée de Bourbaki a été transportée de Nevers à Chalon par chemin de fer. Le général v. Zastrow se mettra immédiatement en marche sur Châtillon avec toutes ses forces. Il devra recueillir Werder en cas de besoin et prendre l'offensive avec lui.[1] »

A la réception de cette dépêche, Werder dirigea ses convois et une partie de ses trains de Dijon sur Mirebeau, dans la direction de Gray. Puis, l'après-midi du même jour, Tresckow annonça que des troupes françaises étaient à Clerval, à l'Isle-sur-le-Doubs, à l'est de Rougemont. Il ajouta qu'on attendait 60,000 hommes à Besançon. Ces nouvelles fixèrent les résolutions de Werder : il prescrivit sur l'heure l'évacuation de Dijon (26 décembre soir). En même temps, il donnait à la brigade v. der Goltz et à la 4e division de réserve l'ordre de se concentrer vers Vesoul.

1. Löhlein, p. 144.

Les Allemands évacuèrent Dijon dans la matinée du 27, en abandonnant 433 malades ou blessés non transportables. Le même jour, l'avant-garde de la division badoise atteignait Gray, où Werder portait son quartier général[1]. Tous les renseignements reçus dans la journée confirmant la marche d'une armée française de Lyon vers Besançon, Werder décidait de continuer la retraite sur Vesoul. Une forte arrière-garde, laissée à Gray[2], aurait mission de s'assurer avant tout de la direction suivie par le gros des troupes françaises. Le reste du XIV[e] corps, aussi concentré que possible, dut s'établir à Vesoul, sa droite à Port-sur-Saône. La 4[e] division de réserve se porterait au sud de Vesoul, à Villersexel, pour s'opposer à un mouvement direct de Besançon vers Belfort. Enfin, la brigade v. der Goltz se dirigerait sur Vesoul, par Combeaufontaine et Port-sur-Saône.

Le soir du 28 décembre, le quartier général de Werder était à Vesoul. Mais de nouveau la situation semblait s'obscurcir. Tresckow signalait l'arrivée de renforts français à Pont-de-Roide et Voujeaucourt, ainsi que des préparatifs d'offensive dans toute la région au sud de Belfort. Au contraire, les patrouilles dirigées sur l'Ognon annonçaient la retraite de nos troupes au delà de cette rivière. Le général Röder télégraphiait de Berne que de grands transports de troupes s'opéraient de Lyon vers le Nord, mais que ceux dans la direction de Besançon n'avaient commencé que le 27[3].

Les jours suivants on annonçait la destruction d'une partie des ponts de l'Ognon, fait en contradiction avec nos projets supposés d'offensive. Le 30, des patrouilles trouvaient encore rompu le pont de l'Isle-sur-le-Doubs; mais, plus au sud, vers Baume-les-Dames, elles rencontraient une forte colonne d'infanterie et de cavalerie. On constatait d'une façon positive la présence à Besançon de troupes arrivant de Lyon. De

1. Löhlein signale la difficulté extrême de ces mouvements sur des routes que le froid et les passages continuels des troupes couvraient de verglas. Le quartier général seul perdit 16 chevaux de Gray à Vesoul.

2. 5 bataillons, 2 escadrons, 1 batterie, général Keller (Löhlein, p. 145).

3. L'état-major du Roi télégraphiait le 28 que Zastrow serait le 30 à Aisey-sur-Seine au sud de Châtillon.

même on signalait l'apparition vers Gray de lanciers inaperçus jusqu'alors dans la région. Les interrogatoires des déserteurs, les renseignements d'autre source concordaient à indiquer que des troupes aux ordres du général Bressolles avaient quitté Besançon le 28.

De cet ensemble de faits, Werder déduisait la nécessité de se concentrer davantage vers l'Est. Il ramenait le gros du XIV[e] corps au sud de Vesoul et les trains au nord de cette ville. Il donnait à la brigade Keller, encore à Gray, l'ordre de se rapprocher de lui. Le 1[er] janvier, elle était à Neuvelle-lès-la-Charité[1]. Mais le général de Moltke télégraphiait dans la soirée du 30 que, selon toute probabilité, l'armée de Bourbaki était encore à Bourges et à Nevers ; il n'y avait à Besançon que de nouvelles formations. Aussi le VII[e] corps avait-il reçu l'ordre de suspendre son mouvement vers l'Est et s'était-il arrêté entre Nuits-sous-Ravières et Montbard.

De même, dans la nuit du 31 au 1[er], Werder télégraphiait au grand quartier général que, d'après les renseignements recueillis le 31 décembre, il y avait peu de troupes à Baume-les-Dames, Clerval, l'Isle-sur-le-Doubs. Tous les ponts voisins, rompus auparavant, n'avaient pas été rétablis. Par contre, Dijon et Mirebeau étaient occupés.

Joints à d'autres renseignements venant de la Loire, ceux-ci engagèrent de nouveau le général de Moltke dans la voie la plus fausse. Persuadé que nous avions en vue seulement des opérations défensives entre Besançon et Belfort, il invita Werder à réoccuper Dijon et à faire de nouveau observer Langres. Peut-être suffirait-il de laisser autour de Belfort la 1[re] division de réserve et le détachement Debschitz ? Toute la 4[e] division pourrait alors marcher vers l'Armançon avec le XIV[e] corps. Sur ce point particulier, le général de Moltke laissait Werder maître de sa décision. Dans tous les cas,

1. La brigade Keller évacua Gray dans l'après-midi du 31 décembre. Cette évacuation se fit si vivement qu'un poste de huit hommes fut oublié aux Ferrières. Se voyant abandonnés et entourés d'une foule hostile, les huit Badois jetèrent leurs armes en implorant la vie sauve. Le conseil municipal, trop prudent, s'empressa de les faire reconduire aux avant-postes allemands (*Presse grayloise* du 8 novembre 1890).

le VII[e] corps suivrait le mouvement du XIV[e] et se reporterait au sud-ouest.

Ainsi, malgré toutes les fautes commises, les circonstances nous favorisaient singulièrement. Non seulement les Allemands n'avaient soupçonné que tardivement le mouvement vers la Saône, mais le général de Moltke montrait un défaut de pénétration peu ordinaire, en s'obstinant à relier tous les renseignements recueillis à une prétendue reprise de l'offensive par la vallée du Loing. Il n'y a guère eu de preuve plus évidente, durant toute la campagne, qu'avec ses qualités incontestables, sa science des détails, sa puissance de travail, sa force exceptionnelle de volonté, le général de Moltke manquait de quelques-uns des dons supérieurs qui font le chef d'armée, et, notamment du sens spécial grâce auquel il lit dans le jeu de ses adversaires. Chef d'état-major incomparable, il resta au-dessous des grands généraux, même de second ordre, et l'on peut dire que, dans les succès inouïs des armées allemandes, les fautes de leurs adversaires eurent plus de part que ses facultés, si hautes qu'elles fussent.

CHAPITRE XX

CONTINUATION DU MOUVEMENT DE L'ARMÉE

Dannenberg à l'ouest de Dijon. — Cremer rappelé à Dijon. — L'envoi dans l'Est du 15e corps est décidé. — Passage de l'Ognon. — Envoi d'une brigade à Dijon. — Gambetta et Bourbaki. — L'armée continue sa marche.

Pendant que les Allemands traversaient ces incertitudes, notre mouvement se continuait plus lentement qu'il n'eût convenu. Bourbaki, encore à Chalon le soir du 1er janvier, annonçait au ministre son départ pour Dôle. Il comptait porter le 2 janvier les 18e et 20e corps au nord de l'Ognon, si nous parvenions à rétablir les ponts de Pesmes en temps opportun. La 1re armée aurait donc parcouru 280 kilomètres en onze jours, malgré les retards survenus[1]. Nous ne pouvions compter sur un résultat aussi satisfaisant.

Cependant M. de Freycinet ne s'expliquait pas notre « quasi-immobilité », tandis que l'ennemi marchait sans discontinuer. Il demandait à Bourbaki de regagner par des marches forcées une partie du temps perdu[2].

Sur les entrefaites, un incident venait encore compliquer notre mouvement. Une brigade d'infanterie, celle du général v. Dannenberg, avait été jetée dans l'Est par Zastrow, afin d'observer Dijon et de couvrir le VIIe corps vers la Saône. Son apparition causa un vif émoi; déjà l'on croyait revoir l'ennemi à Sombernon et au Pont de Pany. Garibaldi, qui aurait dû être à Dijon depuis plusieurs jours, avait encore le gros de ses forces à Autun[3]. Cremer, qui était à Fontaine-

---

1. Télégramme du 1er janvier, minuit 20. Le général paraît admettre que l'armée aurait pu marcher plus vite par les voies ordinaires, à raison de 25 kilomètres par jour. Mais cette moyenne ne pouvait être soutenue pendant onze jours par des troupes aussi médiocres.

2. Télégramme du 1er janvier, minuit 50.

3. M. de Freycinet (p. 228) explique ce retard par un malentendu entre Garibaldi et l'état-major de Bourbaki. En réalité, il était dû à la mauvaise volonté de Bordone; nous en donnerons les preuves.

Française, recevait l'ordre de rentrer à Dijon (nuit du 1er au 2).

Pendant la journée du 1er janvier, l'armée continuait son mouvement. La réserve générale cantonnait à Chemin et Beauchemin, le 18e corps auprès d'Auxonne, le 20e corps vers Dôle et le 24e à Besançon. Le froid était vif et la neige tombait abondante. Déjà les convois ne rejoignaient les corps qu'avec la plus grande difficulté. Il fallait recourir aux réquisitions, et le pays était épuisé. Heureusement la population se montrait sympathique et le bétail ne manquait pas[1].

M. de Freycinet n'avait pas encore annoncé à Bourbaki l'envoi du 15e corps. Le 2 janvier seulement, M. de Serres fut chargé de lui en faire part. On dirigerait ce corps d'armée sur Besançon, par échelons de division, la réserve d'artillerie suivant la 1re division. Le transport commencerait le 3 à 6 heures du matin, et la Compagnie de Lyon ferait choix des lignes à employer[2].

De son côté, Bourbaki signalait au ministre les démonstrations de l'ennemi dans la direction de Vitteaux à Dijon. Cependant il croyait la défense de cette ville suffisamment assurée par le voisinage ou la présence des troupes de Pellissier, de Cremer, de Garibaldi. Il prêtait aux Allemands l'intention de ralentir notre marche sur Vesoul. Aussi voulait-il éviter de s'affaiblir en détachant à Dijon d'autres éléments que la division Cremer. Il ajoutait que les 18e et 20e corps borderaient l'Ognon le soir du 2.

Sur les entrefaites, un incident ralentissait encore le mouvement de l'armée. Le pont-viaduc du canal, sur la ligne ferrée de Dijon à Dôle, ne pouvant être rétabli avant le 4, il fallait retarder de 24 heures l'embarquement du 15e corps[3].

Dans la journée du 2, la réserve générale allait à Fouge-

1. Penhoat.
2. Télégramme du ministre à M. de Serres, 2 janvier, 10h50 matin.
3. Télégramme du ministre à Bourbaki, 2 janvier, 6 heures soir. Il eût été plus simple d'utiliser la ligne de Chalon à Dôle. On ne parut pas y songer.

rans et à Chassey, près de Dôle; le 18e corps commençait à passer l'Ognon aux environs de Pesmes; le 20e corps se rapprochait de cette rivière, entre Pesmes et Étuz.

Dans cette partie de son cours, l'Ognon est large de 50 à 60 mètres. Deux ponts avaient été coupés aux abords de Pesmes, l'un, en pierre, auprès de la ville, l'autre, en bois, avec des piles en maçonnerie, à trois kilomètres en aval. Cette double destruction était d'autant plus regrettable que l'armée ne disposait encore d'aucun matériel de pont. Heureusement on découvrit dans l'arsenal d'Auxonne un certain nombre de bateaux d'équipage, et le chef d'escadron Logerot, commandant l'artillerie de la place, les utilisa pour jeter un pont de 54 mètres aux abords du pont de pierre. Ce ne fut pas sans de grandes difficultés. Le personnel manquant, il fallut recourir à une section du génie des mobilisés (Côte-d'Or) et à quelques ouvriers d'artillerie. On brisa la glace pour mettre les bateaux en place; on les calfata, car ils étaient en mauvais état. Pourtant l'opération, commencée à 1 heure, fut terminée à 7 heures et demie du soir; la plus grande partie de l'artillerie et des voitures du 18e corps passèrent l'Ognon dans la nuit et la matinée suivante.

Le rétablissement du pont des Forges fut confié à l'ingénieur des ponts et chaussées Belin, qui eut recours à une compagnie du génie auxiliaire et à des gens du pays. Il fit uniquement usage d'arbres du voisinage. Mais la construction, commencée le 2, à 7 heures du matin, ne fut terminée que le 3, à 10 heures. Ce pont fut utilisé surtout par la cavalerie.

Quant à l'infanterie du 18e corps, elle passa l'Ognon sur la glace, ainsi qu'une partie de la cavalerie. Près des Forges, la couche d'eau solidifiée mesurait de 15 à 20 centimètres d'épaisseur. On la recouvrit de paille et de madriers pour la préserver de toute usure. Il ne se produisit d'autre accident que l'ouverture d'une crevasse sous les pieds d'un cheval. On se borna à déplacer les passages vers la fin du jour. Le défilé, commencé vers midi, le 2, se prolongea toute la nuit

au clair de lune. Le 3, à midi, le 18e corps était en entier au nord de l'Ognon[1].

Pendant cette même journée du 2, le 24e corps avait poussé de Besançon vers Vesoul le 7e de cavalerie légère mixte. Ses postes s'étendaient de Marchaux à Cussey, et leurs reconnaissances signalaient le passage de troupes allemandes marchant vers l'Est. Dans cette direction un petit combat avait lieu entre le Doubs et Belfort. Depuis la fin de décembre, et en attendant l'arrivée des renforts dont nous avons parlé, le plateau de Blamont était occupé par une légion de mobilisés du Doubs, sous les ordres du colonel de Jouffroy, plus tard renforcé par un corps franc, le bataillon des *Vengeurs,* un millier d'hommes de toute nationalité qui traînaient avec eux deux mitrailleuses.

Le 2, les uhlans du détachement Debschitz trouvèrent Abbévillers occupé par ces francs-tireurs. Deux compagnies de landwehr se portèrent alors de Croix sur ce village et culbutèrent les Vengeurs presque sans combat. 200 hommes, leur chef Malicki et 20 officiers s'enfuirent aussitôt en Suisse; 450 rentrèrent à Besançon où ils furent de la part du général Rolland l'objet de traitements aussi sévères que mérités[2].

On a vu que Bourbaki considérait les troupes concentrées autour de Dijon comme suffisantes pour arrêter les démonstrations de l'ennemi. Ses idées se modifièrent dans la nuit du 2 au 3, et il réclama du ministre l'envoi immédiat d'une fraction du 15e corps à Dijon. M. de Freycinet annonça aussitôt qu'une brigade et deux batteries seraient dirigées sans retard sur cette ville. Le reste du corps d'armée débarquerait à Besançon et renforcerait directement la 1re armée[3].

Cette décision était d'une extrême gravité. M. de Freycinet renonçait à donner au 15e corps le rôle pour lequel il semblait indiqué, c'est-à-dire la garde de Dijon et du flanc

1. *Rapport du général Billot au ministre.*
2. *Enquête,* tome III, p. 181. Beauquier, p. 130. Malicki eut l'audace de télégraphier le même jour à Bordeaux qu'il avait chassé « les Prussiens » du plateau et s'était emparé de plusieurs villages.
3. Télégramme du 3, 10h25 matin.

gauche de l'armée. Les mobilisés du général Pellissier, même renforcés des troupes de Garibaldi, de celles de Cremer et d'une brigade du 15e corps, constituaient un tout trop hétérogène, trop faiblement organisé, pour arrêter un sérieux mouvement offensif de l'ennemi. Le 15e corps n'eût certes pas été de trop, comme l'écrivait très justement M. de Serres[1].

Cependant Bourbaki revenait à une appréciation plus juste des menaces dirigées contre Dijon. Les démonstrations de l'ennemi vers Vitteaux lui semblaient sans réelle portée ; il les croyait simplement destinées à retarder notre mouvement sur Vesoul et Belfort, déjà ralenti par la rupture des ponts de Pesmes et de Brésilly, par l'état des routes et surtout par la difficulté croissante des ravitaillements[2].

A ces difficultés, inhérentes pour la plupart à la saison, aux vices d'organisation de nos troupes, venaient s'en joindre d'autres qui auraient pu être évitées. Ainsi Gambetta jugeait à propos d'imposer au général en chef de nouvelles entraves, alors que, au contraire, il eût dû le pousser en avant par tous les moyens possibles. « Des considérations de la plus impérieuse nécessité, tirées de l'état de Paris, commandent une parfaite unité de vues et d'action entre nos diverses armées.... », télégraphiait-il à Bourbaki. D'où la nécessité de lui faire connaître chaque soir les emplacements occupés par ses troupes et ses projets pour le lendemain. Il l'invitait donc à fournir sur l'heure, pour qu'on pût la communiquer aux généraux Trochu ou Chanzy, selon le cas, la situation et la répartition de son armée, l'indication des mouvements à exécuter le 4 janvier, celle de son principal objectif et de la date à laquelle il espérait s'en emparer. Et, résumant sa dépêche en un mot singulièrement impropre, Gambetta réclamait « le plan tactique » de Bourbaki, comme il venait de recevoir celui de Chanzy. Il terminait par quelques lieux-communs, suivis d'une mercuriale assez déplacée : « Il nous

1. Télégramme du 3, 1h33 soir.
2. Télégramme du 3, 5h40 soir.

faut, plus que jamais, coordonner et préciser nos mouvements, avoir de la suite, ne jamais marcher à l'aventure, mais savoir à toute heure où nous en sommes et ce que nous voulons. Je ne saurais trop exiger de vous dans l'accomplissement de la tâche qui vous est confiée, et qui exige de votre part autant de confiance que de hardiesse et de mobilité, et j'y compte au nom du Gouvernement tout entier. J'ai remarqué avec une pénible surprise le vague de certaines de vos dépêches; ainsi, dans votre dépêche de minuit, vous dites : le général Cremer, qui couche ce soir entre Champlitte et Dijon, rétrogradera sur cette dernière ville, pour concourir à la défense, s'il est nécessaire.... C'est à vous, général en chef, de décider de telles questions....[1] »

Ce que cette singulière dépêche a de plus surprenant, ce n'est pas que Gambetta l'ait signée, c'est que le général Bourbaki l'ait reçue sans des protestations indignées. En cela il dépassa certainement ce qu'exigeaient son habituelle abnégation et son dévouement au pays. Il se borna, en effet, à rappeler ce qui avait été convenu entre le ministre et lui, avant leur départ de Bourges. Il fallait, tout d'abord, faire évacuer Dijon, Gray, Vesoul et lever le siège de Belfort; puis, chercher à couper par Épinal les communications de l'ennemi ou marcher sur Langres et Chaumont. Ses idées n'avaient pas changé depuis lors.

Quant à ses opérations prochaines, le général en donnait l'aperçu suivant. Le 18e corps suivait, le 3, la route de Pesmes à Vesoul, pour aller s'établir près de Bonboillon. Le 20e allait de Marnay sur Voray, et gagnait la route de Besançon à Vesoul; il passerait la nuit vers Étuz. Le 24e quitterait Besançon pour s'établir entre Corcelles et Scey-la-Tour. Si l'état des routes le permettait, le 18e corps serait le 5 janvier entre Mailly et Grandvelle, le 20e à Échenoz-le-Sec, le 24e au nord de Montbozon et à Esprels. Si le 15e corps débarquait à Besançon en temps opportun, il recevrait mission de menacer Montbéliard ou d'appuyer directement l'attaque de

1. Télégramme du 3, 3h20 soir.

Vesoul, selon le cas. Bourbaki comptait reconnaître, le 6, les positions de Werder et l'attaquer le jour même, s'il se pouvait. Cependant il prévoyait le cas où les Allemands se déroberaient devant lui, pour se porter immédiatement en avant de Belfort.

Les nouvelles reçues de Menotti Garibaldi représentaient comme sérieuses les démonstrations de l'ennemi à l'ouest de Dijon. S'il n'en était rien, Bourbaki appellerait à lui la brigade du 15e corps dont il avait appris l'envoi à Dijon et la division Cremer, alors à Orgeux, au nord-est de cette ville[1].

M. de Freycinet attachait plus d'importance que Bourbaki à la prétendue offensive des Allemands de Montbard sur Dijon. En l'absence de l'armée des Vosges, encore vers Autun, il croyait les troupes concentrées à Dijon insuffisantes pour défendre cette ville. « C'est même probablement le *dégarnissage* de Dijon qui a déterminé le mouvement de l'ennemi. » Aussi recommandait-il à Bourbaki de se renseigner sur les forces allemandes vers l'Ouest et de maintenir à Dijon un effectif proportionné au leur. Au besoin on y laisserait une division entière du 15e corps, et Bourbaki aurait à apprécier si, jointes à l'armée des Vosges, à la division Cremer, ces troupes lui permettraient « de garantir la sécurité de Dijon, qui n'est par soi-même qu'un objectif secondaire, mais qui peut avoir un grand intérêt comme base de vos communications et de votre ravitaillement.....[2] » On voit que, dans l'esprit de M. de Freycinet, Bourbaki ne devait nullement se désintéresser de la garde de Dijon et de sa ligne de communication, ainsi qu'il le fit en réalité.

Le 3, l'armée exécutait à peu près les mouvements prévus par le général en chef. Le 18e corps s'établit en cantonnements ou au bivouac sur une ligne passant par Velloreille, Villefrançois, Choye, Gy (1re et 3e divisions). La 2e cantonnait en seconde ligne à Sauvigny, Chevigney, la Rue-Saint-

1. Télégramme du 3 janvier, 10h30 soir. Bourbaki annonçait qu'il porterait, le 4, son quartier général de Dôle à Besançon.
2. Télégramme du 3, 11h50 soir.

Martin et Chaumercienne[1]. Quant au 20e corps, il passait la nuit vers Étuz; le 24e corps se mettait en mouvement de Besançon à la fois vers Montbozon et Baume-les-Dames.

A l'extrême gauche de l'armée, Cremer était revenu à Orgeux, au nord-est de Dijon, et un bataillon de mobilisés de la Haute-Saône occupait Gray, d'où le corps Bourras se mettait en marche vers l'Est. Il allait atteindre Clerval le 6, après avoir défilé derrière nos colonnes.

Le 4 janvier, la situation restait à peu près la même. Le général Pellissier occupait Dijon avec sept bataillons de mobilisés, armés de fusils à percussion, sans artillerie; 3,000 mobilisés du Jura y arrivaient le soir du même jour; on en attendait 3,000 autres pour le lendemain. Vers Saint-Seine et Sombernon étaient 1,500 ou 1,600 hommes de l'armée des Vosges; le gros de celle-ci s'étendait de Bligny-sur-Ouche jusque vers Avallon. A l'est de Dijon, les 14,000 hommes de la division Cremer étaient encore à Orgeux[2]. On supposait à l'ennemi, vers Vitteaux, une douzaine de mille hommes[3]. Bourbaki croyait peu probable une attaque immédiate de Dijon et jugeait suffisantes les forces concentrées autour de cette ville. De nouveau il insistait auprès du ministre pour que l'on se hâtât d'accumuler à Besançon des vivres et des munitions, comme il l'avait demandé lors de l'adoption du projet d'expédition dans l'Est[4]. Mais ce vœu était difficile à concilier avec la nécessité de terminer les transports de troupes et de matériel destinés à la 1re armée. Jusqu'aux premiers jours de janvier les lignes convergeant vers Besançon avaient été encombrées par la circulation des 18e, 20e et 24e corps. Puis commença le mouvement du 15e corps, presque sans intervalle. Il en résulta que le ravitaille-

1. Réserve d'artillerie et bataillon du 49e de marche à Charcennes et Autoreille; les parcs et le 32e mobiles à Changey, Hugier, Chancevigney; le quartier général à Gy (*Ordre de mouvement du général Billot*).

2. Il résulte d'un télégramme de Bourbaki que le mouvement de Cremer sur Orgeux se fit le 3 au matin et non le 5, comme l'ont écrit Cremer et Poullet; l'ordre en avait été donné dans la nuit du 2 au 3 et non du 4 au 5.

3. Télégramme de M. de Serres à M. de Freycinet, 4 janvier, 3 heures matin.

4. Télégramme du 4, 7h 10 soir.

ment en munitions et en vivres ne put être sérieusement organisé.

Cependant, l'armée continuait sa marche, sans rencontre avec l'ennemi (4 janvier). Le 18e corps cantonnait le long de la route d'Auxonne à Vesoul, vers Vaux-le-Moncelot et Bucey-les-Gy; le 20e corps gagnait la route de Besançon à Vesoul, vers Voray; le 24e s'échelonnait de Marchaux à Montbozon ou à Baume-les-Dames[1]. Déjà la proximité de nos troupes et de celles de Werder était assez grande pour que la journée du 5 ne pût se passer sans combat.

1. M. de Freycinet continuait à ne pas goûter les services du général Bressolles. Il faisait offrir le 24e corps au général de Rivières (4 et 5 janvier). Il était question aussi des généraux Carré de Busserolle, d'Aries, Comagny (Thibaudin) [*Enquête*, tome III, p. 283].

CHAPITRE XXI

COMBATS AU SUD DE VESOUL

Les Allemands et le mouvement de Bourbaki. — Combats d'Échenoz, de Vellegundry, de Velle-le-Châtel. — Werder constate la présence de l'armée au sud de Vesoul. — Dispositions prises par de Moltke. — Le terrain au sud de la route Vesoul-Belfort. — Éventualités prévues par Werder.

On se rappelle que le général de Moltke, se tenant pour assuré que Bourbaki était encore au sud de la Loire, avait invité Werder à se reporter sur Dijon (1er janvier). Le même jour, le commandant du XIVe corps répondait que la situation n'était point assez claire pour qu'il pût prendre ce parti, qui se conciliait mal avec sa tâche principale : couvrir le siège de Belfort. D'après des nouvelles venues de Suisse dans la journée, la circulation privée était encore interdite pour deux jours sur les lignes de Dôle et de Lons-le-Saulnier à Besançon ; un millier d'hommes étaient réunis vers Pont-de-Roide ; on signalait de grands rassemblements à Besançon et au sud.

Ces renseignements cadraient très peu avec ceux de l'état-major du Roi, et il en résultait une grande incertitude. Mais, pendant la nuit du 1er au 2, la 4e division de réserve annonçait que les Français élevaient des fortifications à Clerval et à Autechaux. Werder en déduisait que notre intention n'était pas de prendre l'offensive et décidait de se reporter au delà de l'Ognon, jusqu'au Doubs (2 janvier).

A peine cette décision prise, les nouvelles affluaient pour la déconseiller. Zastrow annonçait de Montbard que Cremer était à Dijon avec 12,000 hommes et 16 pièces ; on constatait le débarquement à Besançon de 20,000 à 30,000 hommes arrivés les jours derniers par voie de fer. On évaluait, d'une façon positive, à 62,000 hommes l'effectif déjà concentré autour de cette place. Enfin, le représentant de l'Allemagne du Nord à Berne télégraphiait que 25,000 hommes marchaient

à l'est du Doubs et que 4,000 avaient atteint Blamont. Ce dernier renseignement était confirmé par le combat d'Abbévillers, dont nous avons parlé. Plus à l'ouest, à Avilley, sur la route de Rougemont à Baume, on constatait la présence de régiments de marche appartenant aux 24e et 26e corps[1]. La vraisemblance d'un mouvement sur Belfort en était accrue. Aussi Werder dirigeait-il vers cette place une fraction de ses troupes ; le 3 janvier, la brigade v. der Goltz portait de Lure sur Héricourt un fort détachement (3 bataillons, 1 batterie, 2 escadrons, colonel Nachtigal[2]). Le gros de la 4e division de réserve marchait sur Arcey, un peu à l'ouest; le reste de la brigade v. der Goltz allait à Villersexel. Enfin la division badoise, restée autour de Vesoul, recevait l'ordre de reconnaître vers Rioz et Montbozon.

De son côté, le général v. Tresckow portait à Dampierre, près de Delle, le détachement qui avait jusqu'alors occupé Arcey (3 bataillons, colonel v. Bredow).

Le 3 janvier, on ne remarquait aucun mouvement de notre part au sud de Belfort. Mais v. der Goltz annonçant que 20,000 hommes étaient attendus à Rougemont, au sud-est de

1. Le 61e, de la 2e division du 24e corps, et le 85e, de la 2e division du 26e (Löhlein). Ce dernier détail est évidemment faux, car le 26e corps, formé vers Poitiers, ne dépassa jamais la Loire.

2. Répartition des troupes allemandes le 1er janvier (*État-major prussien*, tome IV, p. 105):

Division badoise: A Vesoul et aux environs, 2 brigades d'infanterie, 2 escadrons, 8 batteries;

Entre Vesoul et Port-sur-Saône, 1 brigade de cavalerie;

A Neuvelle-lès-la-Charité et Fresnes-Saint-Mamès, 1 brigade d'infanterie (Keller), 2 escadrons, 1 batterie.

Brigade v. der Goltz: A Vesoul et à l'est jusqu'à Talmoutier, 1 régiment d'infanterie, 1 régiment de dragons de réserve, 1 batterie;

A Lure, 1 régiment d'infanterie, 1 régiment de hussards de réserve, 2 batteries.

4e division de réserve: A Villersexel et à l'est, 1 régiment de landwehr, 1 bataillon de landwehr, 1 bataillon d'infanterie badoise, 3 escadrons, 3 batteries de réserve;

A Rougemont et aux environs: 1 régiment d'infanterie prussienne, 1 régiment de cavalerie de réserve, 2 batteries de réserve.

Détachement v. Schack (Troupes d'étapes): A Port-sur-Saône, 1 bataillon de landwehr, 1 escadron de réserve, 1 batterie de réserve.

Enfin, 2 compagnies de chasseurs et 1 batterie de réserve arrivaient le 2 à Vesoul (major v. Paczinski-Tenczin).

Vesoul, Werder prescrivait de se concentrer vers cette ville. Le 4, deux des brigades badoises seraient réunies, l'une à Vallerois-le-Bois, l'autre à Esprels. Le gros de la 4e division de réserve et le détachement Nachtigal marcheraient sur Saint-Ferjeux; la brigade Keller s'établirait au sud-est de Vesoul, vers Neurey-les-la-Demie[1].

Ces mouvements furent exécutés le 4, non sans une rencontre sur la route de Rioz, près de Vellefaux, entre un détachement du 18e corps et des Badois. Rougemont n'était pas occupé et les troupes françaises semblaient s'être retirées sur le Doubs. Dans la soirée, le XIVe corps se répartissait de Neurey-les-la-Demie à Saint-Ferjeux, sur un front de 25 kilomètres. Notre supériorité numérique était très grande; si nous avions pris l'offensive le 5 sur Vesoul, ce n'eût pas été sans des chances de succès. Mais la concentration de l'armée n'était pas terminée, et Bourbaki ne comptait attaquer les Allemands que le 6 ou même le 7.

Werder s'était rendu sur la route d'Esprels pour reconnaître en personne les directions de Rioz et de Montbozon. Vers 9 heures du matin, une reconnaissance badoise dirigée vers Rioz annonça qu'une ligne d'avant-postes occupait la lisière du bois de la Boulay et qu'on distinguait derrière elle de grosses masses au bivouac. Peu après, plusieurs bataillons s'avançaient d'Authoison vers la route de Rioz à Vesoul; d'autres occupaient Le Magnoray. Des prisonniers assuraient que 20,000 hommes étaient dans le voisinage.

A ce moment, Échenoz-le-Sec et Vellefaux étaient occupés par deux bataillons badois; une compagnie alla s'établir dans le cimetière au nord d'Échenoz et une autre en soutien. Les six compagnies restantes prirent position aux abords de Vellefaux, et Werder y appela le gros de la division badoise (1re et 3e brigades). Avec sa brigade et celle du colonel v. Wechmar (2e badoise), le général v. der Goltz reçut l'ordre de se porter sur Dampierre-les-Montbozon; le gros de la 4e division

1. V. Treskow faisait réoccuper Arcey par ses troupes après le départ du détachement Nachtigal.

de réserve marcha vers Vallerois-le-Bois. Enfin, l'artillerie de corps gagna la route de Rioz par Villers-le-Sec.

Cependant la 1re armée continuait son mouvement sur Vesoul; le quartier général de Bourbaki était à Voray; le 18e corps avait sa 1re division à Mailley, la 2e à Rosey, la 3e en réserve à Grandvelle; la division de cavalerie formait l'extrême gauche vers la Saône. Quant au 20e corps, après avoir traversé l'Ognon à Voray, il s'était échelonné au nord de Rioz, sur la route de Vesoul. Son avant-garde, la 2e brigade de la 1re division, devait cantonner à Échenoz-le-Sec. Vers midi, par une forte tombée de neige, sa pointe apparut devant ce village, mais pour être promptement rejetée par le feu d'une batterie badoise. Puis, un peu après 1 heure, le 4e bataillon des mobiles de Saône-et-Loire[1] occupait Échenoz sans difficulté, tandis que le reste de la brigade prenait position vers Le Magnoray. Nos mobiles tentèrent vainement de débusquer les Badois du cimetière. Ils ne furent pas soutenus et se replièrent sur Échenoz avec une perte de 40 prisonniers. Peu après, le général de Polignac faisait évacuer ce village.

Sur la route d'Auxonne, le général Feillet-Pilatrie avait établi le 9e chasseurs de marche, les 19e et 73e mobiles en réserve à Mailley. Le 44e de marche occupait la route entre le cimetière de Mailley et la ferme Baloiseau. Quant au 42e de marche, il avait son 3e bataillon sur la hauteur de Burney, le 2e aux moulins Lancrenon et Millardet. Le 1er bataillon devait s'établir à Lévrecey. A peine arrivé, il y fut attaqué par deux bataillons venant de Vellegundry. Malgré d'assez fortes pertes, ils le délogèrent (vers 5 heures); il perdit 10 tués, 21 blessés, dont 2 officiers, et 92 prisonniers[2].

Un autre engagement avait lieu le même jour entre Vellegundry et Mailley. Le 3e escadron du 3e lanciers de marche, refoulé de Vellegundry, était recueilli par le 2e bataillon

1. Löhlein dit 3 bataillons de Saône-et-Loire; or, il n'en existait qu'un seul dans tout le 20e corps.
2. *Historique du 42e de ligne; État-major prussien*, tome IV, p. 1055.

du 42e. Enfin, deux batteries[1] avaient été désignées pour cantonner à Velle-le-Châtel avec deux bataillons du 4e zouaves de marche. Elles prirent les devants, fort imprudemment, et, vers 8 heures du soir, tombèrent sous le feu d'un bataillon qui occupait ce village. Les chevaux de la première pièce de 4 furent tués et celle-ci versée en cage. Pourtant la section de tête des mitrailleuses, vigoureusement conduite par le lieutenant de Malet, se mit en batterie et contint l'ennemi, tandis que les autres faisaient demi-tour. Puis les deux batteries rejoignirent à Quenoche la réserve du 18e corps; leurs pertes étaient insignifiantes[2]. Mais les deux bataillons de zouaves prenaient l'offensive, délogeaient les Badois de Velle-le-Châtel et les refoulaient sur Mont-le-Vernois. La poursuite, opérée par le clair de lune, ne prenait fin que vers 11 heures; le 2e bataillon du 4e zouaves était arrivé à 300 mètres de Mont-le-Vernois.

Plus à l'ouest, à Traves-sur-Saône, les troupes d'étapes du major v. Schack avaient un autre engagement avec la division de cavalerie du 18e corps. De même, des escarmouches se produisaient à l'est de la route de Rioz à Vesoul. La brigade v. der Goltz délogeait de Filain et de Vy-les-Filain une partie de la cavalerie du 20e corps. Au contraire, le 24e corps poussait sans combat jusqu'aux abords sud de Rougemont et de Montbozon.

Ces combats nous faisaient peu d'honneur; nous nous étions engagés à l'aventure, sans objectif arrêté, sans faire aucun usage de notre supériorité numérique. Les Allemands avaient perdu une centaine d'hommes (5 officiers, 93 hommes de troupe). Mais ils avaient fait plus de 500 prisonniers[3] et, des interrogatoires recueillis, il résultait la preuve

1. La 23e du 15e régiment (mitrailleuses, réserve du 18e corps) et une batterie de 4 (*Historique de la 23e batterie*).

2. 1 cheval tué et 1 homme blessé. Les historiques des 15e d'artillerie et 3e zouaves indiquent à tort, pour ce combat, la date du 6.

3. D'après v. der Wengen, *Die Kämpfe vor Belfort im Januar 1871*, on constatait que ces prisonniers manquaient de vêtements et de vivres. Les cavaliers, mal montés, chaussés en grande partie en sabots, avaient un si piteux aspect que leur arrivée excitait toujours la plus grande hilarité parmi les Allemands.

certaine que les 18e, 20e, 24e et peut-être 15e corps étaient en marche sur Vesoul. Werder le télégraphia sans retard au général de Moltke, qui s'obstinait encore à croire Bourbaki aux environs de Bourges. Si insignifiants qu'ils fussent, les combats du 5 janvier eurent donc les plus graves conséquences.

Pendant que ces événements se succédaient sur la Saône, Frédéric-Charles ramenait la IIe armée vers le Loir. Derrière lui, la 25e division était restée à Orléans; le 3 janvier on apprit dans cette ville l'évacuation de Briare par nos troupes; on en conclut que, pour l'instant, il n'y avait aucun mouvement offensif à redouter vers le Loing. D'ailleurs le VIIe corps était sur l'Armançon, et le IIe en marche sur Montargis[1], tous deux à portée de se jeter à la rencontre de notre armée.

A cette même date, la 25e division détachait en Sologne un régiment de cavalerie soutenu par un bataillon de chasseurs. Un fort détachement établi au faubourg Saint-Marceau devait les recueillir en cas de besoin. L'abandon de ce faubourg et de la tête de pont, construite au sud d'Orléans, était prévu; on se serait borné à défendre la rive droite.

C'est sur les entrefaites que survint à Versailles le télégramme de Werder annonçant les résultats de la journée du 5 janvier. Le général de Moltke croyait encore l'armée de Bourbaki répartie entre Nevers et Bourges. Aussi, le soir du 5, recommandait-il à Werder de concentrer le XIVe corps et de prendre l'offensive contre les troupes en marche vers Belfort; Langres devait être, non seulement investi, mais attaqué. On voit combien les suppositions du chef d'état-major du roi étaient éloignées de la vérité; mais il faut lui rendre cette justice que, s'il avait montré peu de pénétration jusqu'alors, il sut réparer sa faute avec la plus grande rapidité. Les IIe et VIIe corps étaient, le 6, à Montargis et à Auxerre; tous deux reçurent, par le télégraphe, l'ordre de

1. Le IIe corps se mit en mouvement le 2 par Melun et Fontainebleau; son avant-garde était le 5 à Montargis et le 6 il se concentrait autour de cette ville (*État-major prussien*).

se concentrer autour de Nuits-sous-Ravières et de Châtillon-sur-Seine. La 14[e] division se dirigeait alors, par voie ferrée, sur Mitry; elle fut invitée à rallier directement le VII[e] corps à Châtillon. En même temps, le roi groupait les troupes destinées à opérer vers le sud-est en une nouvelle armée, dite du Sud, et placée sous les ordres du général v. Manteuffel[1]. Mais l'intervention des II[e] et VII[e] corps ne pouvait produire un effet appréciable qu'au bout d'un certain temps et, en attendant, Werder restait, avec trois divisions d'infanterie seulement, devant les trois corps d'armée de Bourbaki. C'est dire qu'il pouvait être écrasé avant l'arrivée de Manteuffel.

Le terrain compris entre la route de Vesoul à Belfort et la frontière suisse présente trois aspects distincts. La partie nord, située de cette route à l'Ognon, est un pays de collines, généralement couvert de bois épais, où les arbres à feuilles caduques dominent. Les accidents de terrain présentent une forme adoucie; les cours d'eau ne sont pas encaissés, mais bordés de prairies humides, souvent infranchissables. Le plus important, l'Ognon, est par sa profondeur un obstacle très sérieux; un petit nombre de gués le traversent.

De cette rivière au Doubs, le caractère du pays se modifie. Déjà les collines, plus élevées, revêtent quelques-uns des aspects familiers au Jura; en certains points, elles sont coupées par des escarpements verticaux de 15 à 25 mètres de haut; les cours d'eau sont encaissés; les vallées ont l'apparence qu'elles présentent dans les régions montagneuses; les sapins et les pins commencent à se montrer; le Doubs, qui court au sud-est, n'est franchissable que sur les ponts.

L'espace compris entre cette rivière et la frontière suisse est un pays de montagnes et de hauts plateaux, le Jura. Généralement couvert de forêts de sapins, il s'élève brusquement au-dessus de la plaine de la Saône, à l'est d'une ligne

1. Qui commandait la I[re] armée en remplacement du général Steinmetz; Manteuffel fut remplacé par v. Göben.

allant de Lons-le-Saulnier à Besançon. Des escarpements qui dépassent parfois 150 mètres, comme à Poligny et à Arbois, jalonnent la limite entre la plaine et la montagne ou plutôt les hauts plateaux. Ceux-ci sont coupés de vallées profondes et traversés par plusieurs chaînes montagneuses dont la direction générale est du nord-est au sud-ouest. En général, les cours d'eau y coulent dans des ravins très accentués, auxquels leurs bords verticaux valent quelquefois le nom de cluses. Les routes suivent fréquemment de véritables défilés. Ainsi celle de Nozeroy à Champagnole est encaissée entre des hauteurs de plusieurs centaines de pieds. Malgré son âpreté, son altitude considérable, ce pays possède plus de ressources qu'on ne pourrait le croire, grâce au travail, à l'industrie des habitants. Son réseau routier, à mailles assez serrées, rayonne surtout autour de Pontarlier, de l'ouest à l'est; les voies conduisant du sud au nord sont relativement rares.

Tel était le terrain sur lequel allaient opérer Bourbaki et Werder. Aux yeux de ce dernier, trois éventualités pouvaient se produire :

Nous marcherions directement sur Nancy; dans ce cas les positions de Vesoul à Port-sur-Saône, au nord de Durgeon, seraient des plus favorables à la défense. Celle-ci, en raison de la conformation du terrain, ne pourrait opérer de retours offensifs que vers la gauche, par Frotey et Quingey; mais l'assaillant aurait à déboucher du plateau au sud de Vesoul, par des routes étroites, fortement encaissées et sous le feu d'une artillerie qui ne pourrait être contrebattue que de loin. Aussi Werder envisageait-il ce premier cas avec la plus grande confiance.

Bourbaki pouvait aussi se porter sur Villersexel et chercher à séparer le XIVe corps de Belfort en remontant l'Ognon. Il lui suffirait d'occuper les Allemands par des démonstrations au sud de Vesoul. Cette éventualité paraissait, fort justement, la plus à craindre. Mais elle exigeait des troupes de Bourbaki des qualités manœuvrières qu'elles ne possédaient aucunement. Il était à croire qu'au contraire le XIVe corps parviendrait aisément, tout en masquant son mouve-

ment par des attaques dirigées au sud de Vesoul, à se dérober dans la direction de Belfort.

Enfin, la 1[re] armée, couverte par une avant-garde laissée au sud de Vesoul, marcherait sur Belfort, entre l'Ognon et le Doubs ou à l'est de cette rivière. Elle aurait à sa disposition quatre routes : celle de Rioz, Montbozon, Villersexel, Héricourt; celle de Marchaux, Rougemont, Arcey; celle de Besançon, Baume, Clerval, l'Isle, qui longe alternativement les deux rives du Doubs; enfin celle de Besançon, Saint-Juan-d'Aadm, Pont-de-Roide, Montbéliard, par les plateaux. Mais notre organisation défectueuse nous retenait dans le voisinage des voies ferrées et même nous interdisait l'usage des petites colonnes, plus maniables que nos lourdes masses.

Des quatre routes qui précèdent, la première, trop exposée aux attaques allemandes, devait être négligée selon toute apparence; la dernière était très peu praticable en raison des neiges; il était à croire qu'on n'en ferait pas un grand usage. Restaient les routes d'Arcey et de l'Isle-sur-le-Doubs; d'Échenoz-le-Sec à Héricourt il y a environ 50 kilomètres en ligne droite; Werder supposait que les premiers échelons de Bourbaki ne pourraient déboucher devant Belfort avant quatre jours. S'il s'apercevait dès le premier jour de notre mouvement vers l'Est, il nous attaquerait de flanc le deuxième jour et serait en avant de Belfort le troisième, même si son offensive avait échoué.

Nulle part une pointe contre nos colonnes n'aurait plus de chances de succès qu'à Villersexel; la 4[e] division de réserve connaissait très bien les environs; le XIV[e] corps disposait de plusieurs routes pour s'y rendre. Au contraire, les colonnes françaises se soutiendraient difficilement entre elles, car les voies transversales étaient de mauvais chemins de culture. Si les Allemands parvenaient à passer l'Ognon à Villersexel, ils nous écarteraient de notre principale ligne de marche sur Belfort et apporteraient une grande perturbation à notre mouvement, si bien qu'ils pourraient atteindre avant nous Héricourt par Lure et Béverne ou par Saint-Ferjeux, Arcey. La Lisaine, qui coupe à Héricourt la route de l'Isle-sur-le-

Doubs à Belfort, se prêterait fort bien à une bataille défensive.

Telles étaient les éventualités prévues par Werder. Les combats du 5 janvier lui firent envisager la vraisemblance de la première, tandis que, jusqu'alors, la seconde avait été considérée comme la plus probable. Il donna, dans la soirée du 5, des ordres pour la concentration de ses troupes au nord de Vesoul.

CHAPITRE XXII

L'ARMÉE SE DÉROBE VERS L'EST

La division Cremer. — Lenteur du mouvement de Bourbaki. — Ordres pour la journée du 9 janvier. — Les Allemands. — Reconnaissances au sud de Vesoul. — Instructions de Moltke. — Ordres de Werder pour le 9 janvier.

Le général Bourbaki avait conçu le projet suivant : abandonner la direction suivie jusqu'alors, se dérober vers sa droite, s'emparer des nœuds de route de Villersexel et d'Esprels, couper Werder de ses communications avec Belfort ; puis se porter contre Tresckow avec les 18e, 20e et 24e corps, tandis que Cremer marcherait de Dijon sur Vesoul, en menaçant les derrières de Werder. Ces mouvements commenceraient le 6 ; l'armée appuierait tout entière vers l'est, en défilant sur une ligne à peu près parallèle au front de l'ennemi.

Comme nous l'avons vu, ces dispositions étaient celles que redoutait surtout Werder. Elles furent approuvées par M. de Freycinet, quoiqu'il jugeât avantageux de diriger Cremer plutôt sur Langres que sur Vesoul[1]. A ses yeux, le concours de cet officier général n'était pas indispensable à Bourbaki, qui, sans le 15e corps, disposait de près de 80,000 hommes contre 35,000. De plus, il croyait que la présence de Cremer à Langres gênerait les colonnes allemandes en marche vers l'est pour renforcer Werder. C'eût été pour Bourbaki, écrit M. de Freycinet, un soulagement réel que de se sentir « ainsi couvert sur sa gauche, car la seule présence de Garibaldi à Dijon ne pouvait lui donner une sécurité complète à cet égard. Les troupes dont disposait ce chef de partisans pouvaient suffire à éclairer le pays, mais non à arrêter efficace-

1. Télégramme du 6, 2h15 soir. M. de Freycinet autorisait Bourbaki à se renforcer tout ou partie des garnisons qui ne seraient pas indispensables aux places de la région. Il ajoutait que Langres pourrait fournir 10,000 hommes, chiffre assurément très exagéré.

ment les corps ennemis dirigés sur Gray ou Pontailler ». Au contraire, Cremer manœuvrant entre Gray et Langres avec 20,000 hommes et donnant la main à Garibaldi « aurait sans doute barré le passage aux ennemis[1] ».

C'est ici le lieu de répéter que Garibaldi et Pellissier, avec ou sans le concours de Cremer, étaient tout à fait incapables d'arrêter les IIe et VIIe corps prussiens. Que pouvait, en face de ces quatre divisions, un ensemble aussi hétérogène, aussi faiblement organisé, presque sans artillerie, ni cavalerie, dont le commandement était tiraillé entre trois chefs distincts. Un seul moyen s'offrait d'assurer jusqu'à un certain point la sécurité de notre gauche pendant la marche sur Belfort : c'était d'établir le 15e corps entre Dijon et Langres, face au nord-ouest. Même jointes à l'armée des Vosges et aux mobilisés de Pellissier, ses trois divisions n'auraient pas été de trop pour le rôle si important qui leur eût été dévolu.

Quoi qu'il en soit, il était indispensable que Bourbaki ne perdît pas une heure dans sa marche sur Belfort. Chaque instant écoulé accroissait la probabilité pour l'ennemi de recevoir des renforts, peut-être de couper notre retraite. Mais le général en chef ne semblait pas s'en rendre compte. Ainsi, le soir du 6, il annonçait au ministre qu'il serait sans doute forcé de garder l'immobilité le 7 janvier. Pour expliquer cette perte d'une journée, il mettait en avant deux motifs : la marche très lente des convois et le débarquement à Besançon d'une seule brigade du 15e corps[2]. Le premier n'était que trop réel, mais il n'aurait pas dû entrer en ligne de compte devant les dangers du moindre retard. Quant au second, il ne reposait sur aucune base sérieuse. La coopération du 15e corps n'avait nullement été admise lors de l'élaboration du projet d'expédition dans l'Est. Par suite, ce corps d'armée ne pouvait être considéré que comme un renfort imprévu.

Pour la 1re armée, la journée du 6 se passait à des mouve-

1. De Freycinet, p. 230. L'effectif attribué à Cremer ne peut s'expliquer que si l'on tient compte des renforts éventuels à tirer de Langres. En réalité la division Cremer comptait alors 12,000 à 14,000 hommes.
2. Télégramme du 6, 7h30 soir.

ments sans importance. Les 24e, 20e et 18e corps appuyaient vers l'est, sous la protection de la 1re division du 18e corps, qui restait en position face à Vesoul et allait ensuite s'établir en deuxième ligne. L'armée avait à peine gagné quelques kilomètres[1].

De même, le 7 janvier fut à peu près perdu pour nos troupes, qui conservèrent la plupart de leurs emplacements du 6. La principale raison de cet arrêt, si grave par ses conséquences, était la difficulté toujours croissante des ravitaillements. Le soir du 7, Bourbaki télégraphiait à l'intendant en chef Friant, resté à Besançon, de multiplier ses réquisitions de voitures et de réunir autant d'approvisionnements que possible. Les vivres vont faire défaut, ajoutait-il, si les convois ne sont pas plus nombreux. Déjà un ordre général prescrivait, à défaut de pain, la distribution de 500 grammes de farine ou de 350 grammes de viande; il autorisait la substitution de 200 grammes de viande aux « petits vivres » de campagne.

Les retards survenus dans le mouvement de Bourbaki inquiétaient fort M. de Freycinet, avec trop de raison. Il insistait sur la nécessité de se hâter, faisant remarquer que la famine menaçait Paris, que les renforts venant de l'ouest finiraient par assurer aux Allemands la supériorité du nombre, et qu'enfin ceux-ci marchaient à une allure au moins double

1. L'ordre de mouvement, pour le 6, parvenait à midi seulement à la 2e division du 18e corps. Suivie de la réserve d'artillerie, du bataillon du 49e de marche et de ses convois, elle se dirigeait par Grandvelle, Fondremant, Hyet sur la route de Besançon à Vesoul et s'établissait dans les positions occupées jusqu'alors par le 20e corps (1 brigade au Magnoray, au bois de la Bouloy, à la ferme de Ronvaux; 1 brigade en arrière des bois du Grand-Buisson et de Filain). La réserve d'artillerie et le 49e de marche allaient à Quenoche.

La brigade légère de la division de cavalerie occupait, jusqu'à la nuit, Noidaux-le-Ferroux, Raye et Claus, puis Grandvelle et Rosay. La brigade de cuirassiers et de dragons cantonnait à Pennesières, après s'être arrêtée à Mailley jusqu'à 3 heures.

La 3e division, tout en gardant jusqu'à la nuit ses positions vers la ferme des Évêques, se portait sur Mailley, où elle relevait la 1re division. Enfin, celle-ci allait s'établir à Authoison et Courboux; le quartier général du 18e corps était à Pennesières.

Le 20e corps passait la nuit vers Villers-Pater et Montbozon; le 24e, vers Rougemont, Monfermey, Mérandans, Puessans, Huanne, Rillans, Tournans, Trouvans; la réserve générale, à Loulans, Vieilles-Granges et Traitié-Fontaine.

de la nôtre[1]. A deux reprises, le 7 janvier, il revenait sur l'utilité de diriger Cremer vers Langres, afin de couper les renforts ennemis qui affluaient de l'ouest[2]. Mais il ne manifestait encore aucune inquiétude pour Dijon et surtout pour les propres communications de Bourbaki, qui allaient être si promptement menacées[3].

A part une escarmouche à Vellefaux entre une reconnaissance du 5e dragons de marche et les Badois, ainsi qu'une canonnade de courte durée dirigée d'Esprels (14e batterie du 13e régiment) sur Moimay, la journée du 7 se passait sans incident.

Le 8, Bourbaki adressait à Chanzy, alors au Mans, un télégramme résumant la situation de son armée et ses projets. Son quartier général était à Montbozon; il y resterait le 9[4] avec celui du 18e corps; ceux des 20e et 24e seraient à Rougemont et à Cuse. Le 15e corps se dirigeait par voie ferrée sur Clerval; l'une de ses brigades serait détachée à Blamont, menaçant Montbéliard par le sud-ouest; le reste marcherait de Clerval sur Fontenelle pour former l'extrême gauche de l'armée. « Il peut se faire, ajoutait Bourbaki, que notre première rencontre sérieuse ait lieu à Villersexel. Quels que soient les moyens employés, je me propose, une fois Belfort débloqué, de me porter sur les communications de l'ennemi.... » Ses mouvements avaient été retardés par la difficulté du ravitaillement, qui croissait à mesure qu'on s'éloignait des voies ferrées. Il savait que Frédéric-Charles n'occupait plus Orléans[5], qu'il détachait vers l'est des forces considérables. Aussi avait-il demandé au général de Pointe

1. Télégramme du 7, 11h45 matin.

2. Télégramme du 7, 2h10 soir et minuit 30.

3. Le 18e corps conservait à peu près ses positions du 6, ainsi que les 20e et 24e corps; la réserve générale allait à Aubertans et Villers-Pater. La 7e compagnie du 16e régiment d'artillerie (pontonniers), qui arrivait de Saint-Amand, construisait, le 7, à Pesmes, deux ponts de chevalets destinés à remplacer le pont de bateaux qui y avait été jeté.

4. En réalité, il fut transporté, le 9, au château de Bournel, entre Cuse et Cubry.

5. Renseignement faux; les Allemands ne cessèrent jamais d'occuper Orléans après le 4 décembre.

de Gévigny d'opérer des démonstrations vers Clamecy et sur la Loire. « Je chercherai le plus promptement possible à couper les communications de l'ennemi, mais je crois qu'il convient de ne jouer son va-tout qu'à bon escient[1]. »

Ainsi, dès le 8 janvier, Bourbaki savait son flanc gauche et même ses derrières menacés; il se bornait à réclamer « des démonstrations » vers Clamecy et sur la Loire. Pourtant il était difficile d'admettre que les quelques milliers d'hommes du général de Pointe pussent ainsi ralentir sensiblement la marche des Allemands.

De son côté, M. de Freycinet approuvait entièrement le mouvement de l'armée entre Vesoul et Belfort. Il le trouvait bien conçu; cependant il persistait à croire que Cremer pourrait être plus utilement employé vers Langres[2].

Pour l'armée, la journée du 8 se passait encore dans une immobilité à peu près complète. Le 18e corps continuait cependant son mouvement de flanc; la 2e division attendait que les deux autres l'eussent dépassée et formait arrière-garde. Elle ne se mettait en marche que vers midi et atteignait fort tard ses cantonnements[3]. Les avant-postes du 20e corps signalaient l'évacuation de Villersexel et une fraction de la 3e division s'y installait aussitôt[4]. Aidés de la population, nos mobiles exécutaient quelques travaux défensifs, notamment deux barricades sur le pont de l'Ognon qui donne accès à la ville vers le nord; elles étaient reliées par une sorte de chemin couvert, fait de ballots et de madriers appuyés contre la balustrade[5].

---

1. Télégramme du 8 janvier, 10h 30 matin.
2. Télégramme du 8 (M. de Freycinet à M. de Serres).
3. La 2e division du 18e corps allait à Authoison, à Roche-sur-Linotte et Fontenois-les-Montbozon, Saurans-les-Cordiers. La 1re division s'établissait autour de Cognières.
4. Le 1er bataillon des mobiles de la Corse; 2 compagnies du 2e bataillon du 58e mobiles [Vosges] (le reste est cantonné à Cubrial), et un peloton du 6e cuirassiers de marche. Ces troupes sont ainsi réparties :

7e et 8e compagnies de la Corse, les deux compagnies des Vosges au pont de l'Ognon; les 2e, 5e et 6e de la Corse entre le pont et le château; la 3e occupe ce dernier; la 4e est dans un verger qui domine le pont. La 1re n'a pas encore rejoint, de Cuse (*Historique du corps*).
5. *Villersexel* (extrait *du Journal des sciences militaires*), p. 7.

Sur le front du 24e corps, une escarmouche se produisait à Accolans entre une reconnaissance allemande et six pelotons du 7e de cavalerie légère mixte. Enfin, à l'extrême droite de l'armée, le corps Bourras se tenait à Feurcey avec des avant-postes passant par Bondeval, Roche et Glay[1].

Pour la journée du 9 janvier, Bourbaki arrêtait les dispositions suivantes : les fractions déjà débarquées du 15e corps occuperaient les positions situées le long de la route de Fontaine à Belfort, par Arcey, de Laguinguette à Onans, en deuxième ligne. Le 24e corps s'étendrait du ruisseau du Scey à Georfans et Grammont, par Vellechevreux. Le 20e corps tiendrait Villargent, Villers-la-Ville et les Magny ; le 18e corps, Villersexel, Autrey-le-Vay, Esprels, le bois de Chassey ; la réserve générale, Cubry, Abbenans, Fallon[2].

On voit que l'armée allait se déplacer d'une dizaine de kilomètres vers l'est. Les 24e, 20e et 18e corps seraient établis du ruisseau du Scey au bois de Chassey, sur un front de vingt kilomètres environ. Le 15e corps et la réserve générale formeraient deuxième ligne derrière la droite et le centre. Une partie du 18e corps se trouverait en flèche au nord de l'Ognon, exposée à des attaques convergentes. Enfin, Bourbaki ne faisait point ressortir la nécessité de garder l'important nœud de routes de Villersexel.

Tandis que nous nous acheminions lentement vers Belfort, les Allemands mettaient un certain temps à se rendre compte de notre mouvement. Ils étaient, en effet, trompés par les escarmouches qui se produisaient à la gauche du 18e corps dans la nuit du 5 au 6. Le matin suivant on annonçait faussement à Werder que nous nous étions renforcés dans la direction de Vesoul à Boursières et Aroz. Il en concluait que notre offensive principale se produirait à l'ouest de Vesoul, et prescrivait au XIVe corps (6 heures du matin) de se con-

1. Un bataillon de mobiles du Doubs occupait Blamont ; une compagnie franche de zouaves, Bondeval ; une compagnie de gardes forestiers et des mobilisés du Doubs, Roche.

2. Ordre de mouvement pour le 9 janvier. A cette répartition étaient jointes de minutieuses prescriptions sur les reconnaissances.

centrer de Port-sur-Saône à Frotey, derrière le Durgeon. La brigade v. der Goltz restait seule en position au sud-est de Vesoul, pour observer le flanc droit de Bourbaki.

Cette résolution de Werder nous était fort avantageuse, car elle eût permis de le gagner en vitesse dans la direction de Belfort. Il est vrai que la présence de l'ennemi à Vesoul nous aurait empêchés de suivre la route d'Esprels à Lure et à Belfort, trop exposée à une attaque de flanc; mais il restait la route de Villersexel à Héricourt, par Arcey; celle de Baume-les-Dames à Montbéliard, par Onans et Arcey; celle de Baume à Montbéliard, par la vallée du Doubs, et enfin celle des plateaux de la rive gauche du Doubs. On peut donc admettre que la position de Vesoul ne couvrait nullement le siège de Belfort. Werder aurait eu tout avantage à se reporter sans retard derrière la ligne Lure-Villersexel. Il fût resté une menace pour Bourbaki, au cas où ce dernier eût persisté à marcher vers le nord. Si, au contraire, notre armée avait obéi à l'attraction de Belfort, Werder eût été, mieux encore qu'à Vesoul, à même de la gagner de vitesse[1].

Contrairement à son attente, la journée du 6 se passa sans attaque. On ne remarqua même aucun mouvement de notre part. Il devenait indispensable de se rendre compte de ce qui se passait à l'abri de nos avant-postes. Werder prescrivit que la 2e et, au besoin, la 3e brigade badoise opéreraient, avec la cavalerie et l'artillerie de corps, une reconnaissance offensive dans la direction de notre gauche supposée. De son côté, v. Tresckow, qui avait dirigé, le 5, un détachement sur Villersexel (3 bataillons, 1 batterie, 1 escadron, colonel v. Ostrowski), lui prescrivait de s'arrêter à Arcey. Ostrowski constatait, le 6, que l'Isle-sur-le-Doubs continuait d'être occupé. Les gens du pays annonçaient la marche d'un corps français sur Belfort.

1. Obéissant à sa constante préoccupation, dissimuler le plus possible les erreurs allemandes, l'état-major prussien cherche à établir le contraire, mais dans l'ouvrage impartial qu'il a consacré à ces opérations, v. der Wengen reconnaît la faute commise par Werder.

Au sud du Doubs, les Allemands ne remarquaient aucun mouvement le 6 janvier. Cependant l'avant-garde du détachement Debschitz avait une escarmouche à Bondeval contre une fraction du corps Bourras. Mais, dans la nuit du 6 au 7, on constatait l'affaiblissement de la gauche de nos avant-postes, et Werder prenait le parti de limiter le mouvement de sa droite[1]. L'état-major du Roi approuvait (7 janvier) cette reconnaissance offensive, mais il recommandait à Werder de se retirer, en cas d'insuccès, sur l'Alsace. Au cas où Bourbaki menacerait les communications allemandes par Langres, le XIV[e] corps devrait s'attacher à lui pour ralentir son mouvement. Le général de Moltke annonçait en même temps la concentration à Châtillon du VII[e] corps, soutenu par le II[e], pour arrêter de front l'offensive de Bourbaki.

Dans la matinée du 7, les troupes de Werder poussaient des reconnaissances dans plusieurs directions. Grâce à notre complète inaction, elles constataient que notre objectif n'était pas Vesoul et que nous opérions un mouvement de flanc vers Belfort. Bonnal, sur l'Ognon, était occupé par des mobiles et des francs-tireurs; des paysans armés se montraient vers Villersexel, indice certain de l'approche des troupes françaises. Enfin, de Bâle, on télégraphiait, de source sûre, que Bourbaki, de concert avec l'armée des Vosges et celle de Lyon, était en marche sur Belfort, la Haute-Alsace et le pays de Bade, à la tête de 150,000 hommes[2]. Sur les entrefaites, le général de Moltke définissait à nouveau, pour Werder, la mission du XIV[e] corps. Après lui avoir confirmé

---

1. Löhlein. Toute cette partie des opérations est défigurée par l'état-major prussien, qui laisse à peine soupçonner les perplexités de Werder pendant la période du 5 au 9 janvier. D'après v. der Goltz (*Die Operationen der II. Armee an der Loire*), Frédéric-Charles recevait dans la nuit du 7, à Vendôme, un télégramme de Versailles daté du soir du 6 et portant que Bourbaki s'était dirigé avec le 19[e] corps sur Dijon, en laissant 20,000 hommes à Vierzon, tandis que Chanzy avait reçu ordre de prendre l'offensive vers Nogent-le-Rotrou. Le général v. Werder avait déjà reconnu la présence devant lui des 18[e] et 20[e] corps.

Au contraire, à Vendôme, on constatait dans les combats du 6 janvier la présence de fractions des 15[e], 16[e], 17[e] et 20[e] corps.

On voit quelle incertitude régnait encore à cette date, dans les états-majors allemands, sur la constitution de nos armées.

2. Löhlein, p. 161; *État-major prussien*, tome IV, p. 1062.

l'envoi sur la Saône des IIe et VIIe corps, ainsi que du général v. Manteuffel, le chef d'état-major du Roi lui recommandait de couvrir en toutes circonstances le siège de Belfort. Par contre, il n'aurait pas à s'occuper de la garde du territoire situé à l'ouest des Vosges; elle serait confiée aux troupes du gouvernement de Lorraine, en attendant la venue de Manteuffel. Cependant, il devrait assurer la sécurité de son flanc droit, au besoin en faisant détruire les routes de la partie sud des Vosges.

Au cas où Bourbaki marcherait directement vers le nord, il garderait le contact avec lui, en se reliant aux troupes du gouvernement de Lorraine.

Le gouverneur général d'Alsace avait ordre de réprimer avec la dernière énergie toute tentative d'insurrection; Werder ferait de même ; le général de Moltke l'invitait à ne point ménager la population « dans l'intérêt même de celle-ci » ; la répression frapperait soit les individus, soit les communes tout entières.

Même en cas de retraite momentanée, Werder garderait le contact le plus étroit avec l'armée de Bourbaki, de façon à reprendre au plus tôt l'offensive et à éviter que nous ne puissions nous jeter, en forces supérieures, sur les IIe et VIIe corps.

De toute nécessité les opérations de Bourbaki devaient être liées aux chemins de fer, indispensables au ravitaillement de ses troupes. Il serait donc très avantageux de menacer les lignes ferrées qui serviraient à ses communications. En prévision de sa marche vers le nord, le gouverneur général de Lorraine aurait à préparer la destruction des chemins de fer de Langres à Chaumont et d'Épinal à Saint-Loup. De même, la ligne de Mulhouse à Belfort devant être, avant longtemps, inutilisable pour les Allemands, on détruirait d'une façon durable celle de Mulhouse à Bâle.

Le général de Moltke ajoutait que le ministère de la guerre badois avait ordre de concentrer des troupes dans la partie sud du grand-duché, pour observer le Rhin et empêcher le passage de corps de partisans. Ces derniers détails montrent

assez que le chef d'état-major du Roi appréciait à sa valeur l'importance de notre entreprise[1]. La veille, il avait recommandé au gouverneur général de Lorraine de faire armer Toul et de donner à cette place une garnison suffisante[2].

Ces instructions répondaient à la situation, si incertaine qu'elle fût. Elles accordaient naturellement à Werder la plus grande initiative. Mais ce général laissait voir de l'hésitation et du défaut de clairvoyance. Au lieu de se concentrer rapidement au nord de Villersexel, il perdait à peu près toute la journée du 8, se bornant à nous faire observer par sa cavalerie et ne renonçant pas encore à l'hypothèse d'une marche de Bourbaki sur Vesoul[3]. Il était, d'ailleurs, maintenu dans son incertitude par l'apparition à l'ouest de cette ville d'un certain nombre de corps francs déjà en marche vers les Vosges. Il faisait distribuer aux troupes trois jours de vivres et deux d'avoine, afin de les tenir prêtes à marcher.

Leurs patrouilles trouvaient Saint-Ferjeux faiblement occupé. Au contraire, une colonne d'au moins 15,000 hommes était en route d'Authoison sur Montbozon. Malgré ce fait significatif, Werder doutait encore. Afin d'acquérir la certitude qui lui manquait, il prescrivit que, le 9, la 3e brigade dirigerait une reconnaissance de Vellefaux vers Rioz. Elle se porterait ensuite sur Villersexel et Esprels, si la marche de Bourbaki vers l'est était confirmée.

En attendant, Werder avait déjà reporté vers la Haute-Alsace sa ligne d'étapes, trop menaçée à l'ouest des Vosges. Il fit continuer la reconnaissance de nos positions pendant le clair de lune du 8 au 9 janvier. On constata que les villages au sud de Vesoul étaient évacués; au contraire, Villersexel paraissait fortement occupé, ainsi que les villages dans le

1. Lettre du général de Moltke à Werder, 7 janvier, *État-major prussien*, tome IV, p. 508.

2. Instruction du 6 janvier. *État-major prussien*, tome V, p. 763.

3. L'officieux Löhlein écrit le contraire, mais v. der Wengen, plus indépendant, établit que, même dans la soirée du 9, Werder n'avait pas encore renoncé à cette hypothèse.

Löhlein cite parmi les corps qui marchaient à l'ouest de Vesoul celui du colonel Bernard, qui rayonna plus tard autour de Mirecourt.

voisinage des routes de Rougemont à Saint-Ferjeux et d'Accolans à Vellechevreux. De Geney un détachement escarmouchait contre les avant-postes de v. Bredow[1].

Ces renseignements fixèrent les irrésolutions de Werder. Avec une sûreté de vues que l'on n'aurait pas attendue de lui, il décida (9 janvier, 3 heures du matin) de porter un coup droit dans le flanc de Bourbaki. Ainsi il ralentirait son mouvement et parviendrait à le devancer.

La 4e division de réserve était depuis l'après-midi du 8 à Noroy-le-Bourg; elle recevait ordre de porter son avant-garde à Villersexel et son gros à Aillevans. La brigade v. der Goltz la remplacerait à Noroy-le-Bourg, où elle attendrait des ordres; la division badoise se porterait à Athesans par Vy-les-Lure. Vesoul et Port-sur-Saône resteraient provisoirement occupées par des troupes d'étapes[2], renforcées de deux bataillons. Le colonel v. Bayer, qui commandait le tout, avait ordre de tenir à Vesoul, sauf contre des forces très supérieures. Au besoin, il se retirerait sur Luxeuil. Dans le cas où nous le devancerions devant Belfort, Werder était prêt à jeter des fractions de la division badoise en soutien de Tresckow.

Ces ordres devaient fatalement entraîner un combat et un retard sensible dans notre mouvement. C'était le premier résultat de la faute commise par Bourbaki, en marchant avec une telle lenteur et en ne détournant pas l'attention de l'ennemi par de vigoureuses démonstrations au sud et à l'ouest de Vesoul. Sous ce rapport, l'absence de la division Cremer, retenue à Dijon jusqu'au 8, fut particulièrement regrettable. Dirigée de Gray vers Port-sur-Saône, elle aurait utilement occupé notre adversaire vers sa droite.

---

1. Ancien détachement du colonel v. Ostrowski, porté à 7 bataillons, 2 batteries et demie, 2 escadrons. Le 8, il occupait la ligne Saulnot, Arcey, Onans.
2. A Vesoul, 6 compagnies, 1 escadron, 2 batteries (major Schack); à Port-sur-Saône, 2 compagnies, 1 escadron de troupes d'étapes.

CHAPITRE XXIII

COMBAT DE VILLERSEXEL

(9 janvier).

Théâtre de l'action. — Premier combat. — Prise de Villersexel. — Le 18e corps. — Combat de Marat. — Deuxième combat de Villersexel. — Reprise de la ville. — Résultats du combat. — Réflexions.

Villersexel est un bourg de 1,400 habitants, situé sur la rive gauche de l'Ognon, qui, dans cette partie de son cours, forme plusieurs bras, bordés de prairies humides, parfois marécageuses. Un pont de 200 mètres le relie à la rive nord. Au delà s'étend une bande de terrain découvert qui s'élève en pente douce vers le nord-ouest. Puis vient le massif forestier du Grand-Fougeret, qui s'étend jusqu'auprès d'Aillevans. A l'ouest, une série de bois moins étendus dessine un demi-cercle autour de Marat et d'Esprels. Un ruisseau, le Lauzin, les sépare du Grand-Fougeret; il se jette dans l'Ognon près de Moimay.

Villersexel occupe en partie une croupe dont l'axe est parallèle à l'Ognon; elle est dominée à l'est et au sud-est par le terrain d'alentour, auquel elle se relie par de molles ondulations. Il en résulte que le bourg est entièrement caché aux vues d'un spectateur débouchant du sud et de l'est. Dans ces deux directions ses abords sont ondulés, plantés de vignes ou découverts. Vers le nord, des pentes très raides unissent cet ensemble à la vallée de l'Ognon. C'est sur elles et sur la croupe dont nous avons parlé que s'élève Villersexel, en deux quartiers distincts, haut et bas, reliés par des rues fortement inclinées.

Entre la rivière et le pied des hauteurs s'allonge une étroite bande de terrain, occupée par une rangée irrégulière de maisons; d'un côté elle aboutit au pont et de l'autre à une prairie.

Le bourg haut contient les principales maisons, l'église, la mairie, le château. Ce dernier est un vaste édifice à deux étages, avec deux ailes, dont la façade principale fait face au nord et mesure 70 mètres. Il occupe une position dominante au-dessus de la vallée. Le parc qui l'entoure, boisé dans sa partie ouest, descend jusqu'à l'Ognon et atteint 500 mètres dans sa plus grande dimension. Au sud et à l'est, il est clos d'un mur peu élevé, en assez mauvais état vers le sud, et surmonté d'une grille vers la porte principale. Celle-ci fait face au sud, vers l'église. Deux cours, séparées par une deuxième grille, donnent accès au château. Une ruelle en contre-bas les sépare de la ville et descend à la rivière; à son extrémité, près du moulin, une grille s'ouvre dans le parc.

Au nord, ce dernier est relié à une forge, située au delà de l'Ognon, par un pont de bois qui franchit le premier bras, large de quelques mètres. Puis une passerelle en fil de fer, très étroite, traverse le bras principal qui est assez profond et mesure quinze mètres environ. Ce pont suspendu en miniature est à peine assez large pour donner passage à un seul homme de front, non sans un balancement accentué. Enfin, un grand moulin s'élève sur une dérivation située au bout du mur est du parc.

On voit qu'en débouchant du Grand-Fougeret, les Allemands allaient voir Villersexel s'étaler en amphithéâtre de chaque côté du pont. A droite de la ville, le château découpait nettement sa haute façade sur l'horizon, dans une position très dominante[1].

Le matin du 9 janvier, vers 7 heures, le gros de la 4e division de réserve[2] se mettait en marche de Noroy-le-Bourg

---

1. *Villersexel.*

2. *Avant-garde* (général v. Tresckow II): 1 régiment d'infanterie, 1 régiment de uhlans de réserve, 2 batteries de réserve; *Gros* (colonel Knapp v. Knappstadt): 4 bataillons de landwehr, 3 escadrons de uhlans de réserve, 3 batteries de réserve, 1 compagnie de pionniers de forteresse, 1 détachement de ponts (*État-major prussien*, tome IV, p. 1067).

Il y avait alors à Villersexel 2 bataillons de mobiles (Corse et Vosges), 2 compagnies de la 1re légion du Rhône et un escadron du 6e cuirassiers de marche. D'après Brisac (p. 94), il n'y aurait eu que deux compagnies du bataillon des Vosges.

sur Aillevans, où les pionniers commençaient un pont. En même temps, l'avant-garde se dirigeait vers Villersexel. Dès qu'elle déboucha du Grand-Fougeret, elle fut arrêtée par une vive fusillade. Ses deux batteries ouvrirent le feu de la lisière sud du bois et canonnèrent le bourg, le parc et le pont. Cependant une première attaque, faite vers 10 heures par un bataillon prussien, échoua entièrement. Le pont était fortement barricadé, comme nous l'avons vu; les maisons voisines, la lisière de la ville, le parc et le château formaient plusieurs étages de feux qui rendaient impossible une attaque directe.

Mais un officier s'aperçut que la passerelle de la forge était restée intacte; six compagnies s'y hasardèrent successivement, culbutèrent le poste chargé de sa garde et pénétrèrent dans le parc. L'instant d'après, le château était enlevé et l'ennemi faisait 90 prisonniers. La réussite de ce coup de main, due à notre impardonnable négligence, changea la situation. Tresckow porta cinq nouvelles compagnies vers Moimay, à la passerelle ou au pont; ses troupes s'emparèrent de l'entrée de la ville vers Rougemont, en délogeant deux de nos compagnies. Puis les Prussiens (4 compagnies) renouvelèrent l'attaque du pont. Cette fois les défenseurs, menacés dans leur retraite, se replièrent le long du Scey. Une compagnie qui se retirait directement sur Villers-la-Ville fut chargée par un escadron de uhlans, qui lui prit 60 hommes[1]. Un retour offensif du 2e bataillon de la Corse fut aisément repoussé. Vers 1 heure, Villersexel était entièrement occupé; les Allemands avaient fait 500 prisonniers et le lieutenant-colonel Parran, des mobiles de la Corse, était parmi les morts. Les bataillons de v. Tresckow II prirent position au sud-est de la ville, et un moment d'accalmie se produisit jusque vers deux heures. Werder, qui arrivait à Villersexel, donnait per-

1. *État-major prussien.* D'après v. der Wengen, cette compagnie allait de Villers à Villersexel quand elle se mit en retraite. Au moment de la charge, les officiers crièrent inutilement à leurs mobiles : « Tirez donc! Tirez donc! ». Aucun coup de feu ne fut tiré, et l'ennemi prit 2 officiers et 61 hommes. Un état signé du chef d'état-major du 20e corps donne pour les mobiles corses une perte de 8 tués, 19 blessés et 350 disparus, dont 13 officiers. (Grenest, *l'Armée de l'Est*, p. 189.)

sonnellement aux généraux v. Schmeling et v. Tresckow II l'ordre de tenir la ville jusqu'au soir. Leur départ aurait sans doute lieu dans la nuit[1].

A ce moment, Bourbaki, accouru du château de Bournel, atteignait le champ de bataille. Aussitôt il prescrivait au 20e corps de reprendre la ville et de border le Scey au nord-est, au 18e de déboucher d'Esprels et de s'établir sur les hauteurs à l'ouest, tout en dirigeant une division sur Villersexel, en soutien du 20e corps. La réserve générale viendrait occuper les emplacements primitifs de ce corps d'armée.

Le général Billot avait pris les dispositions suivantes : la division Feillet-Pilatrie, partie de Thieffrans, de Cognières et de Bouhans, se porterait sur Esprels, Autrey-le-Vay et Pont-sur-l'Ognon qu'elle occuperait ; la division Penhoat quitterait Saurans-les-Cordiers, Roche-sur-Linotte et Authoison, pour se diriger sur Villersexel ; la division Bonnet partirait de Montbozon et de Thiénans pour aller s'établir en deuxième ligne à Chassey, Thieffrans, Bonnal et Tressandans ; la cavalerie, venant de Pennesières et d'Aubertans avec le bataillon du 49e de marche et une batterie à cheval, irait à Montbozon, Cognières et Bouhans. Enfin, la réserve d'artillerie se porterait par Montbozon à Pont-sur-l'Ognon, où elle serait prête à se diriger sur Esprels. Ces mouvements commenceraient à 7 heures, sauf celui de la division Bonnet, qui quitterait Montbozon à 11 heures seulement[2].

La tête de la division Feillet-Pilatrie atteignait Esprels, quand un peloton du 3e lanciers de marche (3e escadron) signala la présence, dans ce village, d'un escadron de uhlans déjà aux prises avec des francs-tireurs et des paysans armés.

1. Löhlein, p. 166. V. der Wengen écrit que notre retraite eut lieu vers 10h 30 (*Der Feldzug der französischen Ost-Armee von 1870-1871, Allg. Mil.-Zeit.* 1895) ; v. Loos (*Zur Geschichte des 1. Rhein. Infanterie-Regiments No. 25*), écrit vers 11 heures. Enfin, l'*État-major prussien* écrit vers 1 heure.

2. *Ordre de mouvement* du 18e corps. Le bataillon du 49e de marche avait été prélevé sur la garnison d'Auxonne, lors du passage de l'armée près de cette petite place. Il fut rattaché au 18e corps sans être endivisionné.

Il fut rejeté et nos cavaliers se portèrent sur Marat, Moimay et Autrey-le-Vay, pendant que la 1re brigade de Feillet-Pilatrie se rassemblait à Esprels.

Ce mouvement n'échappait pas aux patrouilles de la 4e division de réserve ; elle n'avait que de faibles détachements à y opposer. Mais Werder dirigea la brigade v. der Goltz sur la Grange-d'Ancin et la chargea d'assurer vers Marat et Moimay la sécurité des troupes engagées à Villersexel[1]. La présence de l'ennemi ayant été signalée à Marat et à la ferme des Pateys, l'une de nos sections d'artillerie fut établie sur une hauteur qui domine Esprels, entre les routes de Marat et de Vesoul, et une reconnaissance de cavalerie poussa sur Marat où on l'accueillit à coups de fusil. Dix des pièces de Feillet-Pilatrie vinrent alors rejoindre la section dont nous avons parlé, sous la protection du 2e bataillon du 42e de marche, établi entre le bois de la Bouloye et la route de Vesoul[2]. Le 9e chasseurs de marche fut dirigé sur Autrey-le-Vay.

A peine ces dispositions prises, des tirailleurs allemands débouchèrent de Marat vers Esprels. La 20e batterie du 9e régiment, bientôt soutenue par la 13e du 13e, ouvrit le feu à 1,800 mètres, et arrêta promptement la marche de l'ennemi (10h30).

Vers 11 heures, des tirailleurs reparurent à l'ouest de Marat, semblant menacer la gauche de nos batteries et d'Esprels. De plus, l'ennemi était signalé le long du Lauzin, vers Moimay ; ses éclaireurs entraient dans le bois des Brosses et marchaient sur Autrey. Mais le général Billot arrivait à

---

1. Ordre de marche de la brigade v. der Goltz :

Avant-garde, lieutenant-colonel Nachtigal : 2 bataillons, 1 escadron de réserve, 2 batteries de réserve ; *Gros,* colonel Wahlert : 4 bataillons, 2 escadrons de réserve, 1 batterie de réserve. Un régiment de dragons de réserve était resté à Aillevans. En outre, quelques compagnies de landwehr étaient réparties vers Marat et Moimay.

Il existe de très grandes divergences entre la relation de l'*État-major prussien,* le rapport du général Billot et les historiques de nos corps. La version française nous a paru la plus vraisemblable.

2. 2 compagnies soutenaient l'artillerie d'Esprels ; 4 faisaient face à l'ouest (*Historique du 42e*).

Esprels. Les 1er et 3e bataillons du 42e de marche prirent position à la lisière sud-est du bois de la Bouloye ; la 14e batterie du 13e régiment s'établit un peu au sud, de façon à battre Marat et Moimay. Le centre de nos positions, près des deux autres batteries, fut confié à deux bataillons (44e de marche et 19e mobiles) ; enfin, à Autrey, le 9e chasseurs de marche, renforcé d'un bataillon du 19e mobiles, fut mis sous les ordres du commandant Libermann, de l'état-major du 18e corps. Le 73e mobiles, placé dans les bois de Chassey entre les chemins d'Esprels et de Chassey à Vesoul, gardait notre extrême gauche, et le reste de la division Pilatrie était en réserve au nord d'Esprels.

Grâce à notre artillerie, l'ennemi (3 batteries) ne put se maintenir dans Marat et, vers 3 heures, six compagnies du 42e de marche y pénétraient sans coup férir. Malgré les obus allemands, quatre d'entre elles s'y installèrent et les autres prirent position sur une hauteur à l'ouest[1].

Cependant, l'avant-garde de v. der Goltz avait jeté dans Moimay deux compagnies, bientôt renforcées d'une troisième venant de Villersexel. Connaissant la présence, devant lui, de forces considérables et la nécessité de garder Moimay, v. der Goltz y porta la plus grande partie de sa colonne (2 bataillons et 1 batterie). De plus, les trois compagnies venant de Marat s'étaient retirées sur Moimay ; les deux batteries de l'avant-garde avaient d'abord pris position au nord de ce village ; elles s'établirent ensuite à l'ouest et dirigèrent leur tir contre une partie de l'artillerie du 20e corps, placée à la ferme Rullet. La batterie du gros vint les y rejoindre après avoir un instant tiré sur Marat des abords de la Grange d'Ancin.

De Moimay, cinq compagnies allemandes pénétrèrent dans le bois des Brosses, où elles furent bientôt vivement engagées (vers 1 heure) contre deux compagnies du 9e chasseurs éta-

1. D'après l'*État-major prussien*, aucune fraction de l'ennemi n'aurait dépassé Marat ; trois compagnies, qui tentaient de s'y installer, auraient été devancées par le 18e corps.

blies dans les bois des Brosses et du Chassois[1]. V. der Goltz se crut même assez fort pour détacher à Villersexel neuf compagnies avec le lieutenant-colonel Nachtigal. Elles devaient relever les fractions de la 4e division de réserve, pour leur permettre de marcher vers Belfort. Malheureusement, la division Feillet-Pilatrie ne mit pas à profit l'affaiblissement de nos adversaires.

Sur les entrefaites, le général Billot avait envoyé plusieurs officiers à l'amiral Penhoat pour presser sa marche sur Villersexel. En même temps il invitait les généraux Bonnet (3e division) et Brémond d'Ars (division de cavalerie) à quitter les cantonnements qui leur étaient assignés pour marcher sur Esprels. Nous verrons plus loin quel fut le rôle de la division Penhoat. Quant à celle de Feillet-Pilatrie, le reste du jour elle conservait à peu près les mêmes positions. Pourtant des francs-tireurs, établis dans le bois des Brosses, pris de panique, se repliaient en entraînant une compagnie du 9e chasseurs. Mais le commandant Libermann ralliait cette dernière et se maintenait dans le bois, tout en réclamant, par deux fois, des renforts. En l'absence des divisions Penhoat et Bonnet, qui n'arrivaient pas encore, le général Billot ne croyait pas devoir disposer de la brigade Robert, jusqu'alors restée inactive. Heureusement la réserve d'artillerie du 18e corps atteignait Esprels et venait prolonger les batteries de Feillet-Pilatrie. Peu après, le général Brémond d'Ars débouchait également avec trois régiments; le 5e dragons et le 5e cuirassiers de marche prirent position en arrière et à droite de l'artillerie, près du cimetière. Le 2e hussards de marche se porta vers Marat, pour menacer, au besoin, le flanc droit de v. der Goltz.

Ces dispositions prises, le général Billot crut pouvoir enfin disposer de la plus grande partie de la brigade Robert; il laissa un bataillon seulement en réserve près du cimetière d'Esprels.

1, Dans son rapport, le général Billot attribue à l'ennemi l'intention de nous déloger d'Esprels et d'Autrey. D'après l'*État-major prussien*, v. der Goltz n'aurait eu d'autre but que de garder Moimay.

Cependant, une attaque tentée de Moimay sur Marat par deux compagnies allemandes était repoussée. Mais les trois batteries de v. der Goltz avaient peine à combattre l'artillerie de réserve du 18ᵉ corps. Deux fois elles cessaient le feu. En tentant de se porter plus avant, l'une d'elles fut tout à coup accueillie par un feu vif parti du bois des Brosses, et obligée de faire demi-tour en laissant deux pièces à l'abandon. Pourtant les Allemands nous délogèrent du bois et cherchèrent même à en déboucher. Mais ils furent pris d'écharpe par la réserve d'artillerie; en même temps, une fraction du 9ᵉ chasseurs, soutenue par le 44ᵉ de marche, rentrait dans le bois et s'en emparait (vers 3 heures). Le 44ᵉ arriva même à très faible distance de Moimay; le combat resta ensuite stationnaire jusqu'à la nuit close.

Vers 2 heures après midi, Werder s'était rendu compte de l'importance de la double action engagée à Moimay et à Villersexel. Aussitôt, il portait le gros de la 4ᵉ division de réserve sur ce dernier point, par la Grange d'Ancin, et ramenait à Arpenans la plus grande partie des troupes badoises déjà en marche sur Athesans. Une seule brigade continuait dans cette direction et allait cantonner à Lure[1]. Quant aux neuf compagnies dirigées de Moimay à Villersexel par v. der Goltz, elles étaient remises à la disposition de ce dernier avec une partie de la 4ᵉ division de réserve. Mais v. der Goltz jugeant ces renforts inutiles, ils allaient s'établir à la lisière sud du Grand-Fougeret[2].

Vers le soir, le gros de la division badoise dépassait Arpenans dans la direction de la Grange d'Ancin, et le général v. Glümer portait en avant trois batteries qui dirigeaient leur feu contre Marat. Puis, deux bataillons sortaient du bois

1. V. der Wengen fait remarquer avec raison que ce fut une faute d'arrêter les Badois en marche vers Belfort. En raison de son infériorité numérique, Werder ne pouvait espérer de battre Bourbaki. Au contraire, il avait intérêt à le devancer le plus possible devant Belfort.

2. Ces mouvements sont incompréhensibles. D'une part, v. der Goltz avait à se maintenir dans Moimay. De l'autre, nous verrons que le départ de ces neuf compagnies permit à la division Penhoat de s'emparer sans difficulté du parc de Villersexel.

de la Genevraye et donnaient l'assaut à ce village. Les quatre compagnies du 42e de marche, menacées d'être tournées vers leur gauche, en étaient délogées sans peine. D'ailleurs l'ennemi y demeurait peu de temps. A minuit, il évacuait ce village et le 42e y rentrait une heure après[1].

En somme, la division Feillet-Pilatrie et la réserve d'artillerie du 18e corps avaient joué un rôle moindre qu'il n'eût fallu. Leurs attaques contre Moimay avaient échoué; elles n'étaient même plus en possession de Marat. Pourtant ces 13 bataillons, ces 16 escadrons et ces 11 batteries n'avaient en face d'eux que des forces très inférieures : 4 bataillons[2], 3 escadrons et 3 batteries. Ce résultat était d'autant plus fâcheux que l'occupation de Moimay eût singulièment gêné la défense de Villersexel par les Allemands.

Ceux-ci y étaient vivement pressés. Nous avons dit qu'après la prise du pont de pierre et la retraite de nos troupes sur Villers-la-Ville et le long du Scey, un moment d'accalmie s'était produit. Puis, la 3e division du 20e corps, à laquelle appartenaient les deux bataillons chassés de Villersexel, vint prendre position sur les hauteurs au sud, et deux de ses batteries[3] ouvrirent le feu à l'est et à l'ouest du Petit-Magny. Mais celles de l'ennemi les obligèrent plusieurs fois à changer d'emplacements. Enfin, arrivèrent trois batteries de 12 (réserve du 20e corps), qui firent pencher la balance en notre faveur.

Dans l'intervalle, les Allemands (3 bataillons et demi, 2 batteries) prenaient l'offensive vers l'est et dépassaient même Villers-la-Ville. Mais Werder, jugeant avec raison ces troupes fort aventurées, les ramenait aux abords de Villersexel. Dans leur retraite elles étaient suivies par la 1re division du 20e corps, qui débouchait de Villargent[4]. Puis, à notre ex-

1. *Historique du 42e*. L'ennemi évacua également Moimay pendant la nuit.
2. Sans les neuf compagnies dirigées sur Villersexel.
3. V. der Wengen écrit 1 batterie seulement, vers 11h45; l'*État-major prussien*, tome V, p. 1069, et Löhlein, p. 166, écrivent 2 batteries.
4. La 2e division du 20e corps paraît être restée à peu près immobile le long du ruisseau de Peute-Vue; le 3e zouaves de marche, qui en faisait partie, avait son 1er bataillon au Petit-Magny et les deux autres à la lisière des Grands-

trême gauche, survenait la division Penhoat du 18e corps. Son départ avait été retardé par des distributions tardives, dues à la lenteur des convois et surtout à l'heure à laquelle parvint l'ordre du corps d'armée (7 heures du matin). L'amiral Penhoat forma donc une colonne légère (1er et 3e bataillons du 52e de marche, 12e chasseurs de marche et deux batteries[1]), sous les ordres du lieutenant-colonel Perrin, et la dirigea aussitôt sur Villersexel. Puis, les distributions faites, le gros de la division suivit.

Le temps était clair et froid, la neige épaisse, mais les troupes montraient une réelle ardeur. Le général Billot, modifiant ses ordres du matin, dépêcha plusieurs officiers à l'amiral, afin de hâter sa marche et de le diriger sur Esprels où le combat était vivement engagé déjà; vers 2h30, la colonne Perrin atteignait Esprels. Mais la physionomie de l'action avait changé et le général Billot jugeait possible de porter Perrin sur Villersexel, suivant les ordres antérieurs de Bourbaki. Grâce à ce malencontreux incident, ces troupes durent aller passer à Pont-sur-l'Ognon, en décrivant un crochet qui les retarda sensiblement. Vers 3h30 seulement, elles atteignaient les abords de Villersexel; le gros de la division Penhoat, retardé par la cavalerie et l'artillerie du 20e corps qui obstruaient les routes, n'y arriva que vers 6 heures.

En revenant de Pont-sur-l'Ognon, on débouche à Villersexel par la route de Rougemont; la rue qui y fait suite aboutit au centre du bourg, sur une place où est située la mairie, édifice assez important faisant face à la Grande-Rue. Celle-ci passe sous une sorte d'arcade, puis descend vers le pont de l'Ognon. A ses deux extrémités s'élèvent de grandes maisons.

A l'arrivée de la colonne Perrin, le général Clinchant faisait déployer le 3e bataillon du 52e de marche sur les hauteurs

---

Bois. Vers 3 heures, le 2e bataillon se dirigea sur le Petit-Fougeret, d'après l'ordre personnel de Clinchant. Les 1er et 2e bataillons participèrent ensuite à l'attaque générale de Villersexel. (*Historique du 3e zouaves.*)

Quatre compagnies de la 1re légion du Rhône et le 3e bataillon des mobiles du Var (21e corps) suivirent la 1re division du 20e corps dans son mouvement.

1. Bientôt suivis du 2e bataillon du 52e.

au sud-ouest de la ville; le 1er bataillon du 52e et le 47e de marche (3e division du 20e corps) suivaient ce mouvement. Au moment de cette attaque, le lieutenant-colonel Nachtigal et ses neuf compagnies venaient de se porter de Villersexel au Grand-Fougeret. Le sud-ouest de la ville était donc fort dégarni[1], et nos troupes enlevaient aisément les premières maisons jusqu'à l'église (4h,30); elles pénétraient même dans le parc, par une brèche du mur sud. Les batteries de Perrin et ses deux autres bataillons avaient pris position au sud-ouest. Vers 6 heures, par un épais brouillard, le gros de la division Penhoat atteignait Villersexel, et Clinchant invitait l'amiral à attaquer la partie de la ville encore occupée par l'ennemi. Le 2e bataillon du 52e s'engageait dans la Grande-Rue, enlevant ses maisons une à une. Des Allemands, cernés dans l'une d'elles, faisaient mine de vouloir se rendre, puis ouvraient le feu et tuaient le capitaine Brun[2]. On mettait le feu à leur abri, qui les ensevelissait sous ses ruines.

Un faux mouvement de nos adversaires facilitait nos progrès. Le général v. Tresckow II avait ordre de tenir à Villersexel, tant que la retraite ne serait pas compromise. Se voyant devant des forces très supérieures, il crut devoir ordonner l'évacuation. Mais les trains de la 4e division de réserve, dirigés par erreur de la Grange d'Ancin sur Villersexel, encombraient le pont de l'Ognon; des voitures d'artillerie étaient déjà entassées sur cette même route. Il en résulta un désordre inouï. Le colonel v. Loos couvrit la retraite non sans difficulté; nos troupes le pressaient vivement et l'obligeaient à de fréquents retours offensifs. Le bataillon qui occupait la partie ouest de la ville, serré de près par nos fantassins, avait peine à s'ouvrir passage. Son chef était blessé et pris.

Un fâcheux incident survenait alors. Les troupes engagées par les 1re et 2e divisions du 20e corps s'étaient déjà retirées

1. L'*État-major prussien* assure que nous réussîmes à nous glisser dans le parc et le château après le départ de Nachtigal et avant qu'ils ne fussent réoccupés. Cette explication fait peu d'honneur à nos adversaires.
2. *Historique du 52e de ligne.*

du combat. Vers 7 heures, Clinchant prévint l'amiral qu'en vertu d'ordres reçus à l'instant il était obligé de reprendre sa marche vers la droite. Il le priait donc de faire relever les fractions de sa 3e division entrées dans la ville[1]. Grâce à l'entrain de Penhoat et de ses troupes, cet ordre inexplicable n'eut pas les fâcheuses conséquences qu'il eût pu entraîner. Le 92e de ligne, le dernier de nos vieux régiments revenus d'Afrique, reçut l'ordre de soutenir le 52e. Pendant que le 1er bataillon de ce dernier, vigoureusement entraîné par le commandant de Soulages, forçait l'entrée principale du parc, trois compagnies du 92e (1re, 2e et 3e du 1er bataillon), commandant Roche, y pénétraient par la grille de l'ouest, refoulaient à la baïonnette tout ce qu'elles trouvaient devant elles et atteignaient ainsi le château dont elles s'emparaient en délivrant 120 prisonniers. Le reste du 1er bataillon appuyait les 2e et 3e bataillons du 52e dans leur cheminement au travers du bourg. Enfin, l'amiral faisait couper, par le génie, la passerelle de la Forge, afin d'empêcher un mouvement tournant.

Sur les entrefaites, l'ennemi recevait un nouveau contre-ordre. Werder, apprenant l'évacuation de la ville, prescrivait à la 4e division de réserve d'y rentrer[2]. Aussitôt trois bataillons et demi de landwehr se portèrent sur le pont de pierre. En y arrivant, ils rencontrèrent un régiment prussien en pleine retraite. Lui aussi fit demi-tour et rentra dans le

1. Les motifs de cet ordre de Bourbaki ne nous sont pas connus, mais il était de la plus haute imprudence de nous affaiblir à Villersexel avant même d'en avoir chassé l'ennemi.

2. D'après l'*État-major prussien*, Werder prescrivit à ses troupes, entre 7 et 8 heures du soir, de se maintenir dans les positions occupées.

Löhlein explique ainsi la confusion d'ordres et de contre-ordres où tombèrent les Allemands :

V. Tresckow prescrit au colonel v. Loos de défendre Villersexel aussi longtemps qu'il le pourra sans danger ; le major Kretschmann apporte ensuite du général v. Schmeling l'ordre de n'évacuer le bourg en aucun cas ; le soir, à 7h15, Werder prescrit de se maintenir sur les points occupés. Son intention est d'y attendre nos attaques le 10, ou, si elles ne se produisent pas, de marcher sur Belfort. Il fait évacuer Vesoul et porte sa garnison sur les Belles-Baraques, pour intervenir, au besoin, vers Esprels. Il ordonne, enfin, de faire occuper Villersexel, le 10, par deux bataillons avec de la cavalerie et de l'artillerie.

bourg, non sans un vif combat. D'après un Allemand, témoin oculaire, une quinzaine de Français, cernés dans une maison en flammes, se défendirent avec la dernière énergie. Enfin, elle s'écroula et ils disparurent sous les décombres, avec une retentissante clameur de mort, « *mit gellendem Todesgeschrei*[1] ! » Un bataillon réussit à réoccuper la partie est de la ville, où nous avions à peine pénétré ; le reste demeura en notre possession.

Mais un bataillon de landwehr s'était dirigé sur le parc et le château. Son attaque fut d'abord repoussée par le 92e ; pourtant, le major v. Wüssow, avec une partie d'un autre bataillon, réussit à pénétrer dans le rez-de-chaussée du château ; le gros des deux bataillons le suivit, tandis que les trois compagnies du 92e entretenaient un combat acharné des étages supérieurs et dans les caves. La loge du concierge et la maisonnette en face, à vingt-cinq mètres du château, restaient même à nous (8 heures).

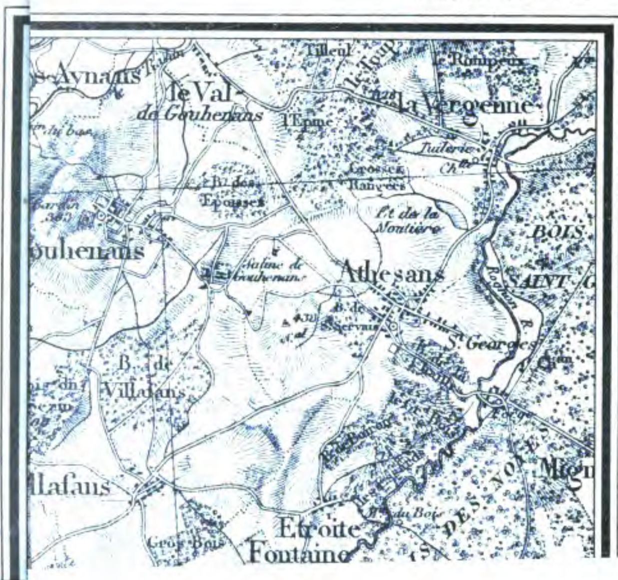
Cependant, la moitié d'un nouveau bataillon de landwehr remontait les pentes qui descendent du château vers l'Ognon ; un autre, qui occupait le nord-est de Villersexel, jetait deux compagnies dans cette direction. Le combat se continuait toujours plus vif, dans les escaliers et les couloirs ; les landwehriens réussissaient à pénétrer dans le premier étage et à s'emparer d'une pièce en y faisant de nombreux prisonniers. Mais le reste du château demeurait en notre pouvoir[2]. Schmeling donnait alors l'ordre de nous enfumer et les landwehriens l'exécutaient au pied de la lettre[3] (vers 10 heures). On incendiait la partie ouest et, peu après, sur le bruit que nous menacions déjà le pont de pierre, la majeure partie des assaillants se repliaient vers l'Ognon qu'ils traversaient à gué, quoique la passerelle existât encore ; plusieurs se noyaient dans les eaux glacées. Le colonel v. Krane et le major v. Wüssow,

1. V. der Wengen. Des Allemands cachés dans les caves y furent étouffés par la fumée. D'autres en sortaient encore deux jours après, poussés par la faim (Penhoat).

2. Löhlein signale ce combat comme l'un des plus acharnés de toute la campagne.

3. Contre le désir du général (V. der Wengen).

Carte N° VII


le Val
de Gouhenans
l'Epine
Tilleul
le Rompeux
la Vergenne
Tuilerie
Grosses Rangées
Bz des Epoisses
Ft de la Moutière
BOIS
SAINT
Saline de Gouhenans
Athesans
B. de St Servais
St Georges
B. de Villafans
Gros Bois
Etroite
Fontaine
DES

restés avec quelques hommes, étaient cernés dans l'aile de l'est. Pourtant, ils réussissaient à se faire jour, avec l'aide du demi-bataillon qui opérait le long de la rivière (10ʰ30). Mais ce dernier ne parvenait pas à rentrer dans le château.

De l'intérieur du bourg, deux compagnies prussiennes restées à la garde du pont avaient pris également cette direction. Mais elles furent entraînées dans un combat extrêmement vif contre des fractions du 52ᵉ et du 92ᵉ[1]. Jusque vers 10 heures du soir la violence du feu ne cessa de s'accroître. Le colonel v. Knappe, qui avait de nouveau rassemblé près du pont les bataillons de landwehr, prescrivit une autre attaque du château, surtout afin de dégager les défenseurs de la ville. Deux compagnies reprirent position le long de la rivière, mais toutes les tentatives sur le château restèrent inutiles. D'ailleurs, ce vaste édifice était tout entier en flammes; vers minuit, une partie s'écroula, ensevelissant sous ses ruines les vivants et les morts[2].

A l'intérieur de Villersexel, nos troupes gagnaient lentement du terrain, s'emparant des maisons une à une. Pour briser les dernières résistances de l'ennemi sur le pont et dans les quartiers voisins, il fallut faire avancer deux sections de 4, dont les obus obtinrent le résultat cherché (vers 2ʰ30)[3]. D'ailleurs, Werder était de nouveau revenu sur ses derniers ordres. Ses troupes s'étaient installées à Moimay, Marat, la Grange d'Ancin, lorsqu'il apprit (9ʰ30) que le combat durait encore à Villersexel. Il laissa au général v. Schmeling la liberté de le rompre. Ce dernier ne tarda pas à prescrire l'évacuation (1 heure); un bataillon prussien couvrit la retraite. La 4ᵉ division de réserve se retira sur les ponts d'Aillevans; son avant-garde atteignit Saint-Sulpice avant le jour. A Villersexel le combat ne cessa entièrement qu'à 4 heures du matin. De notre côté, le 2ᵉ bataillon du 52ᵉ occupait le pont, à

1. Les 2ᵉ et 3ᵉ bataillons du 92ᵉ suivaient de près le 1ᵉʳ; le 2ᵉ bataillon se porta directement au pont; le 3ᵉ resta en réserve.
2. On retira des ruines 200 cadavres calcinés (Löhlein).
3. Ces deux sections appartenaient à la 21ᵉ batterie du 2ᵉ régiment et à la 20ᵉ du 13ᵉ.

l'extrémité duquel il élevait une barricade; nos troupes restaient en position, attendant un retour offensif.

La journée du 9 janvier coûtait à l'ennemi 26 officiers et 553 hommes seulement, presque tous de la 4e division de réserve[1]. Il avait fait plusieurs centaines de prisonniers, en nous infligeant, dit le Dr Chenu, une perte de 27 officiers et 627 hommes tués ou blessés[2]. Quoique les 18e, 20e corps et une fraction du 24e se fussent trouvés à portée du champ de bataille, deux divisions du 18e corps, une division au plus du 20e et les réserves d'artillerie des deux corps d'armée furent réellement engagées contre 15,000 Allemands et 54 pièces. A Villersexel, en particulier, nos troupes combattirent presque toute la journée avec l'infériorité du nombre.

Tel fut ce combat, si plein d'imprévu et de surprises, où nos soldats et les Allemands firent preuve du plus grand acharnement. Nous voudrions pouvoir ajouter que, chez nous, les dispositions du commandement furent à hauteur des circonstances. Mais le contraire est vrai. Nous avons déjà signalé le peu d'effet produit à Esprels par l'intervention du 18e corps, les fâcheuses conséquences du retard de la division Penhoat, celles de la retraite du 20e corps dans la soirée. Il faut ajouter que la responsabilité de Bourbaki est engagée dans les résul-

---

1. *État-major prussien*, tome IV, annexes, p. 533 : Division badoise, 6 hommes; brigade v. der Goltz, 5 officiers, 96 hommes; 4e division de réserve, 21 officiers, 451 hommes. Les Allemands eurent 1 officier et 138 hommes disparus. D'après Löhlein, ils n'auraient perdu que 14 officiers et 410 hommes, dont 15 à 20 disparus. Ils nous auraient pris 17 officiers et plus de 500 hommes (Löhlein); 700 hommes (*État-major prussien*); 260 hommes (v. der Wengen).

2. Pertes du 92e de ligne : 15 tués; 2 officiers et 23 hommes blessés; 1 disparu;
42e de marche : 5 tués, 27 blessés, 3 disparus;
44e de marche : 7 officiers blessés; 150 hommes tués ou blessés;
47e de marche : 4 officiers tués, 4 blessés; 32 hommes tués, 85 blessés, 83 disparus;
52e de marche : 1 officier et 23 hommes tués; 1 officier et 43 hommes blessés;
9e chasseurs de marche : 2 officiers blessés; 15 chasseurs tués, 36 blessés ou disparus;
3e zouaves de marche : 3 tués, 22 blessés, 10 disparus;
Mobiles de la Corse : 8 tués, 19 blessés, 350 disparus, dont 13 officiers;
55e provisoire (Jura) : 50 tués ou blessés, dont 1 officier;
1re légion du Rhône : 15 tués ou blessés, 31 disparus.
(*Historiques.*)

tats insuffisants d'une journée qui aurait pu nous être beaucoup plus avantageuse. En raison de sa situation et de son importance, qui désignaient Villersexel aux attaques de l'ennemi, ce bourg eût dû être gardé par des forces plus considérables ou mieux soutenues. Plus tard, quand les Allemands s'en furent emparés, il aurait été préférable de chercher à leur couper la retraite vers Marat ou plutôt vers Saint-Sulpice, que de diriger sur cette petite ville une attaque de front, forcément très coûteuse et peu productive. Déborder Villersexel vers l'est revenait à rapprocher l'armée de Belfort, tout en coupant Werder de sa ligne de retraite. Au contraire, nous essayâmes de le refouler dans cette direction[1].

Si le commandement laissa fort à désirer chez nous le 9 janvier, il en fut à peu près de même chez les Allemands. Que dire, en effet, de ces ordres, de ces contre-ordres multiples pour l'occupation, l'évacuation, la réoccupation de Villersexel? Que signifie l'envoi du détachement Nachtigal de Moimay à Villersexel, puis de là au Grand-Fougeret? Une pointe offensive sur Villersexel avait sa raison d'être; elle devait fatalement, sinon arrêter, du moins ralentir le mouvement de Bourbaki. Aller au delà, se maintenir dans cette petite ville contre des forces supérieures, était non seulement dangereux, mais inutile.

L'effet cherché une fois produit, il n'y avait plus qu'à se hâter vers Belfort[2].

---

1. Löhlein et, à un moindre degré, l'*État-major prussien,* ont cherché à démontrer que Werder avait évacué Villersexel de son plein gré. Cette version, contredite par les faits, a été reconnue fausse par v. der Wengen. En réalité, les Allemands évacuèrent ce point parce qu'ils ne purent s'y maintenir jusqu'au 10, suivant les premières intentions de Werder. Pendant la nuit du 9 au 10, ce général se hâta d'envoyer des escadrons sur les routes menant vers l'est, afin de les dégager. D'après des témoins oculaires (E. Talichet, *Revue suisse,* 1871), la retraite des troupes allemandes ne se serait pas effectuée sans désordre le 10 janvier.

2. Pendant le combat de Villersexel, la plus grande partie du 24e corps continuait vers l'est. Ses troupes les plus avancées étaient à Corcelles et dirigeaient des reconnaissances sur Arcey. Avec 1 bataillon et 1 batterie, le colonel v. Bredow se portait sur Corcelles et en délogeait un de nos bataillons. Mais il constatait la présence de fortes masses vers Sécenans. La nuit suivante, à l'approche de nos colonnes, il évacuait Corcelles et ramenait sa gauche à Faimbe, Onans et Marvélise.

Le matin du 10 janvier, la situation était la suivante : nous avions obtenu un succès tactique à Villersexel, puisque le terrain du combat nous restait. Mais la victoire stratégique était pour les Allemands, qui avaient arrêté la marche de nos colonnes et obligé Bourbaki à modifier ses intentions premières. Il en résultait des retards qui devaient leur permettre de nous barrer la route de Belfort. Nous étions assurés de retrouver devant nous leurs forces à peu près intactes, dans une action décisive, dont l'issue serait fatalement douteuse.

Mais la gravité de la situation ne tenait pas seulement à à cette circonstance. La lenteur de nos transports par voie ferrée, celle plus regrettable encore des mouvements qui les suivirent, avaient permis au général de Moltke et à Werder de réparer les erreurs commises jusqu'au 5 janvier et même après cette date. L'envoi si prompt de deux corps d'armée vers la Haute-Saône présentait d'autant plus de gravité, que la Délégation et Bourbaki avaient pris des mesures fort insuffisantes pour assurer notre ligne de communication. Au lendemain de Villersexel, l'avenir était gros de menaces pour la 1re armée ; il fallait qu'elle battît entièrement le XIVe corps en avant de Belfort, sous peine de se trouver prise entre Werder et les troupes intactes qu'amenait Manteuffel. Ainsi se déroulaient les conséquences de l'erreur commise en assignant à Bourbaki, comme premier objectif, la levée du siège de Belfort.

ANNEXE 1.

Ire ARMÉE DE LA LOIRE

Organisée le 6 décembre 1870.

Commandant en chef : Général de division BOURBAKI, puis CLINCHANT[1].

Chef d'état-major général : Général de division BOREL.

Sous-chef d'état-major général : Lieutenant-colonel Tessier ; chef d'escadron Mieulet (16 janvier).

Commandant l'artillerie : Général de brigade (réserve) de Blois de la Calande (par intérim) ; de Barbary de Langlade (13 décembre, non arrivé).

Chef d'état-major : Colonel Gobert (non arrivé) ; lieutenant-colonel Vénot.

Commandant le génie : Général de brigade Séré de Rivière[2].

Chef d'état-major : Lieutenant-colonel Coste.

Intendant en chef : Intendant général Friant.

Grand prévôt : Lieutenant-colonel Desmons.

Médecin en chef : Médecin principal de 1re classe Martenot de Cordoux.

Vétérinaire : Darey.

Payeur en chef : Frottier.

Interprète : Marcot.

---

1. Cet ordre de bataille a été constitué au moyen de très nombreux documents, historiques des corps, rapports de tous genres, etc., et de l'Annuaire de la guerre de 1870-1871, par J. Richard. Ce dernier renferme de trop nombreuses erreurs.

L'indication (Pr) signifie à titre provisoire ; (A) indique à titre auxiliaire.

2. Figure en la même qualité au 24e corps.

15e CORPS

Général de division MARTIN DES PAILLIÈRES; général de brigade DE COLOMB (12 décembre); général de division MARTINEAU-DESCHESNEZ (20 décembre).

Chef d'état-major général : Lieutenant-colonel DES PLAS.

Sous-chef d'état-major général : Capitaine de Villars.

Commandant l'artillerie : Général de Blois de la Calande; colonel Hugon (20 janvier).

Chef d'état-major : Colonel Gobert.

Commandant le génie : Colonel Commines de Marsilly; lieutenant-colonel Odier.

Chef d'état-major : Lieutenant-colonel Barrabé; chef de bataillon Monchablon.

Intendant : Santini, Bassignot.

Médecin en chef : N.

Grand prévôt : Chef d'escadron Legros.

Aumônier : Lanusse.

Payeur : Frottier.

1re DIVISION D'INFANTERIE

Général de brigade DE COLOMB (ne parut pas); général de division DUBRIEU[1] (13 décembre); général de brigade MINOT (par intérim); général de division DASTUGUE.

Chef d'état-major : Capitaine Chevalier.

Commandant l'artillerie : Chef d'escadron Massenet.

Commandant le génie : Chef de bataillon Anfrie.

Sous-intendant : Bassignot.

Prévôt : Capitaine Godard.

Aumônier : Abbé Fabre, Hortala.

1re Brigade.

Général MINOT, LOGEROT (Pr. et par intérim).

1er zouaves de marche : Lieutenant-colonel Chaulan, Parran.

1. Atteint d'aliénation mentale pendant la campagne de l'Est.

12e régiment provisoire (mobiles de la Nièvre) : Lieutenant-colonel de Veyny.

1er bataillon des mobiles de la Savoie : Commandant Costa de Beauregard.

Total : 7 bataillons [1].

2e Brigade.

Général QUESTEL ; lieutenant-colonel LEMOING.

4e chasseurs de marche : Chef de bataillon Sicco.

Régiment de marche de tirailleurs algériens (constitué à 3 bataillons le 18 décembre) : Chef de bataillon Lanes, Ferrandi.

18e régiment provisoire (mobiles de la Charente) : Lieutenant-colonel d'Angelys.

Total : 7 bataillons [2].

ARTILLERIE

18e batterie du 2e régiment (4) : Capitaine Zickel.

18e batterie du 6e régiment (4) : Capitaine Pluque.

9e batterie du 12e régiment (canons à balles) : Capitaine André.

18e batterie du 13e régiment (4) : de Marmiès.

Total ; 18 pièces, 8 mitrailleuses [3].

GÉNIE

1re section de la 19e compagnie du 3e régiment : Capitaine Marcille.

Total : 14 bataillons, 26 pièces, 1 section du génie.

2e DIVISION D'INFANTERIE

Général de division MARTINEAU-DESCHESNEZ, REBILLIARD (21 décembre).

Chef d'état-major : Capitaine Uhrich.

---

1. Après la constitution de la réserve générale, qui lui fit perdre le 38e de ligne et le régiment de marche d'infanterie de marine.

2. Après le passage du 29e de marche à la réserve générale.

3. 2 batteries de montagne (1re du 9e et 1re du 12e) passèrent le 22 décembre à l'armée des Vosges. Le 15 janvier, la 1re division comptait en outre 2 batteries de 8, sans doute prélevées sur la réserve (de Blois).

Commandant l'artillerie : Chef d'escadron Tricoche, Chastang.

Commandant le génie : Chef de bataillon Odier, Ruelle.

Sous-intendant : Ligneau, Lèques.

Prévôt : Lieutenant Descamps.

Aumônier : Abbé Grunenwald.

1re Brigade.

Général D'ARIES, (Pr) LE CAMUS.

5e chasseurs de marche [1] : Chef de bataillon Chamard-Boudet.

39e de ligne : Colonel Choppin-Méret, Bernard de Seigneurens, Mesny.

Régiment étranger : Lieutenant-colonel de Curten, Canat [2].

25e régiment provisoire (mobiles de la Gironde) : lieutenant-colonel d'Artigolles.

Total : 10 bataillons.

2e Brigade.

Général REBILLIARD, (A) CHOPPIN-MÉRET.

2e zouaves de marche : Lieutenant-colonel Logerot, Chevalier.

30e de marche : Lieutenant-colonel Bernard de Seigneurens, Godin.

29e régiment provisoire (mobiles de Maine-et-Loire) : Lieutenant-colonel de Paillot ; chef de bataillon de Place ; lieutenant-colonel Arnous-Rivière.

Total : 9 bataillons.

ARTILLERIE

18e batterie du 9e régiment (4) : Capitaine Parriaud.

2e batterie de montagne du 9e régiment (4) : Capitaine Rocard.

18e batterie (mixte) du 12e régiment (4) : Capitaine Grosclerc.

1re batterie de montagne du 13e régiment (4) : Sous-lieutenant Lolliot (6 décembre).

---

1. 2 compagnies du 4e et 2 du 16e chasseurs.

2. Réduit à 1 bataillon de 7 compagnies après la retraite d'Orléans, en décembre ; reçoit alors 1 compagnie irlandaise et 2,000 jeunes soldats venant de 9 régiments d'infanterie ; est reconstitué à 3 bataillons de 8 compagnies, plus 1 compagnie d'éclaireurs.

14[e] batterie du régiment monté de la garde (4) : Capitaine Chastang, Teillard.

Total : 30 pièces.

GÉNIE

2[e] section de la 19[e] compagnie du 3[e] régiment : Lieutenant Renard.

Total : 19 bataillons, 30 pièces, 1 section du génie.

3[e] DIVISION D'INFANTERIE

Général de division PEYTAVIN.

Chef d'état-major : Capitaine Clausset.

Commandant l'artillerie : Chef d'escadron Poizat.

Commandant le génie : Chef de bataillon Mangin.

Sous-intendant : Demange.

Prévôt : Sous-lieutenant Schmitz.

Aumônier : Fabre.

1[re] Brigade.

Général GADAY (ne rejoignit pas) ; JACOB DE LA COTTIÈRE.

6[e] chasseurs de marche : Chef de bataillon d'Arbo, Regain.

16[e] régiment de ligne : Colonel Jacob de la Cottière ; lieutenant-colonel Béhague.

33[e] de marche : Lieutenant-colonel Thierry.

32[e] régiment provisoire (mobiles du Puy-de-Dôme) : Lieutenant-colonel Sersiron, de Mollens.

Total : 10 bataillons[1].

2[e] Brigade.

Général MARTINEZ.

27[e] de marche : Lieutenant-colonel Peragallo.

---

1. Après la bataille d'Orléans (3 et 4 décembre), une partie des 16[e] de ligne, 33[e] de marche et 32[e] provisoire passa au 16[e] corps, ainsi que la 18[e] batterie du 10[e] régiment et le lieutenant-colonel Thierry du 33[e] de marche. Le général Peytavin, qui marchait avec ces troupes, rallia ensuite la 1[re] armée.

34e de marche : Lieutenant-colonel Mesny.

69e régiment provisoire (mobiles de l'Ariège) : Lieutenant-colonel Aclocque.

Total : 9 bataillons.

ARTILLERIE

18e batterie du 7e régiment (4) : Capitaine Duplessis de Grénédan, Vaucheret.

20e batterie du 7e régiment (canons à balles) : Capitaine Ruhlmann.

1re batterie de montagne du 14e régiment : Sous-lieutenant Larrin (non arrivée ?)

18e batterie du 15e régiment (4) : Capitaine Legras.

Total : 18 pièces, 8 mitrailleuses.

GÉNIE

1re section de la 19e compagnie du 2e régiment : Capitaine Revault d'Allonnes.

Total : 19 bataillons, 26 pièces, 1 section du génie.

DIVISION DE CAVALERIE

Général de division Galand de Longuerue.

Chef d'état-major : Chef d'escadron Marquerie.

Sous-intendant : Jouan de Kervenoaël, du Marché.

Prévôt : Lieutenant Riffaut, Fessart.

Payeur : Castella.

1re Brigade.

Colonel Tillion ; général Dastugue.

6e dragons : Colonel Buisset, Fombert de Villers.

6e hussards : Colonel Guillon, de Lignières.

11e chasseurs : Colonel Dastugue, de Baillencourt.

Total : 12 escadrons.

2e Brigade.

Général DE BOËRIO.

2e lanciers : Colonel Maillard de Landreville ; chef d'escadron de Sonis.

4e lanciers : Colonel Gayraud.

3e dragons de marche[1] : Lieutenant-colonel d'Audiffred.

Total : 12 escadrons.

3e Brigade.

Général DE BRÉMOND D'ARS, TILLION.

9e cuirassiers : Colonel de Vouges de Chanteclair.

1er cuirassiers de marche[2] : Colonel de Renusson d'Hauteville.

1er chasseurs de marche[3] : Colonel Rouher.

Total : 12 escadrons.

ARTILLERIE

14e batterie du 19e régiment (4 à cheval) : Capitaine Bècles, Granier.

15e batterie du 19e régiment (4 à cheval) : Capitaine Decreuse.

6e batterie *bis* du 20e régiment (4 à cheval) : Capitaine N.

Total : 12 pièces[4].

Total pour la division : 36 escadrons, 12 pièces.

RÉSERVE D'ARTILLERIE[5]

Colonel Chappe ; lieutenant-colonel Tessier.

16e batterie (mixte) du 3e régiment (8) : Capitaine Boutelle.

11e batterie du 6e régiment (8) : Capitaine Rivals.

12e batterie du 6e régiment (8) : Capitaine des Essarts.

30e batterie (mixte) de l'artillerie de la marine (8) : Capitaine Choffel.

---

1. 6es escadrons des 6e, 7e, 10e et 11e dragons.
2. 6es escadrons des 5e, 6e, 7e et 10e cuirassiers.
3. 6es escadrons des 3e, 4e, 6e et 10e chasseurs.
4. Les batteries à cheval n'avaient que 4 pièces.
5. Les 19e et 20e batteries du 2e régiment et la 15e batterie mixte du 3e régiment passèrent à la réserve générale lors de sa constitution. Les batteries mixtes étaient attelées par le train d'artillerie et servies par l'artillerie ou par la marine.

14e batterie du 18e régiment (4 à cheval) : Capitaine Delay, Bléhaut.

18e batterie du 19e régiment (4 à cheval) : Capitaine Cottave.

Total : 32 pièces.

PARC

Colonel Hugon ; lieutenant-colonel Coccoz.
Détachement de la 6e compagnie d'ouvriers d'artillerie.
Détachement d'artillerie de la marine.
5e et 6e compagnies *bis* du 1er régiment du train d'artillerie.
14e, 14e *bis* et 16e compagnies du 2e régiment du train d'artillerie.

ÉQUIPAGE DE PONT

7e compagnie du 16e régiment (pontonniers) : Capitaine Ploton.
11e compagnie du 2e régiment du train d'artillerie.

RÉSERVE DU GÉNIE

2e section de la 19e compagnie du 1er régiment.
Détachement de sapeurs conducteurs du 3e régiment.

CORPS FRANCS

Francs-tireurs de Paris (section d'Orléans).
Francs-tireurs de Brioude : Capitaine Paul.

Légion bretonne : Commandant Domalain :
6 compagnies bretonnes ;
1 compagnie de guérillas parisiens : Capitaine Darbalestrier ;
1 compagnie du Rhône : Capitaine Moulinet ;
Francs-tireurs de la Dordogne : Capitaine Legros ;
Francs-tireurs de Rochefort : Capitaine Maine.

Légion provençale : Commandant de Sansbœuf :
2 compagnies du Midi : Capitaine Yartz ;
1 compagnie d'Oran : Capitaine Cruchy [1].

Total général : 52 bataillons, 126 pièces, 36 escadrons, 2 compagnies du génie [2].

---

1. Les légions bretonne et provençale réunies comptaient 2,400 hommes vers le milieu de janvier, avec 4 pièces de montagne.

2. Le nombre des pièces au départ de Bourges était de 114, y compris 14 mitrailleuses et 12 pièces de 4 de montagne.

18e CORPS

Général de division (A) BILLOT.

Chef d'état-major général : Colonel Gallot; lieutenant-colonel de Sachy de Fourdinoy.

Sous-chef d'état-major général : N.

Service des reconnaissances : Lieutenant-colonel (A) Reynaud.

Commandant l'artillerie : Colonel Charles.

Chef d'état-major : Colonel d'Artiguelongues.

Commandant le génie : Colonel de la Berge.

Chef d'état-major : Colonel Goury.

Intendant : Huot de Neuvier.

Prévôt : Lieutenant-colonel Croux; chef d'escadron Yvon.

Médecin en chef : Médecin principal Daga.

Payeur : Guillaud, Piétresson de Saint-Aubin.

Aumônier : De Courval.

1re DIVISION D'INFANTERIE

Général de brigade Feillet-Pilatrie.

Chef d'état-major : Lieutenant-colonel de Sachy de Fourdinoy; chef de bataillon d'infanterie Pan-Lacroix.

Commandant l'artillerie : Chef d'escadron Alips (train d'artillerie).

Commandant le génie : Chef de bataillon de Vignet.

Sous-intendant : Chapel, Tranchard.

Prévôt : Capitaine Louis.

1re Brigade.

Général Gaday; lieutenant-colonel Leclaire.

9e chasseurs de marche : Capitaine de la Croisade; chef de bataillon Potyron de Boisfleury.

42e régiment de marche[1] : Lieutenant-colonel Leclaire, Couston.

19e régiment provisoire (mobiles du Cher) : Lieutenant-colonel Lavenne de Choulot.

Total : 7 bataillons.

2e Brigade.

Général (A) Charvet, (A) Robert.

44e régiment de marche[2] : Lieutenant-colonel Robert, Achilli.

73e régiment provisoire (mobiles du Loiret et de l'Isère) : Lieutenant-colonel de Rancourt de Mimérand ; chef de bataillon de Barrin.

Total : 6 bataillons.

ARTILLERIE

20e batterie du 9e régiment (4) : Capitaine Gérardin.

13e batterie (mixte) du 13e régiment (4) : Capitaine Louchouarn, Villien.

14e batterie (mixte) du 13e régiment (4) : Lieutenant Jourdès.

Total : 18 pièces.

GÉNIE

1re section de la 7e compagnie *bis* du 1er régiment : Capitaine Rocheux.

Total : 13 bataillons, 18 pièces, 1 section du génie.

2e DIVISION D'INFANTERIE

Contre-amiral du Penhoat (2 décembre).

Chef d'état-major : Lieutenant-colonel de l'Espée.

Commandant l'artillerie : Chef d'escadron Bléhaut, Théry.

Commandant le génie : Chef de bataillon Casenove.

Sous-intendant : Robert, Lecomte.

Prévôt : Lieutenant Bablon.

---

1. Constitué à 3 bataillons le 31 octobre (19 compagnies des 55e, 100e, 9e, 8e, 36e, 1er, 5e, 30e de ligne), à l'effectif de 54 officiers, 3,839 hommes ; porté à 4 bataillons le 10 novembre par l'adjonction de détachements des 71e, 73e, 90e (63 officiers, 4,306 hommes) ; réduit à 3 bataillons le 22 novembre par le passage du 4e bataillon au 55e de marche.

2. 18 compagnies de 12 régiments différents.

1re Brigade.

Général (A) (lieutenant-colonel d'artillerie) Perrin.

12e chasseurs de marche: Chef de bataillon de Villeneuve[1].

52e de marche: Lieutenant-colonel Quénot[2].

77e régiment provisoire (mobiles du Tarn, de l'Allier et de Maine-et-Loire?): lieutenant-colonel de Labro; commandant Carmier.

Total: 7 bataillons.

2e Brigade.

Général (A) Perreaux [colonel en retraite].

92e de ligne[3]: Colonel Bardin; lieutenant-colonel Trinité[3].

Régiment de marche d'infanterie légère d'Afrique: Lieutenant-colonel Gratreaud (2 bataillons).

80e régiment provisoire (mobiles des Deux-Sèvres, de l'Ardèche et de l'Isère[4]): N.

Total: 8 bataillons.

ARTILLERIE

22e batterie du 2e régiment (4): Capitaine N.

21e batterie du 9e régiment (4): Capitaine N.

21e batterie du 13e régiment (4): Capitaine Théry.

Total: 18 pièces.

---

1. D'après l'*Historique du 12e chasseurs,* ce corps n'aurait pris part à aucune action de guerre; en effet, il ne paraît pas avoir été engagé pendant la campagne.

2. 12 compagnies des 41e, 42e, 55e, 58e, 67e, 76e, 86e, 89e, 100e de ligne, lors de sa constitution définitive (17 novembre). Quant au 77e provisoire, tous les documents s'accordent à le représenter comme comprenant un bataillon de Maine-et-Loire. Cependant l'historique des mobiles de ce département n'en fait pas mention. Peut-être s'agissait-il de mobilisés?

3. Ne rejoignit qu'après le 20 décembre.

4. Le régiment d'infanterie légère, passé à la division de cavalerie du 18e corps après le 9 janvier, fut remplacé, le 18 janvier, par 1 bataillon du 49e de marche emprunté à la garnison d'Auxerre.

L'effectif des divers corps était, le 2 décembre:

12e chasseurs	1,030	hommes.
52e de marche	2,525	—
77e mobiles	3,100	—
Régiment de marche d'Afrique	750	—

(Penhoat.)

GÉNIE

2e section de la 7e compagnie *bis* du 1er régiment : Capitaine Devé.

Total : 15 bataillons[1], 18 pièces, 1 section du génie.

3e DIVISION D'INFANTERIE

Général de brigade BONNET (17 décembre).

Chef d'état-major : Chef d'escadron Rougier.

Commandant l'artillerie : Chef d'escadron Danère, Dolisie.

Commandant le génie : Chef de bataillon Girard.

Sous-intendant : Martinie, Gentil.

Prévôt : Capitaine Plasserand.

1re Brigade.

Colonel du génie GOURY.

4e régiment de marche de zouaves : Lieutenant-colonel Ritter, Potyron de Boisfleury[2].

81e régiment provisoire (mobiles de la Charente-Inférieure, du Cher, de l'Indre) : Lieutenant-colonel Renaud ; commandant Barberet.

Total : 6 bataillons.

2e Brigade.

Colonel (A) MARCQ SAINT-HILAIRE, BRÉMENS.

14e chasseurs de marche : Chef de bataillon Bonnet de Kermor[3].

53e de marche[4] : Lieutenant-colonel Brémens.

82e régiment provisoire (mobiles de la Charente, de Vaucluse et du Var) : Lieutenant-colonel Homey.

Total : 7 bataillons.

---

1. 12 au plus jusqu'à la fin de décembre.

2. 6 compagnies du 1er zouaves, 7 du 2e, 3 du 3e, 3 du 47e de ligne ; 2 bataillons seulement jusqu'au 14 décembre.

3. Le 1er janvier 1871, le 14e chasseurs de marche, qui avait été formé de 4 compagnies du 14e chasseurs et de 4 compagnies du 12e chasseurs, fut scindé et forma le 14e de marche, attaché à la division Bonnet, et le 25e de marche, attaché au 20e corps.

4. Composé des 4es bataillons des 79e, 92e et 22e de ligne ; ne fut constitué à 3 bataillons que le 1er décembre.

ARTILLERIE

21e batterie du 8e régiment (4) : Capitaine Salvain.
22e batterie du 14e régiment (4) : Capitaine Dessuy.
20e batterie du 15e régiment (4) : Capitaine Bougue.

Total : 18 pièces.

GÉNIE

1re section de la 5e compagnie *bis* du 3e régiment : Capitaine Porez.

Total : 13 bataillons, 18 pièces, 1 section du génie.

DIVISION DE CAVALERIE

Général de division DE BRÉMOND D'ARS.
Chef d'état-major : Chef d'escadron Vincent.
Commandant l'artillerie : Chef d'escadron Jaubert.
Sous-intendant : Gentil, Martinie.
Prévôt : Lieutenant Darras.

1re Brigade.

Général CHARLEMAGNE.
2e hussards de marche : Lieutenant-colonel de Pointis.
3e lanciers de marche : Lieutenant-colonel Pierre, Renaudot.

Total : 8 escadrons.

2e Brigade.

Général HAINGLAISE.
5e dragons de marche : Lieutenant-colonel d'Ussel.
5e cuirassiers de marche : Lieutenant-colonel Brécourt.

Total : 8 escadrons[1].

1. Le 2e hussards de marche avait été formé des 6es escadrons des 4e, 5e, 6e, 7e hussards ; le 3e lanciers de marche, des 2e, 4e, 5e et 6e lanciers ; le 5e dragons de marche, des 7e, 8e, 9e, 12e dragons ; le 5e cuirassiers de marche, des 6e et 7e cuirassiers, carabiniers et cuirassiers de la garde.

ARTILLERIE

Chef d'escadron : De Lustrac.
16[e] batterie (4 à cheval) du 19[e] régiment : Capitaine Raine.
17[e] batterie (4 à cheval) du 19[e] régiment : Capitaine Perrodon.

Total : 8 pièces.

Total pour la division : 16 escadrons, 8 pièces.

RÉSERVE D'ARTILLERIE

Lieutenant-colonel de Miribel (garde mobile); chef d'escadron (Pr) Rossigneux.

34[e] batterie (mixte) du régiment de la marine (12) : Capitaine Groussard.

35[e] batterie (mixte) du régiment de la marine (12) : Capitaine Laberge.

21[e] batterie du 7[e] régiment (?) : Capitaine Mugnier.

23[e] batterie du 15[e] régiment (canons à balles) : Capitaine (A) de Malet.

Batterie mixte de la garde mobile de l'Isère (canons à balles) : Capitaine de Méreuil.

Batterie mixte de la garde mobile de l'Isère (obusiers de montagne) : Capitaine N.

Total : 40 pièces.

PARC

Chef d'escadron Delherbe.
Détachement à pied du régiment de la marine.
Détachement du 1[er] régiment du train d'artillerie.

RÉSERVE ET PARC DU GÉNIE

2[e] section de la 5[e] compagnie *bis* du 3[e] régiment : Sous-lieutenant Pelleport.

Total général : 41 bataillons, 16 escadrons, 102 pièces, 2 compagnies du génie.

20e CORPS[1]

Général de division CLINCHANT (6 décembre).

Chef d'état-major général : Colonel (A) Varaigne, chef de bataillon du génie.

Commandant l'artillerie : Colonel Chatillon.

Chef d'état-major ; Colonel d'Auvergne.

Commandant le génie : Colonel Picolet.

Chef d'état-major : Chef de bataillon Cord; lieutenant-colonel Coste.

Intendant : Croiset.

Prévôt : Capitaine Rollin.

Payeur : Piazza.

1re DIVISION D'INFANTERIE[2]

Général de division (A) de Polignac.

Chef d'état-major : Chef de bataillon de mobiles de Truchis de Lays.

Commandant l'artillerie : Chef d'escadron Paris.

Commandant le génie : Capitaine Nicolas.

Sous-intendant : Perret.

Prévôt : Capitaine Cotton.

1re Brigade.

Colonel Bernard de Seigneurens, Godefroy, Logerot.

50e de marche : Lieutenant-colonel Godefroy[3].

---

1. Ancienne armée de l'Est, dont la formation remonte au milieu d'août 1870. Elle fut définitivement constituée en 20e corps le 23 novembre.

Le 20e corps comptait environ 30,000 hommes le 20 novembre et 22,000 le 26 décembre.

2. Forte de 12,800 hommes environ à la formation du 20e corps.

3. D'après Crouzat, le 85e de marche, 2 bataillons, aurait compté à la 1re brigade au lieu et place du 50e.

55e régiment provisoire (mobiles du Jura) : Lieutenant-colonel de Montravel (2 bataillons).

11e régiment provisoire (mobiles de la Haute-Loire) : Lieutenant-colonel Poyeton (2 bataillons).

Total : 9 bataillons.

2e Brigade.

Colonel (A) Brissac [des mobiles de la Meurthe].

67e régiment provisoire (mobiles de la Haute-Garonne) : Lieutenant-colonel de Sarmejane.

4e bataillon des mobiles de Saône-et-Loire : Chef de bataillon Berthol.

Bataillon de francs-tireurs du Haut-Rhin [1] : Colonel Keller ; commandant Mayol de Luppé.

Total : 6 bataillons.

ARTILLERIE

13e batterie du 3e régiment (4) : Capitaine Paris, Nief.
14e batterie du 3e régiment (4 et 12) : Capitaine Lebourg.

GÉNIE

2e compagnie du 3e bataillon des mobiles de la Loire : Capitaine Drapeau.

CAVALERIE

2e de lanciers de marche (6es escadrons des 1er, 5e, 7e et 8e lanciers) : Lieutenant-colonel Basserie.

Total : 15 bataillons, 12 pièces, 4 escadrons, 1 compagnie du génie.

2e DIVISION D'INFANTERIE [2]

Général de brigade Thornton.

Chef d'état-major : Chef d'escadron de Verdière.

---

1. Également désigné sous le nom de 6e bataillon des mobiles du Haut-Rhin.
2. Forte de 9,300 hommes à la formation.

Commandant l'artillerie : Chef d'escadron Magalon.
Commandant le génie : Chef de bataillon Revel de Bretteville.
Sous-intendant : Tastavin, Lecomte.
Prévôt : Lieutenant de la Thibaudière.

1re Brigade.

Capitaine de vaisseau Aube ; général de brigade (A) Bernard de Seigneurens.

25e chasseurs de marche[1] : Capitaine Planet; chef de bataillon Bailly.

34e régiment provisoire (mobiles des Deux-Sèvres) : Lieutenant-colonel Rouget.

2e bataillon des mobiles de la Savoie : Chef de bataillon Duboïs.

Francs-tireurs de Bordeaux : Capitaine Franke.

Total : 5 bataillons.

2e Brigade.

Colonel (A) Vivenot, capitaine d'infanterie.

3e régiment de marche de zouaves : Lieutenant-colonel Boisson (Pr), de Brême, Bernard.

68e régiment provisoire (2 bataillons de mobiles du Haut-Rhin) : Lieutenant-colonel Dumas, Dolfus (Ch.).

Total : 5 bataillons.

ARTILLERIE

21e batterie du 6e régiment (4) : Capitaine N.
19e batterie du 12e régiment (4)[2] : Capitaine Boussard.

Total : 12 pièces.

GÉNIE

3e compagnie du 3e bataillon des mobiles de la Loire : Capitaine N.

---

1. Ce bataillon fut improvisé le 1er janvier avec 4 compagnies du 14e bataillon de marche.
2. Remplacée sur une situation du 8 janvier par la 14e du 8e régiment qui figure ici à la réserve.

CAVALERIE

7e chasseurs[1] : Colonel Mieulet de Ricaumont.

Total : 10 bataillons, 12 pièces, 4 escadrons, 1 compagnie du génie.

3e DIVISION D'INFANTERIE[2]

Général de division (A) Segard, chef de bataillon commandant la *Légion d'Antibes* avant la guerre.

Chef d'état-major : Capitaine (A) Mallet.

Commandant l'artillerie : Chef d'escadron Crépey.

Commandant le génie : Chef de bataillon Cord.

Sous-intendant : Gauthier, chef de bataillon.

Prévôt : Lieutenant Schmitt.

1re Brigade.

Colonel (A) Durochat, chef de bataillon.

47e régiment de marche[3] : Lieutenant-colonel Segard, N.

Régiment provisoire (mobiles de la Corse, 2 bataillons) : Lieutenant-colonel Parran.

Éclaireurs : Commandant Delorme[4].

Total : 6 bataillons.

2e Brigade.

Colonel (A) Simonin.

Mobiles des Pyrénées-Orientales (1er et 2e bataillons) : Lieutenant-colonel Devaux.

---

1. Avait fait partie de la 1re brigade de la division de cavalerie du 12e corps; échappé de Sedan.

2. Effectif de 7,900 hommes à la formation.

3. Ce régiment mérite une mention. Il fut formé à 2 bataillons au moyen de la légion d'Antibes, qui rentrait des États Pontificaux, de 500 mobiles des Deux-Sèvres et de 200 mobiles de Saône-et-Loire. Le 4 novembre, l'arrivée du 4e bataillon du 78e de ligne le porta à 3 bataillons. Ce bataillon (de Bernard de Seigneurens) compta d'abord à la 2e brigade, puis passa au 47e de marche (1re brigade). Les deux bataillons de la Corse furent réunis le 4 janvier en un régiment provisoire sous les ordres du lieutenant-colonel Parran.

4. Le 8 janvier, d'après M. Jules Richard, ce corps était remplacé par 1 bataillon de volontaires Comtois, 1 compagnie de francs-tireurs de l'Allier et 1 du Puy-de-Dôme.

58e régiment provisoire (mobiles des Vosges, 1er et 2e bataillons): Lieutenant-colonel Dyonnet, Muller.

Mobiles de la Meurthe (2e bataillon) : Chef de bataillon Verdelet.

Francs-tireurs de Gannat[1] (1 compagnie, Fontenay, Fournier).

Francs-tireurs de Nice (1 compagnie).

Total : 5 bataillons.

ARTILLERIE

18e batterie du 14e régiment (12) : Capitaine Derennes.

14e batterie du 10e régiment (12) : Capitaine Menessier[2].

Total : 12 pièces.

GÉNIE

Compagnie d'ouvriers volontaires de Tours : Capitaine Autixier.

CAVALERIE

6e cuirassiers de marche : Lieutenant-colonel Chevals (6es escadrons des 2e, 3e, 4e, 10e cuirassiers).

Total : 11 bataillons, 12 pièces, 4 escadrons, 1 compagnie du génie.

RÉSERVE D'ARTILLERIE

Lieutenant-colonel D'AUVERGNE ; chef d'escadron Delahaye.

23e batterie du 2e régiment (12) : Capitaine Herment.

23e batterie du 6e régiment (12) : Capitaine Blanchard.

21e batterie du 7e régiment (canons à balles) : Capitaine Tristan.

14e batterie du 8e régiment (12) : Capitaine Colson.

24e batterie du 12e régiment[3] (12) : Capitaine Laguilhonie.

Total : 24 pièces, 8 mitrailleuses.

---

1. Remplacés, à la date du 8 janvier, par les francs-tireurs de Cannes. Le 2e bataillon de la Meurthe, d'effectif très réduit, fut supprimé le 25 décembre et versé dans le 2e bataillon des Vosges (58e provisoire).

2. D'après M. Jules Richard, cette batterie devrait être remplacée par la 23e du 2e régiment (12), capitaine Herment, qui figure ici à la réserve.

3. La 14e du 12e régiment, que M. Jules Richard fait figurer dans le 20e corps, était une batterie à pied, affectée à la place de Langres. La 23e du 2e ne fut dirigée de Grenoble sur Orléans que le 1er décembre.

PARC D'ARTILLERIE

Chef d'escadron Delahaye.

7e compagnie du 1er régiment du train d'artillerie.

RÉSERVE DU GÉNIE

6e compagnie *bis* du 2e régiment (3 décembre) : Capitaine N.

11e compagnie *bis* du 3e régiment : Capitaine Maillard.

Total général : 36 bataillons, 68 pièces, 12 escadrons, 5 compagnies du génie[1].

1. Le 20e corps n'avait que de la cavalerie divisionnaire, contrairement au système adopté pour nos autres corps d'armée.

24e CORPS

Général de division (Pr) BRESSOLLES (18 décembre) ; général de division (A) THIBAUDIN, *dit* COMAGNY[1] (26 janvier).

Chef d'état-major général : Lieutenant-colonel DESHORTIES, FOURCHAUD, TISSIER (6 janvier).

Sous-chef d'état-major général : Chef de bataillon d'infanterie Bourboulon.

Commandant l'artillerie : Lieutenant-colonel Bézard.

Chef d'état-major : Chef d'escadron (A) Maillot.

Commandant le génie : Général de brigade Séré de Rivière ; colonel Barrabé (11 janvier).

Chef d'état-major : Capitaine Langlois.

Sous-intendant : Perrot.

Grand prévôt : Chef d'escadron Regard.

Payeur principal : Ciboin.

1re DIVISION D'INFANTERIE

Général de division (Pr) D'ARIES.

Chef d'état-major : Lieutenant-colonel de mobiles d'Ollone.

Commandant l'artillerie : Chef d'escadron Maillard.

Commandant le génie : N.

Sous-intendant : Capitaine de Belleval (des francs-tireurs de Neuilly).

1re Brigade[2].

Colonel MILLOT ; lieutenant-colonel DES VEAUX DU LYF (par intérim) ; général (Pr) CASTELLA.

16e chasseurs de marche : Chef de bataillon Huguet.

1. Cet officier général commandait le 67e à Metz. Prisonnier à Mayence, il avait pris l'engagement écrit de se présenter chaque jour à l'appel. Il s'évada et reprit du service sous le nom de Comagny. Son chef d'état-major Deshorties, nommé malgré lui, donna lieu à une curieuse correspondance qu'il est facile de retrouver dans l'*Enquête*.

2. Cette brigade dut d'abord être formée d'un bataillon des mobiles de la Gironde, des 32e et 57e de marche qui restèrent à la division Cremer.

63[e] de marche : Lieutenant-colonel des Veaux du Lyf (4[es] bataillons des 78[e], 84[e], 85[e] de ligne).

Total : 4 bataillons.

2[e] Brigade.

Lieutenant-colonel D'OLLONE (par intérim).

Régiment provisoire (mobiles de la Haute-Garonne, du Tarn-et-Garonne et du Haut-Rhin)[1] : N.

Compagnie des francs-tireurs de Neuilly (Seine) : Capitaine de Belleval.

Total : 3 bataillons.

ARTILLERIE

1[re] batterie *bis* du 9[e] régiment (4) : Capitaine Limon.

2[e] batterie de montagne du 13[e] régiment (4) : Sous-lieutenant Lenthéric.

3[e] batterie des mobiles du Doubs (4) : Capitaine Grévy.

Total : 18 pièces.

GÉNIE

2[e] section de la 3[e] compagnie *bis* du 2[e] régiment.

Total : 7 bataillons, 18 pièces, 1 section du génie.

2[e] DIVISION D'INFANTERIE

Général de division (A) THIBAUDIN *dit* COMAGNY.

Chef d'état-major : Chef d'escadron (A) de Parceval.

---

1. Cette division, qui ne fut jamais sérieusement constituée, comprit, en outre, sur le papier, la 3[e] légion des mobilisés du Rhône, colonel Barthélemy, puis Barbéceroux, et la 3[e] légion du Doubs, lieutenant-colonel Lecomte. La 3[e] du Rhône ne rejoignit l'armée que pendant la retraite sur Besançon ; elle ne fit jamais partie intégrante des troupes de d'Aries, se retira pour son compte et suivit la division Cremer à son entrée en Suisse.

Le général de brigade Castella fit partie de la division d'Aries pendant quelques jours, du 8 au 25 janvier. Il disparut au combat d'Adam-le-Passavant, sans avoir été pris par l'ennemi. De nationalité suisse, il sortait des troupes pontificales.

Commandant l'artillerie : Chef d'escadron Alix.
Commandant le génie : Capitaine Thurninger.
Sous-intendant : N.

1re Brigade.

Lieutenant-colonel Irlande.

20e chasseurs de marche : Chef de bataillon Hermieu.
60e de marche : Lieutenant-colonel Jouneau.
61e de marche : Lieutenant-colonel Dauriac.

Total : 7 bataillons.

2e Brigade.

Lieutenant-colonel Bramas, des mobiles de l'Yonne.

14e régiment provisoire (mobiles de l'Yonne) : N.

87e régiment provisoire (mobiles de la Lozère, des Basses-Pyrénées (3e bataillon), et du Tarn-et-Garonne (1er bataillon) : Lieutenant-colonel Bordier, (Pr) Patin.

Total : 6 bataillons.

ARTILLERIE

10e batterie *bis* du 3e régiment (4) : Capitaine Crepin.

3e batterie de montagne du 3e régiment (4) : Lieutenant Demangeon.

22e batterie du 6e régiment (4) : N.

Total : 18 pièces.

GÉNIE

1re section de la 3e compagnie *bis* du 3e régiment : Lieutenant Frapillon.

Total : 13 bataillons, 18 pièces, 1 section du génie.

3e DIVISION D'INFANTERIE

Général de division (A) Carré de Busserolle, commandant de recrutement.

Chef d'état-major : Chef d'escadron (A) Chevillot, capitaine du train des équipages.

Commandant l'artillerie : Chef d'escadron Zickel.
Commandant le génie : N.
Sous-intendant : Belleval, Montholon.

1re légion de mobilisés du Rhône : Colonel Celler, Valentin.

2e légion de mobilisés du Rhône : Colonel Ferrer, Chabert[1].

89e provisoire (mobiles du Var et de la Gironde) : Lieutenant-colonel Maréchal ; commandant Sekel.

4e bataillon des mobiles de la Loire : Chef de bataillon Chalus, Saint-Martin.

Total : 9 bataillons.

ARTILLERIE

7e batterie du 3e régiment (4) : Capitaine Bouvier.

4e batterie de montagne du 3e régiment (4) : Sous-lieutenant Bastien.

23e batterie du 8e régiment (4) : Capitaine Séo.

Batterie Armstrong de la 2e légion : Capitaine Mujard[2].

Total : 25 pièces.

GÉNIE

2 compagnies des 1re et 2e légions du Rhône.

Total : 9 bataillons, 25 pièces, 2 compagnies du génie.

DIVISION DE CAVALERIE[3]

3e dragons de marche (4 escadrons des 6e, 7e, 10e, 11e dragons) : Lieutenant-colonel Durdilly.

---

1. Les 1re et 2e légions du Rhône firent partie de la division Cremer jusqu'au 22 décembre ; à la suite du combat de Nuits, on accusa Cremer de les avoir fait écraser mal à propos et elles passèrent au 24e corps, mais en laissant la batterie Armstrong de la 1re légion à Cremer.

Ces légions avaient été constituées à 3 bataillons de 6 compagnies, 1 batterie, 1 compagnie du génie.

2. 7 pièces dont 3 de 12 et 4 de 6 Armstrong ; rejoignit la 2e légion le 12 janvier.

3. Ne fut jamais constituée. Des cinq régiments affectés au 24e corps, les 3e dragons et 2e chasseurs d'Afrique, arrivés tardivement à l'armée, furent retenus à la réserve générale. Le 5e lanciers de marche, en formation à Besançon, fut renvoyé vers le sud avec les mobilisés du général de la Serre. Le 7e dragons de marche parait ne pas avoir rejoint. Seul, le 7e mixte rendit quelques services au 24e corps, qu'il avait rallié le 28 décembre à Besançon.

7e dragons de marche (4 escadrons des 1er, 3e, 6e, 10e dragons) : Lieutenant-colonel Robert.

5e lanciers de marche (4 escadrons des 3e, 4e, 6e, 7e, 8e lanciers) : Lieutenant-colonel Foussat.

7e de cavalerie légère mixte (4 escadrons des 2e, 3e, 8e chasseurs et 2e hussards) : Lieutenant-colonel Droz.

2e chasseurs d'Afrique de marche : Lieutenant-colonel Gaume.

Total : 20 escadrons.

RÉSERVE D'ARTILLERIE

Colonel Wartelle.

24e batterie du 9e régiment (12) : Capitaine Peyrat.

24e batterie du 12e régiment (12) : Capitaine Laguilhonie [1].

24e batterie du 13e régiment (12) : Capitaine Landwehrlen.

25e batterie du 14e régiment (12) : Capitaine Guiot.

19e batterie du 19e régiment (4 à cheval) : Capitaine Coulange.

Total : 28 pièces.

RÉSERVE DU GÉNIE

5e compagnie *bis* du 2e régiment : Capitaine Nestler.

Total général : 29 bataillons, 20 escadrons, 89 pièces, 5 compagnies du génie.

---

1. Cette batterie compte également à la réserve du 20e corps. Si elle ne fut pas remplacée au 24e par une autre, ce que nous ignorons, le nombre des pièces de ce corps d'armée se réduisit à 83.

DIVISION CREMER

Général de division (A) CREMER.

Chef d'état-major : Colonel (A) Poullet, capitaine d'infanterie.

Sous-chef d'état-major : Chef de bataillon (A) Hennequin.

Commandant l'artillerie : Chef d'escadron Camps.

Commandant le génie : Capitaine Lemore.

Sous-intendant : Bonfillion.

1re Brigade.

Colonel MILLOT.

3e bataillon des mobiles de la Gironde : Commandant de Carayon-Latour.

32e de marche[1] : Lieutenant-colonel Graziani, Reboulet.

57e de marche : Lieutenant-colonel Champcommunal.

Total : 7 bataillons.

2e Brigade[2].

N.

1re légion du Rhône : Colonel (A) Celler, (A) Valentin.

2e légion du Rhône : Colonel Ferrer, Chabert.

Chasseurs volontaires du Rhône (3 compagnies et 2 pièces de montagne) : Capitaine Marengo.

Volontaires du Rhône (1 compagnie) : Lieutenant Joly.

Total : 6 bataillons, 4 compagnies.

---

1. Fit d'abord partie du 15e corps (2e brigade, 3e division).

2. A dater du 22 décembre, cette brigade passa à la 3e division du 24e corps, elle fut remplacée par la suivante :

Général (A) CAROL-TEVIS ; lieutenant-colonel Reboulet.

Francs-tireurs vendéens (1 bataillon) : Commandant Kosiel-Pobleski.

83e provisoire (mobiles de l'Aude et du Gers) : Lieutenant-colonel Puech-Lestanière, Mary.

86e provisoire (mobiles de Saône-et-Loire) : Lieutenant-colonel Cadot, Collavet.

Les Volontaires libres du Rhône furent licenciés en décembre, puis reconstitués et rattachés à la 1re légion.

Effectif du 17 décembre : 12,459 rationnaires (Voir plus haut, p. 85).

ARTILLERIE

22e batterie du 9e régiment (4) : Capitaine Aubrion ; lieutenant Legoux.

22e batterie du 12e régiment (4) : Capitaine Viala ; lieutenant de Dartein.

1re batterie de montagne du 3e régiment (4) : Capitaine Carrère.

2e batterie de montagne du 3e régiment (4) : Lieutenant Baudelin.

Batterie de la 1re légion du Rhône (6 pièces de 9 Armstrong) : Capitaine Pitrat.

Total : 30 pièces.

GÉNIE

20e compagnie *bis* du 2e régiment : Capitaine Lebours.

CAVALERIE

Éclaireurs à cheval (1 peloton[1]) : Lieutenant du Plessis de Pouzilhac.

Total : 13 bataillons, 30 pièces, 1 peloton de cavalerie, 1 compagnie du génie.

---

1. Arrivé vers le 21 décembre ainsi que les deux batteries de montagne.

RÉSERVE GÉNÉRALE

Général de brigade (A) LOGEROT, colonel du 38e de ligne; PALLU DE LA BARRIÈRE (27 décembre), capitaine de frégate.

Chef d'état-major : Chef d'escadron de Maumigny.

Commandant l'artillerie : Lieutenant-colonel Tricoche, Venot; capitaine Cerbon.

Sous-intendant : Lemaître.

38e de ligne : Colonel Logerot; lieutenant-colonel Courtot.

29e de marche : Lieutenant-colonel Carré.

Régiment de marche d'infanterie de marine (5 compagnies du 2e régiment, 7 du 4e, 4 du 3e) : Lieutenant-colonel Coquet.

Total : 9 bataillons.

CAVALERIE

Général de brigade de BOËRIO.

3e dragons de marche : Lieutenant-colonel Durdilly.

2e chasseurs d'Afrique de marche : Lieutenant-colonel Gaume.

Total : 8 escadrons[1].

ARTILLERIE

19e batterie du 2e régiment (8) : Capitaine Wartelle.

20e batterie du 2e régiment (8) : Capitaine Cerbon.

15e batterie du 3e régiment (8) : Capitaine Faivre, Bitteroltz.

Total : 18 pièces.

Section du génie (?)

Total pour la réserve : 9 bataillons, 8 escadrons, 18 pièces.

Total général pour la 1re armée : 180 bataillons, 84 escadrons, 433 pièces, 15 compagnies du génie[2].

1. Figurent déjà à la cavalerie du 24e corps.
2. Ces chiffres ne peuvent être rigoureusement exacts, en raison des doubles emplois, des mutations d'armée à armée, dont il ne reste pas toujours trace.

ANNEXE 2.

CORPS FRANC DES VOSGES

Colonel BOURRAS (A), capitaine du génie.

16 compagnies franches.

2 pièces de montagne.

30 cavaliers [1].

ANNEXE 3.

ARMÉE DES VOSGES

Général GIUSEPPE GARIBALDI, commandant en chef de la zone des Vosges, de Strasbourg à Paris (*sic*).

Chef d'état-major : Colonel, puis général (A) BORDONE.

Commandant l'artillerie : Colonel (A) Olivier, lieutenant de vaisseau.

Commandant le génie : Lieutenant-colonel (A) Gauckler.

Directeur du service télégraphique : Lieutenant-colonel (A) Loir.

Médecin en chef : Dr Margella.

Directrice des ambulances : Mme Vitc-Mary.

1re Brigade.

Général BOSSAK-HAUKÉ (tué le 21 janvier 1871); colonel Stefano CANZIO [2].

1. Composition au 3 novembre; fort d'environ 1,600 hommes. Reçut ensuite 1 escadron d'éclaireurs (Wolowski) et atteignit près de 2,500 hommes.

2. Commanda une 5e brigade qui n'exista que sur le papier.

Chef d'état-major: Commandant Paul Vichard; chef d'escadrons Bayard, du 3e hussards.

42e provisoire (mobiles de l'Aveyron) : Lieutenant-colonel Williame.

1re légion de l'Isère : Lieutenant-colonel Bleton[1].

Carabiniers génois : Commandant Razetto.

Éclaireurs de Gray : Commandant Neveux.

Francs-tireurs du Midi : Commandant Gout.

Francs-tireurs de Philippeville : Commandant Bablon.

Francs-tireurs de Bône : N.

1re compagnie de francs-tireurs volontaires du Rhône : Capitaine Tainturier.

Compagnie franco-espagnole : Capitaine Artigala.

Compagnie de tirailleurs : Capitaine Pasanisi.

Compagnie espagnole : Commandant Garcia.

Garibaldiens d'Alger : Capitaine Dubiez.

Garibaldiens génois : Commandant Panazzi.

Légion italienne *dite* de Marsala : Commandant Orense.

Chasseurs égyptiens : Commandant Pennazi.

Total : 6 bataillons, 13 corps francs.

2e Brigade.

Colonel Delpech, Lobbia.

Chef d'état-major : Capitaine Jolivalt (armée régulière).

Bataillon de la garde mobile du Gard : Commandant Braconnier.

1er bataillon de l'Égalité : Commandant Gauthier.

2e bataillon de l'Égalité : Commandant Raymond.

Guerillas de Marseille : Commandant Bousquet.

Tirailleurs garibaldiens du Var : Commandant Danilo.

Francs-tireurs de l'Atlas : Commandant Gallien.

Guerillas d'Orient : Commandant Chenet, puis Jacquot *dit* de Saulcy.

Éclaireurs de la brigade : Capitaine Corso.

Compagnie de marine : Capitaine Genet.

Total 1 bataillon, 8 corps francs.

---

1. Arrivée le 19 janvier.

3e Brigade.

Général Menotti GARIBALDI.

Chef d'état-major : Commandant San Ambrosio.

1er bataillon de mobiles des Alpes-Maritimes : Commandant Bruneau[1].

2e bataillon de mobiles des Alpes-Maritimes : Commandant Guide, Monnié.

Bataillon de mobiles des Hautes-Alpes : Commandant Bathélemy.

3e bataillon de mobiles des Basses-Pyrénées : Commandant Borel, Hiriart.

3e légion de mobilisés de l'Isère : Lieutenant-colonel Combarieu[2].

Francs-tireurs mixtes : Commandant Loste.

Compagnie de Colmar : Commandant Eudeline.

Chasseurs des Alpes : Commandant Ravelli.

Francs-tireurs réunis d'Oran : Commandant Cruchy[3].

Francs-tireurs de Franche-Comté : Commandant Ordinaire.

Compagnie de Vaucluse : Capitaine Eyraud.

Garde civique marseillaise : Commandant Debray.

Total : 6 bataillons, 8 corps francs.

4e Brigade.

Colonel Ricciotti GARIBALDI.

Chef d'état-major : Capitaine (A) d'Houtetot.

Intendant : Baumès.

Payeur : Martinet.

Chef de la mission télégraphique : Pascalin.

2e légion de mobilisés de l'Isère : Colonel Blache (24 janvier).

Bataillon Nicolaï : Commandant Nicolaï.

Francs-tireurs de l'Allier : Prieur.

Chasseurs savoisiens : Commandant Michard et Carré.

Francs-tireurs de l'Aveyron : Commandant Rodat.

Chasseurs du Dauphiné (2 compagnies) : Commandant Rostaing.

Éclaireurs du Doubs : Commandant Bégey.

Francs-tireurs de la Côte-d'Or : Commandant Godillot.

1. 27 janvier, compta quelque temps à la 1re brigade.
2. Arrivée le 20 janvier.
3. 1 bataillon porté de 5 à 7 compagnies en février.

Chasseurs du Havre : Commandant Damone.

Volontaires du Loir-et-Cher : Commandant Dambricourt.

Alsaciens de Paris : Commandant Braun.

Éclaireurs de Caprera : Commandant Rolland.

Bataillon de mobilisés de la Côte-d'Or (Auxonne) : Commandant Lambert.

Francs-tireurs de Dôle : Commandant Habert.

Chasseurs du Mont-Blanc[1] : Commandant Tappaz.

Francs-tireurs de la Croix de Nice : Commandant Nivon, Rivoire.

Francs-tireurs de Toulouse : Commandant Grzybowecki.

Compagnie de la Revanche : Commandant Verdan.

Compagnie des Vosges : Commandant Welker.

Francs-tireurs de l'Isère : Commandant Austin.

1re compagnie du Gers[2] : Commandant Duluc.

Chasseurs républicains de la Loire : Commandant de Laberge.

1re compagnie de Bigorre et Jonzac : Commandant Lacour.

2e compagnie de francs-tireurs dauphinois : Commandant Dunières.

Francs-tireurs du Croissant : Commandant Barbot.

Enfants perdus de la montagne : Commandant Durrieu.

Cavaliers éclaireurs : Commandant Radowitz.

Total : 4 bataillons, 25 corps francs.

ARTILLERIE

25e batterie du 2e régiment (12) : Capitaine Malenfer.

27e batterie du 2e régiment (4) : Capitaine Carré.

1re batterie de montagne du 6e régiment (4) : Sous-lieutenant Pohin.

1re batterie de montagne du 9e régiment (4) : Sous-lieutenant Delhue.

1re batterie de montagne du 12e régiment (4) : Sous-lieutenant Morel.

2e batterie de montagne du 14e régiment (4) : Sous-lieutenant Sebillot.

---

1. Dans un ordre de bataille daté du 27 janvier, ce corps franc porte le nom de « Compagnie des chasseurs de Savoie et du Mont-Blanc », commandant Michard.

2. Fut dissoute et versée en partie dans la compagnie de la « Croix de Nice »

1re batterie de montagne du 1er régiment du train (4) : Sous-lieutenant Schneider.

Batteries de la garde nationale mobile de la Charente-Inférieure :

2e batterie (4) : Capitaine Senné.

3e batterie (4) : Capitaine Renson.

Batteries de la garde nationale mobile des Bouches-du-Rhône :

1re batterie (12) : Capitaine Petter.

2e batterie (12) : Capitaine Gruet.

5e batterie (à pied) : Capitaine Lamy.

1re batterie de la garde nationale mobilisée de Maine-et-Loire : Capitaine Laugerot.

1re batterie (à balles) de volontaires, *dite* batterie des petites mitrailleuses : Capitaine Pasanisi [1].

Total : 14 batteries, dont 5 de montagne, 1 à balles et 1 à pied.

GÉNIE

1re compagnie *bis* du 1er régiment : Capitaine Arrégeas.

Compagnie du génie auxiliaire italien : Capitaine Sartorio.

Compagnie de pontonniers du Rhône.

CAVALERIE

11e de cavalerie mixte (4 escadrons des 7e, 10e chasseurs, 2e et 12e dragons) : Lieutenant-colonel Renaudot.

1 escadron du 3e hussards.

1 escadron du 6e dragons.

Cavaliers volontaires de Châtillon : N.

Escadron des guides : Commandant Farlatti.

Éclaireurs du Rhône : Commandant Massonnerie.

Cavalerie d'exploration : Commandant Bardinal.

Cavalerie de Chambéry : N.

Corps espagnol de Perpignan : Commandant Garcia.

Total : 6 escadrons, 6 corps francs.

TRAIN DES ÉQUIPAGES

Commandant : Ceriato.

1. Fut rattachée en janvier à la 4e brigade.

CORPS ISOLÉS

Bataillon des Enfants-Perdus de Paris : Commandant Delorme.

Francs-tireurs de la mort : Commandant Sylvestre.

Bataillon des corps francs réunis du Rhône : Commandant Deplace.

Les Ours nantais : Capitaine Corwiller.

Total : 4 corps francs.

Total général pour l'armée[1] : 17 bataillons, 60 corps francs (infanterie) ; 6 escadrons, 6 corps francs (cavalerie) ; 14 batteries ; 3 compagnies du génie.

---

1. Pendant l'armistice l'armée fut réorganisée sous les ordres de l'amiral du Penhoat (ordre du 20 février). Les 4 brigades restèrent telles quelles, rattachées au quartier général. On créa 2 divisions sous les ordres des généraux de Jouffroy et de Busserolle.

1re Division.

1re Brigade : N.

1re légion du Jura : Lieutenant-colonel Millon.
2e légion du Jura : Lieutenant-colonel Erlanger.
3e légion du Jura : Lieutenant-colonel Faivre.
4e légion du Jura : Lieutenant-colonel Desmarets.

2e Brigade : N.

5e légion de l'Isère : N.
6e légion de l'Isère : N.
1re légion de l'Ain : N.

Artillerie : N.

2e batterie de la garde nationale mobile de la Charente-Inférieure : Capitaine Senué.
3e batterie de la garde nationale mobile de la Charente-Inférieure : Capitaine Ranson.

2e Division.

1re Brigade : N.

1re légion de Saône-et-Loire : Lieutenant-colonel Pelletier.
2e légion de Saône-et-Loire : Lieutenant-colonel Cornille.
3e légion de Saône-et-Loire : Lieutenant-colonel Fornel.
4e légion de Saône-et-Loire : Lieutenant-colonel Landremont.

2e Brigade : N.

1re légion de l'Ardèche (2 bataillons) : N.
Légion de la Côte-d'Or : N.
2e légion de la Loire : N.
Bataillon de francs-tireurs alsaciens et du Gard : N.
Bataillon « Égalité de Langres » et 2e compagnie des francs-tireurs de la Côte-d'Or.

Artillerie : N.

4e batterie de la Charente-Inférieure : Capitaine Traversier.
5e batterie de la Charente-Inférieure : Capitaine Carrey.

ANNEXE 4.

MOBILISÉS DE SAONE-ET-LOIRE

Général de division (A) PELLISSIER, chef d'escadron d'artillerie[1].

Chef d'état-major : Lieutenant-colonel DERRIEY.

Sous-chef d'état-major : Capitaine Saint-Remy.

1re Brigade.

Lieutenant-colonel CORNILLE.

1re légion des mobilisés de Saône-et-Loire : Lieutenant-colonel Pelletier.

2e légion des mobilisés de Saône-et-Loire : N.

Total : 6 bataillons.

2e brigade.

Lieutenant-colonel FORNEL.

3e légion des mobilisés de Saône-et-Loire : N.

4e légion des mobilisés de Saône-et-Loire : Lieutenant-colonel Pellissier, Landremont.

Total : 6 bataillons.

---

1. Une 2e division, organisée dans le Jura, fut mise sous les ordres du général Pellissier au moment de l'armistice :

Général de division (A) Ochsenbein.
Chef d'état-major : N.

1re brigade :
Colonel Carrier.
Bataillon de volontaires du Jura : N.
2e légion des mobilisés de l'Ain : Lieutenant-colonel Baudin.
3e légion des mobilisés de l'Ain : Lieutenant-colonel Dallemagne.
4e légion des mobilisés de l'Ain : Lieutenant-colonel Robin.
Total : 9 bataillons.

2e brigade :
Colonel Dubar.
Légion des mobilisés des Hautes-Alpes : Lieutenant-colonel Ferrand.
2e légion des mobilisés de l'Ardèche : Lieutenant-colonel Deguilhem.
3e légion des mobilisés du Rhône : Lieutenant-colonel Barbencéroux.
Total : 9 bataillons.

Compagnie du génie : Capitaine Monnier.
Compagnie de guides : Commandant Guepy.
Batterie d'artillerie : Capitaine Barrier.
Compagnie de francs-tireurs : Capitaine Baune.

Total : 12 bataillons.

ARTILLERIE

25e batterie du 2e régiment (12) : Capitaine Malenfer.
29e batterie du 2e régiment (4) : N.
1re batterie des mobilisés des Bouches-du-Rhône (12) : N.

GÉNIE

Compagnie de la 4e légion du Rhône : N.

Total pour le corps Pellissier[1] : 18 bataillons, 18 pièces, 2 compagnies du génie, 1 corps franc.

1. La division de cavalerie de Longuerue, du 15e corps, lui fut rattachée au moment de l'armistice.
La 25e batterie du 2e régiment compte également à l'armée des Vosges.

ANNEXE 5.

ARMÉE DU SUD

Commandant en chef : Général de cavalerie baron v. MANTEUFFEL.

Chef d'état-major : Colonel comte v. WARTENSLEBEN.
Quartier-maître général : Major v. Lewinski I.
Commandant l'artillerie : Général-lieutenant v. Decker.
Intendant d'armée : Conseiller d'intendance Igel.
Médecin général d'armée : Médecin général Westphal.
Commandant du quartier général : Major v. Strautz.

Inspection générale des étapes : Colonel Janke (pendant l'armistice).

IIe CORPS D'ARMÉE

(11 janvier 1871.)

Général d'infanterie v. FRANSECKY.

Chef d'état-major : Colonel v. WICHMANN.
Commandant l'artillerie : Général-major v. Kleist.
Commandant le génie et les pionniers : Major Sandkuhl.

3e DIVISION D'INFANTERIE

Général-major v. HARTMANN.

Officier d'état-major : Major Stockmarr.

5e Brigade.

Général-major v. KOBLINSKI.
2e régiment (poméranien) : Colonel v. Ziemietzky.
5e régiment (poméranien) : Colonel v. Knesebeck.

6e Brigade.

Colonel v. Wedell.

14e régiment (poméranien) : Major v. Schorlemmer.
54e régiment (poméranien) : Major Liebe.

2e bataillon de chasseurs (poméranien) : Capitaine Schulz.
3e dragons (du Neumark) : Major v. Wedell.
4 batteries du 2e régiment (poméranien) : Major baron v. Eynatten.
1 compagnie de pionniers avec équipage de pont léger.
1 détachement sanitaire.

Total : 13 bataillons, 4 escadrons, 24 pièces, 1 compagnie de pionniers.

4e DIVISION D'INFANTERIE

Général-lieutenant Hann v. Weyhern.
Officier d'état-major : Capitaine Boie.

7e Brigade.

Général-major du Trossel.

9e régiment (poméranien) : Colonel v. Ferentheil und Gruppenberg.
49e régiment (poméranien) : Lieutenant-colonel Laurin.

8e Brigade.

Général-major v. Kettler.

21e régiment (poméranien) : Lieutenant-colonel v. Lobenthal.
61e régiment (poméranien) : Lieutenant-colonel v. Weyrach.

11e dragons (poméranien) : Lieutenant-colonel v. Guretzki-Cornitz.
4 batteries du 2e régiment (poméranien) : Lieutenant-colonel Bauer.
2 compagnies de pionniers avec 1 colonne d'outils.
1 détachement sanitaire.

Total : 12 bataillons, 4 escadrons, 24 pièces, 2 compagnies de pionniers.

ARTILLERIE DE CORPS

Colonel Petzel.

2 batteries à cheval du 2e régiment (poméranien) : Lieutenant-colonel Maschke.

4 batteries montées du 2e régiment (poméranien) : Major Hübner.

Total : 36 pièces.

5 colonnes de munitions d'artillerie, 4 colonnes de munitions d'infanterie, 1 équipage de ponts : Major Leo.

2e bataillon du train (poméranien) : Colonel Schmelzer.

Total pour le IIe corps : 25 bataillons, 8 escadrons, 84 pièces, 3 compagnies de pionniers.

VIIe CORPS D'ARMÉE

(11 janvier 1871.)

Général d'infanterie v. ZASTROW.

Chef d'état-major : Colonel v. Salviati.

Commandant l'artillerie : Général-major v. Zimmermann.

Commandant le génie et les pionniers : Major Treumann.

13e DIVISION D'INFANTERIE

Général-lieutenant v. Bothmer.

Officier d'état-major : Major v. Werder.

25e Brigade.

Général-major baron v. der Osten-Sacken.

13e régiment (westphalien) : Lieutenant-colonel v. der Bussche-Haddenhausen.

73e régiment (hanovrien) : Lieutenant-colonel v. Lœbell.

26e Brigade.

Colonel v. Barby.

15e régiment (westphalien) : Colonel v. Delitz.

55e régiment (westphalien) : Lieutenant-colonel v. Bischofshausen.

7e bataillon de chasseurs (westphalien) : Major v. Kamecke.
8e hussards (westphalien) : Lieutenant-colonel Arendt.
4 batteries du 7e régiment (westphalien) : Major Wilhelmi.
1 compagnie de pionniers avec équipage de pont léger.
1 détachement sanitaire.

Total : 13 bataillons, 4 escadrons, 24 pièces, 1 compagnie de pionniers.

14e DIVISION D'INFANTERIE

Général-major baron v. Senden.

Officier d'état-major : Major v. Hilgers.

27ᵉ Brigade.

Colonel v. Pannwitz.

39ᵉ régiment (du Rhin inférieur) : Major Herrmann.
74ᵉ régiment (hanovrien) : Lieutenant-colonel v. Kamecke.

28ᵉ Brigade.

Général-major v. Woyna II.

53ᵉ régiment (westphalien) : Lieutenant-colonel v. Grabow.
77ᵉ régiment (hanovrien) : Major v. Köppen.

15ᵉ hussards (hanovriens) : Colonel v. Cosel.
4 batteries du 7ᵉ régiment (westphalien) : Major baron v. Eynatten.
2 compagnies de pionniers avec 1 colonne de munitions.
1 détachement sanitaire.

Total : 12 bataillons, 4 escadrons, 24 pièces, 2 compagnies de pionniers.

ARTILLERIE DE CORPS

Lieutenant-colonel Minemeyer.
2 batteries à cheval du 7ᵉ régiment (westphalien) : Capitaine Hasse.
4 batteries montées du 7ᵉ régiment (westphalien) : Major Mathias.

Total : 36 pièces.

5 colonnes de munitions d'artillerie, 4 colonnes de munitions d'infanterie, 1 équipage de pont : Major Gasch.
7ᵉ bataillon du train (westphalien) : Major baron v. Bothmar.

Total : 25 bataillons, 8 escadrons, 84 pièces, 3 compagnies du génie.

TROUPES RATTACHÉES AU VIIᵉ CORPS

60ᵉ régiment d'infanterie (brandebourgeois) : Colonel v. Dannenberg.
72ᵉ régiment d'infanterie (de Thuringe) : Lieutenant-colonel Löwenberger v. Schönholtz.
5ᵉ uhlans de réserve : Colonel v. Bode.
Lazareth de campagne n° 3 (grand-duché de Hesse).

Total : 6 bataillons, 4 escadrons.

XIVe CORPS D'ARMÉE

(Au 19 janvior 1871.)

Général d'infanterie v. WERDER.

Chef d'état-major : Lieutenant-colonel v. Leszczynski.
Commandant l'artillerie : Général-major comte v. Sponeck.
Commandant le génie et les pionniers : Major Albrecht (par intérim).

TROUPES PRUSSIENNES

Général-major v. der Goltz.

Brigade combinée d'infanterie.

Colonel Wahlert.

30e régiment d'infanterie (rhénan) : Colonel Nachtigal.
34e régiment d'infanterie (poméranien) : Lieutenant-colonel baron v. der Osten *dit* Sacken.

Brigade combinée de cavalerie.

N.

2e dragons de réserve : Lieutenant-colonel v. Walther.
2e hussards de réserve : Lieutenant-colonel comte zu Dohna.

Abtheilung combinée d'artillerie.

Major Ulrich.

3 batteries de réserve des Ier et IIIe corps d'armée.

Total : 6 bataillons, 8 escadrons, 18 pièces.

DIVISION BADOISE

Général-Lieutenant v. Glümer.

Chef d'état-major : Major baron Tæts v. Amerongen.
Commandant l'artillerie : Colonel v. Freihold.

1re Brigade d'infanterie.

Colonel baron v. WECHMAR.

1er régiment (Leib-Regiment) de grenadiers : Lieutenant-colonel Hoffmann.

2e régiment de grenadiers : Lieutenant-colonel Stölzel.

2e Brigade d'infanterie.

Général-major v. DEGENFELD.

3e régiment d'infanterie : Lieutenant-colonel Kraus.

4e régiment d'infanterie : Colonel Bayer.

3e Brigade d'infanterie.

Général-major Keller.

5e régiment d'infanterie : Colonel Sachs.

6e régiment d'infanterie : Colonel Bauer.

3e dragons (badois) : Lieutenant-colonel baron v. Gemmingen.

Artillerie divisionnaire (5 batteries) : Lieutenant-colonel v. Theobald.

Compagnie de pontonniers avec équipage de pont léger.

BRIGADE DE CAVALERIE

Colonel baron v. WILLISEN.

1er dragons (Leib-Regiment) : Major v. Merhart.

2e dragons : Colonel Wirth.

1 batterie à cheval.

Total : 18 bataillons, 12 escadrons, 36 pièces, 1 compagnie de pionniers.

ARTILLERIE DE CORPS

Major ROCHLTITZ.

4 batteries badoises.

ABTHEILUNG DE COLONNES DE MUNITIONS

Major ENGLER.

3 colonnes d'artillerie.

2 colonnes d'infanterie.

Colonne de pont.

TRAIN

Major v. Chelius.

5e Abtheilung des chemins de fer de campagne.

5e Abtheilung des télégraphes des étapes.

Total pour le XIVe corps : 24 bataillons, 30 escadrons, 78 pièces, 1 compagnie de pionniers.

4e DIVISION DE RÉSERVE

(Au 19 janvier 1871.)

Général-Major v. Schmeling.

Officier d'état-major : Major v. Kretschman.

Brigade combinée d'infanterie.

Colonel Knappe v. Knappstadt.

25e régiment d'infanterie (rhénan) : Colonel v. Loos.

2e régiment combiné de landwehr[1] (Prusse orientale) : Colonel v. Krane.

Brigade de landwehr de la Prusse orientale.

Colonel v. Zimmermann.

1er régiment combiné de landwehr (Prusse orientale) : Lieutenant-colonel Scheuermann.

3e régiment combiné de landwehr (Prusse orientale) : Colonel v. Usedom.

4e BRIGADE DE CAVALERIE DE RÉSERVE

Général-Major v. Tresckow II.

1er uhlans de réserve : Lieutenant-colonel v. Wulffen.

3e uhlans de réserve : Lieutenant-colonel v. Schmidt.

---

1. Ces régiments de landwehr sont à 4 bataillons au lieu de 3 comme ceux de ligne.

La 4e division était rattachée au XIVe corps, ainsi que le corps de siège de Belfort.

ABTHEILUNG COMBINÉE D'ARTILLERIE

Major v. Schaper.

6 batteries de réserve des IVe et VIe corps.

1 compagnie de pionniers de forteresse du VIIe corps.

Total : 15 bataillons, 8 escadrons, 36 pièces, 1 compagnie de pionniers.

CORPS DE SIÈGE DE BELFORT

23 bataillons, 6 escadrons, 6 batteries (sans les troupes techniques).

4e Abtheilung des chemins de fer de campagne.

7e Abtheilung des télégraphes de campagne.

Total général : 118 bataillons, 64 escadrons, 306 pièces, 8 compagnies de pionniers.

INDEX

C

D

E

H

I

J

K

L

M

T

U

V

W

Y

Z

TABLE DES CARTES

TABLE DES MATIÈRES

Ire PARTIE

NUITS

CHAPITRE Ier

LES PREMIERS COMBATS DANS LES VOSGES

CHAPITRE II

ARRIVÉE DE GARIBALDI A DÔLE

CHAPITRE III

LES COMBATS SUR L'OGNON

CHAPITRE IV

PRISE DE DIJON

CHAPITRE V

CROUZAT SE PORTE SUR GIEN

CHAPITRE VI

GARIBALDI SE PORTE A AUTUN

CHAPITRE VII

TENTATIVE DE GARIBALDI SUR DIJON

CHAPITRE VIII

COMBAT DE CHATEAUNEUF

CHAPITRE IX

PROJETS D'EXPÉDITION DANS L'EST

CHAPITRE X

COMBAT DE NUITS (18 DÉCEMBRE)

CHAPITRE XI

RETRAITE DE CREMER SUR CHAGNY

IIe PARTIE

VILLERSEXEL

CHAPITRE XII

RETRAITE DE LA 1re ARMÉE SUR BOURGES

CHAPITRE XIII

DÉMONSTRATION SUR VIERZON

CHAPITRE XIV

PROJET DE MOUVEMENT SUR MONTARGIS

CHAPITRE XV

ADOPTION D'UN PROJET D'EXPÉDITION DANS L'EST

CHAPITRE XVI

LE COMMANDEMENT DE L'ARMÉE

CHAPITRE XVII

L'ARMÉE EST TRANSPORTÉE SUR LA SAÔNE

CHAPITRE XVIII

RÉOCCUPATION DE DIJON

CHAPITRE XIX

LES ALLEMANDS DU 19 AU 31 DÉCEMBRE

CHAPITRE XX

CONTINUATION DU MOUVEMENT DE L'ARMÉE

CHAPITRE XXI

COMBATS AU SUD DE VESOUL

CHAPITRE XXII

L'ARMÉE SE DÉROBE VERS L'EST

CHAPITRE XXIII

COMBAT DE VILLERSEXEL (9 JANVIER)

ANNEXES

Nancy, impr. Berger-Levrault et Cie.





